Hitler chef de guerre

Philippe Masson



tempus

collection tempus

Philippe MASSON

HITLER
CHEF DE GUERRE

PERRIN
www.editions-perrin.fr

Du même auteur
en poche

Histoire de l'armée française, de 1914 à nos jours, Paris, Perrin, tempus n° 13, 2002.

Histoire de l'armée allemande, Paris, Perrin, tempus n° 318, 2010.

Secrétaire générale de la collection :
Marguerite de Marcillac

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

Campagne de Pologne. Adolf Hitler et le général Walter von Reichenau, commandant en chef de la 10e armée, étudiant des cartes.
© Ullstein Bild / Roger-Viollet

EAN : 978-2-262-04443-5

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Sommaire

CHAPITRE I
De la Wehrmacht à la guerre

Tout commence le 30 janvier 1933. Ce jour-là, Hitler est nommé chancelier par le vieux maréchal Hindenburg, président de la République, à la tête d'un gouvernement de coalition. Hitler vient de réaliser son objectif : accéder au pouvoir par des moyens légaux. Le soir même, aux accents d'une marche militaire, une retraite aux flambeaux sur l'avenue Unter den Linden vers la porte de Brandebourg célèbre un événement aux conséquences dramatiques pour l'Allemagne, l'Europe et même le monde.

A suivre *Mein Kampf*, on peut s'attendre à ce que Hitler mette fin, en priorité, au diktat de Versailles, marqué par le désarmement du Reich, la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, la perte des territoires de l'Est. En réalité, Hitler manifeste une extrême prudence. Le plan de réarmement amorcé par la république de Weimar entre dans une phase décisive, sans changer profondément de nature.

Dès le 3 février 1933, devant les principaux généraux de l'armée, le Führer annonce une nouvelle orientation et précise son intention de récupérer le « pouvoir politique », préalable indispensable au « renforcement de la volonté de défense ».

Bien qu'il se montre encore évasif sur la date du rétablissement du service militaire, ces propos ne peuvent que plaire aux officiers généraux, soucieux d'une réhabilitation de l'armée aux yeux de l'opinion et qui espèrent que la nouvelle Wehrmacht va redevenir l'institution la plus importante de l'Etat.

Ce réarmement restera cependant discret et le départ de l'Allemagne de la Société des Nations, faute d'obtenir une authentique égalité des droits, ne doit pas faire illusion. Hitler se montre infiniment plus prudent qu'un homme comme le général von Blomberg, que le président Hindenburg lui a pratiquement imposé comme ministre de la Guerre. Le réarmement doit se poursuivre avec énergie,

mais avec le maximum de discrétion, quitte à multiplier les démentis. L'Allemagne va traverser une période dangereuse comparable à la *Risikogedanke* de Tirpitz au début du siècle[1]. Jusqu'en 1935 et encore après, Hitler, suivant sa propre expression, se fait « le chantre de la paix » ou encore se donne l'épithète de « disque pacifique[2] ».

Simultanément, pour des raisons de stricte opportunité, il entreprend des négociations avec la France et la Grande-Bretagne tout en signant en 1934 un pacte de non-agression avec la Pologne. Il propose ainsi au gouvernement français, en décembre 1933, une armée allemande de 300 000 hommes égale aux forces métropolitaines françaises et une aviation inférieure de moitié à celle de l'armée de l'air française.

Doumergue était au départ tenté d'accepter la proposition allemande, d'autant plus qu'il était soumis à une forte pression britannique. Il se heurta cependant à l'opposition de Tardieu et d'Herriot, ministres d'Etat, de Barthou, ministre des Affaires étrangères, et du maréchal Pétain, ministre de la Guerre. Accepter la proposition allemande constituerait une humiliation pour la France et renforcerait le pouvoir de Hitler. Le cabinet français entend jouer la carte d'un renforcement de la Petite Entente, en particulier avec la Tchécoslovaquie. Une note publique, qui n'est pas adressée directement au Reich, confirme le refus de Paris. La France « assurerait sa sécurité par ses propres moyens ».

Tout au long de cette période de prudence, un réarmement occulte s'effectue dans le cadre de l'*Umbau* (la restructuration) adopté, dès 1930, par les chanceliers Müller et Brüning. Deux raisons sont à l'origine d'un redressement à peine caché : la disparition de la Commission interalliée de contrôle et l'évacuation anticipée de la rive gauche du Rhin obtenue par Stresemann en 1930.

En avril 1932, Brüning n'hésite pas à exposer les objectifs révisionnistes du Reich sur le plan territorial. Ses propositions portent sur :

1. L'incorporation de Dantzig au Reich et la rétrocession par la Pologne de la Prusse-Orientale et de la partie polonaise de la haute Silésie.

2. La garantie d'un port libre près de l'embouchure de la Vistule et d'un chemin de fer reliant ce port à l'intérieur de la Pologne[3].

Sur le plan purement militaire, à la faveur de la réunion de la conférence de désarmement de Genève de 1932, Brüning espère faire triompher le principe de « l'égalité des droits ». Tout en mettant au point un plan de refonte de la Reichswehr issue du traité de Versailles. Celle-ci resterait une armée de métier fondée sur des engagements de trois ans au lieu de douze, associée à une milice d'une force à peu près équivalente avec un service de trois mois suivi de courtes

périodes d'instruction. L'armée finirait par comporter 21 divisions groupant près de 300 000 hommes. Le plan de réarmement prévoit également, mais dans des proportions très modestes, la création d'unités aériennes et blindées. La nouvelle Reichswehr devrait se trouver ainsi en mesure, à partir de 1938, d'assurer avec de sérieuses chances de succès une guerre contre la Pologne. Au total, c'est trois ans avant l'arrivée de Hitler au pouvoir que le gouvernement du Reich a jeté les bases d'un important programme de réarmement et entrepris la mise sur pied d'une nouvelle armée nettement plus forte que celle exigée par le traité.

Ce plan de réarmement limité ne correspond pas du tout à la vision stratégique de Hitler. Le Führer tient à mettre sur pied une grande armée de niveau international sur le modèle français ou soviétique. A l'ouest, cette armée s'appuierait sur une ligne de fortifications continue s'étendant des Pays-Bas à la Suisse. Le *Westwall* (mur de l'Ouest) allait être baptisé « ligne Siegfried » par les Occidentaux ; il aurait pour but d'empêcher toute réaction militaire rapide de la France en faveur de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne.

A l'est, la nouvelle Wehrmacht aurait pour mission d'assurer la domination du Reich sur l'Europe centrale et orientale et d'acquérir un espace vital au détriment de l'Union soviétique. Une vision stratégique qui ne comporte au départ aucune perspective de lutte contre les puissances maritimes.

Au début des années 1930, la situation de la marine n'est guère meilleure que celle de l'armée. Le traité de Versailles ne laisse à l'Allemagne qu'une caricature de flotte de guerre de 100 000 tonnes. Cette flotte se trouve limitée aux 6 vieux cuirassés de 10 000 tonnes de la classe *Schlesien* déjà largement démodés en 1914, à 6 croiseurs de 6 000 tonnes, 12 contre-torpilleurs de 800 tonnes et 12 torpilleurs de 600 tonnes. Les sous-marins et l'aéronautique navale lui sont strictement interdits. Le personnel est limité à 15 000 hommes dont 1 500 officiers.

Comble d'infortune, déjà suspecte aux milieux conservateurs par les mutineries de 1917-1918 la marine l'est également aux milieux de gauche au lendemain du putsch avorté d'extrême droite Kapp-Lutwitz en mars 1920, où l'une des trois brigades navales, celle commandée par le lieutenant Ehrhardt, a occupé Berlin. Plus que l'armée encore, la marine se trouve coupée de la Nation.

Tout au long de cette période, la marine multiplie les *Kriegsspiele* simulant un conflit associant la France et la Pologne. Les résultats de ces exercices sur la carte sont le plus souvent tout aussi déprimants que ceux menés par la Reichswehr. A la rigueur, une maîtrise de la Baltique semble possible. En revanche, les conditions offertes par un affrontement avec la France en mer du Nord, même dans le cas d'une neutralité bienveillante de la Grande-Bretagne, conduisent à un évident pessimisme. Devant une situation aussi peu

encourageante, la Kriegsmarine adopte en permanence une attitude révisionniste et caresse le rêve d'une parité avec la France[4].

Le renouvellement de la marine s'amorce cependant. Renouvellement parfaitement conforme aux clauses de Versailles – 5 croiseurs légers et 12 contre-torpilleurs de 800 tonnes sont successivement mis en chantier de 1921 à 1928 ; quoique tout à fait conforme là encore au traité, la construction décidée en 1928 du *Panzerschiff* (bâtiment cuirassé) *Deutschland*, en remplacement d'un des navires de ligne de la classe *Schlesien*, aura des conséquences internationales inattendues.

Avec un déplacement de 10 000 tonnes (12 000 en réalité), un armement composé de huit pièces de 280 mm et une vitesse de 27 nœuds associée à un imposant rayon d'action, ce bâtiment qualifié immédiatement de « cuirassé de poche » prend à contre-pied les puissances signataires de Versailles, d'autant plus que deux autres bâtiments suivent. Par son armement, il surclasse tous les croiseurs lourds de l'époque, tributaires de pièces de 203 mm, et par sa vitesse il n'a pas grand-chose à redouter de l'immense majorité des navires de ligne, qui atteignent au maximum 22 nœuds.

L'entrée en service des cuirassés de poche amène la marine française à riposter par les deux croiseurs de bataille de 26 000 tonnes *Dunkerque* et *Strasbourg*. L'Italie réplique par l'annonce de la mise en chantier de deux cuirassés de 35 000 tonnes, obligeant la France à répondre par deux navires de même tonnage, le *Richelieu* et le *Jean-Bart*. D'une manière totalement inattendue, la mise en chantier des *Panzerschiffe* aboutit à une relance de la course aux armements, au lendemain même de la conférence de Londres de 1930.

Si ces bâtiments redonnent à la Kriegsmarine une capacité océanique, ils ne mettent pas fin à une indiscutable morosité. L'amiral Levetzow constate d'une manière désabusée : « La flotte existante n'est qu'une marine rabougrie composée de navires en trompe-l'œil. » Aussi, dans le cadre de l'*Umbau*, l'amiral Raeder, chef d'état-major de la marine, présente un programme d'une « flotte équilibrée » avec pour objectif une « parité avec la France ».

« Une flotte équilibrée » comportant 6 ou 8 navires de ligne, 3 porte-avions, 7 croiseurs lourds, 12 croiseurs légers, 82 torpilleurs et 80 sous-marins, soit 580 000 tonnes de bâtiments. Ce programme suscite les plus extrêmes réserves de Hitler. Dans *Mein Kampf* et plus encore dans un article de presse paru en octobre 1932, le Führer s'est montré très sévère à l'égard de la politique de Tirpitz. La création de la flotte de haute mer avait eu pour résultat de rejeter la Grande-Bretagne dans le camp des adversaires de l'Allemagne. Au cours du conflit, à la différence des sous-marins dont Hitler souligne l'héroïsme, la

marine s’était cantonnée dans l’inaction et avait constitué tout au plus « une école flottante de canonnage[5] ».

En fait, Hitler s’efforce alors à tout prix de ne pas éveiller la méfiance de la Grande-Bretagne, dont il souhaite l’alliance dans le cadre d’une sorte de partage hégémonique : à l’Angleterre, son empire et la maîtrise des mers ; à l’Allemagne, la domination de l’Europe continentale et l’expansion vers l’est.

Dans différentes notes, Raeder s’efforce de faire l’éducation maritime du Führer. Il exploite sa passion pour les grands navires et sa parfaite connaissance du *Meyers Taschenbuch des Kriegsflotten* (l’équivalent des flottes de combat). S’inspirant de Tirpitz, il souligne que le rayonnement mondial d’un pays dépend étroitement de sa puissance navale et qu’une marine de guerre peut fort bien constituer l’auxiliaire d’une politique d’expansion continentale en assurant la liberté des communications en Baltique et en mer du Nord. La nouvelle « marine équilibrée » doit être en mesure de faire face à un conflit associant la France et la Pologne.

Pendant deux ans, à demi convaincu, Hitler n’en reste pas moins circonspect. Les crédits accordés à la marine concernent essentiellement la rénovation des infrastructures, arsenaux, cales sèches, fortifications côtières. C’est seulement à la fin de 1934 qu’il autorise la construction du premier sous-marin et la mise en chantier des deux « Super-*Dunkerque* » de 32 000 tonnes, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*. Inférieurs en artillerie aux deux bâtiments français, avec des pièces de 280 contre 330, les deux croiseurs de bataille allemands l’emportent par la robustesse et la protection.

Cette première phase de réarmement encore limité coïncide avec la prise de contrôle totale du pouvoir politique par le parti national-socialiste. En quelques mois, les grands partis, communiste, social-demokratie, Zentrum, sont dissous ou amenés à se saborder. Dès l’été 1933, avec l’instauration d’un parti unique, l’Allemagne est devenue un Etat totalitaire.

La « mise au pas » s’étend aux syndicats, amenés là aussi à disparaître et remplacés par une organisation unique, d’adhésion obligatoire, le Front du travail, placé sous la direction du Dr Ley. Elle concerne également l’économie et les Eglises, invitées à se cantonner dans le domaine purement spirituel et à renoncer à toute ingérence dans la vie politique et sociale.

Seule l’armée échappe au départ à cette mise au pas. En fait, les relations entre Hitler et les généraux prennent la forme d’une phase d’observation. A l’égard du corps des officiers, le Führer éprouve des sentiments mitigés, un mélange d’admiration et de méfiance… comme la plupart des Allemands. Il admire la remarquable efficacité opérationnelle du haut commandement. En

revanche, comme beaucoup d'anciens combattants, il garde une certaine rancune à l'égard du corps des généraux jugé coupable d'avoir infligé aux soldats des souffrances et des pertes inutiles. « On aurait dû faire passer tous les généraux de la guerre au tourniquet », dit-il dans ses *Libres Propos*.

Lors de sa marche au pouvoir, Hitler ne s'est pas heurté à l'opposition directe de l'armée, mais à certains de ses chefs, comme le général von Lossow, lors du putsch de Munich en 1923, encore que celui-ci se trouvât pratiquement en état de rébellion[6]. Il n'a pas non plus apprécié, à la fin du régime, le comportement ambigu du général von Schleicher, ministre de la Reichswehr et dernier chancelier de la République[7].

En dépit des paroles apaisantes du président Hindenburg demandant à l'armée, au lendemain de l'accession de Hitler à la chancellerie, de coopérer sans arrière-pensée avec le nouveau pouvoir, Hitler se montre extrêmement circonspect à l'égard de la Reichswehr. Certes, l'objectif est clair, obtenir la soumission du corps des officiers, mais cet objectif exige du temps et de la patience.

D'une certaine manière, la grande cérémonie du 21 mars 1933 devant la chapelle de la garnison de Potsdam, où repose le corps du Grand Frédéric, fait figure d'avertissement, même si Hitler, l'obscur soldat de la guerre, serre longuement la main du vieux maréchal Hindenburg. Deux armées se trouvent côte à côte, la Reichswehr et l'armée brune des Sections d'assaut.

Quant à l'armée, elle se cantonne, elle aussi, dans une position d'attente et d'observation, ce qui inquiète le corps des officiers et conforte son attentisme et sa circonspection, même si l'instauration d'un régime d'autorité, l'élimination des forces de gauche, l'exaltation du nationalisme et de l'idée de défense ne sont pas pour lui déplaire.

C'est sans la moindre opposition que la loi sur la « restauration de la Fonction publique », entraînant l'expulsion des Juifs, est appliquée dans la Wehrmacht par le ministre de la Guerre, le général von Blomberg. Cinquante personnes sont touchées par cette mesure.

Il est vrai que, depuis Bismarck et même avant, les Juifs, considérés comme insuffisamment assimilés, n'ont pratiquement jamais été acceptés comme officiers. En 1915, on n'en compte pas un seul dans l'armée impériale, contre 700 dans l'armée française et 2 350 dans l'armée austro-hongroise.

Même politique d'exclusion à l'égard des communistes. Au lendemain du rétablissement du service militaire en 1935, le chef d'état-major de l'armée, le général Beck, obtiendra de Himmler l'intervention de la Gestapo dans les établissements militaires, pour démasquer les jeunes recrues susceptibles d'être d'obédience marxiste. Déjà, au lendemain de l'assassinat de Karl Liebknecht et

de Rosa Luxemburg en 1919, Canaris avait obtenu la libération des officiers présumés responsables de ces meurtres[8].

C’est encore sans la moindre réaction que les forces militaires adoptent l’emblème du parti, celui du NSDAP, avec l’aigle aux ailes déployées tenant dans ses serres un bouclier frappé de la croix gammée. L’emblème figure sur les coiffures et tuniques des officiers et des soldats. L’adoption du drapeau rouge à croix gammée ne suscite pas davantage de protestations.

Tout au long de cette période d’observation, l’armée reste encore le conservatoire des valeurs traditionnelles. C’est ce que constate le jeune August von Kageneck, issu d’une vieille famille rhénane conservatrice : « En avril 1939, je commençai à me poser la question de ma future profession. Je n’avais pas dix-sept ans, mais la conviction que quelque chose d’inévitable était dans l’air m’incitait à penser que le meilleur choix était celui de la carrière militaire. Mes parents m’y encourageaient vivement. Pour eux l’armée était le dernier havre de la fidélité aux anciens principes, le dernier refuge d’une certaine liberté d’expression. “Là, au moins, tu peux encore ouvrir ta gueule et dire ce que tu veux, tu n’as pas à faire le salut hitlérien”, me disait mon père. C’était, il faut bien le dire, un raisonnement très répandu à l’époque chez les bien-pensants. Choisir l’armée comme dernier rempart contre l’omniprésence et l’omnipotence du parti, c’était une sorte de profession de foi.

« Mon frère aîné avait utilisé la même échappatoire. Après avoir terminé ses études à l’université de Bonn, il s’était trouvé devant un choix : continuer une carrière de fonctionnaire d’Etat, qui l’aurait inévitablement conduit au *membership* dans le parti, ou se faire réactiver comme officier de réserve dans un régiment de cavalerie de Potsdam. Les officiers de la Wehrmacht n’étaient pas obligés – et ne l’ont jamais été par la suite – de devenir membres du parti, alors que c’était obligatoire pour tout Allemand désireux d’entrer dans les services d’Etat.

« Mon frère aîné revêtit donc l’uniforme d’officier d’active. Mon second frère l’était déjà. Le troisième avait terminé son service militaire et étudiait l’agriculture, car il devait hériter de la propriété. Le quatrième était lieutenant dans la 26e escadre de chasse à Cologne. Et moi, moi – le cinquième – je ne pouvais guère faire autrement que revêtir également la tunique grise. Les temps étaient ainsi faits : un peuple entier vivait en uniforme. Il fallait simplement choisir le meilleur[9]. »

C’est alors que surgit un conflit inattendu, au sein du parti national-socialiste lui-même. Hitler se heurte au chef de la SA, le capitaine Röhm. Au printemps 1934, Röhm se trouve à la tête d’un groupe de mécontents, ceux qui estiment

que la révolution national-socialiste s’est arrêtée à mi-parcours. Aucune refonte profonde de l’économie n’est intervenue. Il y a davantage : Röhm se trouve à la tête d’une véritable armée de deux millions de SA. Il caresse l’idée d’une fusion avec les 100 000 soldats de métier de la Reichswehr pour constituer une véritable armée sinon nationale, du moins populaire. Une perspective que rejette la Reichswehr, décidée à rester la seule force armée, et qui risque de déboucher sur un affrontement.

Sur une fausse rumeur de menace de putsch, Hitler se décide à agir. Dans la nuit du 30 juin 1934, Röhm et les principaux chefs de la SA sont arrêtés et assassinés sans jugement. Sont abattus un certain nombre de personnalités qui n’ont pas eu l’heur de plaire à Hitler, comme le général von Schleicher. Placée sous la direction de Lutz, la SA est sévèrement épurée et ses effectifs sont considérablement réduits[10].

A l’issue de cette purge, le corps des officiers manifeste sa satisfaction. Le général von Blomberg, le chef d’état-major de l’armée, adresse un ordre du jour à ses troupes et fait acte d’allégeance à Hitler. « Le Führer a personnellement réglé leur compte aux mutins et aux traîtres avec une décision martiale et un courage exemplaire… La Wehrmacht, unique force armée dans le Reich, demeure au-dessus des conflits de politique intérieure, mais fait à nouveau profession de dévouement et de fidélité. »

Le même jour, Hindenburg adresse ses félicitations au chancelier du Reich : « D’après les rapports qui me sont parvenus, je constate que vous avez, grâce à votre décision et à votre courageuse intervention personnelle, étouffé dans l’œuf le complot qui se préparait. Vous avez sauvé la nation allemande d’un grand danger. Recevez, pour ce fait, mes profonds remerciements et l’expression de mon admiration sincère. »

Un mois plus tard, le 2 août 1934, le vieux maréchal s’éteint à 87 ans dans sa propriété de Neudeck. Cette disparition donne à Hitler l’occasion d’augmenter son pouvoir. Il décide d’associer les fonctions de chef de l’Etat à celles de chancelier sous le titre de *Reichsführer*. Le 19 août, un référendum approuvé par 38 millions de voix (89 % du corps électoral) ratifie « l’unification du Reich sous la conduite du Führer ».

Le 2 août encore, les grands chefs militaires, Blomberg, Fritsch, Raeder, ont prêté serment de fidélité à Hitler et non plus à la Constitution comme c’était le cas depuis 1919. Le même jour, dans les casernes, à bord des navires de guerre, officiers, soldats et marins ont prêté le même serment totalement dénué d’ambiguïté : « Je jure devant Dieu d’obéir en toute chose à Adolf Hitler, Führer du Reich et du peuple allemand, commandant suprême de la Wehrmacht et je

m’engage sur mon honneur de soldat à respecter ce serment, quoi qu’il advienne, même au péril de ma vie. »

Avec la « Nuit des longs couteaux », l’armée croit avoir remporté une grande victoire. Elle est profondément satisfaite de rester la seule force militaire du pays et d’avoir évité de se trouver intégrée, dissoute, dans une armée populaire de masse. Himmler n’en est pas moins l’un des grands vainqueurs de la crise. Il obtient l’autorisation de créer quatre régiments motorisés. Hitler précise cependant qu’il ne s’agit pas d’une infraction au monopole des armes. Les unités SS « Leibstandarte », « Adolf Hitler », « Germania », « Das Reich » ne constituent qu’une garde prétorienne chargée de la protection du Führer et du maintien de l’ordre intérieur.

En réalité, le grand triomphateur de la crise n’est autre qu’Adolf Hitler. Il a consolidé son autorité au sein du parti. Il a rassuré les puissances occidentales et profondément renforcé son emprise sur la Wehrmacht en associant les fonctions de chef du gouvernement et de chef de l’Etat par le décret sur la Wehrmacht présenté par Blomberg. En vertu du paragraphe 3 de ce décret du 16 mars 1935, « le commandant suprême de la Wehrmacht est le Führer et chancelier du Reich. Sous la haute autorité du Führer, le ministre de la Guerre du Reich commande à la Wehrmacht, dont il est le commandant en chef ».

1935 coïncide avec une nouvelle étape dans la voie du réarmement. L’ère de la prudence, d’une relative discrétion, est close. En janvier 1935, le plébiscite sur la Sarre organisé par la SDN se solde par une victoire écrasante du IIIe Reich : plus de 90 % de voix en faveur d’un retour de la Sarre à l’Allemagne. L’hypothèse d’une prise de gage par la France s’évanouit.

Quelques semaines plus tard, le 16 mars, Hitler jette le masque. Allant à l’encontre d’une des clauses majeures du traité de Versailles, il annonce le rétablissement d’un service militaire d’un an. Il prend comme prétexte la menace provoquée par le gouvernement français de porter le service militaire à deux ans, au lieu de dix-huit mois, pour faire face au déficit des effectifs provoqué par les « classes creuses ». De son côté, Göring, le numéro deux du régime, Premier ministre de Prusse et ministre de l’Air du Reich, a agi depuis 1933 avec une extrême prudence, en liaison avec son secrétaire d’Etat Milch, ancien président de la compagnie aérienne Lufthansa.

La future Luftwaffe se développe en grande partie de manière occulte, sous le couvert de la Lufthansa. La compagnie adopte des appareils de transport susceptibles d’être transformés en avions de bombardement comme les Junkers 52 et se charge de la formation des futurs pilotes de combat. Les procédures de navigation nocturne font l’objet d’une attention particulière.

Göring accorde également de grosses subventions aux associations sportives qui se consacrent au vol à voile ou au vol avec moteur sur appareils de tourisme. Ces associations constitueront la pépinière des équipages de la Luftwaffe.

L'effort du ministre de l'Air porte encore sur la création *ex nihilo* d'une infrastructure : terrains d'aviation, hangars, ateliers de réparations, tandis que des crédits imposants sont accordés aux constructions aéronautiques et naturellement aux centres de formation. Les effectifs employés dans l'industrie passeront de moins de 600 personnes en 1933 à plus de 220 000 en 1939.

En mars 1935, cette aviation compte 800 appareils de toutes catégories et près de 2 000 à la fin de l'année. A se limiter cependant aux avions de combat proprement dits, les effectifs de la nouvelle Luftwaffe ne dépassent pas 800 avions. Il s'agit encore d'appareils de première génération qui n'affichent aucune supériorité sur les avions en service dans les forces armées étrangères.

La nouvelle Luftwaffe, à l'imitation du Kogenluft devenu totalement indépendant des autres forces armées en 1917, associe aviation et DCA rapprochée et éloignée. Contrairement à sa devancière, la Luftwaffe fait l'impasse sur le bombardement stratégique et ne s'inspire pas des théories du général italien Douhet, un personnage pour le moins fantasque, dont l'ouvrage de base *Il Dominio dell' Aria* paru en 1921 a connu un indiscutable succès. Cette théorie repose sur la création d'une aviation de bombardement chargée de détruire les installations industrielles de l'adversaire et des centres urbains pour démoraliser la population. Cette force stratégique ravalerait à un rôle subalterne l'armée de terre et la marine.

En dépit de son caractère provocant, *Il Dominio dell' Aria* n'eut aucune influence sur le développement de l'aviation militaire de l'Italie, de la France, du Japon, de l'URSS et même du IIIe Reich.

En Allemagne, un seul ouvrage, pastiche de celui de Douhet, devait voir le jour, *Luftkrieg 36* de Robert Knauss, écrit sous le pseudonyme de Major Helder. Le clou de l'ouvrage reposait sur la destruction de Paris par l'aviation britannique !

Un autre élément mérite d'être cité, le projet du colonel Wever, premier chef d'état-major de la Luftwaffe, de créer une flotte de 400 bombardiers lourds baptisés *Oural* destinés à atteindre les centres stratégiques de l'URSS. Le projet aurait été condamné par la mort accidentelle de Wever.

En réalité, la création de cet appareil s'était heurtée à des difficultés techniques insurmontables, notamment l'impossibilité pour l'industrie allemande de fournir des moteurs d'une puissance suffisante pour équiper le futur quadrimoteur.

Les successeurs de Wever, Milch, Udet, Jeschonnek devaient orienter

l'effort de la Luftwaffe vers une aviation d'appui tactique destinée à agir en étroite liaison avec les unités blindées. Suivant cette conception, le Junker 87, baptisé *Stuka*, avion de bombardement en piqué, devait obtenir au début de la guerre d'excellents résultats matériels et psychologiques grâce à ses sirènes baptisées « Trompettes de Jéricho ».

A l'imitation des divisions blindées, la Luftwaffe était encore conçue pour mener des opérations de masse au moyen de *Luftflotte* (flottes aériennes), associant des centaines de chasseurs à des bombardiers en vol horizontal et en piqué.

Les véritables promoteurs de l'aviation de bombardement stratégique furent, en Angleterre, W. Churchill et l'Air Marshall Trenchard, le premier commandant en chef de la RAF rendue indépendante en 1918 ; aux Etats-Unis, on peut citer les noms de Mitchell et de Seversky. Seules les puissances à dominante maritime furent à l'origine du bombardement stratégique dont l'efficacité ne se manifesta qu'à partir de 1942-1943. L'influence de Douhet se limita peut-être à l'indépendance des armées de l'air de l'Italie (1926) et de la France (1933).

Simultanément, toujours en infraction avec les clauses de Versailles, l'Allemagne annonce le rétablissement du Grand Etat-Major et de la prestigieuse Kriegsakademie, fondée le 15 octobre 1810 par Scharnhorst. Cent vingt-cinq ans après cette création, la réouverture de l'école fait l'objet d'une grande cérémonie, en présence de Hitler et de plusieurs centaines de généraux et d'officiers supérieurs.

Face à ce rétablissement de la souveraineté du Reich en matière de défense, la réaction des signataires de Versailles reste platonique. Une rencontre a lieu à Stresa entre Italiens, Français et Britanniques. Seul Mussolini semble décidé à réagir. L'année précédente, au lendemain de l'assassinat du chancelier Dollfuss par des nazis autrichiens, de toute évidence inspiré par Berlin, le Duce a envoyé trois divisions sur le Brenner, manifestant clairement son intention de ne pas s'incliner devant l'Anschluss, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne interdit par le traité de Versailles. Le 17 avril 1935, la conférence de Stresa se borne à condamner « la répudiation unilatérale des engagements internationaux ».

Quelques semaines plus tard, le 18 juin 1935, la signature d'un accord naval anglo-allemand négocié à Londres par Ribbentrop porte un coup fatal à la fragile solidarité de Stresa. Paris et Rome n'ont pas été consultés, ni même avertis, et ne peuvent que protester contre un accord qui remet en cause tout l'équilibre naval européen. En vertu de cet accord, la future Kriegsmarine est autorisée à atteindre

35 % du tonnage de la Royal Navy, voire 45 % et même 100 %, dans certaines circonstances, en ce qui concerne les sous-marins. Au lendemain de la signature, Hitler exulte et ne peut s'empêcher d'affirmer : « C'est le plus beau jour de ma vie. » Par cet accord, Londres espère contrôler la renaissance de la Kriegsmarine et n'est pas resté insensible à une menace navale soviétique en mer Baltique.

La Kriegsmarine ne peut cependant dissimuler une certaine déception. La parité avec la France n'est toujours pas atteinte. Elle aurait exigé 50 % du tonnage de la Royal Navy et Hitler s'est totalement refusé à placer sur cette base la négociation avec Londres. Avec une marine de 450 000 tonnes, le résultat est déjà plus qu'honorable. Les chantiers de construction vont être totalement mobilisés jusqu'en 1941-1942.

Indépendamment du *Scharnhorst* et du *Gneisenau*, les constructions neuves concernent deux navires de ligne, le *Bismarck* et le *Tirpitz*, cinq croiseurs lourds, *Admiral Hipper*, *Blücher*, *Prinz Eugen*, *Seydlitz* et *Lutzow*, deux porte-avions, de grands destroyers de 2 200 tonnes et des sous-marins océaniques et de défense côtière.

Par leurs caractéristiques, la plupart de ces bâtiments sont prévus pour « surclasser » les navires français de catégorie équivalente. Les croiseurs lourds dépassent ainsi les 13 000 tonnes au lieu de 10 000, les *Bismarck* et *Tirpitz* constituent des « Super-*Richelieu* » avec un déplacement de 42 000 tonnes au lieu de 35 000.

Dans l'hypothèse d'un conflit avec la France, des groupes de grands navires pourront opérer en mer du Nord et dans l'Atlantique et préserver les communications allemandes. Des sous-marins pourront également opérer en Méditerranée sur l'axe Alger-Marseille contre les transports de troupes français. Au total, en quelques mois, les perspectives stratégiques, en cas de conflit limité avec la France et la Pologne, se trouvent profondément bouleversées.

Moins d'un an après le rétablissement de la souveraineté allemande sur le plan de la défense, Hitler procède, le 17 mars 1936, à la remilitarisation de la Rhénanie. Pour la France et même pour la Grande-Bretagne, il s'agit, en principe, d'une atteinte extrêmement grave à la dernière garantie conservée depuis 1919 et confirmée par le traité de Locarno de 1925, conclu en toute liberté par l'Allemagne, sans que l'on puisse parler d'un diktat.

Il s'agit, une fois de plus, d'un audacieux coup de poker ou plutôt d'un risque calculé. Tout d'abord, comme il l'a déjà fait un an plus tôt, Hitler peut s'appuyer sur un prétexte. Depuis plusieurs mois, il invoque la ratification du pacte franco-soviétique intervenue le 27 février 1936 comme une infraction au traité de Locarno, ce qui n'est pas entièrement faux[11].

La conjoncture internationale lui est également favorable. La France est en pleine campagne électorale, à la veille d'élections qui vont conduire à la victoire du Front populaire il n'ignore pas le manque de résolution des responsables civils et militaires, le pacifisme foncier de l'opinion. Surtout, le ministre des Affaires étrangères du Reich, von Neurath, par l'intermédiaire des contacts pris par son ambassadeur à Londres, a acquis la certitude que l'Angleterre n'interviendrait pas et que si la « gouvernante anglaise », suivant la formule heureuse de F. Bédarida, ne bougeait pas, la France ne réagirait pas davantage.

Le comportement de Londres procède d'une sorte de rancune. La France paye son comportement ambigu lors de l'affaire d'Ethiopie. Elle n'a manifesté aucun empressement à conclure un accord naval d'ordre logistique en Méditerranée et s'est efforcée d'édulcorer les sanctions. Sans rompre avec l'Angleterre, Paris s'est ingénié à ménager l'Italie pour préserver le rapprochement esquissé par Laval.

Contrairement à une opinion trop souvent admise, la remilitarisation ne s'effectue pas à l'encontre de la volonté des chefs militaires. Ceux-ci, pour des raisons logistiques et par crainte d'une réaction brutale et rapide de la France, ont simplement insisté pour que l'opération prenne au départ des allures symboliques et soit limitée à quelques bataillons, le débit des ponts ferroviaires sur le Rhin ne permettant pas un transport rapide du gros de l'armée allemande sur la rive gauche du fleuve. En cas d'une réaction française d'envergure, les troupes allemandes devaient mener des combats retardateurs, avant de livrer bataille, derrière le Rhin et la Roër.

Au total, le Reich était prêt en 1936 à conduire une véritable guerre, avec des moyens encore limités. Dans cette affaire, Hitler bénéficiait du soutien de l'armée et de l'immense majorité de l'opinion qui s'était toujours insurgée contre une démilitarisation permanente considérée comme une atteinte insupportable à la souveraineté allemande. Une défaite militaire en 1936 aurait été considérée comme une humiliation nationale et n'aurait fait que renforcer l'audience du Führer au sein du peuple allemand.

En tout cas, c'est dans l'enthousiasme de la population que s'effectue la remilitarisation de la Rhénanie. Enthousiasme d'autant plus vif que les troupes qui franchissent les vieux ponts du Rhin à Coblence, Cologne ou Mayence ne sont pas des unités de métier de la Reichswehr mais les jeunes soldats de la Wehrmacht, l'armée nationale.

Le reste de l'année est calme, marqué par le prestigieux succès des jeux Olympiques et un service militaire porté à deux ans à la fin de l'année. Après des débuts orageux, le régime semble enfin se stabiliser. Il devient « respectable ».

Hitler continue à jouer du « disque pacifique ». Il insiste constamment sur la volonté de paix du régime.

Vis-à-vis de la France, Hitler multiplie les bonnes manières. Il exploite les contacts amorcés dès 1930 avec les associations de jeunes Français et Allemands sur le Sohlberg en Forêt-Noire. Il inaugure en 1934 des rencontres entre anciens combattants des deux pays. Ces rencontres sur le champ de bataille de Verdun ou d'autres sont également l'occasion de contacts avec des universitaires et des écrivains français, Jules Romains, Pierre Benoit, Louis Bertrand, Henri Lichtenberger, Jean Giraudoux, Henry de Montherlant.

Ces rencontres se renouvellent en 1936 lors des jeux Olympiques et devant Douaumont le 13 juillet. La délégation allemande est présidée par le capitaine von Brandis, le premier, à la tête de sa compagnie, à avoir pénétré dans le fort, le 25 février 1916. Des manifestations du même genre ont lieu en 1937 à Fribourg et à Besançon avec la participation des garnisons.

Les Français ne sont pas en reste. En 1937, à l'occasion de l'Exposition universelle, sont invités à Paris par Gamelin le ministre de la Guerre du Reich, von Blomberg, et le chef d'état-major de l'armée, le général Beck. Ce séjour se termine par une visite des deux généraux à Daladier. L'année suivante, Vuillemin, le chef d'état-major de l'armée de l'air, invite à son tour Udet et Milch, deux des grands responsables de la Luftwaffe. Le rétablissement d'attachés militaires entre les deux pays à partir de 1934 contribue au développement de relations cordiales entre les deux armées. Il en est de même dans les rapports entre l'armée de l'air française et la Luftwaffe. Seule la marine reste sur la réserve. Tout au long des années 1930, les revues militaires allemandes étudient avec admiration et respect le comportement des armées françaises pendant la guerre[12].

Une première faille se produit le 5 novembre 1937. Un autre Hitler apparaît lors de la réunion ultra-secrète tenue à Berlin et dont le contenu a été connu ensuite par le rapport de l'officier d'ordonnance du Führer, le colonel Hossbach, rédigé de mémoire quelques jours plus tard. Assistent à la réunion, outre Hitler, le général von Blomberg, les commandants des trois armées, von Fritsch, Göring et Raeder, ainsi que le ministre des Affaires étrangères von Neurath.

Pour commencer, le Führer estime que le Reich n'arrivera jamais à l'équilibre économique et ne pourra compenser son déficit en produits alimentaires et en matières premières par des exportations. L'acquisition d'un espace vital devient nécessaire. Cet espace doit d'abord concerner l'Autriche et la Tchécoslovaquie qu'il faudra occuper « avec la rapidité de l'éclair » et

intégrer dans la Grande Allemagne. On pourra envisager ensuite une expansion de plus grande ampleur en direction de la Pologne et surtout de l'Ukraine.

Le Führer ne dissimule pas les difficultés d'une telle entreprise. Hitler ne dissimule pas davantage l'existence d'accords garantissant l'indépendance de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Mais une politique d'expansion peut être facilitée par des troubles internes éclatant en France, en raison de la politique du Front populaire, ou par un conflit opposant en Méditerranée la France et l'Angleterre à l'Italie, ne serait-ce qu'en raison de la guerre d'Espagne. Des hommes comme Frédéric II ou Bismarck n'avaient-ils pas assumé des risques considérables et finalement triomphé ?

Un conflit n'est cependant pas à écarter. En définitive, cette politique d'expansion devrait intervenir au plus tard en 1943, à un moment où le Reich bénéficiera encore d'une supériorité militaire. Elle pourrait aussi se produire dès 1938.

Si Raeder semble acquiescer, Blomberg, Fritsch et même Göring multiplient les objections. Trois jours plus tard, Fritsch, en plein accord avec son chef d'état-major, le général Beck, présente au Führer un mémorandum où il a développé ses objections. Ces critiques sont aussitôt balayées par Hitler et le commandant en chef de l'armée se voit accusé de manquer de force d'âme.

Hitler ne cache pas sa déception. A son habitude, il va saisir une occasion d'infliger un affront au haut commandement, tout en renforçant son emprise sur l'armée. Alors que le général von Blomberg vient de se remarier avec une secrétaire du ministère de la Guerre, un rapport précise que la jeune femme est bien connue des services de police comme prostituée. Au même moment, sur la foi d'un témoignage en apparence irréfutable, le commandant en chef de l'armée, le général von Fritsch, est accusé d'homosexualité.

Dans un cas comme dans l'autre, il semble n'y avoir eu ni machination ni préméditation[13]. En réalité, si le premier rapport est exact, le second repose sur un témoignage qui ne tardera pas à s'effondrer. Non sans mal, Fritsch sera réhabilité, réintégré dans l'armée et il trouvera une mort volontaire, semble-t-il, en 1939, lors de la campagne de Pologne à la tête de son unité.

En attendant, Blomberg est prié de donner sa démission et Fritsch est mis en disponibilité. Hitler nomme alors à la tête de l'armée le général von Brauchitsch, un pur représentant de la tradition prussienne et dont la docilité semble acquise. En revanche, Blomberg n'a pas de successeur ou plutôt c'est Hitler qui décide d'assumer lui-même les fonctions de ministre de la Guerre, dans le cadre de la création de l'OKW (OberKommando der Wehrmacht), un état-major interarmées, avec Keitel comme chef d'état-major et le colonel Jodl à la tête du bureau des opérations.

L'un et l'autre resteront en poste jusqu'en 1945, fait exceptionnel parmi les grands chefs. Keitel, laborieux, docile, se révélera comme un serviteur d'une fidélité inconditionnelle, au point de mériter le surnom de *Lakeitel* (le laquais). En revanche, Jodl apparaît comme un homme d'une autre envergure. Totalement dévoué lui aussi à la personne de Hitler, convaincu de son génie militaire, il peut être considéré comme la meilleure tête pensante de la Wehrmacht.

Avec la création de l'OKW, un écran disparaît, celui représenté par Blomberg, à la fois ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées. L'autorité du Führer s'exerce maintenant directement sans partage sur l'ensemble de la Wehrmacht avec ses trois composantes, l'OKH (OberKommando des Heeres), c'est-à-dire l'armée de terre, la Luftwaffe et la marine. Il y a là d'ailleurs une tendance générale avec le ministre de la Défense nationale en France, le Comité de défense impérial en Grande-Bretagne et le Comité des chefs d'état-major aux Etats-Unis.

La création de l'OKW ne met cependant pas fin à l'affrontement avec le haut commandement de l'armée de terre. Certes l'Anschluss, le rattachement de l'Autriche, là encore en contradiction avec les traités de paix, ne provoque aucune crise majeure en dépit de l'appréhension de l'OKH et en raison de la complaisance de Mussolini ulcéré du comportement des démocraties occidentales lors de l'affaire d'Ethiopie. Complaisance à l'origine d'un télégramme chaleureux de Hitler : « Duce, je n'oublierai jamais cela. »

En revanche, le conflit éclate à propos de l'affaire des Sudètes. En mai 1938, à la suite d'un faux pas du président Beneš qui procède à une mobilisation partielle alors qu'aucune menace n'existe encore sur ses frontières, Hitler décide de régler le sort de la Tchécoslovaquie. Il demande à l'OKW de mettre au point un plan d'opération, le « Plan vert ». Le 30 mai, sa décision est communiquée aux principaux chefs de la Wehrmacht réunis à la caserne de Juterborg.

En prenant cette décision, le Führer poursuit, une fois de plus, un double objectif. Il tient à démanteler la Tchécoslovaquie, à ses yeux un Etat artificiel issu de Versailles, enfoncé dans le flanc du Reich et qui constitue une plate-forme idéale pour des attaques aériennes. Il veut également obliger le haut commandement à respecter sa volonté et à se résigner à n'être qu'un simple agent d'exécution. Se fiant à son intuition, il est convaincu de pouvoir limiter le conflit et d'éviter un embrasement général.

A l'annonce de cette intention, la plupart des grands chefs sont atterrés : « On se trouve à nouveau, note tristement Jodl, en face de deux opinions diamétralement opposées, celle du Führer que son intuition pousse à agir dès cette année et celle des militaires qui estiment que nous ne pouvons pas agir

encore, étant donné que les Occidentaux s'y opposeront certainement et que nous ne sommes pas encore capables de leur résister[14]. »

Les réserves du haut commandement sont d'autant plus vives qu'en vertu d'une tradition impériale le Grand Etat-Major a non seulement un droit de regard sur la politique étrangère, mais a le privilège et même le devoir de se prononcer sur le déclenchement d'opérations extérieures, en fonction de leurs chances de succès.

Cette attitude pouvait aller jusqu'à tenir à l'écart la direction politique. C'est avec surprise que l'on constate qu'en août 1914 Guillaume II ignore l'absence d'un plan d'opérations contre la Russie seule. Un conflit avec l'Empire des tsars passe presque obligatoirement par une guerre avec la France. Au même moment, le chancelier Bethmann-Hollweg est dans l'ignorance du plan d'attaque par la Belgique, dont les répercussions internationales, en particulier vis-à-vis de la Grande-Bretagne, seront désastreuses.

Au cours des années suivantes, c'est le Grand Etat-Major qui, en décembre 1916, en plein accord avec la marine, impose à la direction politique la reprise de la guerre sous-marine à outrance, traitant avec mépris les implications d'une intervention américaine. A l'issue de la conférence de Spa, Bethmann-Hollweg ne pourra s'empêcher de dire d'un ton lugubre : « C'en est fini de l'Allemagne. »

Fidèle à la tradition, le chef d'état-major de l'OKH, Beck, n'éprouve pas la moindre sympathie pour la Tchécoslovaquie. Il ne condamne pas la guerre en elle-même, mais il est convaincu que l'affaire ne peut que déboucher sur un conflit européen. La France et l'Union soviétique, liées à la Tchécoslovaquie par des traités d'assistance, rempliront leurs obligations, suivies de la Grande-Bretagne.

Beck condense toutes ses objections dans un mémorandum remis à Brauchitsch le 16 juillet. D'après lui, tous les généraux devraient se rendre auprès du Führer pour tenter de le convaincre de renoncer à l'aventure et aussi de rétablir dans le Reich un « régime légal » et le retour à des principes « de probité et de simplicité prussiennes ». En cas d'échec, ils devraient donner leur démission.

Brauchitsch se contente de transmettre le mémorandum à Hitler. La riposte du Führer est immédiate. Le 10 août, il convoque tous les responsables au Berghof. Pendant trois heures d'horloge, il leur administre une volée de bois vert, dénonçant leur défaitisme et les accusant de manquer de force d'âme et de ne pas croire dans le génie de leur Führer. Quelques jours plus tard, une note de Hitler transmise à Brauchitsch interdit toute ingérence des militaires dans le

domaine politique et exige une « obéissance aveugle » de tous les généraux et du chef d'Etat-Major général. Toute une tradition s'effondre.

L'humiliation des généraux est d'autant plus vive que le Führer, en tant que commandant en chef, ne se gêne pas pour intervenir dans le domaine opérationnel, ce que n'avait jamais osé faire un Guillaume II. La conférence du 10 septembre en apporte la preuve. Hitler donne l'ordre au général Adam de concentrer les travaux du *Westwall* (ligne Siegfried) sur certains axes de pénétration majeurs.

Hitler donne également son avis sur les types de fortifications à établir. Il condamne les grands ouvrages coûteux dont l'armement apparaît, au demeurant, relativement faible, au profit de fortifications légères, échelonnées en profondeur et destinées essentiellement à mettre le personnel à l'abri des bombardements, sans exclure le combat à l'air libre.

A la stupeur des professionnels, le Führer ne se gêne pas davantage pour bouleverser complètement le Plan vert établi par Jodl et Brauchitsch. Il condamne l'idée d'une manœuvre en tenaille depuis la Silésie et la Basse-Autriche en direction de la Moravie, de manière à isoler le plateau de Bohême. Il impose une attaque directe depuis Nuremberg en direction de Pilsen et Prague à travers les monts des Sudètes et les fortifications tchèques.

L'opération sera menée par une division blindée, en liaison avec des attaques aériennes massives et des opérations de sabotage menées sur les arrières des troupes tchèques par des commandos sudètes. Ces commandos seront chargés de tendre des embuscades, de paralyser les communications et les transmissions.

Au lendemain de la conférence du 10 septembre, Jodl résume le débat entre le Führer et le haut commandement : « Le Führer sait fort bien que le commandement en chef de l'armée a demandé aux généraux de le soutenir dans ses efforts pour lui ouvrir les yeux sur les dangers de l'aventure où il veut se lancer. C'est pourquoi la conférence tenue à Nuremberg s'est déroulée dans une atmosphère glaciale. Il est profondément attristant de voir que le Führer a le peuple entier derrière lui, mais pas les principaux dirigeants de l'armée.

« […] Il n'y a qu'une désobéissance dans l'armée, celle des généraux. Elle provient, en fin de compte, de leur présomption. Ils ne peuvent ni croire, ni obéir, parce qu'ils sous-estiment le génie du Führer. Ils ne voient toujours en lui que le caporal de la Première Guerre mondiale et non le plus grand homme d'Etat que nous ayons eu depuis Bismarck. »

Le Plan vert n'aura pas à être appliqué. Hitler n'aura pas sa petite guerre. Devant l'étendue des concessions occidentales, lors de la conférence de Munich du 20 septembre 1938, il devra renoncer, du moins provisoirement, à la destruction de la Tchécoslovaquie. Ce qui ne sera que partie remise.

La crise n'en constitue pas moins un tournant majeur dans l'histoire des relations entre Hitler et l'armée. Hitler l'a emporté et l'OKH a été maté. Le dénouement de Munich n'a fait que conforter cette victoire et convaincre finalement la plupart des généraux de l'étonnante intuition du Führer. Le mal n'en est pas moins profond. La victoire de Hitler va contribuer à un isolement croissant de plus en plus pernicieux pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle contribue également à nourrir un mépris à peine dissimulé à l'égard du haut commandement, accusé de timidité, de manque de caractère, voire de lâcheté.

« Je croyais, dira-t-il un jour, que le Grand Etat-Major était un molosse qu'il fallait sans cesse tenir en laisse pour lui éviter de sauter sur n'importe qui. » Ce jugement traduit, en réalité, une méconnaissance profonde de la mentalité de la plupart des officiers. L'adhésion à une carrière militaire ne répond pas obligatoirement à une volonté agressive, à l'espoir de participer à une guerre, mais plutôt à l'intention de s'intégrer à une institution, à un ordre, d'en respecter les règles, les servitudes et la grandeur, suivant la formule d'Alfred de Vigny.

En ouvrant les vannes du réarmement, Hitler avait naturellement donné totalement satisfaction aux généraux. C'est ce que souligne alors le général Reichenau : « Il n'y a pas encore eu d'homme d'Etat qui ait donné à la Wehrmacht, dans une telle mesure, les possibilités de développement comme le chancelier d'Empire Adolf Hitler. »

Mais pour la plupart des officiers généraux, ce réarmement n'est que la réparation d'une injustice associée à un traité inique. La renaissance d'une grande armée, d'une belle marine, d'une aviation puissante constitue un acte en soi, une question de dignité. Le Reich, en toute légitimité, doit disposer d'un instrument militaire à la mesure de son potentiel démographique et économique. Le réarmement ne s'associe pas obligatoirement à la volonté de déclencher, tout au moins dans l'immédiat, une guerre de revanche et encore moins d'expansion. Le haut commandement de l'armée envisage, tout au plus, une guerre limitée destinée à fonder une hégémonie allemande sur l'Europe centrale, dans le cadre d'une Grande Allemagne, mais pas avant 1942-1943. Une guerre mondiale doit être évitée.

Le Grand Etat-Major était suffisamment avisé, en dépit de la légende du « coup de poignard dans le dos » lancée lors de la déposition du maréchal Hindenburg, le 30 novembre 1919, devant la commission d'enquête sur les origines de la défaite, pour ne pas ignorer que l'effondrement de l'arrière et la crise révolutionnaire n'étaient intervenus qu'une fois acquise la défaite sur le front. Réalité d'autant moins discutable que le haut commandement avait mené cette guerre à sa guise, sans aucune interférence de la direction politique.

Beck est finalement la seule victime de la crise de l'été 1938. Il démissionne le 31 août. Le général Halder le remplace. Comble d'infortune, la nouvelle de son départ ne sera rendue publique que le 31 octobre. Il y a quelque chose de dramatique dans la démonstration de Beck. L'homme avait raison dans le long terme : l'Allemagne de Hitler, pas plus que celle de Guillaume II, n'était en mesure d'affronter une coalition mondiale.

En revanche, le chef d'état-major avait tort dans l'immédiat. Il avait surestimé la résolution des démocraties occidentales. Il avait mal perçu le rôle ambigu de l'Union soviétique. Que ce soit pendant la crise de Munich ou plus tard, lors du « coup de Prague », les prédictions de Hitler se sont réalisées. La Tchécoslovaquie, comme l'Autriche, pouvait être occupée par des moyens pacifiques.

Beck est encore le seul à avoir tenté au cours de l'été un complot contre le Führer. Par une ironie de l'histoire, ce complot fut probablement le mieux préparé de tous ceux qui ont été ourdis contre Hitler. Le général Witzleben, commandant du Wehrkreis III (Berlin-Brandebourg), devait occuper la capitale, s'emparer de la personne du Führer, qui serait traduit devant un tribunal, qui le jugerait, sur le témoignage d'experts, irresponsable. En cas d'une réaction des troupes de la SS massées sur la frontière tchécoslovaque, la division blindée de Hoepner, stationnée en Thuringe, leur barrerait l'accès à Berlin. Un pouvoir militaire serait alors mis en place, en attendant la constitution d'un gouvernement civil provisoire.

Le complot ne devait pas recevoir le moindre commencement d'exécution. Pour expliquer le caractère avorté de cette entreprise, les conjurés devaient invoquer le comportement déconcertant des Occidentaux et la capitulation de Chamberlain, non sans solliciter outrageusement le déroulement des événements. En réalité, l'échec du putsch tient essentiellement à un manque de résolution. De l'avis de tous ceux qui l'ont connu, de Guderian en particulier, Beck était un homme anxieux, scrupuleux, hésitant, pesant sans cesse le pour et le contre. Halder n'était guère différent. Aucun d'entre eux n'avait l'étoffe d'un véritable conspirateur et encore moins d'un homme d'action.

L'échec tient encore à la faiblesse numérique des conspirateurs et à l'absence de toute assise populaire. Indépendamment de Beck et de Halder, l'opposition active se limite à quelques officiers généraux comme Hammerstein, Witzleben, Stulpnagel, Hoepner, Thomas ou Adam, et à quelques personnalités politiques écartées de toutes responsabilités comme Gördeler, l'ancien bourgmestre de Leipzig, von Neurath, le Dr Schacht, ou des débris des anciens partis ou des transfuges du nazisme comme Nebe ou Gisevius. Quant à l'ensemble de la population, tout en étant hostile à la guerre, elle était

fondamentalement ralliée à un régime qui avait ramené la prospérité, brisé les chaînes de Versailles et rendu au peuple allemand sa dignité.

Même au sein du haut commandement, nombre d'officiers généraux comme Keitel, Jodl, Reichenau, Busch, Göring ou Reader sont loin d'être hostiles au Führer. Au lendemain du conflit, l'amiral Dönitz évoquera cette période faste de l'histoire allemande : « *Seigneur, délivrez-nous* était une inscription fréquente sur les monuments de la Première Guerre mondiale. Nous avions été délivrés. Le plébiscite de la Sarre, le rétablissement du service militaire, la réoccupation de la Rhénanie, l'annexion de l'Autriche et du territoire des Sudètes, autant de grands succès de politique étrangère, quel patriote, quel soldat, eût refusé son assentiment devant un tel redressement ? Le Grand Reich unifié, rêve de nos pères, était alors réalisé. » Parmi les officiers supérieurs et surtout subalternes, l'admiration envers le Führer tourne déjà à l'adulation. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle de l'époque napoléonienne : si le scepticisme, l'inquiétude dominent chez les maréchaux, au point d'en conduire certains à la « trahison », la masse des cadres et des simples soldats vouait un véritable culte à l'Empereur.

Comment expliquer cette étonnante série de succès ? Tout d'abord, Hitler a su jouer en virtuose d'une des conditions majeures du traité de Versailles, notamment la clause spécifiant que le désarmement de l'Allemagne n'était que le premier pas vers un désarmement général. Il a su jouer également de la fascination sur l'ensemble du peuple allemand. Il se révèle alors comme un orateur incomparable, une personnalité inspirée (tout le monde le constate).

Le succès du régime tient aussi à l'état d'esprit de toute une partie des jeunes nazis enrôlés dans la SA ou la SS et même des milieux dirigeants enivrés par le culte de l'action. C'est ce que soulignera Bertrand de Jouvenel : « Ceux qui dirigent le Reich d'alors sont d'anciens combattants, des aviateurs, des chefs de détachement d'assaut, des aventuriers. Ils connaissent la vertu de la surprise, du choc subit qui étourdit et paralyse l'ennemi. Ce qui a réussi plus d'une fois à une poignée de partisans ne peut-il s'étendre à l'action de tout un peuple en armes ? » Réflexion qui donne une des clés de la réussite avec la division des vainqueurs au lendemain même du conflit et le pacifisme régnant parmi les grandes démocraties.

En jugulant la crise économique et en remettant l'Allemagne au travail, Hitler a pu apparaître comme « l'homme-médecine », suivant l'expression du psychiatre Jung. Il a su également définir ce que serait un véritable *Blitzkrieg* appuyé par des hommes comme Göring, Ribbentrop, Rudolf Hess et bien d'autres.

CHAPITRE II
La faillite de l'instinct

Au lendemain des accords de Munich, Hitler est au zénith. Chamberlain, Daladier le considèrent comme le meilleur rempart contre le bolchevisme. Le vieux leader libéral Lloyd George le compare à Napoléon, en mieux peut-être. En Allemagne, la popularité du Führer est immense. Et pourtant, le monde est à la veille d'un tournant majeur. En quelques mois, Hitler va devenir le paria des pays démocratiques.

Le premier accident majeur intervient le 7 novembre 1938. Un jeune Juif d'origine polonaise assassine à Paris un des membres de l'ambassade d'Allemagne, en réponse aux persécutions croissantes dont sont victimes ses coreligionnaires dans le Reich. La riposte est immédiate. Elle émane de Goebbels et du parti. Au cours de la nuit suivante, des magasins tenus par des Juifs sont pillés, dévastés, les vitrines brisées, d'ou le nom de « Nuit de cristal ». Des synagogues sont incendiées, des Juifs molestés, assassinés.

La plupart des commerçants victimes de ces violences ne sont que de simples gérants. La note à payer par les compagnies d'assurances allemandes est singulièrement lourde. Aussi, à titre de compensation, Göring inflige à la communauté juive du Reich une amende d'un milliard de marks. L'effet de cette vague de violences est déplorable dans les grandes démocraties, en particulier la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis. Sans qu'il y ait rupture des relations diplomatiques, Washington et Berlin ne seront plus représentés jusqu'en novembre 1941 que par de simples chargés d'affaires.

L'effet est moins spectaculaire en France. Le 6 décembre 1938 à Paris, Ribbentrop et Georges Bonnet, ministres des Affaires étrangères, signent un accord où les deux pays reconnaissent mutuellement leurs frontières et prennent l'engagement de ne pas recourir à la guerre en cas de différend. Accord ambigu.

Les Allemands veulent y voir la reconnaissance d'une influence privilégiée pour le Reich en Europe orientale.

La tension internationale s'accroît avec les rumeurs transmises par les services de renseignements, notamment britanniques[1]. La Luftwaffe préparerait une attaque massive de Londres pour la mi-janvier 1939. De nouvelles agressions allemandes imminentes concerneraient les Pays-Bas, la Belgique, la Roumanie, dont le prélude tiendrait à un accord économique conclu entre Berlin et Bucarest.

Encore plus grave, éclate entre le 13 et le 15 mars une nouvelle crise tchécoslovaque. La fédération créée au lendemain de Munich se disloque. La Slovaquie réclame son indépendance avec la protection de l'Allemagne. Venu à Berlin le 14 mars, le président Hacha, soumis à une extraordinaire pression – menace d'un bombardement de Prague –, se résigne à accepter la protection du Reich et l'entrée de troupes allemandes en Tchéquie pour le lendemain. La disparition du seul Etat démocratique de l'Europe centrale, ravalé au rang de simple protectorat, constitue dans l'immédiat pour l'Allemagne un incontestable succès. Elle améliore sa situation stratégique, lui donne une position dominante dans les Balkans, la fait bénéficier de puissantes industries d'armement comme Skoda et de la saisie d'un précieux matériel de guerre.

Pour l'heure, la Grande-Bretagne et la France semblent se résigner et se contentent de condamner le coup de force de Hitler comme contraire à l'esprit des accords de Munich. Lord Halifax déclare cyniquement : « La seule compensation que je vois à l'occupation de Prague est de mettre fin à l'obligation de garantie quelque peu embarrassante consentie par nous et les Français. »

En réalité, ce premier « coup de Prague » va avoir des conséquences considérables. Il entraîne un revirement, dans les grandes démocraties, des opinions publiques et des milieux politiques. On ne peut plus avoir confiance dans Hitler. Le cas est particulièrement net en Grande-Bretagne, aux Communes où règne une atmosphère qui n'a plus rien à voir avec celle de l'automne précédent. Chamberlain et son cabinet se résignent. C'est la fin de l'*appeasement*. Une nouvelle agression de la part du Reich conduira à la guerre.

Londres s'efforce de mettre au point une nouvelle stratégie. Comptant encore sur le caractère rationnel du Führer, le cabinet britannique espère que la menace d'une guerre générale devrait l'empêcher de se livrer à un nouveau coup de force. Un front occidental associerait la Grande-Bretagne et la France, et éventuellement les Pays-Bas et la Belgique. En réalité, ces deux Etats rejettent une proposition de garantie alliée. A l'est, un second front associerait la Pologne

et la Roumanie, ainsi que la Grèce et la Turquie pour faire face aux ambitions de Mussolini, comme vient de le prouver l'affaire d'Albanie. Seule la Pologne accepte une garantie franco-britannique. Une décision qui va avoir une double conséquence.

Tout d'abord mettre fin à d'éventuelles négociations germano-polonaises. Pourtant, depuis le pacte de 1934, les relations entre les deux pays sont bonnes. En octobre 1938, lors d'une conversation avec l'ambassadeur de Pologne en Allemagne, Lipsky, Ribbentrop s'est livré à une proposition : retour de Dantzig, ville allemande à 98 %, au Reich et établissement à travers le corridor d'une autoroute et d'une voie ferrée bénéficiant de l'extraterritorialité. Un problème lancinant depuis 1920 serait ainsi réglé.

Ribbentrop propose également une adhésion de la Pologne au pacte anti-Komintern et une collaboration avec l'Allemagne au sujet de l'Ukraine. Comme le souligne Hitler devant ses généraux, « une expansion en Europe orientale passe par la Pologne ». Le ministre polonais des Affaires étrangères Beck rejette toutes ces propositions, à l'exception du corridor. Début avril 1939, Hitler donne l'ordre à l'OKW de préparer un plan d'opérations contre une Pologne rétive.

Le refus de Beck tient à plusieurs raisons : maintenir une balance égale entre l'Allemagne et l'Union soviétique, les deux pays avec lesquels Varsovie a conclu des pactes de non-agression ; l'atout représenté par la garantie franco-britannique et une assurance excessive concernant la puissance militaire de la Pologne : « On nous craint » constitue un véritable slogan à Varsovie. Pourtant, l'armée polonaise est pratiquement dépourvue de tout matériel moderne, chars, avions, et compte essentiellement sur une excellente cavalerie, malheureusement d'un autre âge.

Les Occidentaux se trouvent pris au piège. Ils sont dans l'incapacité d'honorer leur garantie, de venir en aide à la Pologne en cas d'attaque allemande. La survie de la Pologne passe par un accord avec l'Union soviétique. Londres s'oriente dans cette direction avec une extrême répugnance. C'est seulement le 12 août qu'une délégation militaire alliée avec le général Doumenc et l'amiral Drax arrive à Moscou. Elle n'est pas reçue par Staline ou Molotov, le nouveau commissaire aux Affaires étrangères, mais par le maréchal Vorochilov, le chef d'état-major de l'armée, qui se révèle un rude jouteur.

Contrairement à la tradition, les Soviétiques tiennent à la signature immédiate d'un accord militaire, sans préalable politique. Ils veulent également obtenir l'assurance d'une entrée de l'Armée rouge en Pologne à titre préventif. Cette prétention se heurte à un refus absolu des Polonais, qui se retranchent derrière l'avertissement de Pilsudski : « Avec les Allemands, nous perdrons notre liberté, avec les Russes notre âme. » Le refus obéit à une autre raison. Les

troupes soviétiques tiennent à s'installer dans la région de Vilno et en Galicie, des territoires perdus à la fin de la Première Guerre mondiale.

Le 21 août, Vorochilov met fin à la négociation, au moment où la presse soviétique annonce l'arrivée à Moscou de Ribbentrop. En fait, le Kremlin a mené une double négociation, avec les Occidentaux et avec les Allemands, d'abord par le biais d'un accord économique, suivi d'un accord politique avec le plein assentiment de Hitler. Cette nouvelle constitue un tournant majeur. L'Union soviétique, après une longue éclipse, revient au centre de l'échiquier international. L'annonce de l'arrivée de Ribbentrop à Moscou montre encore une mutation de la politique extérieure du IIIe Reich.

Au lendemain de la crise de Munich, Hitler renonce au « disque pacifique », comme il le déclare, le 10 novembre 1938, lors d'une réunion ultra-secrète de hauts fonctionnaires du parti : « Il va de soi qu'une propagande de paix, prolongée sur des dizaines d'années, ne manque pas d'aspects délicats ; car cela pourrait mener facilement à ce que beaucoup de personnes se mettent en tête que le régime actuel veut véritablement sauvegarder la paix à tout prix. Cela mènerait non seulement à une fausse appréciation de nos objectifs, mais aurait surtout pour effet que la nation allemande, au lieu de regarder les événements en face, serait imprégnée d'un esprit qui, à la longue, deviendrait défaitiste et priverait le régime politique actuel de ses succès. C'est la nécessité qui m'a fait parler de paix durant toutes ces années. Désormais il s'est avéré nécessaire d'opérer une reconversion psychologique du peuple allemand et de lui faire comprendre peu à peu qu'il existe des choses qui, si on ne peut les obtenir par des moyens pacifiques, doivent l'être par la violence. Mais pour atteindre ce but, il n'était pas seulement indispensable de préconiser la violence en tant que telle, il fallait aussi expliquer au peuple allemand certaines données de la politique extérieure de telle sorte que la conscience du peuple en vienne peu à peu à réclamer la violence. » Hitler conclut en disant : « Le disque pacifique, c'est fini chez nous ; et de toute façon, on avait cessé d'y croire[2]. »

Simultanément, le Führer estime que l'Allemagne doit redevenir une grande puissance mondiale ; il reprend les thèmes les plus connus du pangermanisme, non sans d'évidentes hésitations et ambiguïtés, acceptant alors l'idée d'une guerre, mais à condition qu'il s'agisse d'un conflit limité.

Ambiguïté vis-à-vis de la France. Hitler affirme parfois que tout contentieux a disparu entre les deux pays. Mais, soudain, la défiance se réveille. La France ne peut être que l'ennemi mortel d'une Allemagne puissante et prospère. Tôt ou tard, il faudra l'abattre. Même comportement vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Longtemps, Hitler éprouve une sincère amitié pour elle, ainsi que pour son empire, qu'il juge nécessaire à l'équilibre de l'univers. Il envisage même un

partage du monde. Au lendemain de la garantie donnée par Londres à la Pologne, un revirement intervient : Hitler dénonce l'accord naval de 1935. Il accepte la réalisation du « Plan Z » préparé par l'amiral Raeder, dans la perspective d'un conflit avec la Royal Navy, à l'horizon 1944-1945[3]. A l'égard de l'URSS, hésitation là encore. Jusqu'au dernier moment, le Führer oscillera entre volonté d'entente et de domination. Même comportement à l'égard de la Pologne, amenée à bénéficier des dépouilles de la Tchécoslovaquie, en octobre 1938, avec l'annexion du territoire de Teschen. A l'échelle de la planète se dessinent des perspectives grandioses. Hitler imagine parfois un monde dirigé par cinq grandes puissances : les Etats-Unis dominant le continent américain, la Grande-Bretagne et son empire, l'Allemagne maîtresse de l'Europe, l'Union soviétique orientée vers le Proche-Orient, le Japon ayant établi son empire sur la Chine et l'Asie du Sud-Est. Hitler n'exclut pas un conflit entre l'Allemagne et les Etats-Unis, tout en le considérant comme une perspective lointaine, intervenant après sa mort.

Le 21 août, au Berghof, devant un aréopage de généraux en civil, Hitler expose avec calme son attitude vis-à-vis de la Pologne et de l'ensemble des grandes puissances. Selon le témoignage du général Lossberg, il « avait l'air tranquille par rapport à la situation et faisait l'effet d'un homme sûr de son fait ». « Le Führer, ajoute-t-il, sait que Londres ne tentera rien de sérieux et si Londres ne bouge pas, les Français se garderont bien d'entreprendre quoi que ce soit[4]. » Contrairement à ce que certains ont pu soutenir par la suite, il ne prononce pas la phrase fameuse : « Je n'ai qu'une crainte, c'est qu'un cochon vienne présenter une proposition de médiation[5]. » Hitler annonce pour le soir même le départ de Ribbentrop pour Königsberg et son arrivée prévue pour le lendemain à Moscou. Il affirme une nouvelle fois sa conviction que Français et Britanniques ne réagiront pas, par manque d'esprit de décision : « Je les ai vus à Munich, ce sont des vermisseaux. » Au total, il compte avoir sa « bonne petite guerre ». Les hostilités contre la Pologne doivent débuter le 26 septembre.

A sa grande surprise, le jour de son arrivée au Kremlin, Ribbentrop se trouve en présence de Staline et de Molotov. La signature du pacte de non-agression, prévu pour une durée de dix ans, intervient au cours de la nuit. Il est assorti d'un codicille secret, prévoyant le partage de la Pologne et l'établissement de zones d'influence. A l'Allemagne la Lituanie, à l'Union soviétique la Finlande, la Lettonie, l'Estonie et la Bessarabie annexée par la Roumanie au lendemain de la guerre.

Le pacte de Moscou fait l'effet d'une bombe. Il s'accompagne cependant de déconvenues. Premièrement, il n'empêche pas la Grande-Bretagne et la France d'annoncer officiellement leur volonté de remplir leurs engagements. Hitler reste

convaincu que les Occidentaux ne bougeront pas. Seconde déconvenue : en dépit du pacte d'Acier du 22 mai 1939, Mussolini se refuse à entrer dans un conflit qu'il juge prématuré pour l'Italie avant 1943. L'attaque contre la Pologne est reportée au 1er septembre.

La paix va encore se traîner pendant une longue semaine. Période ambiguë, émaillée de négociations occultes. A l'initiative de Göring, qui redoute la menace d'une guerre générale, des contacts sont maintenus avec des membres du Foreign Office par l'intermédiaire d'officiers allemands et de l'homme d'affaires suédois Dahlerus. Il se révèle cependant impossible de rétablir une authentique négociation entre Berlin et Varsovie.

Si une évidente unanimité se manifeste dans les milieux politiques de Londres, il n'en est pas tout à fait de même à Paris. Lors de la réunion du Comité permanent de la Défense nationale le 23 août, deux clans s'affrontent. Bonnet apparaît comme le chef de file des pacifistes. Devant l'entêtement de Varsovie et le « lâchage » soviétique, il préconise un nouveau compromis et la révision de l'alliance avec la Pologne. Proposition rejetée par les partisans de la fermeté, notamment Paul Reynaud. L'ère des humiliations est terminée. Détermination renforcée par les affirmations des chefs militaires : les forces armées sont prêtes à affronter un conflit. Une fermeté de la part des Alliés permettra de démasquer le chantage de Hitler. Si Paris et Londres font preuve de détermination, Hitler reculera. Il n'y aura pas à combattre, c'est ce que proclame André Tardieu : « L'ennemi, ses actes le prouvent depuis quatre ans, ne veut, ni ne peut, faire la guerre. Il manque de matières premières, il manque de réserves d'or. Il manque de trésorerie et de numéraire. Il manque, malgré sa force apparente, de stabilité intérieure. Voilà quatre ans que manquant de tout cela, il s'en tire par le bluff[6]. » Vision confirmée par R. Coulondre, ambassadeur de France à Berlin, qui soutient que le régime se trouve à la veille d'une grave crise intérieure.

L'attaque allemande du 1er septembre contre la Pologne sans déclaration de guerre apporte un cinglant démenti à cet optimisme. A Paris, les crédits militaires sont votés le lendemain. Le 2 septembre, une ultime tentative de médiation de l'Italie se solde par un échec. A 11 heures, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne, Paris accomplit le même geste à 17 heures après une véritable mise en demeure de Londres.

La Seconde Guerre mondiale débute par une série d'erreurs de calcul. La menace d'une guerre européenne brandie par les Occidentaux est restée sans effet. Par l'accord du 23 août, Staline a traité avec le plus offrant, sans courir le

risque de voir la Grande-Bretagne et la France mener une guerre symbolique sur le théâtre occidental. En ce qui concerne Hitler, l'erreur est encore plus grande. « Je n'ai pas voulu cette guerre », dira-t-il, du moins un conflit généralisé.

L'annonce de la déclaration de guerre britannique le 3 septembre à 11 heures fait à Berlin l'effet d'une douche glacée. Le témoignage de l'interprète du Führer, Paul Schmidt, est éloquent : « Quand j'eus terminé, régna un profond silence […]. Hitler restait assis, comme pétrifié, le regard perdu au loin. Il n'était pas décontenancé, comme on l'a prétendu plus tard, il n'était pas en rage non plus, comme d'autres l'ont affirmé. Il restait assis à sa place, parfaitement immobile et silencieux. Après un moment qui m'a paru une éternité, il s'est tourné vers Ribbentrop qui était resté près de la fenêtre, comme médusé. "Et alors ?" a demandé Hitler à son ministre des Affaires étrangères avec une expression de fureur dans les yeux, comme s'il voulait ainsi exprimer que Ribbentrop l'avait mal informé quant à la réaction des Anglais. Ribbentrop a répondu à voix basse : "Je suppose que les Français vont nous faire parvenir un ultimatum du même genre dans l'heure qui vient." […] Göring s'est tourné vers moi et a dit : "Si nous perdons cette guerre, que le Ciel nous accorde sa miséricorde[7] !" »

Jodl doit constater tristement : « Pour la première fois, l'instinct du Führer s'est trompé. » Le colonel Schmundt, le chef du bureau des aides de camp, croit tout d'abord à une mauvaise plaisanterie. « L'idée que l'infaillible Führer ait pu se tromper lui semblait purement et simplement inconcevable. »

Le général Carl Heinrich von Stulpnagel, un des futurs conjurés du 20 juillet 1944, ne peut s'empêcher de dire : « Voilà ! Nous avons la Seconde Guerre mondiale ! C'est le résultat du jeu irresponsable de ces dernières années. Cette fois, le joueur a mal misé. » Même réaction chez le général Fellgiebel : « La nouvelle de l'intervention franco-anglaise doit avoir éclaté comme une bombe aux oreilles de Hitler et de Ribbentrop. Ils se moquaient toujours de Bethmann-Hollweg et ils ne valent pas mieux que lui. Voilà comment on joue avec la destinée d'un peuple. C'est irresponsable. » Lors de la réunion du 21 août au Berghof, Manstein avait retenu cette réflexion de Hitler : « "Je ne serai pas aussi stupide que les hommes d'Etat allemands de 1914 pour déclencher une guerre sur deux fronts…" D'une voix forte et âpre, il avait assuré ses conseillers militaires qu'il n'était pas un idiot qui irait s'embourber dans une guerre mondiale à cause de la ville de Dantzig et du corridor polonais[8]. »

Le 22 juillet, au cours d'une réunion de jeunes commandants de sous-marins, l'amiral Raeder, en toute bonne foi, avait affirmé « que Hitler avait déclaré qu'il ne fallait en aucun cas en arriver à une guerre avec l'Angleterre, car cela signifierait tout simplement la *finis Germaniae* ». Le 3 septembre, l'amiral doit

cependant constater avec tristesse l’erreur de calcul du chef suprême : « Contrairement à l’affirmation du Führer que l’Angleterre ne serait pas dans la nécessité de combattre à propos de la question polonaise, l’Angleterre a jugé préférable d’engager la lutte à présent avec la question polonaise pour prétexte. Elle savait que, tôt ou tard, il lui faudrait combattre contre l’Allemagne et ce, sans doute, dans les conditions plus défavorables, une fois sa flotte reconstituée. » Et l’amiral d’ajouter, ce 5 septembre : « En ce qui concerne la marine, l’état de préparation de cet automne n’est nullement adéquat à la grande lutte contre la Grande-Bretagne ; la flotte sous-marine est trop faible pour avoir un effet décisif. Quant aux forces de surface, elles sont tellement inférieures en nombre et en puissance à celles des Britanniques que même en déployant tous leurs efforts, elles ne pourraient pas faire plus que de montrer comment on meurt courageusement et ouvrir ainsi la voie à une future reconstruction[9]. »

Quinze jours avant le début du conflit, le général Thomas présentait un rapport selon lequel l’Allemagne « ne pourrait tenir une guerre pour des raisons économiques ». Keitel s’efforça immédiatement de le rassurer : « L’Allemagne ne mènerait jamais une guerre mondiale. Il n’y avait aucun danger car d’après Hitler les Français étaient un peuple pacifique dévoyé, les Anglais bien trop décadents pour fournir un véritable soutien à la Pologne et l’Amérique n’enverrait plus un seul homme en Europe pour tirer les marrons du feu, pour qui que ce soit, pour l’Angleterre et même la Pologne[10]. »

Au fond de lui-même, Keitel reste cependant relativement inquiet et souhaiterait, lors de *Kriegsspiele*, « clarifier la situation militaire en cas de guerre mondiale ». Hitler, une fois de plus, se montre catégorique : « On n’a pas à envisager de préparatifs à l’Ouest, une occupation de sécurité du mur de l’Ouest suffira. Il ne peut y avoir et il n’y aura pas de guerre avec les Alliés pour la question polonaise. Parler d’une telle alternative impossible fait courir des risques inutiles à nos plans secrets et, avec eux, aux transactions politiques. »

La surprise du 3 septembre est d’autant plus vive que, de l’avis unanime de tous les chefs militaires, l’Allemagne est hors d’état de faire une guerre sur deux fronts. Dans l’ensemble, la Wehrmacht, suivant l’expression de l’historien britannique A. Seaton, présente une « façade rutilante » non exempte de failles importantes.

Toutes les grandes parades militaires de Berlin, que ce soit à l’occasion de la visite de Mussolini en 1937 ou du cinquantième anniversaire du Führer, comportent une forte part d’illusion. Ouvert par des unités de tradition à pied ou à cheval, le défilé comprend essentiellement des unités motorisées. Certaines formations blindées passent à deux reprises devant la tribune officielle, ce qui

amène les attachés militaires à attribuer 500 chars aux nouvelles Panzerdivisionen au lieu de 250 en moyenne dans la réalité.

Les films d'actualités largement diffusés dans le monde, en particulier dans les démocraties occidentales, contribuent encore à donner de la nouvelle armée allemande une image flatteuse à l'extrême. Les travaux du mur de l'Ouest, les manœuvres des chars, les lancements des nouvelles unités de la Kriegsmarine comme le cuirassé *Bismarck* ou le porte-avions *Graf Zeppelin* font l'objet d'une mise en scène soigneusement étudiée. Les Occidentaux en particulier sont impressionnés par les manœuvres de bombardement de la Luftwaffe ou les exercices de défense passive.

Il ne fait pas de doute, comme l'attestent les propos de Chamberlain devant son cabinet, que la menace d'attaques aériennes massives sur les populations civiles n'ait contribué à la politique d'apaisement ou à l'aboutissement de Munich. Pourtant, à l'automne de 1938, la Luftwaffe ne dispose encore d'aucune formation aérienne importante capable de bombarder Londres.

Il est vrai que les démonstrations de force ne constituent pas l'apanage du IIIe Reich, comme l'attestent les grandes parades de l'Armée rouge, le 1er mai ou à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Le 14 juillet 1939, le défilé de 350 chars donne une image impressionnante mais faussée de la puissance militaire de l'armée française. Il n'en reste pas moins que ce sont les parades de la Wehrmacht qui offrent l'impression de puissance la plus irrésistible[11].

A l'automne de 1939, l'armée de terre allemande aligne une cinquantaine de divisions d'active dont 6 Panzer, 4 divisions motorisées et 4 divisions légères de cavalerie. L'Anschluss et la dislocation de la Tchécoslovaquie ont contribué au développement de l'armée avec l'apport de 8 divisions autrichiennes et des industries d'armement tchèques. A cette date, le réarmement de l'armée cesse d'occuper la première place. La priorité est accordée à la Luftwaffe qui doit quadrupler ses effectifs et compter 20 000 avions de combat en 1942. Elle est encore davantage accordée à la Kriegsmarine avec l'adoption du Plan Z qui porte sur une flotte d'un million de tonnes, dix fois celle de 1939. Ce Plan Z apparaît comme une résultante des idées de Hitler et de l'amiral Raeder. Toujours passionné par les grands navires de ligne, le Führer insiste pour la construction de 6 grands bâtiments de la classe M de 56 000 tonnes armés de pièce de 406 mm. Faute de pouvoir jouer du nombre, la Kriegsmarine, comme la marine japonaise, doit pouvoir bénéficier de la supériorité qualitative. A ce corps de bataille, suivant les vœux de Raeder, s'ajouteront de grands croiseurs destinés à des raids dans l'Atlantique. Le Plan Z prévoit encore la construction de

2 porte-avions supplémentaires, de croiseurs légers, de destroyers et de 225 sous-marins, sans oublier 55 flottilles aériennes.

Au lendemain du conflit, certains regretteront que les conceptions de Dönitz n'aient pas été entendues. Au lieu de se lancer dans un programme grandiose, à la limite des possibilités économiques du Reich, Hitler et Raeder auraient beaucoup mieux fait d'axer l'effort de redressement sur les sous-marins. Si la marine allemande avait disposé au début de la guerre d'une flotte de 200 à 300 *U-boote*, elle aurait été en mesure de paralyser les communications britanniques. En fait, en septembre 1939 Dönitz n'est encore que simple capitaine de vaisseau, et ne jouit que d'une influence réduite. C'est seulement à la veille du déclenchement du conflit qu'il défend l'idée d'une grande flotte de sous-marins. Il semble alors décidé, lui aussi, à respecter la convention de Londres de 1936 qui condamne la guerre sous-marine à outrance[12].

Les divergences les plus nettes apparaissent, en réalité, entre Hitler et Raeder. Elles concernent l'utilisation de cette nouvelle « marine équilibrée ». Pour le Führer, la réalisation du Plan Z s'intègre dans une politique de dissuasion à l'égard de la Grande-Bretagne, alors que le grand-amiral n'écarte pas la perspective d'un grand conflit à l'horizon 1945 qui doit conduire à la « solution finale » du problème anglais, suivant sa propre expression – ce sera la revanche du sabordage de Scapa Flow.

Quoi qu'il en soit, le 3 septembre, le haut commandement de la Wehrmacht ne dissimule pas ses appréhensions. La guerre éclate beaucoup trop tôt. Le réarmement de la Luftwaffe ne doit s'achever qu'en 1942-1943 et celui de la Kriegsmarine deux ou trois ans plus tard. Brauchitsch et Halder sont convaincus que si l'armée est en mesure d'abattre la Pologne en trois mois au maximum, elle est incapable de mener une lutte sur deux fronts.

On peut aussi se demander si un tel réarmement, sans oublier la construction du *Westwall*, qui absorbe plus de 20 % de l'acier attribué aux forces armées, est à la mesure des capacités d'une Allemagne soumise, en temps de guerre, à un blocus au moins partiel. Non sans raison, le général Thomas, chargé des problèmes économiques de la Wehrmacht, souligne le caractère « horizontal » d'un réarmement axé sur le quantitatif, au détriment de la dimension « verticale », c'est-à-dire des stocks de munitions ou de pièces de rechange et davantage encore de carburant. Le problème est d'autant plus épineux qu'aucune coordination n'existe au sein de la Wehrmacht.

Depuis 1937, le réarmement s'effectue dans une économie atteinte de surchauffe, avec de fortes tendances inflationnistes et des pénuries croissantes de matières premières et de main-d'œuvre. Le chômage a complètement disparu et

le Reich est obligé de conclure des contrats de main-d'œuvre avec certains pays comme l'Italie. Les tensions les plus vives concernent le personnel qualifié que se disputent les entreprises.

Contrairement à une croyance tenace, l'économie du Reich est loin d'être militarisée et le spectaculaire redressement ne tient que partiellement à la politique de réarmement. Certes, la part des dépenses militaires dans le produit national brut est passée de 1 % à 23 % de 1933 à 1939. Niveau comparable à celui enregistré à la même époque en Grande-Bretagne[13].

Une part non négligeable de la production est consacrée aux grandes réalisations du régime. Hitler attache un intérêt personnel à la motorisation du Reich, comme le montrent la création des usines Volkswagen à Wolfsburg et la construction d'un réseau de 5 000 kilomètres d'autoroutes dont le rôle est loin d'être uniquement stratégique. De sa formation d'architecte, le Führer s'intéresse tout spécialement à un urbanisme de prestige qui concerne cinq « villes guides » : Berlin, Nuremberg, Munich, Hambourg et Linz.

Pour le Führer, un urbanisme grandiose obéit « à un froid calcul politique ». C'est par de telles œuvres que l'on peut communiquer à un peuple la conscience de sa propre valeur et le convaincre qu'il est l'égal des autres peuples du monde, même de l'Amérique[14].

Le logement social n'est pas davantage négligé, sans réussir cependant à résorber un déficit chronique. En dépit du blocage des salaires tourné de multiples façons – heures supplémentaires, primes, changement de qualification –, les industries de consommation continuent à se développer. Contrairement à une assertion trop célèbre de Göring, l'Allemagne ne préfère pas les canons au beurre, mais s'efforce de concilier les deux. Le général Thomas s'en inquiète dès novembre 1939 : « Ce n'est pas avec des appareils de radio, des aspirateurs et des ustensiles de cuisine que nous pourrons jamais vaincre l'Angleterre[15]. » En définitive, à la veille du conflit de 1939, l'économie du Reich se trouve dans un état intermédiaire entre la paix et la guerre.

CHAPITRE III
« À l’Ouest, rien de nouveau »

L’état-major allemand estimait que la Pologne ne résisterait pas plus de trois mois. Plus optimiste, le haut commandement français pensait que cette résistance pouvait se prolonger jusqu’au printemps de 1940. A l’étonnement général, la campagne de Pologne n’excède pas un mois. Dès le 8 septembre, les Panzer sont aux portes de Varsovie. A partir du 17, l’armée polonaise, en voie de décomposition, est prise en tenaille entre la Wehrmacht et l’Armée rouge. Les derniers combats ont lieu au début octobre et les débris de l’armée polonaise cherchent refuge en Roumanie.

La rapidité de la campagne provoque une indiscutable stupeur. Elle marque une rupture avec les batailles d’usure de la Première Guerre mondiale. Les Anglais, jamais à court de formules, lancent l’expression de *Blitzkrieg*, la guerre éclair, associant un mot britannique et un mot allemand. Les Allemands sont plus sceptiques et mettent en doute le caractère révolutionnaire de la campagne. L’offensive de la Wehrmacht a été favorisée par la géographie. Deux offensives, depuis la Prusse-Orientale et la Silésie, ont permis de prendre en tenaille l’armée polonaise, dont la mobilisation n’était pas achevée. Cette manœuvre s’est adressée à une armée archaïque, nullement à la mesure de divisions blindées et de formations aériennes.

La campagne a encore été favorisée par un temps exceptionnel, le « temps de Hitler ». Les pluies d’automne qui transforment les routes en fondrières ont été exceptionnellement tardives. La manœuvre allemande a également bénéficié de la passivité des Occidentaux. Le 1er septembre au soir, Hitler dîne avec Goebbels. Revenu de sa fâcheuse surprise, il affirme sa conviction que les Britanniques et les Français se contenteront à l’Ouest d’une guerre symbolique, d’une « guerre de pommes de terre », précise-t-il[1]. Cette fois encore, la prédiction se révèle exacte. Tous les jours, lors de la conférence de situation, Hitler se tourne vers Jodl : « Et à l’Ouest ? – A l’Ouest, rien de nouveau[2], mon

Führer. » En fait, la réaction française se limite à la pompeuse offensive de la Warndt, en Sarre, sur le secteur le mieux défendu du mur de l'Ouest. Le repli intervient au bout d'une dizaine de jours, sans que le contact ait été véritablement établi.

Dès le 27 septembre, le jour de la capitulation de Varsovie, Hitler réunit ses principaux généraux et leur annonce son intention de déclencher une offensive à l'Ouest dans un délai d'un mois. Cette offensive concernerait les Pays-Bas, la Belgique et le nord de la France, de manière à constituer une plate-forme destinée à mener une guerre aéronavale fructueuse contre l'Angleterre et à assurer la protection de la Ruhr.

Cette intention provoque un sentiment de stupeur au sein du haut commandement. Elle est interprétée comme une manifestation de « folie furieuse ». Le général Reichenau, un des chefs les plus dévoués au régime, ne peut dissimuler son étonnement. Il n'hésite pas à prévenir les Pays-Bas, par l'intermédiaire du colonel Oster, l'un des adjoints de Canaris, le chef de l'Abwehr (le service de renseignements). Cette réaction provoque l'irritation de Hitler. « Le temps travaille contre nous », estime-t-il. Les Alliés, à la différence des Allemands, bénéficieront de la liberté des mers. Ils sont en mesure de profiter des lois de neutralité américaines, d'acheter *cash and carry*, c'est-à-dire de payer comptant et d'assurer les transports de matériel sur leurs propres navires. Une attaque contre les Pays-Bas et la Belgique bénéficiera de l'effet de surprise. « La violation de ces deux pays sera vite oubliée si nous sommes victorieux, assure Hitler. Il est parfaitement illusoire de croire à un arrangement international si nous restons passifs[3]. »

Discours nullement convaincant : une offensive prématurée va se heurter à des secteurs fortifiés, à des armées intégralement mobilisées, affichant une supériorité quantitative et qualitative dans le domaine des blindés, de l'aviation et de l'instruction. La campagne de Pologne a révélé de profondes faiblesses au sein de la Wehrmacht : liaison entre Panzer et infanterie souvent aléatoire, pénurie de certains matériels comme chars moyens et lourds ou camions, instruction insuffisante de nombreux cadres, pénurie, à la fin de la campagne, de certaines catégories de munitions. Une offensive de grande ampleur ne semble pas possible avant 1941 ou même 1942.

Au total, une véritable levée de boucliers, qui se traduit par une renaissance de la conjuration de 1938, à la veille de la crise de Munich. On retrouve les noms de Leeb, Witzleben, Hoepner, Beck, Gördeler et même Halder, le chef d'état-major de l'armée de terre. C'est finalement Brauchitsch qui est chargé de remettre à Hitler un mémorandum reprenant toutes les objections des principaux généraux. Pour appuyer sa démonstration, le commandant en chef de l'armée va,

le 5 novembre, jusqu'à souligner le manque de combativité de certaines unités, associé à des symptômes d'indiscipline comme en 1918. Hitler écoute d'abord ces doléances, drapé dans un silence glacial, avant d'éclater dans une violente colère. Il déplore un commandant en chef qui n'hésite pas à « dénigrer » sa propre armée. Il réclame des faits précis, des comptes rendus de cours martiales, que le malheureux Brauchitsch sera dans l'incapacité de fournir. En fait, Brauchitsch est le type même de l'officier prussien, un parfait gentleman, un stratège d'un niveau moyen tout au plus, mais d'une faiblesse de caractère qui le rend incapable de résister à la puissante personnalité de Hitler. L'homme perd ses moyens. De retour au quartier général de l'armée à Zossen, dans la banlieue de Berlin, il n'a pas encore recouvré ses esprits et se trouve hors d'état de donner un récit cohérent d'une « scène des plus gênantes et des plus désagréables », au dire de Halder[4].

Le chef d'état-major de l'armée se révèle lui-même incapable de s'opposer efficacement au Führer. Les critiques de Hitler contre « l'esprit de Zossen » lui font croire à tort que le complot a été éventé. A l'exception du général von Leeb du groupe d'armées C face à la ligne Maginot et à l'Alsace, il ne peut entraîner dans la conjuration les généraux von Bock et von Rundstedt à la tête des groupes d'armées B et A. Halder en arrive à envisager de perpétrer lui-même un attentat contre le Führer. Pendant un certain temps, il porte sur lui un pistolet pour abattre éventuellement « Emil » (le surnom de Hitler). Il se révèle incapable de passer à l'acte. Halder tentera de s'en expliquer après la guerre. « L'armée allemande n'a pas grandi dans les Balkans où le meurtre du roi revient sans cesse dans l'histoire. Nous ne sommes pas des révolutionnaires de métier… A mes critiques, encore nombreux aujourd'hui, je demande : qu'aurais-je dû faire ? Lancer un putsch sans issue pour lequel l'heure n'avait pas encore sonné, ou me faire assassin, moi, officier allemand, maître-traître de l'état-major ? Je l'avoue honnêtement, je n'étais pas fait pour cela, ce n'est pas ce que j'ai appris[5]. »

Deux événements encore loin d'être éclaircis contribuent au découragement des conjurés. Le 9 novembre, des agents du SD réussissent à enlever, à Venlo, à la frontière germano-hollandaise, deux agents secrets britanniques, en compagnie d'un agent néerlandais qui trouve la mort dans l'opération. Les représentants du SD, à la tête desquels figure Walter Schellenberg, le chef du contre-espionnage de la Gestapo, se sont fait passer pour des résistants allemands, à la veille de déclencher un complot et d'assassiner le Führer.

De fait, quelques heures avant le guet-apens de Venlo, un attentat a bien eu lieu dans une brasserie de Munich. Une demi-heure après la fin d'un discours de Hitler, une bombe a explosé, tuant 7 personnes et faisant plus de 60 blessés. L'attentat est attribué à un certain Georg Elser, un ancien communiste, manipulé

par l'Intelligence Service. En fait, il semble bien, sans que l'on puisse en apporter une preuve absolue, que les deux affaires, celles de Venlo et de Munich, aient été manigancées par Himmler et Heydrich, l'adjoint de Canaris.

L'attentat a pour résultat de renforcer la popularité du Führer, la combativité du peuple allemand et de ranimer la haine à l'égard de la Grande-Bretagne. L'occasion est bonne pour Hitler de renforcer son emprise sur le haut commandement. Le 27 novembre, il s'adresse de nouveau à ses généraux convoqués à la chancellerie. Pour commencer, il ne se gêne pas pour faire allusion aux défaillances des chefs de 1914, victimes d'effondrement nerveux comme Prittwitz en Prusse-Orientale, au moment de l'invasion russe, ou encore Moltke, au lendemain de la Marne. Il leur rappelle encore qu'il n'y aurait pas de défaite si les chefs montraient le même courage que les simples soldats.

« Tout est déterminé, ajoute-t-il ensuite, par le fait que l'heure nous est favorable. Dans six mois, tout peut avoir changé. Et comme dernier facteur, je dois en toute modestie citer ma propre personne : irremplaçable. Il peut y avoir d'autres tentatives d'assassinat. Je suis sûr de ma tentative de réflexion et de décision. Le temps travaille pour nos adversaires. Aujourd'hui, il existe un rapport de force qui ne pourrait être plus avantageux pour nous, mais qui, pour nous, ne peut que se détériorer. Ma décision est irrévocable. J'attaquerai la France au moment le plus favorable et le plus tôt possible… Tout espoir de compromis est enfantin ; la victoire ou la défaite ! Le problème n'est pas la destinée de l'Allemagne national-socialiste, mais la personnalité de celui qui dominera l'Europe à l'avenir. Ma vie n'a aucune importance. J'ai conduit le peuple allemand très loin, même si aujourd'hui le monde nous hait. Je joue mon œuvre entière sur un coup de dés. Je dois choisir entre la victoire et la destruction. Ces dernières années, j'ai connu de nombreux exemples d'intuition. Même dans la situation actuelle, je vois une prophétie. Si nous sortons victorieux de ce combat, et nous y parviendrons, notre époque entrera dans l'histoire de notre peuple. Je remporterai cette victoire ou je mourrai. Je ne survivrai pas à la défaite de mon peuple. Pas de capitulation devant l'étranger ; pas de révolution à l'intérieur[6]. »

L'effet est électrique. La harangue galvanise l'assistance. Suivant la formule d'Oster, l'accusation de lâcheté « transforme les poltrons en braves ». La réunion du 27 novembre ne met cependant pas fin aux espoirs de certains conjurés. A l'initiative de Schacht, von Hassel ou Oster, ceux-ci tentent d'obtenir des assurances du côté de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou même du Vatican sur l'avenir de l'Allemagne. A cette occasion, notons que les conjurés n'envisagent nullement le retour aux limites de 1937, mais le maintien de la

Grande Allemagne avec l'Autriche, les Sudètes et le rétablissement de la frontière de 1913 vis-à-vis de la Pologne.

La tension au haut commandement persiste pendant tout l'hiver. A maintes reprises, l'ordre de déclencher le « Plan jaune » est annulé par suite des mauvaises conditions météorologiques. Un nouveau contrordre intervient le 10 janvier 1940, à la suite de l'atterrissage forcé d'un avion militaire, à Mechelen-sur-Meuse en Belgique, transportant deux officiers de l'Etat-Major général porteurs d'une partie du plan d'opérations. Les Belges réussissent à s'emparer d'une partie de ces documents et en informent les Alliés qui mettent leurs troupes en état d'alerte. Furieux, Hitler donne l'ordre de renforcer les mesures de sécurité. Les Belges et les Alliés interprètent l'affaire comme une manœuvre d'intoxication. Ces reports tiennent aussi aux hésitations de Hitler, peu satisfait des plans d'opérations.

Les 19 et 29 octobre, deux plans offensifs ont été mis au point au profit du groupe d'armées B. Avec 6 Panzer, l'effort principal du premier depuis Aix-la-Chapelle devrait concerner Liège et Bruxelles avant de se poursuivre en direction du nord de la France. Le second plan avec 9 Panzer comporte deux axes d'effort : le premier en direction d'Anvers et de Gand, le second en direction de Namur et de Charleroi.

Cette idée de manœuvre n'a pas l'heur de plaire à Hitler qui y voit l'œuvre de stratèges amateurs et une reprise maladroite du plan Schlieffen, ce qui est d'ailleurs loin d'être exact. Hitler intervient lui-même dans la genèse de la manœuvre. Le 30 janvier 1940, un troisième plan prévoit un effort supplémentaire.

Le corps blindé de Guderian fort de deux Panzer, d'une division motorisée et des deux régiments d'élite « Grossdeutschland » et « SS Leibstandarte Adolf Hitler », devra traverser l'Ardenne et franchir la Meuse dans les secteurs de Dinant et de Sedan, un nom chargé d'histoire pour les Allemands depuis 1870. Original sur le plan tactique, ce plan offre, lui aussi, l'inconvénient de ne pas entraîner une victoire complète sur les Alliés.

Un *deus ex machina* va permettre de sortir de l'impasse. Ce n'est autre que le général von Manstein, le chef d'état-major du groupe d'armées A de von Rundstedt. Manstein, esprit intuitif, reconnaît que les plans en cours d'élaboration ne peuvent apporter une décision stratégique, même s'ils ne manquent pas d'intérêt.

Dès le 31 octobre, dans une note adressée à son chef, von Rundstedt, il souligne : « Le succès initial que l'on escompte sur la Belgique et sur les forces que les Alliés auront jetées à son secours est concevable. Mais la victoire

générale ne dépend pas de ce succès initial ; elle dépend de la destruction dans leur ensemble de toutes les forces ennemies au combat, tant en Belgique qu'au nord de la Somme. » Il ajoute : « II faut en même temps mettre en échec la contre-offensive française qui, selon toute certitude, débouchera tôt ou tard de la direction du sud et du sud-est. » Cette critique s'accompagne d'une suggestion : « Ces considérations imposent au groupe d'armées A la conviction qu'il faut transférer à l'aile sud le centre de gravité de l'opération tout entière… Placé au sud de Liège, il faudra le pousser au-delà de la Meuse, en amont de Namur, sur l'axe Arras-Boulogne, de manière à couper sur la Somme tout ce que l'ennemi aura aventuré en Belgique et non pas à le rejeter sur la Somme[7]. »

Les 26 et 30 novembre, puis les 6 et 16 décembre, Manstein revient à la charge et adresse de nouvelles notes à Rundstedt, qui les transmet à l'OKH. Brauchitsch et Halder se refusent à les prendre en considération. Ils n'y voient qu'une manœuvre du commandant du groupe d'armées A pour se faire attribuer le premier rôle dans l'exécution du Plan jaune.

Le 12 janvier, au lendemain de l'incident de Mechelen, Manstein récidive. Il juge insuffisant le renforcement du groupe d'armées A par le corps blindé de Guderian. Le groupe A doit disposer de trois armées, deux pour assurer la sécurité du flanc gauche jusqu'à l'Oise et interdire toute contre-attaque, et une troisième renforcée en éléments blindés pour assurer les passages de la Meuse entre Dinant et Fumay, et pousser sur Saint-Quentin « afin de saisir le flanc des forces ennemies retraitant sur la Somme devant l'aile nord ». « Alors seulement, conclut-il, la poursuite de l'opération provoquera la victoire définitive sur l'armée française. »

Brauchitsch et Halder se refusent, une fois de plus, à transmettre les observations de l'état-major du groupe d'armées A à l'OKW. Le projet de Manstein fait cependant l'objet, les 7 et 14 février, d'un exercice sur la carte. Les conclusions apparaissent négatives. L'Ardenne, avec ses routes sinueuses, étroites et encaissées, ne se prête pas au passage de puissantes colonnes blindées. La Meuse, où les Français sont en position depuis septembre 1939, constitue encore un remarquable fossé antichars, dont le franchissement semble singulièrement aléatoire.

Dans son idée de manœuvre, Manstein bénéficie du soutien et des conseils de Guderian, le grand expert des blindés. Les deux hommes sont logés à Coblence dans des hôtels voisins, à proximité du palais du Grand Electeur, siège du quartier général du groupe d'armées A.

Au cours de plusieurs rencontres, Guderian est séduit par le plan alternatif de Manstein. Il estime que le vieux massif de l'Ardenne peut être traversé en quatre ou cinq jours. Le franchissement de la Meuse peut encore intervenir par surprise,

à la faveur d'une préparation aérienne « longue et régulière » de plusieurs heures, assurée par toute une flotte aérienne (1 500 avions) associant chasseurs, bombardiers en vol horizontal et en piqué, dont l'effet psychologique a fait ses preuves en Pologne.

Une fois la Meuse franchie, l'exploitation devra commencer immédiatement en direction de l'ouest, de l'embouchure de la Somme, assurant ainsi l'encerclement des armées alliées ayant pénétré en Belgique. Eventuellement, une pointe blindée sera lancée en direction du sud, vers Reims, où se trouve concentrée la masse de manœuvre de l'armée française avec la 7e armée motorisée de Giraud et les trois divisions cuirassées en voie de formation. La réussite du plan suppose cependant un renforcement considérable des formations blindées au point d'en absorber la quasi-totalité.

Le plan Manstein-Guderian est considéré comme « stupide » par Halder, le chef d'état-major de l'OKH. La traversée de l'Ardenne exigera au moins une dizaine de jours. La Meuse, où les Français sont en position depuis plusieurs mois, constitue un obstacle sérieux. Par une ironie de l'Histoire, les conclusions de l'OKH coïncident avec celles du haut commandement français pour lequel l'Ardenne est « imperméable aux chars ». Une fois de plus, le plan Manstein n'est pas transmis à l'OKW.

Halder décide alors de se débarrasser d'un esprit contestataire, de le « mettre au placard », à la faveur, ce qui ne manque pas d'habileté, d'une promotion. Le gêneur reçoit le commandement du 38e corps d'armée, en voie de formation à Stettin. Manstein se trouve mis à l'écart du théâtre d'opérations principal. Il est remplacé comme chef d'état-major du groupe d'armées A par le général Sodenstern, un esprit résolument classique.

L'affaire est loin d'être terminée. Elle va rebondir de manière inattendue. Le 30 janvier 1940, à la faveur d'une visite au groupe d'armées A, le colonel Schmundt, un des aides de camp de Hitler, rencontre Manstein, qui l'entretient naturellement de son idée de manœuvre. Le colonel est surpris « de rencontrer chez son interlocuteur, quoique sous une forme sensiblement plus précise, une conception identique à celle que le Führer ne cesse de nous développer ».

Schmundt prépare une rencontre entre Hitler et Manstein pour le 17 février, à la faveur d'un « petit déjeuner de travail » à la chancellerie du Reich, à l'occasion de la promotion des nouveaux chefs de corps, en particulier de Rommel, désigné comme commandant de la 7e Panzer.

A l'issue de la présentation, Hitler se retire dans son bureau avec Schmundt, Jodl et Manstein. Celui-ci a tout loisir pour expliquer son idée de manœuvre. Contrairement à son habitude, le Führer ne l'interrompt pas et l'écoute avec une

attention soutenue. « Enthousiasmé », il approuve toutes ses conclusions, y compris la mise en œuvre « d'importantes formations blindées ». La démonstration de Manstein donne à l'idée tactique de Hitler, le franchissement de la Meuse dans le secteur de Sedan, une dimension opérationnelle et par là même stratégique[8].

On assiste en définitive à une inversion des rôles. Réduit à trois Panzer, le groupe d'armées B de von Bock va jouer le rôle d'appât, attirer le maximum de forces alliées en Belgique. Disposant de toutes les formations aéroportées, il aura pour mission d'attaquer les aérodromes hollandais, les points de passage de Maastricht et le fort belge d'Eben-Emael. Deux Panzer orienteront en même temps leur effort sur la trouée de Gembloux, engageant le corps blindé de Prioux.

Un élément joue encore en faveur de la réussite du plan, le renseignement. Depuis le mois d'octobre, les services du groupe d'armées C sont en mesure de décrypter les communications radio du ministère de la Guerre français avec les armées, les services de l'intérieur et même ceux d'Afrique du Nord et de Syrie.

Cette rupture permet au commandement allemand de prendre connaissance des lacunes de l'organisation militaire, ce qui confirme la perspicacité du Führer, sceptique de longue date sur la qualité de l'armée française. Elle permet aussi de suivre l'évolution de la stratégie franco-britannique qui envisage, en cas d'attaque allemande à travers la Belgique, une intervention limitée d'abord à l'Escaut, puis à la Dyle, sur une ligne Louvain-Namur.

Si le gros des forces alliées pénètre en Belgique, l'exécution du Plan jaune risque de conduire le groupe d'armées de von Bock à une bataille frontale sanglante et indécise. En déplaçant le centre de gravité de la manœuvre vers le sud, en frappant sur la Meuse à Sedan, le groupe d'armées A peut trouver le défaut de la cuirasse franco-britannique. Ce dispositif s'impose d'autant plus que le risque d'une contre-attaque de flanc s'estompe avec le déplacement de la réserve stratégique française. La 7e armée du général Giraud vient d'être transférée du secteur de Reims à celui de Lille-Dunkerque. Pour renforcer l'effet de surprise, le jour du déclenchement de l'offensive allemande, Hitler prescrit bien de ne pas mentionner dans les premiers communiqués l'avance vers Dinant et Sedan.

Contrairement à ce que Hitler pouvait prétendre au lendemain de la campagne de Pologne, le temps travaille, en fin de compte, pour le Reich. A l'inverse des Français dont les troupes se consument dans une inaction morose et où le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre se révèle laborieux, le commandement allemand met à profit la pause de la « drôle de guerre » pour

renforcer et améliorer ses forces. Par l'incorporation de nouvelles catégories de réservistes, l'armée atteint 143 divisions. Par la transformation en unités blindées des divisions légères de cavalerie, le nombre de Panzer est porté à dix, regroupant 2 700 chars et 700 automitrailleuses.

Grâce aux sorties d'usine de chars moyens Mark III et IV, dont le nombre atteint respectivement 785 et 290, la puissance de ces grandes unités est renforcée, même si les engins légers restent encore majoritaires. Dans l'ensemble, les chars alliés l'emportent par l'armement et le blindage. Mais la supériorité des blindés de la Wehrmacht tient à leurs systèmes de réparation et de ravitaillement en essence et surtout à l'extrême qualité de leurs liaisons radio. Dernier élément de supériorité, les Panzer agissent par groupe de deux ou trois, dans le cadre de corps d'armée, en étroite liaison avec l'aviation. Quant à la Luftwaffe, elle disposera en mai 1940 de 4 000 avions de combat dont 500 de transport, au lieu de 2 200 au moment de la campagne de Pologne.

Le délai obtenu pendant l'hiver permet encore d'améliorer considérablement l'instruction, à telle enseigne qu'au bout de huit mois la troupe n'a plus grand-chose de commun avec celle de septembre-octobre 1939. La qualité combative de l'armée est à l'origine d'un débat en Allemagne. Pour beaucoup, comme K.H. Frieser, cette qualité « repose sur une efficacité et un rendement inhérents au système. Ceux-ci n'étaient que le résultat d'une évolution de plusieurs siècles, au cours de laquelle les militaires allemands avaient développé une machinerie fonctionnant avec une extraordinaire perfection[9] ».

Pour d'autres, on ne peut négliger dans cette combativité l'apport du national-socialisme. « Il ne faut pas négliger, écrira Manfred Kehring, au sein des forces armées allemandes, de l'effet du consensus national, de la force du sentiment patriotique, de la fierté d'avoir créé la Grande Allemagne. Il peut servir d'explication à cette grande volonté de vaincre et à la disponibilité d'engagement énorme, notamment de la jeune génération de chefs militaires. Leur engagement était cependant fondé sur la conviction de lutter pour la bonne cause, en raison de la fausse affirmation de la propagande nazie selon laquelle, par suite de la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France, le Reich allemand, la patrie étaient en danger et qu'il fallait, dans l'intérêt du peuple, éliminer ce danger le plus rapidement possible[10]. »

Cet esprit combatif se manifeste pendant la « drôle de guerre », en dépit du caractère laconique des communiqués. Entre la frontière française et la ligne Maginot, sur une profondeur de 15 à 20 kilomètres, des commandos opèrent avec une extrême audace et multiplient les coups de main contre les petits postes français établis souvent d'une manière qui défie le simple bon sens. Des dizaines de ces postes sont enlevés pour être rétablis quelques jours après, exactement au

même endroit. Signe révélateur, ils n’opposent le plus souvent pas la moindre résistance. L’armée allemande acquiert ainsi un ascendant de bon augure sur les troupes françaises.

Pour l’OKH, cet ascendant apparaît comme le résultat d’un intense apport de propagande. Au début de la guerre, l’armée dispose de huit compagnies, la Luftwaffe de quatre, la marine de deux. L’action à l’égard de l’armée française s’exerce au moyen de tracts, de haut-parleurs, de banderoles et de contacts divers. Des officiers, de simples hommes de troupe, ou des personnalités civiles, comme le gauleiter de Bade-Wurtemberg, entrent en relation avec des soldats français. Convaincu de la puissance de l’arme psychologique, Hitler demande communication des tracts et participe parfois à leur élaboration.

Cette propagande revêt un double aspect, ponctuel pour commencer, avec des renseignements portant sur le dispositif militaire français, notamment les mouvements de troupes signalés le plus souvent avec précision. Un aspect plus profond ensuite, l’essentiel de la propagande allemande porte sur la forme et le sens de la guerre. Quels que soient les arguments utilisés, la démonstration est toujours la même. Si l’Allemagne n’attaque pas, ce n’est pas faute de moyens : c’est tout simplement qu’elle ne tient pas à envenimer le conflit, à créer l’irréparable. Le Reich n’a pas déclaré la guerre, il n’a aucun différend avec la France, qui n’est entrée dans le conflit que pour le compte de l’Angleterre et des capitalistes de la City qui se préparent à une lutte de cinq ans pour redresser leurs affaires. Mais l’Allemagne n’attendra pas. Elle attaquera. Une fois de plus, c’est la France qui supportera le poids essentiel de la lutte et subira des pertes encore plus lourdes que celles de 1914-1918 dont elle ne s’est pas encore remise. Aussi, pourquoi ne pas en finir tout de suite ? Pourquoi ne pas conclure la paix, accepter l’offre du Führer ? Que chacun rentre chez soi, retrouve sa famille, sa maison, son travail. Qu’on en finisse ! Et la France et l’Allemagne prendront la place qui leur revient dans l’Europe nouvelle.

Des éléments plus précis renforcent cette argumentation. La propagande allemande souligne l’absence de troupes anglaises en première ligne. Dans les airs, la Luftwaffe ne rencontre que des avions français. En 1914-1918, les pertes françaises ont été trois fois plus fortes que celles des Anglais. La puissance de la Wehrmacht est considérable : la Pologne a été écrasée en trois semaines. Au cours de la Première Guerre mondiale, en 1916, l’Allemagne tenait un front de 2 400 kilomètres, aujourd’hui celui-ci n’est plus que de 250 kilomètres…

Tout au long de l’hiver, le commandement allemand est parfaitement renseigné sur l’affaissement du moral des troupes françaises et ne cesse d’intensifier son action, comme le démontre la note de synthèse du mois de février : « Des problèmes familiaux, le mauvais temps, des questions de solde,

l'attitude des Anglais et des péripéties considérables ont engendré dernièrement çà et là dans les forces armées françaises le mécontentement, la frustration et des doutes quant à la nécessité de la guerre. Il s'agit maintenant, à un moment où une grande partie de l'armée française se trouve en camps de repos et donc particulièrement réceptive aux actions de démoralisation, de renforcer ces tendances et d'influencer assez tôt l'attitude de la troupe française en vue des combats importants auxquels elle devra s'attendre. Le moment actuel s'y prête particulièrement bien[11]. »

Autre élément qui joue en faveur d'une conclusion favorable de la guerre à l'Ouest, la campagne de Norvège. Alors que le calme règne sur le front de l'Ouest, une véritable guerre oppose sur mer la Kriegsmarine aux flottes alliées. Conformément à sa doctrine, Raeder engage la totalité de ses forces dans ce qu'il appelle la « bataille des communications ». Les résultats obtenus par les grands bâtiments de surface sont décevants. C'est ainsi que le « cuirassé de poche » *Admiral Graf Spee*, après une campagne dans l'océan Indien et l'Atlantique sud, est endommagé après une brève rencontre avec trois croiseurs britanniques et doit se saborder dans l'estuaire du Rio de la Plata. Les sous-marins sont plus heureux. Dès le 17 septembre 1939, l'U-29 envoie par le fond le porte-avions *Courageous*. Le 14 octobre, Gunther Prien, commandant l'U-37, réussit à pénétrer dans la rade de Scapa Flow et à torpiller le cuirassé *Royal Oak*. L'équipage est accueilli triomphalement à son retour en Allemagne. Des résultats non négligeables sont obtenus contre la navigation commerciale alliée. La Luftwaffe s'associe à la lutte en mouillant des mines magnétiques dans les chenaux utilisés par les marines de commerce alliées. Une parade sera assez rapidement trouvée.

L'idée de déclencher une opération en Norvège incombe essentiellement à Raeder. Dès le 20 octobre, le grand amiral présente à Hitler un plan d'occupation de la Norvège inspiré d'un projet de l'amiral Wegener de 1923 fondé sur les enseignements de la guerre de 1914-1918 et destiné à améliorer la position géostratégique du Reich. Hitler se montre extrêmement réservé. Un événement se révèle décisif, la rencontre entre le Führer et Quisling, un personnage étrange, ancien ministre de la Défense norvégien et chef d'un petit parti nationaliste d'extrême droite. Quisling informe Hitler que les Anglais ont l'intention de débarquer en Norvège. L'homme n'est pas mal renseigné ou bénéficie d'une solide intuition. Aussi, à titre hypothétique, le Führer demande à l'OKW de créer une cellule chargée d'une « Etude Nord ».

De fait, Churchill, Premier Lord de l'Amirauté, préconise depuis le début du conflit une opération en Scandinavie, sans susciter beaucoup d'enthousiasme de

la part de Chamberlain et des Français. Avec l'attaque de l'URSS contre la Finlande, le projet commence à prendre de l'ampleur. Les Français, Darlan en tête, envisagent de débarquer un corps expéditionnaire à Petsamo pour aider la Finlande et s'emparer des mines de fer du nord de la Suède pour priver l'Allemagne d'une matière première essentielle. Plus réalistes, les Anglais tiennent à une opération limitée à Narvik, point de départ de la route d'hiver du fer. En janvier 1940, un corps expéditionnaire se réunit en Ecosse et à Brest. Mais la signature le 13 mars d'un traité de paix entre l'Union soviétique et la Finlande met fin au projet d'intervention. Il est repris le 28 mars à l'initiative de Paul Reynaud et de Churchill. Des mouillages de mines interviendront au large de Narvik.

Du côté allemand, sans qu'il y ait de lien avec les préparatifs alliés, l'OKW achève la mise au point de l'exercice *Weser*. L'affaire mettra en jeu 6 divisions, 1 500 avions et la totalité des moyens de la Kriegsmarine. Elle sera déclenchée entre le 9 et le 10 avril, avant le Plan jaune. En dépit de risques considérables, Hitler, Raeder et l'OKW sont confiants. « L'opération, souligne le grand amiral, est en elle-même contraire à tous les principes de la guerre navale. Selon ces principes, elle ne peut être conduite que si les Allemands possèdent la maîtrise de la mer. Nous ne l'avons pas. Au contraire, nous allons poursuivre l'opération en face d'une flotte britannique largement supérieure à la nôtre. Malgré tout, je crois que si elles bénéficient d'une surprise complète, les troupes peuvent être transportées avec succès en Norvège. » Pour Hitler, c'est le caractère totalement irréaliste de l'affaire qui doit en garantir la réussite. Personne ne peut envisager le déclenchement d'« une des opérations les plus insolentes de l'Histoire ».

L'opération débute le 9 avril et se solde par une bataille de rencontre avec les forces navales britanniques. Dès le premier jour, tous les objectifs sont atteints. Le Danemark est occupé sans résistance et 10 000 hommes tiennent solidement tous les ports d'une Norvège prise littéralement à l'abordage. La Luftwaffe est déjà pleinement en mesure d'agir depuis les terrains danois et les aérodromes du sud de la Norvège. Le groupe *Scharnhorst-Gneisenau* a pu opérer jusqu'aux îles Lofoten, grâce à la supériorité des moyens de décryptage de la Kriegsmarine. En revanche, la Royal Navy a été prise à contre-pied et a cru à plusieurs reprises à une tentative de sortie des grands navires allemands dans l'Atlantique.

Certes, les pertes de la Kriegsmarine ne sont pas négligeables : 3 croiseurs, 7 torpilleurs, 10 contre-torpilleurs, encore que comparables à celles des forces alliées. Contrairement à ce que devait soutenir Churchill, soucieux d'atténuer sa responsabilité dans le fiasco norvégien, ces pertes ne sont pas à l'origine de l'incapacité allemande de débarquer en Angleterre au cours de l'été 1940. Plus

grave, en revanche, les défaillances des torpilles ont frustré les *U-boote* de succès importants, entraînant une crise sévère du moral des équipages des sous-marins. Les 6 ou 7 divisions allemandes engagées dans l'opération ont encore « ridiculisé », suivant l'expression de Churchill, les troupes alliées, notamment lors des débarquements de Namsos et d'Andalnes des 14 et 18 avril, suivis de rembarquements précipités quinze jours plus tard. Encore s'agissait-il du côté allié de « troupes d'élite ». C'est au prix d'une grosse supériorité de moyens, 15 000 hommes contre 3 000, avec un soutien aérien et un appui naval importants, que Narvik a pu être occupé par les Alliés le 28 mai, sans réussir cependant à encercler les troupes de montagne du général Dietl. Un rembarquement devra intervenir du 4 au 8 juin, devant la tournure désastreuse de la campagne de France.

La démonstration la plus éclatante est, sans aucun doute, celle de la Luftwaffe, comme Jodl devait le souligner dans son rapport du 21 juin. Cette démonstration s'est effectuée dans trois domaines : mise en place de ponts aériens, soutien des troupes à terre, attaques répétées des ports et des forces à la mer. Dans ce domaine, l'aviation allemande a fait preuve d'une rare virtuosité, interdisant un forcement des passes de Trondheim et de Bergen, et condamnant l'intervention alliée dans le centre de la Norvège. La Luftwaffe a démontré, pour la première fois dans l'Histoire, qu'une force à la mer devait disposer à proximité des côtes d'une aviation embarquée et d'une DCA renforcée. L'occupation de la Norvège se traduit enfin par une amélioration considérable de la position géostratégique allemande. Scapa Flow n'est plus qu'à 250 milles de la Norvège méridionale et se trouve à portée de la Luftwaffe. La Kriegsmarine, suivant le vœu de l'amiral Wegener, dispose enfin d'un « balcon » sur l'Atlantique et ne se trouve plus enfermée dans la baie allemande.

A partir de 1941, l'aviation du Reich, utilisant des terrains aménagés en Norvège septentrionale, sera en mesure d'exercer une lourde menace contre les convois de Mourmansk, en liaison avec les grands navires de surface et les sous-marins. Cette menace constituera pendant plus de deux ans une lourde servitude, la Royal Navy étant obligée de conserver à Scapa Flow des forces importantes. L'occupation de la Norvège aura cependant un effet pervers : elle obligera le Reich à y entretenir des moyens substantiels. Hitler et l'OKW vivront dans la crainte permanente d'un débarquement allié. Quoi qu'il en soit, le succès de Weserübung ne peut qu'encourager la Wehrmacht à prendre l'initiative à l'Ouest.

A la veille de passer à l'attaque, Hitler, Jodl, Guderian, Manstein sont confiants. Halder lui-même finit par croire à la réussite de l'opération. Il

n’hésitera pas, par la suite, à en revendiquer la paternité. En revanche, von Bock, von Rundstedt sont hésitants.

CHAPITRE IV
La victoire incomplète

Le jeudi 9 mai dans la soirée, Hitler, à bord de son train spécial « Amerika », quitte Berlin à destination de Hambourg. Tout laisse croire à une visite du Führer en Norvège. Mais, peu après minuit, après avoir dépassé Hanovre, le train prend la direction du sud. A 4 heures, il s'arrête à Euskirchen, entre Bonn et Aix-la-Chapelle. Un convoi de voitures conduit alors le Führer et sa suite en pleine montagne dans le Munsterreifel, jusqu'au nouveau quartier général installé dans une clairière, le Felsennest (l'Aire des rochers). Hitler se tourne alors vers son entourage. « Messieurs, l'offensive contre les puissances occidentales vient de commencer. » De fait, une rumeur, un grondement de moteurs se fait entendre, bientôt couvert par les tirs de l'artillerie.

Quelques années plus tard, Hitler avouera « ne pas avoir fermé l'œil » pendant la nuit du 9 au 10 mai. « En mai 1940, c'est surtout la préoccupation du temps qu'il ferait qui m'a tenu éveillé. Ce n'est pas sans émotion que l'on revivra par la suite le cours de ces opérations. A plusieurs reprises dans la nuit, je me suis rendu au bureau des opérations, pour me pencher sur les cartes en relief. Comme c'était beau Felsennest ! Les oiseaux le matin, la vie sur la route par laquelle les colonnes montaient. Sur nos têtes, les escadrilles d'avions. Là, j'étais sûr de mon affaire. »

Une fois de plus, le Führer se livre à un énorme coup de poker. Une fois de plus, il va gagner. La campagne à l'ouest ne sera pas la répétition de celle de 1914. Elle va se dérouler avec une chance insolente, une facilité déconcertante, offrant quelque chose d'irréel. Pour commencer, le déclenchement du Plan jaune débute par des attaques de la Luftwaffe sur les terrains de Belgique, du nord, de l'est et du centre de la France. Suivant le plan et dans l'intention d'intoxiquer l'adversaire, le *Schwerpunkt*, le point d'application, semble concerner le groupe d'armées B de von Bock depuis la région de Liège-Maastricht jusqu'aux Pays-Bas. L'attaque débute par une opération aéroportée de grand style.

Aux premières heures du jour, les paras s'emparent du pont intact de Moerdijk, sur le Maas, et contrôlent l'aéroport de Rotterdam, ainsi que le passage sur la nouvelle Meuse. Toutefois, autour de La Haye, ils se heurtent à une âpre résistance. Ils ne peuvent s'emparer des terrains autour de la capitale. Plus de 170 avions de transport sont détruits ou endommagés. Deux mille hommes seulement sur 7 000 ont pu être mis à terre. L'espoir de s'emparer de La Haye et du gouvernement néerlandais s'évanouit.

En réalité, dès le 12 mai, les éléments aéroportés sont rejoints par la 9e Panzer et les avant-gardes de la 18e armée de Küchler. Le lendemain, Rotterdam capitule non sans avoir subi un violent bombardement aérien, qui cause plus de 1 000 morts et qui avait été en fait annulé au dernier moment. Le 14, les troupes néerlandaises déposent les armes et la reine Wilhelmine gagne l'Angleterre à bord d'un destroyer. Déjà, les forces de Küchler ont rejeté au-delà de l'Escaut la 7e armée française venue donner la main aux Hollandais dans la région de Breda. Le 16 et le 17, sous les attaques répétées de la Luftwaffe, des torpilleurs français doivent évacuer dans le plus grand désordre les troupes débarquées à Walcheren et dans la presqu'île du Sud-Beveland.

Le 10 mai, au matin, les troupes allemandes doivent également s'assurer les passages de la Meuse au nord de Liège. Faute d'avoir pu empêcher la destruction de deux ponts, le génie lance un pont de bateaux, permettant, dès le lendemain, le passage des premiers éléments de l'armée Reichenau. En revanche, entre Maastricht et Liège, le succès est complet. Des commandos transportés par planeurs réussissent à neutraliser le fort d'Eben-Emael.

Tournées par le franchissement de la Meuse, les troupes belges réussissent à se replier sur la Dyle, rejointes par le corps expéditionnaire britannique et la 1re armée française de Billotte. Ce repli comble le vœu du commandement allemand. En s'alignant sur la ligne Anvers-Bruxelles-Namur, les Alliés exécutent inconsciemment le mouvement qui conditionne la réussite de la manœuvre allemande de l'Ardenne. La Luftwaffe se contente d'observer ce mouvement, sans esquisser le moindre bombardement. « Nous en verserions des larmes de joie », déclare Hitler, au comble de l'exaltation. De fait, sur le front du groupe d'armées A, les colonnes blindées allemandes effectuent la traversée du massif de l'Ardenne en moins de trois jours, non sans provoquer d'énormes embouteillages. D'aucuns, dans le camp allié, regretteront que l'aviation de bombardement franco-britannique n'ait pas profité d'une occasion aussi favorable. C'est oublier qu'en mai 1940 l'aviation d'appui alliée est encore dans l'enfance, que toute la région est surveillée par des patrouilles de chasse de la

Luftwaffe et que les troupes allemandes bénéficient d'une excellente DCA légère dont l'efficacité constituera une des surprises majeures de la campagne.

Les premiers franchissements de la Meuse interviennent à la tombée de la nuit au nord de Dinant sur le front du corps blindé de Hoth. Des éléments d'infanterie de la 7e Panzer de Rommel traversent la Meuse sur la digue du barrage de Houx. Au milieu de la nuit, les premiers chars passent sur la rive gauche au moyen de portières. Les Allemands ne se heurtent qu'à une résistance sporadique de la 9e armée et, dans la soirée du 13, la tête de pont est déjà solide avec une profondeur de 10 kilomètres.

Le franchissement le plus spectaculaire intervient ce jour-là sur le front du corps blindé de Guderian. Il se produit à Sedan de part et d'autre de la ville, à Donchery et Bazeilles, des lieux synonymes de victoire allemande depuis 1870. Suivant le scénario mis au point par Guderian et Manstein, une flotte aérienne se déchaîne sur les positions françaises, ne provoquant que peu de pertes parmi les défenseurs mais un choc psychologique considérable. A 17 heures, l'infanterie passe à l'attaque. Elle franchit le fleuve sur des canots pneumatiques et monte à l'assaut des pentes de la rive gauche. On retrouve l'élan des *Stosstruppen* de 1918. Les points d'appui français sont réduits les uns après les autres. Des paniques éclatent à l'arrière de deux divisions, aux cris de « les chars arrivent », alors que pas un seul blindé n'a encore franchi le fleuve. A la nuit, les Allemands dominent les hauteurs et tiennent le bois de la Marfée. Le génie met aussitôt en place un pont de bateaux.

Le 14 au matin, le succès se confirme, en l'absence de toute réaction française. La tête de pont de Hoth au nord de Dinant atteint une vingtaine de kilomètres de profondeur. Quant à Guderian, après avoir fait sa jonction avec Reinhardt sorti de Monthermé, il pousse en direction de l'ouest avec la 1re et la 2e Panzer et assure la protection de son flanc gauche avec la 10e Panzer destinée à repousser d'éventuelles contre-attaques de la 3e DCM et de la 3e DCR qui d'ailleurs ne se produiront pas.

Le point culminant de la journée est atteint avec une tentative de l'aviation alliée de détruire le pont de Sedan. Une trentaine de bombardiers français attaquent la tête de pont de la rive gauche ; trois sont abattus. C'est l'aviation britannique qui s'efforce de détruire le pont. Soixante-dix Fairey Battle sont lancés dans l'opération. Arrivant par groupes successifs dans l'axe de la vallée de la Meuse, ils sont accueillis par un tir intense d'armes automatiques. Trente-cinq bombardiers sont abattus et la plupart des autres sévèrement endommagés. Suivant le mot de Guderian, la Flak connaît alors son heure de gloire. Devant cette hécatombe, les Britanniques renoncent à toute participation à la bataille

terrestre. Ils entreprennent alors des raids nocturnes sur l'ouest de l'Allemagne, la Ruhr en particulier, cherchant à provoquer un effondrement de l'économie de guerre du Reich. Il y a là une forte part d'illusion. Il faudra attendre deux ans pour que le Bomber Command, grâce à l'amélioration des procédés de guidage électronique, soit en mesure de mener des opérations d'une précision acceptable.

Le 15 et le 16 mai, outrepassant leurs instructions, les 7 Panzer du groupe d'armées A passent à l'exploitation. En liaison avec la 5e Panzer, la 7e division blindée de Rommel détruit presque entièrement la 1re DCR surprise en flagrant délit de ravitaillement en essence. Roulant jour et nuit, Rommel pénètre en France, déborde Avesnes et atteint Le Cateau. Cette avance d'une centaine de kilomètres achève la décomposition de la 9e armée. Guderian n'est pas en reste. En liaison avec le corps blindé de Reinhardt, il progresse rapidement vers l'ouest en direction de l'Oise et de Saint-Quentin. Les éléments dissociés de la 2e DCR sont dans l'incapacité d'entraver sa marche. Le 16 au soir, le succès de la manœuvre est acquis. Ce jour-là, au cours d'une réunion dramatique au Quai d'Orsay, en présence de Churchill, de Reynaud et de Daladier, Gamelin ne peut assurer la sécurité de la capitale que pendant les quarante-huit heures à venir et doit reconnaître qu'il ne dispose plus de « masse de manœuvre ».

Au cours des journées suivantes, l'avance du 19e corps se poursuit, au point d'inquiéter von Rundstedt et même Hitler. Tous déplorent une avance échevelée sans soutien des grandes unités d'infanterie et redoutent une contre-attaque française sur le flanc gauche de Guderian. Comme le souligne le Führer, la menace n'est pas seulement militaire, mais politique et psychologique : « En aucun cas, souligne-t-il, il ne doit se produire un revers, qui relèverait de manière fatidique le moral de nos ennemis, non seulement de leur armée, mais aussi de leurs dirigeants politiques. » Les esprits les plus classiques de la Wehrmacht vivent dans l'angoisse d'une nouvelle « surprise de la Marne[1] ». Guderian est invité par von Kleist, dont il dépend sur le plan opérationnel, à observer une pause pour permettre aux divisions d'infanterie de rattraper ses Panzer. Convaincu par des reconnaissances aériennes qu'aucune menace sérieuse ne pèse sur ses flancs, Guderian brandit sa démission. Appelé à trancher le débat, von Rundstedt l'autorise à poursuivre une « reconnaissance en force », à bord de sa voiture radio de commandement. L'avance reprend ou plutôt se poursuit. En réalité, Guderian pèche quelque peu par présomption. Les 17 et 19 mai, la 4e division cuirassée commandée par le colonel de Gaulle se livre à deux contre-attaques en direction de Montcornet et de Crécy-sur-Serre. Lancée avec une division en voie de formation, sans appui d'artillerie et d'aviation, cette riposte est refoulée et ne contrarie en rien l'exécution de la manœuvre des Panzer.

Le 18 mai, l'Oise est franchie, Saint-Quentin occupée. Le 20, les Panzer s'emparent d'Amiens et, le soir même, atteignent Abbeville et la mer. Au cours de son avance, Guderian a pu encore établir des têtes de pont sur la Somme à Péronne, Amiens, Abbeville que les Français, en dépit de moyens importants, ne pourront réduire. A Abbeville, les attaques menées par la 4e DCR de De Gaulle et la 2e DCR se briseront sur des champs de mines ou le barrage de canons de 88 mm utilisés pour la première fois en antichars.

Le « coup de faucille », suivant l'expression de Churchill, a magistralement réussi. A la suite de replis successifs, les armées du Nord, durement pressées par les troupes de von Bock, sont encerclées, prises au piège. Au cours des journées suivantes, la pression de la Wehrmacht ne cesse de s'accentuer. Après vingt-quatre heures de pause à Abbeville, Guderian est autorisé à remonter vers le nord, à investir Calais et Boulogne, coupant le corps expéditionnaire de ses bases logistiques. Les autres corps se dirigent vers Arras et Lille. Paul Reynaud croit utile alors de pavoiser. La menace s'écarte de Paris et les Allemands rééditent l'erreur de von Kluck en 1914.

C'est alors que se produit le seul incident sérieux de la campagne. Le 21 mai, au nord d'Arras, le corps expéditionnaire de Gort tente une percée en direction du sud. La 7e Panzer est surprise, malmenée. Rommel réagit cependant avec vigueur. Comme il le fera en Afrique du Nord, il établit un barrage de canons de 88 pour briser l'assaut des chars, soumis ensuite à des attaques de flanc de ses propres blindés. A l'issue de la journée, les Anglais, sérieusement éprouvés, se replient et évacuent Arras.

Le 24 mai, en fin de matinée, au moment où les blindés de Guderian établissent des têtes de pont sur l'Aa, à une vingtaine de kilomètres de Dunkerrque, le dernier port encore disponible pour les Alliés, intervient l'ordre célèbre d'arrêt des Panzer donné par le groupe d'armées A, en dépit des protestations véhémentes de Brauchitsch et de Halder. Cette décision reste à l'origine d'interminables controverses depuis plus d'un demi-siècle. Hitler n'aurait fait que confirmer une directive de von Rundstedt destinée à laisser reposer les unités blindées éprouvées par une progression ininterrompue de près de quinze jours et à les faire rejoindre par les divisions d'infanterie. Le commandant en chef du groupe d'armées A tenait, semble-t-il, à regrouper les Panzer au sud dans la perspective d'une contre-attaque alliée et surtout de l'ultime offensive sur l'Aisne et la Somme destinée à éliminer totalement la résistance des armées françaises. D'après une autre version, Hitler aurait voulu accorder une faveur à la Luftwaffe, sur les instances de Göring, en lui donnant pour mission d'interdire tout rembarquement et d'achever la déconfiture des

armées alliées. Une version qui s'appuie également sur une remarque de Jodl : « La guerre est gagnée, il n'y a plus qu'à la terminer. Inutile de sacrifier le moindre char, si la Luftwaffe peut le faire au plus juste prix. » Autre explication, d'ordre politique : en laissait échapper le corps expéditionnaire, Hitler souhaitait épargner une humiliation à la Grande-Bretagne et l'inciter à conclure une paix de compromis après la chute de la France. Deux éléments contribuent encore à obscurcir l'affaire. L'ordre d'arrêt est rapporté dès le 26 mai, ce qui ne plaide pas en faveur d'un geste de haute politique. Il est vrai que cette annulation est limitée : il s'agit simplement de placer la zone de Dunkerque sous le feu de l'artillerie allemande. Enfin, c'est seulement après coup, au lendemain du rembarquement, que le Führer évoquera l'intention de ménager l'Angleterre, pour justifier une décision *a priori* essentiellement militaire. Dernière version enfin, la plus récente : en imposant le *Halt Befehl*, par-dessus la tête de l'OKH, Hitler aurait voulu infliger un affront à Brauchitsch et à Halder et leur démontrer que c'est bien le Führer qui est le commandant en chef des forces armées allemandes[2].

En dépit de la capitulation de l'armée belge, les Allemands devront finalement assister à demi impuissants au rembarquement des armées alliées. De fait, la Luftwaffe, qui ne dispose encore que de terrains éloignés, gênée par plusieurs journées de mauvais temps et les fumées dégagées par l'incendie des dépôts de pétrole, ne peut empêcher l'exécution de l'opération *Dynamo* qui porte sur 330 000 hommes dont 115 000 Français. Elle réussit cependant à couler ou à endommager plusieurs transports et à envoyer par le fond une douzaine de destroyers et de torpilleurs alliés. Le rembarquement se traduit encore par le premier affrontement d'envergure entre la Royal Air Force et l'aviation allemande. Pour protéger l'évacuation, les Britanniques engagent le gros de leur aviation de chasse. Les pertes sont sévères de part et d'autre ; 177 appareils anglais et 244 allemands sont détruits ou endommagés. L'affrontement démontre la vulnérabilité des bombardiers dès qu'ils se trouvent privés d'escorte de chasseurs.

En dépit de l'évacuation, la bataille du Nord constitue un indiscutable triomphe pour l'armée allemande. Les troupes alliées ont dû abandonner la totalité de leur matériel, 40 000 hommes ont été faits prisonniers à Dunkerque, auxquels il faut ajouter la reddition de deux corps de la 1re armée encerclés dans la région de Lille. Les caméras de la PK (Propagande de guerre) ont pu abondamment filmer les abords de Dunkerque encombrés de camions, de chars, de canons abandonnés, et les épaves de navires coulés au large des plages. En l'espace de trois semaines, la Wehrmacht peut revendiquer la reddition des forces néerlandaises et belges, la destruction de trois armées françaises. Au total,

près d'un million de prisonniers. Au moment où il s'installe dans son nouveau quartier général de Bruly-la-Pêche, baptisé *Wolfschanze* (Tanière du loup), Hitler, au comble de la satisfaction, proclame que le 4 juin sera jour de grande fête nationale dans toute l'Allemagne. Tous les édifices seront pavoisés et les cloches des églises sonneront sans interruption. Un communiqué exceptionnel du Grand Quartier général du Führer célèbre la plus grande bataille de tous les temps.

Débute alors la seconde phase de la campagne avec l'attaque des positions françaises sur la Somme et l'Aisne. Ayant succédé à Gamelin le 19 mai, le général Weygand, en dépit d'un voyage rocambolesque dans le Nord, a pu rencontrer à Ypres le 21 mai, en l'absence de Gort, le roi des Belges et le général Billotte, sans pouvoir cependant coordonner une réaction interalliée. Pendant que se déroulent les rembarquements de Dunkerque, il s'est efforcé avec les maigres forces qui lui restent d'établir derrière la Somme et l'Aisne une position défensive appelée pompeusement « ligne Weygand ». Pour l'ultime affrontement, von Bock aligne sur la Somme quatre armées, tandis que von Rundstedt dispose sur l'Aisne de trois grandes formations. L'armée allemande aligne 125 divisions, 10 Panzer, soit 2 500 engins. Au total, un ensemble représentant le double des moyens français.

Le 5 juin démarre l'attaque de von Bock à partir de têtes de pont. Pendant deux jours, les éléments d'infanterie éprouvent de grosses difficultés à réduire les centres de résistance français établis dans les villages dont les issues sont commandées par des pièces antichars et des canons de campagne. Toutefois, les éléments blindés réussissent des infiltrations. Le 8 et le 9 juin, la 5e et la 7e Panzer atteignent la Seine à Rouen et Elbeuf. Von Bock veut alors un succès total et entreprend l'enveloppement dans le pays de Caux du 10e corps du général Ihler et de la 5e division du général Fortune, la dernière grande unité britannique combattant encore en France. Les forces alliées se trouvent acculées à la mer, mais le miracle de Dunkerque ne se reproduit pas. Une brume épaisse interdit l'arrivée des navires. Après une âpre résistance, la reddition intervient le 11 juin. La 7e Panzer de Rommel capture 12 généraux dont Fortune et Ihler, 50 000 hommes et un matériel considérable.

Le 9 juin, le groupe d'armées von Rundstedt passe à son tour à l'action. Il se heurte là aussi à une vive résistance. Les troupes allemandes débouchent difficilement d'étroites têtes de pont sur l'Aisne. Elles doivent repousser des contre-attaques de blindés lancées heureusement sans appui d'infanterie. Au

bout de trois jours de combats violents, la résistance finit par céder et les troupes françaises tentent de se replier sur les monts de Champagne.

La rupture amorcée sur la Somme et sur l'Aisne, l'armée allemande passe à l'exploitation. La manœuvre s'effectue en éventail, mettant en œuvre la totalité des moyens blindés et motorisés répartis en trois grands groupements. Celui de von Kleist aborde Paris par l'est. Le 14 juin, les Allemands font leur entrée dans une capitale abandonnée depuis le 10 par les autorités politiques et proclamée ville ouverte. Sous un ciel gris et pluvieux, une division d'infanterie défile sur les Champs-Elysées. Von Kleist poursuit ensuite son exploitation vers le centre de la France, en direction du Massif central et de la vallée du Rhône.

Les manœuvres de plus grande ampleur incombent aux groupements Hoth et Guderian. Après avoir franchi la basse Seine, le premier s'élance vers l'ouest, dans le but d'occuper les ports de la Manche et de l'Atlantique, de couper la France de la mer et de l'isoler de la Grande-Bretagne. La progression s'effectue à un rythme extrêmement rapide. La 7e Panzer mérite alors bien le surnom de « division fantôme ». Après avoir traversé la Normandie, Rommel arrive aux abords de Cherbourg le 18 juin et en obtient la reddition le lendemain. Le même jour, Brest est occupé, et le 23 juin les unités motorisées atteignent La Pallice et Rochefort, faisant prisonnier tout le personnel de la rue Royale. Partout, les Allemands découvrent le même spectacle : des quais vides, des bateaux sabordés dans les bassins, des réservoirs de carburant en flammes. Tous les bâtiments en état de prendre la mer ont pu appareiller à destination de l'Angleterre ou de l'Afrique. L'évacuation concerne dans la nuit du 18 au 19 juin le cuirassé *Jean-Bart* en achèvement à Saint-Nazaire et qui réussira à atteindre Casablanca. Le butin n'en est pas moins considérable. La Kriegsmarine va pouvoir rapidement disposer des installations et de l'outillage des arsenaux que les Français n'ont pu détruire.

Quant au groupement Guderian, il s'élance vers l'est, par la haute vallée de la Marne, aiguillonné par une directive du Führer : « L'armée doit considérer comme une mission d'honneur d'occuper le plus rapidement possible l'ancienne terre d'Empire jusqu'à la ligne Verdun-Toul-Belfort », c'est-à-dire la frontière antérieure aux traités de Westphalie de 1648. Ne rencontrant alors qu'une résistance sporadique, le groupement fonce en direction du Jura. Le 15 juin, Guderian est à Langres, le 17 à Pontarlier. Sidéré par une telle progression, l'OKH croit à une erreur : il doit s'agir de Pontailler-sur-Saône. « Aucune erreur, répond laconiquement Guderian, suis personnellement à Pontarlier, frontière suisse. » Au cours des jours suivants, les éléments blindés et motorisés remontent vers Besançon, Belfort et abordent les Vosges par Charmes, Epinal et Remiremont, consommant l'encerclement des armées de l'Est.

L'investissement est également assuré plus à l'est par le groupe d'armées C de von Leeb porté à 24 divisions et qui, après avoir rongé son frein depuis le 10 mai, passe à l'attaque des positions de la ligne Maginot. L'offensive concerne d'abord l'armée de Witzleben sur le front de la Sarre. Contrairement aux opérations précédentes, elle ne met en jeu que des unités d'infanterie, sans blindés, mais assurées cependant d'un fort soutien d'artillerie et d'aviation. L'assaut s'adresse au défaut de la cuirasse de la ligne Maginot, la région des Etangs, une zone basse, marécageuse, au centre du dispositif fortifié. En dépit d'une forte préparation d'artillerie, l'attaque lancée le 14 juin n'aboutit qu'à des résultats décevants, accompagnés de pertes sérieuses. La décision intervient cependant le lendemain à la faveur de l'ordre de repli donné par Weygand, à la suite de l'évolution désastreuse de la situation en Champagne. Le commandement allemand en profite alors pour se livrer à l'attaque de certains ouvrages de la ligne Maginot. En dépit d'attaques aériennes en piqué, de tirs massifs d'artillerie avec des mortiers de 280, les troupes d'assaut essuient un échec coûteux contre les gros ouvrages de la COR (Commission d'organisation des régions fortifiées). Les ouvrages de Fermont, de Latiremont, du Hochwald ou du Schonenbourg résistent. Ils ne capituleront, avec les honneurs de la guerre, qu'au début juillet, sur l'ordre exprès du gouvernement français. En revanche, les troupes d'assaut sont plus heureuses contre les petits ouvrages construits, à l'économie, à partir de 1935 par de la main-d'œuvre militaire. L'assaut est précédé d'attaques aériennes et de tirs directs d'embrasure. Tombent ainsi les casemates de Kerfent, de Bambusch, du Haut-Poirier et de Welshoff. L'assaut du groupe d'armées C concerne également la rive gauche du Rhin et l'Alsace, où la ligne Maginot se réduit à une centaine d'ouvrages légers dépourvus d'artillerie. Lancée le 15 juin, l'attaque est précédée là encore par des tirs d'embrasure. L'infanterie passe ensuite le Rhin à l'abri de rideaux fumigènes et au moyen de canots pneumatiques à moteur. Les Allemands traversent la plaine d'Alsace et abordent les cols des Vosges. Assaillies de toute part, les armées françaises de l'Est déposent les armes. Les assaillants capturent près de 500 000 prisonniers.

A l'entrée en vigueur de l'armistice le 25 juin, les éléments avancés allemands sont aux portes de Bordeaux, de Limoges, de Clermont-Ferrand et de Saint-Etienne. Ils ont dépassé Lyon, atteint Valence et Grenoble. Avec l'annonce de la demande d'armistice le 17 juin par le maréchal Pétain, toute résistance coordonnée s'est effondrée et les Allemands n'ont plus eu qu'à livrer quelques combats menés pour l'honneur à Saumur et au nord de Lyon. Au cours des dix derniers jours, l'armée française n'est plus qu'une tourbe démoralisée mêlée à des millions de réfugiés. La bataille, comme le constatait Rommel, s'identifiait à « une occupation progressive ».

Au cours de ces journées tragiques, l'alliance franco-britannique se meurt. A Briare, soutenu par de Gaulle, nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, Churchill s'efforce en vain de ranimer la volonté combative des Français. Mais il n'a rien à offrir. Il ne peut qu'inciter ses alliés à pratiquer une guérilla intensive contre l'occupant. Il ne peut obtenir un départ de la marine française pour des ports britanniques. Un réduit breton, une union franco-britannique ne rencontrent guère d'écho chez un nombre croissant de ministres qui se rallient à l'idée d'un sondage en direction de l'adversaire pour connaître ses éventuelles conditions d'armistice. Le 17 juin, Paul Reynaud donne sa démission. Le maréchal Pétain lui succède et demande aussitôt, par l'intermédiaire de l'Espagne, les conditions d'armistice et de paix du IIIe Reich. La réponse arrive le 21 à Rethondes. Hitler fait alors preuve d'une modération inattendue. Il tient à se libérer de cette guerre à l'Ouest qu'il n'a pas souhaitée en 1939. Un armistice modéré à l'égard de la France ne pourra qu'inciter la Grande-Bretagne à se rallier à une paix de compromis.

Rejetant les propositions draconiennes de l'OKW et de la Wilhelmstrasse qui aspirent à une revanche sur l'humiliation de 1918, Hitler propose à la France un armistice dont les conditions apparaissent « diaboliquement habiles », selon la formule de l'ambassadeur britannique à la veille de son départ de Bordeaux. Le 18 juin à Munich, le Führer a réussi à convaincre Mussolini de s'aligner sur ces conditions. En dépit d'un désastre sans précédent, il laisse au vaincu une zone libre, la souveraineté sur son empire et se contente d'un désarmement de la flotte, tout en affirment solennellement qu'il n'émettra aucune revendication sur la marine française au moment de la conclusion de la paix. L'effet recherché est atteint. Le gouvernement du maréchal Pétain signe les armistices de Rethondes et de Rome dont les conditions lui apparaissent « inespérées[3] ».

Hitler est alors au comble de la satisfaction. Le 24 juin, peu avant minuit, quelques instants avant l'entrée en vigueur de la suspension d'armes, il donne l'ordre d'éteindre les lumières et d'ouvrir les fenêtres de son quartier général de Bruly-la-Pêche, afin de mieux entendre la sonnerie du clairon qui annonce la fin des combats.

Avec quelques anciens camarades du front, il effectue une visite dans le Nord, dans les secteurs où il a combattu pendant la Première Guerre mondiale. Le 28, c'est une visite éclair de quelques heures à Paris en compagnie du sculpteur Arno Breker et de l'un de ses architectes, Albert Speer. Il étonne son entourage lors de la visite de l'Opéra dont les installations figuraient au programme du concours de l'école des Beaux-Arts de Vienne. La visite se poursuit par la Madeleine, les Champs-Elysées, les Invalides où le Führer se

recueille devant le tombeau de l'Empereur. Elle s'achève par le Paris médiéval et la basilique du Sacré-Cœur. Hitler reprend l'avion au Bourget. Il ne reviendra jamais à Paris. Le séjour en France s'achève par un court voyage en Alsace et une visite de Strasbourg.

Au dire de Keitel, Hitler apparaît alors comme le plus grand chef militaire de tous les temps. Toute flagornerie mise à part, le Führer peut être considéré comme un authentique chef de guerre. En effet, la campagne de France constitue pour lui un éclatant succès personnel avec la confirmation de son instinct politique et de son sens stratégique et tactique. Les événements ont largement confirmé ce qu'il n'avait cessé de répéter pendant des mois à un Etat-Major général non seulement sceptique, mais hostile. L'armée française de 1940 n'est plus celle de 1914-1918. L'édifice est vermoulu, énervé au sens propre, à la mesure d'un pays tombé en déliquescence, donc à la merci d'un choc brutal et audacieux. Le Führer a encore eu, sans aucun doute, le mérite d'imposer le plan Manstein-Guderian à un OKH fondamentalement hostile qui qualifiait non seulement cette manœuvre de risquée, mais de « stupide », alors qu'elle allait déboucher sur une victoire totale. A la veille du déclenchement de l'opération, des hommes comme von Bock ou von Rundstedt restaient envahis par le scepticisme. Hitler peut encore se féliciter d'avoir imposé la conception d'emploi des chars et de l'aviation imaginée par des hommes comme Lutz et Guderian avant même son arrivée au pouvoir. Une conception qui se heurtait là encore au scepticisme du haut commandement, en particulier du chef d'état-major de l'armée, le général Beck. Celui-ci ne croyait pas à la « conduite de l'avant » des grandes unités blindées au moyen de voitures de commandement radio. Il en reste à la tradition de Schlieffen, dont il exhume une note datant de 1903 ; trois éléments commandent la direction des opérations : une table, une carte et un téléphone. Lors d'un exercice mené en 1935 à Kunersdorf, Hitler, avec son étrange intuition, comprit immédiatement la portée de l'arme nouvelle. Devant Guderian, il ne dissimula pas son enthousiasme : « C'est ce qu'il me faut ; c'est ce que je veux. » Avec les Panzer, il dispose de l'instrument de guerre rapide et économique qu'il imaginait en 1932 devant Rauschning : « La prochaine guerre ne ressemblera en rien à celle de 1914. Plus d'attaques d'infanterie, plus d'assauts en masses compactes. Tout cela est périmé. Je vous affirme que l'on ne reverra plus jamais cela. C'était une déliquescence de la guerre. La dernière guerre avait fini par dégénérer. Cette fois, nous retrouverons la supériorité que donne la liberté de manœuvre. » Une prédiction qui sera pleinement réalisée. Les transmissions radio, les liaisons en phonie ont encore assuré l'efficacité du couple char-avion. C'est avec étonnement que l'on a pu assister à partir du 26 mai au redéploiement depuis le nord de la France et

jusqu’à la Somme et l’Aisne de tous les corps blindés, à la manière d’escadres de haute mer, sans qu’interviennent le moindre désordre ni la moindre confusion. A la stupeur des anciens de 1914-1918, comme Ernst Jünger, l’auteur d’*Orages d’acier*, qui traverse tout le nord de la France à la tête de son bataillon sans réussir à arriver au contact, l’impasse des fronts fortifiés semble exorcisée. Tout au long de la campagne, les états-majors ont remarquablement fonctionné, laissant aux exécutants la plus large indépendance opérationnelle. On ne peut également qu’admirer la remarquable efficacité des services logistiques, essence, munitions, vivres.

A l’exception de réservistes ayant combattu à la fin de la Première Guerre mondiale, les Panzer, les parachutistes, les unités d’active, les équipages de la Luftwaffe ont fait preuve d’un entrain, d’un mordant, d’une détermination qui ont forcé l’admiration de l’adversaire. Les Français ont pu constater avec stupeur que des équipages de chars faits prisonniers n’avaient rien mangé et n’avaient pas dormi depuis plus de quarante-huit heures sans pour autant cesser de combattre. Les vaincus, les pays occupés ont encore été surpris de la « correction », de la tenue générale des jeunes soldats et de la camaraderie qui unit cadres et hommes de troupe. Un témoin malheureux comme le professeur Pierre Benaerts, ancien combattant de 1914-1918, attaché au Grand Quartier général, ne peut s’empêcher d’établir un parallèle entre le combattant allemand de 1940 et le soldat de l’an II : « Et c’est là le trait dominant de cette nouvelle armée allemande. Son enthousiasme révolutionnaire, son ardeur de foi et de mystique nationale, d’esprit de sacrifice à l’image des armées françaises de la Révolution. Une cohésion remarquable des chefs et des hommes, une discipline de fer s’alliant à une liberté d’allure tranchant sur la physionomie classique du soldat allemand lourdaud et sans initiative personnelle. On ne peut, devant le spectacle de cette guerre entre les puissances “révolutionnaires” et “conservatrices”, se défendre d’un rapprochement avec les jeunes armées de la Révolution, bousculant d’un seul élan les vieilles troupes, peu manœuvrières et médiocrement commandées, de la Prusse et du Saint-Empire[4]. » Que l’armée allemande de 1940 s’impose comme un splendide instrument de combat, à la manière de la légion romaine, du Tercio espagnol ou de la Grande Armée de Napoléon, le fait n’est pas niable. Si les chars légers Mark I et Mark II, qui ont subi les plus lourdes pertes, sont condamnés et vont être remplacés par des engins plus lourds, on peut cependant s’étonner qu’après ses rencontres avec les chars français type B2 l’armée allemande n’ait pas envisagé de presser l’étude d’un blindé plus puissant que le Mark IV armé d’une pièce de 75 court. En dépit de l’expérience de Dunkerque, la vulnérabilité du bombardier à la chasse ne semble pas avoir fait l’objet d’une analyse sérieuse.

La conviction règne au sein de l’OKH et de l’OKW que la Wehrmacht, après avoir triomphé de l’armée française, ne peut plus avoir d’adversaire à sa taille. Ni le Führer ni le haut commandement n’admettent au fond d’eux-mêmes que la conclusion de la guerre à l’Ouest a été singulièrement facilitée par un haut commandement français prématurément sclérosé et qui n’avait pas réussi à assimiler les implications apportées par le moteur et les liaisons radio, et qui a accumulé les erreurs comme à plaisir. On peut s’étonner, en effet, qu’à la veille de l’attaque le général Gamelin ait maintenu près de la moitié des grandes unités françaises le long de la ligne Maginot et du Rhin face au groupe d’armées de von Leeb qui n’en alignait que 17, dont pas une seule d’active ; ou encore que le 10 mai, sans avoir aucune certitude sur la direction de l’attaque allemande, Gamelin se soit privé de toutes ses réserves en envoyant la 7e armée dans la région de Breda et en dispersant ses trois divisions cuirassées. Il est encore étonnant qu’il ait attendu le 17 mai pour suggérer au général Georges, le commandant du théâtre du Nord-Est, « sans vouloir intervenir dans la conduite de la bataille », de lancer une offensive en tenaille contre le couloir des Panzer.

Dernier effet pervers : le Führer est désormais convaincu de détenir tous les attributs d’un grand chef de guerre et de bénéficier d’une supériorité fondamentale vis-à-vis de son entourage. Assuré de disposer du secret de la victoire, il sera de plus en plus tenté de repousser toutes les objections de ses généraux, pour lesquels il ne peut s’empêcher de nourrir un mépris de plus en plus affiché, en raison de leur timidité et de leur manque d’imagination. Enfin, la victoire fulgurante à l’Ouest constitue un coup d’une extrême sévérité pour les opposants au régime. Elle apporte une nouvelle preuve éclatante de l’extraordinaire génie du Führer et de la chance diabolique qui s’attache à son surprenant destin. Pour les Brauchitsch, les Halder, toute idée de putsch s’évanouit. L’armée savoure son triomphe, se voit comblée d’honneurs. Elle redevient la « grande muette ». Lorsque le 19 juillet Hitler accorde le bâton de maréchal à douze généraux, il suffit de regarder la photo de la cérémonie pour constater à quel point un Witzleben ou un von Leeb arborent un visage satisfait, épanoui, bien éloigné de toute idée de conspiration. L’opposition ne disparaît cependant pas totalement, mais elle se limite à quelques cercles retreints, académiques et pour le moins désabusés. Elle entre en hibernation.

Le 9 juillet seulement, Hitler revient à Berlin où la population, pourtant sceptique et même frondeuse, lui réserve un accueil d’un enthousiasme délirant. Le Führer est non seulement l’homme miracle, mais l’homme de la paix. Un défilé militaire impressionnant constitue le point d’orgue de la « Journée de la gratitude » envers les forces armées.

Hitler entend alors prononcer à l'égard de l'Angleterre un discours qui se veut conciliant. Depuis plusieurs semaines, un autre Hitler semble faire son apparition. Tous les témoins sont frappés de l'équilibre et de la modération du Führer, qui semble révéler les qualités d'un grand homme d'Etat. Dès le 21 mai, le lendemain de l'arrivée des Panzer sur la Manche, Halder et Jodl sont étonnés de sa volonté de paix. « Nous recherchons le contact avec l'Angleterre, assure-t-il, sur la base d'une division du monde. Les Anglais pourraient obtenir une paix séparée à tout moment, après restitution des colonies allemandes. »

La modération de Hitler se manifeste encore le 13 juin, lors de l'interview qu'il accorde au journaliste américain Karl von Wiegand, le correspondant du *New York Journal American*, le principal quotidien isolationniste du groupe Hearst. Le Führer se veut rassurant. Il loue la doctrine de Monroe et la politique étrangère de Washington qui consiste à ne pas intervenir dans les affaires du Vieux Monde : « Je dis, par conséquent, l'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens[5]. » Nos ennemis perdront cette guerre, souligne-t-il, « parce que leurs hommes politiques sont corrompus, peu scrupuleux et mentalement limités. L'Allemagne gagnera cette guerre, parce que le peuple allemand sait que sa cause est juste, que l'organisation et le commandement militaires allemands sont les meilleurs, qu'ils ont la meilleure armée et le meilleur matériel ». Hitler ajoute encore qu'il n'a nullement l'intention de détruire l'Empire britannique. « Ce qui sera détruit dans cette guerre, affirme-t-il, c'est une clique de capitalistes qui étaient et demeurent disposés à anéantir des millions d'hommes au nom de leurs méprisables intérêts particuliers. Mais ils seront détruits, j'en suis certain, par leurs propres peuples, non par nous. »

Le 18 juin à Munich, le comte Ciano est impressionné par l'attitude du Führer : « A l'entendre, il est clair qu'il souhaite agir rapidement pour en finir. Hitler est dans la peau d'un joueur qui a réussi un gros coup et qui voudrait quitter la table, sans prendre de risque supplémentaire. Il parle aujourd'hui avec une réserve et une perspicacité qui, après une telle victoire, sont réellement étonnantes. On ne saurait m'accuser de tendresse excessive à son égard mais, aujourd'hui, il force vraiment mon admiration[6]. »

Dans la nuit du 24 juin, enfin, au moment où l'armistice va entrer en vigueur, Hitler se laisse encore aller à des confidences devant son entourage : « La guerre à l'Ouest est terminée. La France a été défaite et avec l'Angleterre je trouverai d'ici peu un terrain d'entente. Il nous restera alors à régler nos comptes avec l'Est. Mais c'est une tâche qui ouvre des problèmes planétaires, tels que les relations avec le Japon et le rapport des forces dans le Pacifique, des problèmes auxquels nous ne serons sans doute pas à même de nous attaquer avant dix ans.

Maintenant, nous allons avoir les mains occupées, et ce pour des années, à digérer et à consolider ce que nous avons obtenu en Europe[7]. »

Le mémorandum de Jodl du 30 juin, intitulé « La continuation de la guerre contre l'Angleterre », constitue le reflet de la pensée du Führer. « La victoire décisive sur l'Angleterre n'est plus maintenant qu'une question de temps. L'ennemi n'est plus capable d'offensive de quelque ampleur. Aussi l'Allemagne peut-elle choisir une méthode de guerre qui préserve ses forces, tout en évitant les risques. *Priorité doit être donnée au combat contre l'aviation anglaise* [c'est Jodl qui souligne]. Tout débarquement ne saurait être envisagé qu'en dernier recours ; comme l'Angleterre ne peut plus se battre pour la victoire, mais uniquement pour préserver sa situation, tout indique qu'elle sera tentée de faire la paix sitôt qu'elle apprendra qu'elle est encore à sa portée à relativement bon compte. »

Quel que soit le sentiment que l'on puisse éprouver, Hitler sait se montrer convaincant à l'égard de son entourage immédiat ou plus lointain. C'est ce que l'on constate dans cette note du 23 avril tirée du carnet du diplomate Ulrich von Hassel, un des futurs conspirateurs antinazis : « Nous traverserions d'un bond la Hollande et la Belgique, puis, en quatorze jours, nous mettrions la France hors de combat. Les Français s'enfuiraient comme les Polonais. La France ferait alors la paix, l'Angleterre resterait encore un moment seule en guerre et serait à son tour mise hors de combat. » La perspective d'une paix blanche avec la Grande-Bretagne, permettant à l'Allemagne de sortir d'une guerre non voulue le 3 septembre 1939, n'a cessé de hanter Hitler jusqu'à la fin de ses jours. On le constate avec le *Testament politique*. A quatre reprises, précise-t-il, l'Angleterre aurait pu et dû faire la paix : au moment de la chute de la Pologne, puis de celle de la France, au début de 1941, quand elle avait rétabli son prestige, enfin après l'attaque allemande contre la Russie. « Faire la paix après la chute de la France n'eût sans doute pas été très honorable pour l'Angleterre, mais dans ce domaine son amour-propre n'est pas très chatouilleux. Elle n'avait qu'à rejeter sur ses ex-alliés l'entière responsabilité de sa défection, comme elle-même et la France l'ont fait pour la Belgique en mai 1940. » Churchill, qualifié un peu plus haut de « demi-Américain ivrogne et enjuivé », « n'a pas su apprécier l'esprit sportif dont j'ai fait preuve en évitant de créer l'irréparable entre les Anglais et nous. Nous avons en effet évité de les anéantir à Dunkerque. Il aurait fallu pouvoir leur faire comprendre que leur acceptation de l'hégémonie allemande sur le continent, que je venais de réaliser sans douleur, entraînerait pour eux les conséquences les plus favorables ». La seule voie possible pour maintenir la puissance anglaise était de s'allier à une « Europe unie », c'est-à-dire à une

Allemagne agrandie, par l'annexion ou le protectorat, aux dimensions du continent.

Hitler est alors assez bien renseigné sur l'état d'esprit des dirigeants britanniques. Dès la chute de la France, en amorçant des contacts avec la Suède, la Suisse ou le Vatican, il s'efforce d'enfoncer un coin entre Churchill et certaines personnalités comme lord Halifax, ministre des Affaires étrangères, comme Butler, secrétaire général du Foreign Office, sir Samuel Hoare ou encore le vieux leader libéral Lloyd George. Tous jugent nécessaire, avant de poursuivre une lutte incertaine, de connaître au moins les conditions de paix de l'Allemagne, ou même de rechercher une conciliation de l'Italie sur le devenir de l'Europe. Une tension réelle se manifeste entre Churchill et Halifax du 26 au 28 mai.

A ce moment, la position de Churchill est encore fragile. Son arrivée au pouvoir le 10 mai au soir a été accueillie avec scepticisme par l'*establishment*, les conservateurs et même le roi, qui auraient préféré lord Halifax, membre, il est vrai, de la Chambre des lords, ce qui aurait rendu difficile la conduite du pays en temps de guerre. L'homme passe pour instable, impulsif, prisonnier d'une imagination débordante et pas toujours heureuse. Tout le monde se rappelle ce jugement de l'amiral sir Reginald Bacon : « L'immense étendue de ses connaissances superficielles lui faisait croire que sa science était profonde et précise. On ne pouvait prévoir la veille où son imagination le conduirait le lendemain[8]. » Le premier discours, le 14 mai, « Je n'ai à vous offrir que du sang, des larmes et de la sueur », ou celui du 20 juin, avec la célèbre formule *« The finest hour »*, se heurtent encore à un évident scepticisme. Pour lord Halifax, ces discours sentent « le gin, le porto et le whisky ». A plusieurs reprises, le ministre des Affaires étrangères dénonce les « rodomontades » du Premier ministre.

Au début du mois de juillet, la position du chef du gouvernement s'est améliorée. L'opinion se laisse prendre à une extraordinaire magie du verbe. Au lendemain de Dunkerque, il souligne qu'on ne gagne pas une guerre avec des rembarquements. La propagande réussit à dissimuler l'état désastreux du corps expéditionnaire à son retour en Angleterre. Les hommes jettent leur fusil par les portières des wagons, ne dissimulent pas leur amertume à l'égard de la RAF qui les a laissé tomber. Les actualités insistent surtout sur l'accueil chaleureux de jeunes femmes qui offrent à boire aux soldats.

Churchill réussit à convaincre son entourage qu'entamer des négociations avec l'adversaire, c'est s'engager sur une « pente glissante », avec le risque d'aboutir à un nouveau Munich. Fidèle à la tradition de l'équilibre européen, Churchill accepterait à la rigueur une domination allemande sur l'Europe

centrale mais pas une hégémonie du Reich sur l'ensemble du Vieux Continent. Un risque nullement imaginaire, comme le souligne Hitler lui-même dans son *Testament politique*. La seule voie possible de maintenir la puissance anglaise était de s'allier à une « Europe unie », c'est-à-dire à une Allemagne agrandie par l'annexion ou le protectorat, aux dimensions du continent. Le Premier ministre est encore parfaitement conscient du caractère pervers du régime national-socialiste dont les principes, même s'ils font tache d'huile en Europe, ne sont pas compatibles avec les idées de démocratie parlementaire auxquelles Churchill est profondément attaché. La ténacité du Premier ministre repose aussi sur un pari. En dépit de son isolationnisme, l'Amérique ne pourra rester à l'écart du conflit et finira par accorder une aide croissante à la Grande-Bretagne. Les pourparlers en cours sur l'échange de 50 vieux destroyers contre des bases britanniques dans les Caraïbes sont de bon augure. Le conflit offre encore à Churchill l'occasion de prendre une revanche, de démontrer qu'il a l'étoffe d'un grand chef de guerre, en dépit de la défaite des Dardanelles ou de fiascos plus récents, comme la campagne de Norvège dont il a été le promoteur dès octobre 1939, ou de l'engagement continental qu'il n'avait cessé de prôner pendant les années 1930, assuré de la qualité de l'armée française. Enfin, tout le monde en est d'accord, Churchill aime la guerre.

L'homme ne s'impose vraiment qu'à partir de Mers el-Kébir. L'affaire est double. L'opération *Catapult* qui s'échelonne du 3 au 6 juillet vise la saisie ou la destruction des grands bâtiments de guerre français. L'« ex-personnalité navale », comme Churchill aime à se présenter à l'égard de Roosevelt, considère toujours le cuirassé comme le *capital ship* des flottes de guerre et n'accorde qu'un intérêt mitigé au porte-avions et au sous-marin. A cet égard, Mers el-Kébir doit impressionner les Etats-Unis et les convaincre de la détermination britannique.

« L'attentat » vise un autre objectif. Il doit constituer un électrochoc pour l'opinion britannique, la convaincre de la volonté du gouvernement de lancer la Grande-Bretagne dans une guerre totale. C'est à juste titre que Churchill pourra déclarer plus tard : « C'est le drame du 3 juillet qui a fait comprendre au peuple britannique que je voulais le transformer en une énorme machine de guerre et mener la lutte jusqu'au bout. » Le résultat est atteint. Dès le lendemain, devant les Communes, après avoir traité l'affaire de « tragédie antique », tout en prenant bien des libertés avec l'Histoire, Churchill est l'objet d'une vibrante ovation, inhabituelle dans cette vénérable assemblée. Dès lors, il bénéficie de l'entière confiance et de l'affection des classes moyennes, qui voient en *Good Old Winnie* le chef charismatique susceptible de les conduire à la victoire.

A l'annonce de Mers el-Kébir, Hitler a parfaitement compris. Les jeux sont faits, l'Angleterre poursuit la lutte. La Seconde Guerre mondiale continue. Il hésite à prononcer son discours ; il le fait lire et relire à son entourage. Il se décide à le prononcer quand même le 19 juillet devant le Reichstag. Contrairement à ce que l'on prétend parfois, cette prestation est l'une des plus réussies de sa carrière. Le journaliste américain William Shirer ne cache pas son admiration : « Le Hitler que nous avons vu ce soir au Reichstag était le conquérant conscient de l'être, un si prodigieux manipulateur de l'esprit allemand, qu'il mêla avec superbe l'aplomb du conquérant à l'humilité qui a toujours tant de succès auprès des masses quand elles savent qu'un homme est à son apogée. Il était au meilleur de sa forme oratoire. J'ai souvent admiré l'usage qu'il fait de ses mains, qui sont un peu féminines et assurément celles d'un artiste. Ce soir, il s'est servi à merveille de ces mains. Il a paru s'exprimer presque autant avec ses mains et le balancement de son corps, qu'avec ses mots et l'usage de sa voix[9]. »

A la stupeur générale, la déclaration apparaît étonnamment modérée, du moins pour un discours de Hitler. Certes, le Führer ne peut s'empêcher de vitupérer « les fauteurs de guerre juifs et capitalistes souillés de sang », de dénoncer « l'empoisonnement du peuple par la Juiverie internationale » ou de traiter la Pologne de « kyste enflé », d'« épouvantail bouffi ». Il ne peut s'empêcher encore de traiter « Mister Churchill » d'« instigateur doublé d'un agitateur » et de « dilettante couvert de sang ». En réalité, le but de Hitler est d'isoler Churchill et de le détacher de la population britannique. C'est au peuple anglais qu'il s'adresse. Imprimé à des dizaines de milliers d'exemplaires, le discours sera lancé par la Luftwaffe au-dessus des villes du sud de l'Angleterre. Dominant sa victoire, Hitler lui offre une paix de compromis, sans cependant préciser les conditions en ce qui concerne le devenir des Etats européens vaincus et occupés. S'il ne fait aucune allusion aux Etats-Unis, il manifeste en revanche sa satisfaction du comportement de l'Union soviétique. « Mon dessein, souligne-t-il, n'est pas de mener des guerres, mais d'édifier un nouvel Etat social de haute culture. Chaque année de cette guerre me floue de ce travail. Et les sources de cette situation ne sont que de ridicules nullités. Mister Churchill vient une fois de plus, à l'instant, de déclarer qu'il souhaite la guerre.

« A cette heure, je me sens tenu par ma conscience d'adresser une fois de plus un appel à la raison. Je crois pouvoir le faire non pas comme quelqu'un qui a été battu, mais comme un vainqueur qui parle le langage de la raison. Je ne vois aucun motif pressant de poursuivre cette guerre.

« Herr Churchill peut bien balayer d'un revers de main, hurler que c'est le fruit de mes craintes et de mes doutes quant à notre victoire finale. J'ai libéré ma

conscience quant à la suite des événements. »

La réponse britannique, décevante pour le Reich mais finalement nullement surprenante, intervient quelques jours plus tard : Halifax a surmonté ses hésitations et se charge d'adresser une déclaration publique de fin de non-recevoir. Churchill l'a emporté. La victoire est incomplète. La lutte continue.

Le *Halt Befehl* du 24 mai est-il à l'origine de cette poursuite de la guerre ? Une question toujours à l'origine de vives controverses, surtout en Allemagne. Pour certains et non des moindres, une reddition du corps expéditionnaire aurait non seulement accru les tensions entre Alliés, mais provoqué la chute du gouvernement et renforcé le courant du compromis. Par l'intermédiaire de l'Italie, une paix blanche était alors possible. Lors de l'attaque contre la Russie, le Reich n'avait plus à mener qu'une lutte sur un seul front et aurait eu toute chance de l'emporter. A l'inverse, on peut prétendre qu'une capitulation du corps expéditionnaire aurait provoqué en Angleterre un sursaut national, la volonté de venger une humiliation et de poursuivre la lutte[10]. La Grande-Bretagne ne manquait pas alors d'atouts : une position insulaire dont l'histoire avait largement prouvé la valeur, le concours du Commonwealth et l'aide potentielle des Etats-Unis.

A la suite du professeur Hillgruber, on n'a peut-être que trop tendance à exagérer les effets du « miracle de Dunkerque » qui s'intègre dans la saga de Churchill, l'homme qui a sauvé l'Occident d'un retour à la barbarie. Contrairement à une légende tenace, l'évacuation du corps expéditionnaire n'a pas sauvé la Grande-Bretagne en 1940, ne serait-ce qu'en raison de l'absence de toute tentative de débarquement. Le seul avantage du retrait du corps expéditionnaire a été de permettre une campagne victorieuse en Afrique où l'Angleterre isolée remportera des succès de consolation après la chute de la France, tant qu'elle n'aura affaire qu'aux Italiens. En revanche, l'Angleterre a collectionné une remarquable série de défaites face à l'Afrikakorps de Rommel, dans les Balkans, en Crète, en Malaisie. Une seule victoire pendant toute la durée de la guerre, El-Alamein, grâce à une confortable supériorité de moyens. Que ce soit en Italie, en Europe occidentale, les performances de l'armée britannique apparaissent encore à la limite du médiocre.

CHAPITRE V
L'impasse

Quelle que soit la résolution britannique, la chute de la France n'en constitue pas moins un phénomène considérable dans l'histoire du monde. La Seconde Guerre mondiale ne sera pas la répétition de la première. L'Allemagne devient d'un seul coup, avec un minimum de frais, la puissance dominante du continent. L'effondrement du système militaire français remet en cause la politique des grandes puissances.

A Moscou, l'émotion est profonde. C'est avec stupeur que Staline assiste à l'effondrement d'une armée française qualifiée dix mois plus tôt de « digne de considération ». Il se refuse, en pleine campagne de France, à une intervention demandée avec insistance par Paris et Londres. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il ne peut qu'adresser, par l'intermédiaire de Molotov, des messages de félicitations aux dirigeants du IIIe Reich.

Avant le redéploiement de la Wehrmacht à l'Est, il entend saisir des gages dans le cadre du pacte germano-soviétique. Au cours du mois de juin, à la suite d'une série d'ultimatums, le Kremlin établit sa domination sur les pays Baltes, intégrés, en l'espace de quelques jours, dans le cadre de l'Union soviétique. Simultanément, Staline procède, au détriment de la Roumanie, à l'annexion de la Bessarabie et même de la Bucovine du Nord non comprise dans le pacte de Moscou.

Berlin ne peut que conseiller à Bucarest de s'incliner. Cette politique n'en a pas moins son revers. Impressionnées, la Finlande, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie sont tentées de rechercher la protection de Berlin. L'emprise du Reich sur le Sud-Est européen est renforcée. C'est ainsi que, par l'arbitrage de Vienne du 3 août 1940, la Roumanie doit céder une partie de la Transylvanie à la Hongrie.

L'émotion est tout aussi profonde aux Etats-Unis. La chute de la France, c'est-à-dire la principale ligne de défense à l'Est, conduit à un réarmement

accéléré qui débouchera sur le *Victory Program*. Elle entraîne une participation croissante de l'US Navy dans la bataille de l'Atlantique. Sans aller jusqu'à une occupation de l'Afrique du Nord ou de Dakar souhaitée par les Anglais, Washington exerce une surveillance étroite sur le régime de Vichy, usant de toute son influence pour faire avorter une coopération militaire avec l'Axe. Avec le prêt-bail, enfin, accordé en mars 1941, les Etats-Unis finissent par prendre à leur charge une part notable de l'effort de guerre britannique.

A la fin juillet, Hitler se décide, devant l'échec de ses propositions de paix, à déclencher une offensive aéronavale contre la Grande-Bretagne, dans le cadre d'une opération combinée. Décision prise après bien des hésitations. A deux reprises, les 11 et 13 juillet, le problème est abordé devant les grands chefs militaires. Au dire de Halder, « le Führer est très profondément préoccupé par la question de savoir pourquoi l'Angleterre répugne encore à choisir la voie de la paix ». Le 14 juillet enfin, le Führer se décide à signer la directive n° 16 « sur la préparation d'une opération de débarquement en Angleterre » baptisée *Seelöwe* (Lion de mer). Mettant en jeu la marine, l'aviation et l'armée, l'opération concernera un débarquement par surprise sur un large front s'étendant de Ramsgate à l'île de Wight.

En raison de l'impuissance de la Kriegsmarine, le rôle principal incombera à la Luftwaffe. Après avoir neutralisé la chasse britannique et refoulé les forces légères de la Royal Navy, elle assurera la protection du passage. Cette mission décisive débute le 8 août 1940. Au bout d'un mois d'efforts, le résultat est loin d'être acquis. La Luftwaffe ne peut acquérir la supériorité aérienne. Les raisons en sont multiples. Comme il le déclarera en mai 1945 au général Spaatz, un des « seigneurs » du bombardement allié, Göring aurait hésité à déclencher la bataille aérienne faute d'une supériorité quantitative et qualitative de l'aviation allemande[1].

Les deux adversaires, contrairement à une croyance tenace, alignent le même nombre d'avions de chasse : environ 800. Faute de rayon d'action, les Messerschmitt 109 ne peuvent opérer qu'une dizaine de minutes au-dessus de Londres. Les meilleurs bombardiers allemands, les Junkers 88, ne disposent que d'un armement défensif sommaire, quelques mitrailleuses de 7,6, et doivent être escortés par des nuées de chasseurs. La Luftwaffe se heurte encore à une défense intégrée associant chaîne de radars, tours de guet, centres de contrôle enterrés.

Au début septembre, le Fighter Command (la chasse britannique) semble donner des signes de fatigue. L'état-major de la Luftwaffe change alors de tactique. Il abandonne ses attaques sur les terrains du Fighter Command et les industries aéronautiques et oriente son effort sur Londres, peut-être en réponse aux premiers bombardements effectués sur Berlin par la RAF dans les nuits des

24, 27 et 28 août. Dès le 7 juillet 1940, dans une lettre adressée à lord Beaverbrook, un des magnats de la presse britannique destiné à être promu ministre de la Production aéronautique, Churchill ne dissimule pas son scepticisme à l'égard d'une armée britannique qui ne sera jamais capable de remettre le pied sur le continent et d'affronter la Wehrmacht. La seule ressource de la Grande-Bretagne est de recourir à des bombardements intenses sur l'Allemagne pour miner son économie de guerre et terroriser sa population. Pour le professeur Johnson, cette décision constitue une régression dans l'histoire morale de l'humanité[2].

Se fondant sur les théories de Douhet, Göring compte encore peut-être arracher la décision par des attaques massives sur la capitale britannique. La désorganisation de la vie politique et économique devrait entraîner l'effondrement de la Grande-Bretagne. Le maréchal du Reich semble caresser le rêve d'obtenir une victoire purement aérienne et de rendre un débarquement inutile. Si les raids du 7 au 14 septembre sur la City et les quartiers industriels et populaires de l'East End semblent donner des résultats notables, en revanche, le 15, la Luftwaffe essuie une sévère défaite. Si 26 chasseurs anglais sont abattus, les pertes allemandes atteignent 50 bombardiers, et non 153 comme le prétendra la propagande britannique. La perspective d'arracher la supériorité aérienne s'éloigne plus que jamais et, le 17 septembre, Hitler décide d'ajourner l'opération *Lion de mer* et de la reporter au printemps de 1941.

La bataille d'Angleterre se solde par une victoire britannique. Le « perturbateur continental », suivant l'expression de l'amiral Castex, vient de démontrer une nouvelle fois son incapacité à faire face à la puissance insulaire et maritime. Après tant d'autres, Philippe II, Louis XIV, Napoléon, Hitler s'est trouvé confronté au problème quasi insoluble d'improviser un débarquement sans disposer de la maîtrise de la mer.

De toute manière, le succès était loin d'être assuré. Même si elle avait acquis la supériorité aérienne, la Luftwaffe aurait-elle réussi à neutraliser les groupes de destroyers réunis dans la Manche ? Davantage encore, suivant un phénomène là encore classique, la Wehrmacht n'avait pu résoudre le problème toujours sous-estimé de la flottille de transport.

Contrairement à ce que pensait un Manstein, beaucoup plus à son aise lors de la traversée de l'Ardenne ou du passage de la Meuse, qui assimilait le franchissement du pas de Calais à celui d'un grand fleuve, il aurait fallu un temps béni des dieux pour assurer le passage d'une vingtaine de divisions allemandes à bord de simples péniches rhénanes réquisitionnées.

Dès le départ, l'amiral Raeder avait émis de sérieuses réserves aux plans proposés par Jodl et Halder. Le débarquement ne pouvait concerner qu'une zone

étroite, limitée au pas de Calais, avec un soutien aérien massif et la protection de batteries lourdes de 280 et de 380, sans compter une très forte DCA pour protéger les ports d'embarquement. La zone maritime conduisant aux plages de débarquement devait être libérée des mines et sa protection sur les flancs serait, au contraire, assurée par deux barrages de mines particulièrement denses. Ces conditions n'étaient pas à la mesure des faibles moyens de la Kriegsmarine, et seule la Luftwaffe était capable d'effectuer les mouillages de la zone de débarquement.

Force est de reconnaître qu'à la différence de ses généraux Hitler était parfaitement conscient de ces difficultés. Dès le 14 août, il ne dissimule pas son scepticisme à l'égard de la réussite du débarquement. Ce n'est pas un hasard si à ce moment-là il envisage déjà une attaque contre la Russie, comme seul moyen de décourager l'Angleterre et de l'amener à composition. De toute manière, compte tenu de son expérience d'homme politique et de chef de guerre, l'opération *Lion de mer* souffrait à ses yeux d'un vice rédhibitoire : l'impossibilité d'obtenir l'effet de surprise.

Au lendemain de l'échec de la bataille d'Angleterre, Hitler ne s'en trouve pas moins dans une impasse. Son seul espoir consiste à amener le cabinet de Londres à une paix de lassitude en accentuant son isolement et en démontrant son impuissance sur le continent. Le Pacte tripartite conclu le 27 septembre 1940 entre Berlin, Rome et Tokyo s'inscrit dans cette perspective. Tout en offrant une allure défensive, le traité constitue un avertissement pour les Etats-Unis. Si Washington franchit le pas décisif et entre en guerre contre l'Allemagne, il se heurtera à la puissance nippone dans le Pacifique. Réciproquement, une initiative américaine contre le Japon entraînera une réplique du IIIe Reich. En dépit de cet accord, Hitler, pour résoudre partiellement le problème britannique, n'incite pas moins le Japon à attaquer la Malaisie et Singapour, situées hors de la portée opérationnelle de l'US Navy.

Dans l'immédiat, une lutte de longue haleine se poursuit contre la Grande-Bretagne sur le plan aérien et maritime, mais avec des moyens insuffisants. Les raids aériens se poursuivent, mais la bataille d'Angleterre cède la place au *Blitz*. Les attaques diurnes deviennent de plus en plus rares à l'exception d'incursions de chasseurs-bombardiers sur les villes du Kent et du Sussex menées à haute ou basse attitude pour déjouer la couverture radar.

L'essentiel de l'activité de la Luftwaffe concerne des bombardements nocturnes. Du 7 septembre au 13 novembre, Londres est attaquée presque toutes les nuits. Les raids s'étendent ensuite aux villes industrielles des Midlands et aux ports de la côte ouest, comme Bristol, Cardiff ou Liverpool. Ces raids se révèlent

économiques en raison de la faiblesse relative de la DCA et de l'insuffisance d'une chasse de nuit encore dans l'enfance.

L'efficacité de ces attaques tient à l'avance technique dont bénéficient les Allemands dans le domaine du radioguidage. Sont successivement utilisés des procédés de plus en plus efficaces comme le *Knickebein*, le *X-Gerat* utilisé par le *Kampfgruppe 100*, qui remporte son plus grand succès le 14 novembre 1940 lors du raid sur Coventry. Devant l'efficacité croissante des contre-mesures britanniques, un nouveau procédé le *Y-Gerat* permet à nouveau des raids de précision.

Les derniers grands bombardements nocturnes de la Luftwaffe ont lieu en mai 1941 avec un raid le 10 sur Londres, pour le premier anniversaire de l'attaque à l'Ouest. Toute une partie de la City est la proie des flammes. Pour l'aviation allemande, ce raid constitue une sorte de représentation d'adieu. Le transfert du gros de la Luftwaffe dans le cadre de l'attaque contre la Russie met fin au *Blitz*. L'Angleterre retrouve des « nuits calmes ».

En fin de compte, l'offensive nocturne de la Luftwaffe se solde par un nouvel échec. En dépit de coups sévères, de la mort de 50 000 personnes, l'aviation du Reich n'a pas réussi à désorganiser l'économie ni à abattre le moral de la population. D'aucuns reprocheront à l'armée de l'air du Reich de ne pas avoir disposé d'un bombardier lourd et d'avoir négligé certains objectifs ponctuels.

Ces critiques inclinent au scepticisme. A la lumière des enseignements de la guerre aérienne, l'aviation stratégique anglo-américaine ne sera pas plus heureuse au-dessus de l'Allemagne de 1942 à 1944, en dépit de l'emploi de moyens infiniment supérieurs. Les techniques de radionavigation de l'époque ne permettent pas de toucher des objectifs précis et les raids de terreur n'entraînent pas la démoralisation des populations.

Simultanément, la Kriegsmarine mène dans l'Atlantique une « bataille des communications », suivant la formule de l'amiral Raeder, dans le but d'arriver à une asphyxie progressive de la Grande-Bretagne. Depuis la chute de la France, la marine allemande bénéficie de la plate-forme opérationnelle souhaitée par l'amiral Wegener. A partir de l'été 1940, elle peut utiliser Brest, Lorient, Saint-Nazaire, La Pallice. Depuis les terrains de Bretagne, la Luftwaffe est en mesure d'attaquer les ports du sud-ouest de l'Angleterre et les lignes de navigation des Western Approaches.

La lutte met d'abord en jeu les grands bâtiments de surface. Au cours de l'hiver 1940-1941, des résultats sont obtenus. Il n'en est pas de même lors de la sortie brève et mouvementée du navire de ligne *Bismarck* et du croiseur lourd *Prinz Eugen*. Au cours d'un premier engagement le 24 mai, le *Bismarck* réussit à

couler le croiseur de bataille *Hood* et à endommager gravement le cuirassé *Prince of Wales* obligé de rompre le combat. Désemparé trois jours plus tard par la torpille d'un Swordfish du porte-avions *Ark Royal*, le navire de ligne allemand disparaît le lendemain, pavillon haut, sous les coups de la Home Fleet. Après cette destruction et les raids de la RAF contre les ports français, le commandement allemand, au début de 1942, repliera ses grosses unités sur le nord de la Norvège hors de la portée de l'aviation britannique.

Jusqu'au printemps de 1941, les meilleurs résultats de la « bataille des communications » sont enregistrés par l'aviation avec le bombardement des ports, des docks et des chantiers. Cette phase fructueuse s'interrompt en mai 1941 avec le regroupement de la Luftwaffe dans l'est de l'Europe.

L'essentiel de la bataille de l'Atlantique repose alors sur les *U-boote*. Deux éléments favorisent la guerre sous-marine, l'utilisation des bases françaises et le manque d'escorteurs de la Royal Navy. Les résultats obtenus par les *U-boote* au cours de l'année 1941 apparaissent cependant médiocres avec 2,5 millions de tonnes de navires de commerce envoyées par le fond. Cette situation tient à la faiblesse relative du nombre de sous-marins opérationnels, qui ne dépasse pas la trentaine, et au décryptage des messages allemands qui permet à l'Amirauté de modifier la route des convois et de déjouer la tactique des meutes, ces groupes de sous-marins attaquant les convois de nuit et en surface.

Ces résultats médiocres tiennent aussi à l'intervention croissante de la marine américaine dans le cadre d'une « guerre non déclarée ». La zone de neutralité est portée au 26e méridien, obligeant les sous-marins à limiter les attaques dans la partie orientale de l'Océan où les Anglais peuvent concentrer leurs moyens. En septembre 1941, des navires de l'US Navy participent à l'escorte des convois de l'Atlantique nord. En dépit de l'insistance de Raeder et de Dönitz, Hitler se refuse à céder aux provocations américaines et écarte toute idée de conflit avec les Etats-Unis avant le règlement du problème soviétique.

La lutte se déroule également en Méditerranée. Au lendemain de la chute de la France, ce théâtre constitue en principe le fief de l'Italie. Mussolini entend y mener une « guerre parallèle » à celle de l'Allemagne et établir l'hégémonie italienne sur la grande mer intérieure. Sous l'impulsion de Churchill, toujours fasciné par le théâtre méditerranéen, la Grande-Bretagne se décide à relever le défi malgré la défaite de la France et une menace d'invasion. Le plan envisagé à la veille du conflit est abandonné. Il n'est plus question de sacrifier Malte, de repousser la liaison Grande-Bretagne-Proche-Orient par la route du Cap ou la voie aérienne Freetown-Khartoum par Takoradi. Deux escadres prennent ainsi position aux extrémités de la Méditerranée, à Gibraltar et à Alexandrie. D'une

force à peu près comparable, elles comprennent l'une et l'autre un porte-avions, deux ou trois navires de ligne et un environnement de croiseurs et de destroyers.

La décision de Churchill apparaît inquiétante compte tenu de l'inégalité des forces. Avec plus de 500 000 tonnes de navires de combat, la marine italienne a belle allure. La *Regia Aeronautica* dispose de 2 000 avions et l'armée compte un potentiel de 8 millions d'hommes. La position centrale de l'Italie qui lui permet, en principe, de commander la route Gibraltar-Suez et la possession de la Libye, excellente plate-forme opérationnelle en direction de l'Egypte et du Moyen-Orient, sont des atouts supplémentaires.

Une série de facteurs inattendus, que personne n'avait envisagés à la veille de la guerre, vont finalement justifier l'option audacieuse de Churchill. Dès l'automne de 1940, la Grande-Bretagne bénéficie des incohérences de la stratégie de Mussolini et des faiblesses insoupçonnées des forces italiennes. Au tout début du conflit, le Duce néglige de s'emparer de Malte à un moment où l'île se trouve pratiquement désarmée. En Afrique, l'armée de Graziani se livre à une simple démonstration en direction de l'Egypte. L'attaque lancée contre la Grèce, le 28 octobre 1940, s'enlise immédiatement. Soumises à de violentes réactions helléniques, les troupes italiennes sont contraintes de livrer une dure campagne d'hiver dans les montagnes d'Albanie.

Simultanément, la Royal Navy s'assure l'ascendant sur la flotte italienne. Elle permet le renforcement de Malte, promue au rôle de base offensive contre la liaison Italie-Libye. Elle protège encore jusqu'à la fin de 1940 le passage de grands convois d'ouest en est destinés à constituer en Egypte une armée importante en mesure d'opérer en Libye ou en Méditerranée orientale.

Mieux, le 11 novembre 1940, un raid nocturne contre la base de Tarente lancé par les appareils du porte-avions *Illustrious* aboutit à la mise hors de combat de trois cuirassés, la moitié du corps de bataille italien. Ces mécomptes sont à la mesure du sous-équipement de l'armée italienne, de l'absence de liaison entre la flotte et l'aviation et de la circonspection excessive du commandement naval. Le moral laisse encore à désirer. Le peuple italien ne manifeste qu'un évident scepticisme à l'égard des objectifs politiques grandioses du Duce.

En dehors de la défense de l'Angleterre et du développement d'une aviation stratégique destinée à opérer contre l'Allemagne, la Méditerranée constitue pour la Grande-Bretagne un théâtre où elle se trouve enfin en mesure de remporter des succès après les défaites de Norvège et des Flandres. Théâtre à double tranchant cependant. Cette priorité ne va cesser d'absorber jusqu'en 1943 des moyens considérables. Elle suscite des inquiétudes dès 1941. Par la volonté de

Churchill, ces renforcements s'effectuent au détriment de l'Extrême-Orient réduit à la portion congrue.

Les déboires italiens vont finir par commander une intervention allemande, mettant fin aux hésitations du Führer qui, depuis juillet 1940, n'a cessé de faire preuve d'une étrange prudence à l'égard de la Méditerranée. Dès l'échec de la bataille d'Angleterre, Jodl et Raeder échafaudent plusieurs combinaisons.

Une opération de grande ampleur pourrait être déclenchée en direction du Moyen-Orient avec ou sans le soutien de la Turquie. Elle donnerait l'avantage d'occuper les gisements de pétrole d'Irak, de commander le golfe Persique et Suez. Jodl n'écarte pas non plus l'idée d'une prise de possession par surprise des archipels de l'Atlantique, des Canaries, des îles du Cap-Vert et des Açores[3].

Ces projets sont écartés par le Führer non par incompréhension des problèmes géostratégiques, mais pour des raisons militaires et politiques. Une mainmise sur les îles de l'Atlantique ne pourrait qu'entraîner une réaction britannique, voire américaine, et compromettre le ravitaillement des troupes débarquées. Dans l'hypothèse d'une manœuvre en direction du Moyen-Orient, le soutien de la Turquie est loin d'être assuré et l'attitude de l'URSS apparaît trop ambiguë.

Seule une opération contre Gibraltar est finalement retenue. Elle offrirait l'avantage de verrouiller la Méditerranée. Mais, lors de l'entrevue de Biarritz, le 23 octobre 1940, Franco se dérobe ou plutôt dissimule son refus derrière des exigences *a priori* inacceptables. Outre une aide militaire et économique massive, il réclame la cession de tout le Maroc français et de l'Oranie. Des pourparlers frileux se poursuivent au cours des semaines suivantes. En dépit d'un véritable ultimatum de Hitler qui évoque l'aide apportée par l'Allemagne pendant la guerre d'Espagne, le refus de Franco est définitif en février 1941. L'opération *Felix* contre Gibraltar est enterrée.

Comment interpréter le comportement du Caudillo ? Ses exigences masquent-elles une fin de non-recevoir ou bien répondent-elles à la nécessité de réorganiser une armée sous-équipée et aux besoins d'une économie arriérée encore mal remise de la guerre civile ? De fait, l'échec de la négociation tient, pour l'essentiel, à la pression exercée sur Madrid par Londres et Washington inquiètes d'un éventuel rapprochement germano-espagnol. Ces puissances maritimes n'hésitent pas à brandir la menace d'un blocus, dont les conséquences ne pourraient qu'être désastreuses pour l'économie espagnole, ainsi que d'une occupation des îles du Cap-Vert et des Canaries.

Par ailleurs, Franco est suffisamment fin pour comprendre que, après l'échec de la bataille d'Angleterre et l'engagement croissant des Etats-Unis, la victoire

de l'Allemagne est loin d'être assurée. Pour Hitler, la déception est évidente. Malgré les pressions de Raeder et de Dönitz, il se refusera cependant à rouvrir le dossier espagnol, à forcer le consentement du Caudillo et à occuper militairement Gibraltar ou la côte Cantabrique. Le refus tient-il à une certaine solidarité à l'égard du régime franquiste ou au spectre de la guérilla subie par les armées napoléoniennes[4] ?

A Montoire, le 24 octobre, Hitler n'est guère plus heureux, même si la rencontre est suivie d'un discours du Maréchal où celui-ci assume la responsabilité d'une « collaboration » dont les contours restent cependant particulièrement vagues. Au cours des entretiens du Führer avec Pétain et Laval, l'un et l'autre écartent l'éventualité d'une entrée de la France dans la guerre. Le Maréchal semble s'être contenté de laisser entendre qu'une coopération militaire supposerait une refonte complète d'un armistice en définitive plus dur que prévu. Pour l'heure, Vichy s'en tient à la défense de la souveraineté, c'est-à-dire de l'empire, comme il vient de le démontrer à la mi-septembre 1940, en repoussant l'attaque menée par les Anglais et les Français libres contre Dakar[5].

De toute manière, la politique de Hitler en Méditerranée se heurte à une contradiction majeure. Les revendications de l'Espagne (Maroc, Oranie) comme celles de l'Italie, avec la Tunisie, ne peuvent être satisfaites qu'au détriment de l'empire colonial français. Hitler est conscient de cette contradiction. A Montoire, il laisse entendre que la perte éventuelle de certains territoires français entraînerait des compen-sations ailleurs, au détriment de l'Angleterre à n'en pas douter. Perspective bien vague et aléatoire. Le Führer sait que toute menace à l'égard de l'empire ne pourrait que relancer la « dissidence » et bénéficier au général de Gaulle qui a déjà obtenu le ralliement de l'Afrique équatoriale et des territoires du Pacifique. La marge de manœuvre du Reich apparaît ainsi singulièrement circonscrite.

Hitler ne se décide finalement qu'à une intervention limitée dans le but d'éviter un effondrement de l'Italie, notamment en décembre 1941 avec l'offensive Wavell en Libye qui se termine par une déroute italienne totale et la capture de plus de 100 000 prisonniers.

Cette intervention se traduit par l'envoi d'une vingtaine de sous-marins en Méditerranée, du 10e corps aérien du général Kesselring en Sicile et de deux divisions de l'Afrikakorps de Rommel qui débarquent à Tripoli en janvier-février 1941. Malgré la médiocrité relative de ces moyens, la situation est rétablie en quelques semaines. Malte est neutralisée par la Luftwaffe, la Royal Navy obligée de reprendre la route du Cap. Les Britanniques sont repoussés en Egypte et Tobrouk est encerclé.

Ce redressement spectaculaire tient à la supériorité tactique allemande, à

l'étonnante habileté manœuvrière de Rommel et à la volonté intempestive de Churchill de rétablir contre l'Axe un front balkanique. Malgré de nombreuses mises en garde de Ribbentrop, au cours de l'été 1940, Mussolini, jaloux des lauriers de Hitler, n'a pu s'empêcher d'attaquer la Grèce le 28 octobre 1940. La promenade militaire prévue se solde par un fiasco et les Italiens se trouvent contraints à la défensive dans les montagnes d'Albanie.

Au cours de l'hiver, Hitler est finalement amené à envisager une intervention de la Wehrmacht contre la Grèce pour sortir l'Italie d'une situation difficile et éliminer toute menace sur le flanc sud du Reich, à la veille du déclenchement de l'attaque contre la Russie. Pour des raisons logistiques évidentes, cette attaque ne peut venir que du nord. La Hongrie et la Roumanie acceptent le passage de troupes allemandes et des pourparlers s'engagent pour obtenir les concours de la Bulgarie et de la Yougoslavie dans le cadre de l'opération *Marita*.

L'affaire grecque suscite naturellement une autre réaction, celle des démocraties occidentales. Pour Churchill, l'enlisement italien offre l'occasion d'en revenir à la stratégie française de l'été 1939, avec la création d'un théâtre d'opérations dans les Balkans. Des contacts sont pris avec la Turquie, la Bulgarie et la Yougoslavie. L'Amérique elle-même intervient. L'envoyé spécial de Roosevelt, le colonel Donovan, le futur chef de l'OSS, effectue une tournée des capitales balkaniques.

Au départ, l'offre britannique se heurte, à Athènes, au refus du général Metaxas qui redoute une intervention allemande et n'écarte pas la possibilité d'une médiation de Berlin. Après la mort subite du dictateur en janvier 1941, ses successeurs se montrent beaucoup moins prudents et acceptent la proposition de Churchill. A la suite de formations aériennes, les premiers contingents britanniques arrivent en Crète puis en Grèce continentale[6].

En revanche, la Turquie, la Bulgarie et la Yougoslavie refusent de s'engager. La pression du Reich se révèle la plus efficace. Le gouvernement de Sofia finit par adhérer au Pacte tripartite et accepte de participer à l'opération *Marita*. Le régent Paul de Yougoslavie s'aligne sur cette politique. Mais la perspective d'une entrée de troupes allemandes en Serbie provoque le 27 mars un coup d'Etat à l'initiative du général Simovic. Le nouveau gouvernement dénonce le Pacte tripartite et signe un traité d'amitié avec l'Union soviétique. Pour tenter de garantir la neutralité du pays, Belgrade ne s'est pas adressé à Londres mais à Moscou, en principe en bons termes avec Berlin.

Le calcul se révèle entièrement faux. La Yougoslavie se trouve intégrée dans le plan *Marita*, profondément refondu dans un délai record sous la haute surveillance de Hitler. La riposte de la Wehrmacht qui se déchaîne le 6 avril est

fulgurante. Attaquée de manière concentrique, la Yougoslavie est mise hors de combat pour la perte dérisoire de 146 soldats allemands. L'opération *Châtiment* déclenchée contre Belgrade, avec un raid dévastateur de la Luftwaffe, a provoqué un effet de terreur dans les Balkans. L'armée grecque, pourtant soutenue par un corps expéditionnaire britannique, ne fait pas meilleure figure.

Une fois de plus, les Panzer en liaison avec l'aviation montrent leur étonnante efficacité sur un terrain pourtant difficile, montagneux, parcouru par des routes rares, étroites, sinueuses. Les troupes allemandes s'emparent de Salonique, obligent les forces helléniques opposées aux Italiens à capituler. Elles refoulent l'adversaire en direction du golfe de Corinthe. Grâce à l'intervention de la Royal Navy, 45 000 Anglais sur 60 000 peuvent se rembarquer. Mais il s'agit d'un second Dunkerque avec la perte de la quasi-totalité du matériel.

L'affaire de Crète illustre encore les ressources du *Blitzkrieg* et confirme les possibilités des troupes aéroportées déjà expérimentées en 1940 aux Pays-Bas et en Belgique. Faute de pouvoir disputer la maîtrise de la mer, les Allemands lancent une division aéroportée contre la Crète. Après de durs combats, les paras réussissent à s'emparer de terrains d'aviation permettant ainsi la mise en place d'un pont aérien. Après une semaine de combat, les Anglais se trouvent acculés à un nouveau rembarquement qui permet à la Luftwaffe d'infliger des pertes sévères à la Mediterranean Fleet. Plusieurs grosses unités sont gravement endommagées, 3 croiseurs et 6 destroyers coulés. Le succès de l'opération permet au Reich d'occuper une position stratégique essentielle en Méditerranée orientale.

Avec la campagne des Balkans, Hitler vient de remporter son dernier grand succès. Il s'empresse d'accorder à la Bulgarie l'accès à la mer Egée. Il s'empresse également de disloquer la Yougoslavie. L'Allemagne, l'Italie et même la Hongrie, qui a participé à l'opération, reçoivent des avantages territoriaux. Trois Etats émergent du naufrage : le Monténégro ressuscité, la Croatie d'Ante Pavelić et la Serbie du général Neditch. Fondés sur des critères ethniques et religieux, ces Etats se trouvent entièrement à la discrétion de l'Allemagne et de l'Italie. Un gouvernement dévoué à la cause de l'Axe fait également son apparition à Athènes, celui du général Tsolokoghlou.

Pour Londres et Washington, la déception est amère. L'échec tient également à la disproportion des forces. Après dix-huit mois de guerre, la Grande-Bretagne n'a pu dépasser le niveau extraordinairement modeste de 180 avions et de 60 000 hommes. L'échec tient encore à la crainte de la menace soviétique. Averti par Berlin des intentions de l'URSS sur les Détroits, Ankara se retranche dans la neutralité. La Bulgarie et la Roumanie préfèrent la tutelle allemande à la domination russe. En définitive, au printemps de 1941, ni les

Etats-Unis ni la Grande-Bretagne n'ont les moyens d'une grande politique dans le Sud-Est européen.

La situation britannique apparaît, en effet, précaire dans tout le Proche-Orient. Utilisant le relais de la Syrie, le Reich soutient la révolte de Rachid Ali en Irak. La Grande-Bretagne réussit à limiter les dégâts. La révolte de Rachid Ali est brisée, la Syrie et le Liban occupés après une dure résistance des troupes de Vichy. En dépit d'un rétablissement local, on peut redouter une opération aéroportée contre Chypre ou une reprise de l'offensive de Rommel en direction du Nil avec des moyens renforcés.

Devant l'impuissance britannique, certains craignent une paix blanche entre la puissance maritime et la puissance continentale. Pour le gouvernement de Vichy, en particulier, cette paix interviendrait au détriment de la France. Aussi Darlan, au lendemain des déboires britanniques en Grèce, est-il tenté de rechercher le soutien de l'Allemagne. La France participerait à la lutte contre la Grande-Bretagne sur le plan aéronaval et terrestre avec des troupes de métier. En donnant son aval à cette politique, Pétain précise bien qu'il n'y aurait pas de mobilisation. La France offrirait encore au Reich des facilités en Syrie, à Bizerte et éventuellement à Dakar, en échange d'une abrogation du statut de l'armistice et de la signature de préliminaires de paix et d'une adhésion au Pacte tripartite.

Cette offre débouche sur les accords militaires de Paris en mai 1941. La ratification se heurte cependant à un double refus. Celui d'une partie du personnel de Vichy, celui de Hitler lui-même. Le Führer juge la participation française insuffisante, nullement à la mesure de concessions politiques jugées exorbitantes. Il ne tient pas davantage à déstabiliser la Méditerranée, à la veille de l'attaque contre l'URSS. A l'exception de Laval ou de Darlan, Hitler n'a encore aucune confiance dans le personnel de Vichy soupçonné de nourrir une haine tenace à l'égard de l'Allemagne. Une coopération avec la France constitue une option à tenir en réserve jusqu'à l'exécution de *Barbarossa*, le plan d'attaque contre l'Union soviétique[7].

En fait, Hitler est plus que jamais convaincu de l'inutilité des conflits en Méditerranée pour faire sortir la guerre de l'impasse où elle s'enlise. L'impuissance est réciproque. Le Reich se révèle incapable de débarquer en Angleterre, tandis que la Grande-Bretagne ne peut reprendre pied sur le continent. Suivant la formule anglo-saxonne, on assiste à un nouvel épisode de la lutte de l'éléphant et de la baleine.

Par ailleurs, le temps travaille contre l'Allemagne avec la montée en puissance de l'URSS et surtout l'intervention croissante des Etats-Unis dans le conflit. Cette intervention se manifeste sur le plan militaire dans l'Atlantique où

la zone de neutralité est portée au 26e méridien et davantage encore sur le plan économique. Par une aide matérielle massive, l'Amérique constitue maintenant, plus que l'empire, l'arrière de la Grande-Bretagne.

C'est au lendemain même de la chute de la France que Hitler, dès juillet 1940, envisage pour l'année même une attaque contre l'Union soviétique. Le projet est écarté par Jodl pour des raisons logistiques évidentes. Le transfert du gros de l'armée allemande à l'Est exigerait au moins quatre mois.

On s'est beaucoup interrogé sur les raisons qui ont pu inciter Hitler, alors que la guerre contre la Grande-Bretagne vient à peine de commencer, à ouvrir un second front, en dépit des assurances qu'il n'avait cessé de formuler jusque-là, et à violer le pacte germano-soviétique. *A priori*, l'affaire peut trouver sa source dans *Mein Kampf* et s'intégrer dans une volonté de domination non pas mondiale, comme on le prétend parfois, mais européenne.

Après avoir édifié la Grande Allemagne, avec l'Anschluss, le démantèlement de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, éliminé la menace française, Hitler aurait été tenté d'acquérir à l'Est l'espace vital nécessaire à la survie et au développement du Reich comme grande puissance. Il veut mener une guerre de conquête et de domination, asservir les terres de la Russie méridionale, se constituer un empire colonial à ses portes. La Russie constituera l'Inde de l'Allemagne.

Cette interprétation n'est pas totalement fausse. Nul doute que la vision d'un Mackinder ou d'un Haushofer ait inspiré les décisions du Führer. Cette vision ne tient cependant pas compte du caractère de Hitler et des circonstances immédiates à l'origine de bien des grandes décisions. Le Führer compte encore décourager l'Angleterre, la priver de son dernier allié potentiel sur le continent et l'amener à la paix. En dominant les espaces de l'Est, il compte encore faire contrepoids à la puissance américaine dont la pression ne cesse de s'accroître dans l'Atlantique.

Cette conception apparaît dans les papiers de Halder qui note dès le 13 juillet 1940 : « *Il voit la réponse à la question au même titre que nous* [c'est Halder qui souligne] ; c'est que l'Angleterre a quelque espoir concernant la Russie. » Il ajoute le lendemain : « L'effondrement de la Russie devrait contraindre l'Angleterre de renoncer à la lutte[8]. »

Le 31 juillet, devant Jodl, Brauchitsch et Halder, Hitler annonce le début des bombardements contre l'Angleterre, tout en ajoutant : « Si la guerre aérienne ne donne pas de résultats satisfaisants, il faudra arrêter les préparatifs de débarquement. » Il aborde ensuite le problème soviétique. A se fier aux notes de Halder, il déclare : « L'espoir de l'Angleterre réside dans la Russie et

l'Amérique. Si l'on élimine l'espoir placé dans la Russie, l'Amérique se trouve du même coup éliminée, parce que l'écrasement de la Russie se soldera par un accroissement considérable de l'influence du Japon en Extrême-Orient.

« Décision : au cours de cet affrontement, il faut se débarrasser de la Russie – printemps 41. Plus vite nous écraserons la Russie, mieux cela vaudra. L'opération n'a de sens que si nous écrasons la Russie d'un seul coup. Il ne suffit pas conquérir une certaine portion de territoire. La stabilisation [du front] pendant l'hiver [serait] hasardeuse. Mieux vaut donc attendre, mais décision bien arrêtée de se débarrasser de la Russie. Objectif : anéantissement des forces vives (*Lebenskraft*) de la Russie[9]. » Cet écrasement ne doit pas intervenir pour trente ans, mais définitivement.

Hitler compte aussi éviter une attaque soviétique en 1942. Les services de renseignements du Reich ne cessent de souligner l'ampleur des préparatifs de l'URSS sur ses frontières occidentales. Menace non seulement terrestre, mais aérienne. Les territoires soviétiques de l'Ouest peuvent constituer une remarquable plate-forme pour les industries allemandes de Silésie ou les pétroles de Roumanie.

Il n'en reste pas moins que *Barbarossa* succède à une période où Hitler a caressé l'espoir d'une entente avec l'Union soviétique, sur la base d'une sorte de partage du Vieux Monde, dans le cadre d'une répartition de sphères d'influence. Envisagée au cours de l'été 1940, la décision d'attaque à l'Est n'intervient qu'au lendemain de la visite de Molotov à Berlin, au mois de novembre.

Au cours de plusieurs entretiens, Molotov n'écarte pas les propositions du Führer concernant une expansion soviétique en direction de l'Afghanistan, du Moyen-Orient et du golfe Persique. Mais il insiste sur les intérêts de l'URSS en Finlande, en Bulgarie, en Roumanie et sur les détroits turcs où la marine soviétique devrait disposer d'une base. On assiste ainsi au heurt de deux hégémonies. Pour Hitler, la conclusion est nette : l'URSS vient de lever le masque. Il n'est pas question d'admettre une expansion soviétique en Scandinavie et en Baltique, pas davantage dans le Sud-Est européen et en direction de la Méditerranée.

L'échec des entretiens de Berlin confirme une situation ambiguë. Certes, les Soviétiques ne mettent aucun obstacle au rapatriement des minorités germaniques des pays Baltes et Staline accepte de livrer à la Gestapo les réfugiés politiques allemands même communistes. En revanche, une méfiance réciproque procède des négociations économiques de la fin de 1939 et du début de 1940. A la déception des Allemands, les Soviétiques s'efforcent de limiter au maximum leurs livraisons de céréales, de pétrole ou de métaux non ferreux. En échange, ils ne se contentent pas d'outillage, exigeant des coques ou des plans de navires de

guerre – comme ceux du cuirassé *Bismarck* – ou la fourniture de matériels militaires de pointe, notamment en aviation, que les services allemands répugnent finalement à livrer.

Contrairement à ce qu'ils ont prétendu au lendemain de la guerre, les grands chefs de l'OKW ou de l'OKH n'éprouvaient alors nulle appréhension et encore moins de sinistre pressentiment. Ils se résignent facilement à la rupture du pacte germano-soviétique, en dépit de l'enseignement de Bismarck. L'attaque de l'Union soviétique s'intègre dans la vieille politique allemande du *Drang nach Osten* (la marche vers l'Est). Politique appliquée à la fin de la Première Guerre mondiale par Ludendorff, au lendemain du traité de Brest-Litovsk qui permet alors à l'Allemagne d'étendre son influence sur les pays Baltes, la Russie blanche, l'Ukraine et même le Kouban.

Se fondant sur les prestations plus que douteuses de l'Armée rouge en Pologne ou en Finlande, les généraux ont tendance à en sous-estimer considérablement la puissance tant pour les effectifs que pour la qualité des matériels.

Des objections surgissent cependant sur le plan général de la conduite de la guerre. L'amiral Raeder déplore le déclenchement d'une campagne qui, contrairement aux engagements du Führer au début de l'été 1940, ne va pas permettre de faire porter l'effort de l'économie de guerre sur la marine. La priorité accordée à la conquête des pays Baltes et à la prise de Leningrad lui donne cependant satisfaction. La Baltique va devenir un lac allemand et la Kriegsmarine pourra disposer des installations de la base de Kronstadt.

Göring lui-même ose faire des objections. Il déplore, lui aussi, que le Führer s'engage dans une guerre sur deux fronts. Il souligne que la Luftwaffe est la seule arme qui n'ait pas connu de repos depuis septembre 1939 ; toutes les objections sont balayées. La guerre à l'Est ne constituera qu'une simple parenthèse, et sera terminée en trois ou quatre mois. Le maréchal du Reich s'incline, ravale ses objections. Il reconnaît que devant le Führer « il n'existe pas ».

En revanche, le chef d'état-major de la Luftwaffe, le général Jeschonnek, ne cache pas sa satisfaction. L'aviation va enfin retrouver sa véritable vocation, la coopération avec les unités blindées et motorisées. Même le général Thomas, responsable des services économiques de l'armée et pourtant hostile jusque-là à toutes les initiatives stratégiques de Hitler, se montre lui aussi satisfait. La conquête des immenses espaces de l'Est permettra à l'Allemagne de disposer des produits alimentaires et des matières premières dont elle a besoin.

De même, les officiers généraux ne semblent pas avoir éprouvé beaucoup d'états d'âme devant la guerre idéologique préconisée par Hitler. Pour le Führer,

la bataille qui s'annonce devra revêtir l'aspect d'une lutte à mort entre le bolchevisme et le national-socialisme. Le vieux code de l'honneur militaire ne sera plus de mise.

Arguant du refus de l'URSS d'adhérer aux conventions de Genève, Hitler donne l'ordre de fusiller les commissaires politiques et les membres du parti communiste. Si von Bock et Guderian semblent avoir voulu ignorer cette directive, les généraux comme Manstein ou Reichenau n'élèvent pas la moindre objection.

On en a la confirmation dans une directive du 2 mai 1941 du général Hoepner, commandant d'un corps blindé : « La guerre contre l'Union soviétique est un élément essentiel de la lutte du peuple allemand pour son existence. C'est le vieux combat des Germains contre les Slaves, la défense de la culture européenne contre la marée moscovito-asiatique, le bouclier contre le Judéo-Bolchevisme. Ce conflit a pour but la ruine de la Russie actuelle et doit être conduit avec une brutalité sans précédent. La préparation et l'exécution de chaque bataille doivent être menées avec une volonté de fer pour aboutir à la destruction complète, impitoyable de l'ennemi. Aucune pitié ne devra, en particulier, se manifester à l'égard des agents du système russo-bolchevique d'aujourd'hui. »

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que le général Hoepner a participé, au cours de l'été 1938, au complot organisé par Beck contre Hitler et qu'on le retrouvera dans la conjuration du 20 juillet 1944.

La décision définitive de *Barbarossa* est prise le 15 décembre 1940, non sans d'ultimes hésitations. Un fait capital n'en est pas moins à souligner. Hitler agit pour la dernière fois en pleine connaissance de cause, alors qu'il a encore l'initiative. Il s'agit une fois de plus d'un énorme coup de poker. En cas d'échec, il se trouvera confronté à une guerre sur deux fronts qu'il s'est toujours juré d'éviter.

CHAPITRE VI
Le *fatum*

Le 22 juin 1941, à l'aube, la Wehrmacht déclenche contre l'Union soviétique le plan *Barbarossa*. Il s'agit d'un immense pari. Hitler va-t-il réussir là où Charles XII de Suède et Napoléon ont échoué ? La Wehrmacht va-t-elle surclasser l'Armée rouge, objet des sollicitudes du régime depuis 1918 et qui bénéficie depuis 1928 d'un énorme effort d'armement dans le cadre des plans quinquennaux ?

Certes, les performances des troupes soviétiques en Pologne et en Finlande sont loin d'avoir été concluantes. En sera-t-il de même dans les immensités russes, dans le cadre de la défense du sol natal ?

En apparence, Hitler se montre confiant. « Au premier coup de boutoir, affirme-t-il, ce tas de pommes de terre s'effondrera. » Il s'agit en réalité d'une boutade. Moins d'un mois avant le début de la campagne, il déclare : « *Barbarossa* est un coup de poker, comme tout en ce bas monde. Si j'échoue, tout sera fini de toute façon. Si je réussis, j'aurai créé une situation qui forcera probablement la Grande-Bretagne à faire la paix. »

Quelques jours plus tard, il ajoute : « Le début d'une guerre ressemble toujours à l'ouverture d'une porte dans une pièce plongée dans l'obscurité. On ne sait jamais ce qui s'y cache[1]. » La Russie lui fait penser au Hollandais volant. Le Führer est loin de la sérénité éprouvée le 10 mai 1940, à la veille de l'attaque à l'Ouest. Il se sentait alors « sûr de son affaire ».

En revanche, le 22 juin, le haut commandement est plein d'assurance. L'instrument qui a défait l'armée française ne semble pas avoir d'adversaire à sa taille. Dans sa version définitive, *Barbarossa* met en jeu trois groupes d'armées ; deux au nord du marais du Pripet, un au sud. La première phase de la campagne semble confirmer cette assurance.

Alors que les troupes de von Leeb, accueillies triomphalement en libératrices, pénètrent profondément dans les pays Baltes, le groupe d'armées de

von Bock met en déroute les forces armées soviétiques de Russie blanche. Les corps blindés de Hoth et de Guderian effectuent en trois semaines de spectaculaires encerclements à Bialystok, Minsk et Smolensk occupée dès le 15 juillet. Plus de 300 000 prisonniers, un énorme matériel détruit ou capturé. Les Allemands ne sont plus qu'à 350 kilomètres de Moscou.

Au cours de cette réédition du *Blitzkrieg*, la Luftwaffe joue un rôle capital après avoir acquis en quatre jours la supériorité aérienne. Plus de 3 500 avions ont été détruits au sol ou au combat. L'aviation applique à nouveau avec succès les recettes qui ont fait leurs preuves en Pologne et en France : soutien direct des troupes au sol, attaques en profondeur sur les arrières de l'ennemi.

Dès le 8 juillet, Halder exulte. Le déroulement de la campagne obéit parfaitement aux grandes lignes du plan d'opérations. « On peut dire, souligne-t-il, que la tâche de détruire le gros des forces soviétiques à l'ouest de la Dvina et du Dniepr a été, dans l'ensemble, accompli. D'après les déclarations d'un général fait prisonnier, il semble bien que les forces soviétiques, à l'est de la Dvina et du Dniepr, n'ont pas la cohésion suffisante pour s'opposer à l'avance des troupes allemandes. Il n'est pas exagéré de dire que la campagne de Russie a été gagnée en quinze jours. Tout n'est naturellement pas terminé. L'immensité du théâtre d'opérations, une résistance tenace qui sera poursuivie par tous les moyens exigeront encore plusieurs semaines[2]. »

A priori, on pourrait croire que l'attaque allemande a constitué pour l'Union soviétique une énorme surprise. En réalité, on peut en douter. Contrairement à une légende tenace, Staline, au cours des premiers mois de 1941, a été parfaitement averti de la menace par ses services de renseignements, parallèlement aux avertissements adressés par Londres et Washington.

Tout au long de cette veillée d'armes, le maître du Kremlin manifeste une extrême prudence. A la faveur de la visite de Matsuoka, de retour de Berlin, au lendemain du Pacte tripartite, Staline signe le 13 avril un traité de non-agression avec le Japon. Fait inhabituel, il raccompagne le ministre des Affaires étrangères à la gare, après lui avoir dit : « Nous sommes nous aussi des Asiatiques. Nous devons nous tenir les coudes. »

Simultanément, Staline se garde de réagir trop énergiquement devant le développement de l'influence allemande en Finlande, en Roumanie et en Bulgarie. Il ne réagit pas davantage devant l'attaque contre la Yougoslavie malgré le tout récent pacte d'amitié signé entre Moscou et Belgrade. Sans doute espère-t-il que cette campagne des Balkans, comme celle de 1915, traînera en longueur et immobilisera pendant plusieurs mois une bonne partie de la Wehrmacht. Dans le cadre des accords commerciaux, les livraisons soviétiques de denrées alimentaires, de pétrole ou de manganèse s'effectuent

ponctuellement, même si le Reich accuse un retard croissant dans ses livraisons de produits manufacturés et de matériels de guerre.

Nul doute que Staline éprouve une certaine méfiance à l'égard des avertissements transmis par les démocraties occidentales. Londres et Washington ne cherchent-ils pas à provoquer un affrontement entre les deux puissances continentales qui se traduirait pas une usure réciproque, pour le plus grand bénéfice de l'Angleterre et des Etats-Unis ? De même s'oppose-t-il à une proposition de Joukov de procéder à une attaque préemptive contre les concentrations allemandes sur les frontières de l'URSS. Ces concentrations n'ont peut-être qu'un seul objectif : extorquer des avantages économiques supplémentaires à l'Union soviétique.

Malgré de nouveaux indices inquiétants – départ de la plupart des membres de l'ambassade allemande à Moscou, sous prétexte de congés d'été, absence au début juin de tout navire de commerce germanique dans les ports soviétiques –, Staline croit avoir atteint son objectif. Le cap dangereux est passé. La saison est trop avancée pour une attaque allemande. A la mi-juin, la vigilance de l'Armée rouge se relâche. Les troupes cessent d'être en état d'alerte. Les permissions sont rétablies.

N'y a-t-il pas autre chose ? D'après une version récente, la prudence manifestée par Staline n'aurait fait que dissimuler une attaque de l'Armée rouge en direction de la Pologne et de la Roumanie prévue pour le 6 juillet… *Barbarossa* n'aurait ainsi devancé que d'une quinzaine de jours une agression soviétique ! A cet égard, l'ouvrage de Souvorov, *Le Brise-glace*, un best-seller de l'édition soviétique, par sa connaissance des mécanismes du régime et de la structure de l'Armée rouge, est troublant[3].

Cette thèse expliquerait la violence des premières batailles, le long de la frontière et de la zone de deuxième échelon, ainsi que l'extraordinaire ampleur des pertes en hommes et en matériels subies en quelques semaines par l'Armée rouge avant que la mobilisation générale ait pu faire sentir ses effets. Les généraux allemands ont toujours affirmé leur conviction de s'être heurtés au dispositif offensif d'une armée considérable.

Quelle que soit la version adoptée, c'est avec stupeur que Molotov reçoit la déclaration de guerre du Reich, le 22 juin, à 3 heures du matin. « Nous n'avons pas mérité cela. » Stupeur d'autant plus grande que l'attaque de Hitler n'a été précédée d'aucune déclaration menaçante. Jusqu'au dernier moment, la presse allemande n'a cessé de vanter les mérites du pacte germano-soviétique.

En dépit de l'optimisme de Halder, les premières frictions se manifestent et une pause de plus de trois semaines intervient à partir du 15 juillet. Force est de constater que l'OKH et l'OKW ont grossièrement sous-estimé le potentiel de

l’armée et la capacité de résistance du soldat soviétique. Bien avant la lamentable prestation de la Finlande, l’armée russe, depuis près d’un siècle, n’a-t-elle pas été constamment battue dès qu’elle s’est heurtée à des forces organisées ? Il suffit d’évoquer la guerre de Crimée, le conflit d’Extrême-Orient de 1904-1905, les défaites de 1915-1917 ou encore les mécomptes de 1920 en Pologne. Les seules victoires ont concerné les guerres avec l’Empire ottoman ou les campagnes coloniales d’Asie centrale ou du Caucase. Seuls le froid, la faim expliquent le désastre napoléonien de 1812.

A la veille de l’offensive, les forces soviétiques sont évaluées à 220 divisions, 5 000 chars, 5 000 avions, de conception le plus souvent ancienne. Le général Marcks, à l’origine du plan *Barbarossa*, est convaincu que l’avance allemande sera suffisamment rapide pour que l’URSS ne puisse faire appel à ses 8 à 10 millions de mobilisables. Le plan pourra être exécuté dans un délai de neuf à dix-sept semaines.

Cette sous-estimation tient à l’optimisme de l’Abwehr, le service de renseignements de la Wehrmacht dirigé par l’amiral Canaris, et à l’extrême difficulté d’appliquer les méthodes d’espionnage classiques dans un pays aussi totalitaire que l’URSS où la surveillance policière atteint des sommets. Il est pratiquement impossible d’introduire des agents. Une analyse des archives militaires françaises du Service historique de Vincennes concernant les relations franco-soviétiques des années 1930 s’est révélée stérile.

L’Abwehr néglige également les estimations de Guderian qui a effectué en 1934 des visites dans les usines de fabrication de blindés et qui portent sur 17 000 engins, comme on le constate dans *Achtung Panzer*, l’œuvre maîtresse du promoteur de l’arme blindée allemande. Ces avertissements se heurtent à un scepticisme général et ne peuvent entamer, suivant la propre expression de Guderian, une « extraordinaire euphorie ».

L’OKH ignore encore à peu près complètement que l’Armée rouge est en pleine réorganisation après les terribles purges de 1937-1938 qui ont entraîné la disparition de la moitié du corps des officiers et de la quasi-totalité des grands chefs. L’exécution du chef d’Etat-Major général, le maréchal Toukhatchevsky, semble coïncider avec l’abandon de théories audacieuses aussi bien dans le domaine des blindés que de l’aviation.

Au lendemain de la campagne de France, l’armée soviétique se trouve contrainte d’élaborer une nouvelle doctrine fondée sur le modèle allemand. En 1941, l’effort de reconversion est loin d’être achevé et un énorme effort reste à accomplir dans le domaine de la formation des grandes unités, des transmissions et de l’instruction de la troupe.

L’armée se trouve encore dans une situation de transition dans le domaine du matériel. L’armement est composé pour l’essentiel, qu’il s’agisse d’avions ou de chars, d’engins de conception ancienne. Les réserves n’en sont pas moins considérables, 20 000 à 25 000 chars, 15 000 avions. Les nouveaux modèles, le KV1 et surtout le T34, de 30 tonnes, rapide, bien protégé, supérieur aux meilleurs engins allemands, n’existent encore qu’à quelques centaines d’exemplaires. De même, les nouveaux avions, Yak ou Ilyouchine, sortent à peine d’usine.

Les premières difficultés, sensibles dès la mi-juillet, tiennent encore à la faiblesse relative des moyens engagés par la Wehrmacht. Au total, 153 divisions dont 16 blindées et 13 motorisées. Un ensemble à peine supérieur à celui du 10 mai 1940 dans le domaine de l’infanterie, nettement inférieur sur le plan aérien. La Luftwaffe n’engage en Russie que 2 800 avions de combat dont 1 000 bombardiers au lieu de 4 000 au début de la campagne de France. L’Allemagne paye le handicap d’une guerre menée sur deux fronts.

La seule supériorité de la Wehrmacht par rapport à 1940 concerne les blindés. Les 16 Panzer engagées à l’Est totalisent 3 300 chars. Il s’agit de divisions nouveau modèle à deux ou trois bataillons alignant de 150 à 200 chars. La réduction du nombre d’engins est compensée par leur qualité et leur puissance. Trop vulnérables, les chars légers Mark I et Mark II ont pratiquement disparu et le gros des effectifs des nouvelles Panzer est maintenant constitué de Mark III et Mark IV, les premiers dotés du nouveau canon de 50 mm. Cette faiblesse relative va entraîner, tout au long de l’été et de l’automne, la rotation des corps d’armée blindés et des flottes aériennes de la Luftwaffe d’un bout à l’autre d’un immense théâtre.

Le freinage des opérations tient cependant moins à la résistance de l’Armée rouge qu’à des difficultés logistiques. En octobre, les opérations vont concerner un immense territoire de 1 200 000 kilomètres, le double de la France. Il ne fait aucun doute que le commandement allemand a grossièrement sous-estimé les difficultés de transport. La progression est freinée par l’archaïsme du réseau routier, sans aucune comparaison avec celui de l’Europe occidentale. En 1941, l’URSS ne possède que 15 000 kilomètres de routes entretenues contre 500 000 en France. On ne trouve le plus souvent que de simples pistes où la circulation soulève des nuages de poussière et que le moindre orage transforme en fondrières.

Les services du génie ont encore fait une lourde erreur de calcul sur le temps nécessaire à la remise à l’écartement européen des voies ferrées. Travail d’autant plus difficile que les Soviétiques, au cours de leur retraite, ont multiplié les destructions de ponts, de signalisation, de postes d’aiguillage, d’ateliers… A la

fin septembre, seuls 1 500 kilomètres sur 2 500 utilisables sont remis en état. S'expliquent ainsi les difficultés de rétablir un courant d'approvisionnement régulier et de rendre utilisables les terrains d'aviation avancés. Au moment de la grande offensive en direction de Moscou, la circulation ferroviaire ne dépassera pas encore Smolensk.

A la mi-juillet, en dépit de pertes énormes, la résistance de l'Armée rouge se raidit sur tous les fronts. Après une traversée éclair des pays Baltes, les divisions de von Leeb se trouvent arrêtées à moins de 150 kilomètres de Leningrad, aux abords du lac Peipous et du lac Ilmen. Désireux de s'emparer de, ou du moins d'investir, Leningrad, Hitler donne l'ordre au corps blindé de Hoth de lier son action au groupe d'armées de von Leeb. Ce renfort permet de briser la résistance soviétique et d'atteindre les faubourgs de Leningrad, mis fiévreusement en état de défense par le général Joukov.

A la mi-septembre, l'investissement est réalisé avec la prise de Schlusselbourg. Mais en dépit de violentes attaques aériennes de la flotte de Richthofen, la ville résiste, d'autant plus que le groupe d'armées Nord avec le retour des Panzer de Hoth sur le front central perd de sa capacité offensive. Devant le refus des Finlandais de poursuivre leur avance au sud de Vyborg et l'interdiction de Hitler de livrer des combats de rue pour la possession de la cité, von Leeb doit se contenter d'assiéger Leningrad.

Au sud, tout en atteignant les lisières de Kiev, la 6e armée de Reichenau et les Panzer de Kleist éprouvent de grosses difficultés à réduire la résistance soviétique dans la boucle du Don. Il faut attendre le début août pour réaliser un encerclement, encore que relatif, dans le secteur d'Ouman – moins de 100 000 prisonniers.

Devant Smolensk, enfin, le groupe d'armées Centre de von Bock se heurte à de violentes contre-attaques des forces de Timochenko. C'est avec beaucoup de peine que Guderian réussit, après de gros efforts, à s'emparer du carrefour routier de Roslav-Yelna. Après de durs combats, 35 000 Soviétiques sont faits prisonniers.

Au total, l'avance allemande n'a pas été assez rapide pour empêcher une mobilisation générale et surtout, comme on avait déjà pu le constater en Pologne ou en France, l'infanterie, en dépit de marches forcées de 35 à 40 kilomètres par jour, a le plus grand mal à suivre les formations blindées et à réduire les troupes encerclées. La poche de Smolensk, malgré un encerclement réalisé dès la mi-juillet, n'est liquidée qu'aux alentours du 10 août.

Revenu de son enthousiasme initial, Halder commence à déchanter. Le 11 août, il note dans ses carnets : « La situation montre de plus en plus

clairement que nous avons sous-estimé la puissance colossale de la Russie. Une Russie qui s'est minutieusement préparée à la guerre avec toute la rigueur d'un pays totalitaire.

« Cette constatation est valable tant en ce qui concerne l'organisation que l'économie, les transports et les divisions d'infanterie. Nous en avons déjà identifié 360. Ces divisions ne sont comparables aux nôtres ni par l'armement, ni par l'équipement, ni par l'instruction, et sont dans l'ensemble médiocrement commandées. Elles n'en existent pas moins et quand on en détruit une douzaine, les Russes en remettent le même nombre sur pied[4]. » L'Armée rouge renaît sans cesse de ses cendres comme un phénix. De nouveaux matériels inattendus font encore leur apparition, comme les chars lourds KV1 et T34.

Hitler lui-même ne dissimule pas son inquiétude devant une situation imprévue. Le 4 août, en présence de von Bock et de Hoth, il se livre devant Guderian à une déclaration plutôt surprenante : « Si j'avais su que les chiffres de chars russes que vous avez cités dans votre ouvrage [*Achtung Panzer*] correspondaient à la réalité, je n'aurais – je crois – pas commencé cette guerre. » Le 25 août, lors de la visite de Mussolini à Rastenburg en Prusse-Orientale, Hitler se montre franchement pessimiste. « Pour la première fois depuis le début de la guerre, souligne-t-il, l'Abwehr n'a pas fonctionné. On ne m'a pas révélé que la Russie dispose d'une armée parfaitement équipée sous tous les rapports, formée pour la plus grande partie d'hommes fanatisés, qui, malgré l'hétérogénéité des rangs, se battent avec un acharnement aveugle.

« Dans son ensemble l'armée bolchevique peut être considérée comme formée de deux grandes masses : l'une prédominante constituée par des paysans qui combattent avec une inconscience barbare, les seconds entraînés par le fanatisme mystique du communisme[5]. » Hitler ne semble plus croire à une conclusion heureuse de *Barbarossa* avant l'hiver. L'effondrement de l'Union soviétique est attendu pour 1942.

De toute manière, une avance divergente se révèle impossible. Il devient nécessaire d'en revenir à un *Schwerpunkt*, un axe privilégié. Un débat oppose alors le haut commandement au Führer. Les préférences de Brauchitsch, de Halder et de Guderian vont à une offensive en direction de Moscou. La prise de la ville aurait des conséquences stratégiques déterminantes. Moscou est non seulement le cœur politique de l'URSS, mais un centre important d'industries d'armement et un nœud ferroviaire essentiel. La chute de la capitale interdirait à l'Armée rouge de coordonner ses opérations entre le nord et le sud du front.

Le grand débat trouve sa conclusion le 23 août. Devant les chefs de l'OKH et malgré les avertissements de Brauchitsch, Guderian, à une question du Führer, ose aborder le problème de Moscou. « Compte tenu de l'effort qu'elles ont déjà

fourni, pensez-vous que vos troupes soient en mesure de fournir un nouvel effort ? » La réponse est immédiate, dénuée de toute ambiguïté : « Oui, si on leur donne un objectif d'un intérêt majeur. – Voulez-vous dire Moscou ? », répliqua Hitler.

A la consternation des assistants, stupéfaits de tant d'audace, Guderian n'hésite pas à reprendre tous les arguments qui plaident en faveur d'une offensive sur le front central. Hitler écoute avec la plus grande attention, mais reste inébranlable. « Mes généraux ne comprennent rien à l'aspect économique de la guerre, tranche-t-il. Les ressources de l'Ukraine sont indispensables à la poursuite du conflit. L'occupation des rives de la mer Noire et de la Crimée garantira la sécurité des pétroles de Roumanie. L'offensive vers le sud s'impose[6]. » Guderian s'incline et constate une fois de plus que personne n'a osé élever la voix, intervenir ni contester une décision du Führer.

Par une ironie de l'Histoire, l'offensive d'Ukraine va s'identifier à la victoire la plus spectaculaire de Guderian. En quinze jours, par des chemins affreux, détrempés par des pluies d'orage, la Panzerarmee réalise une progression de 300 kilomètres. Le 16 septembre, ses éléments de pointe effectuent leur jonction à l'est de Kiev avec les avant-gardes de Kleist venues du sud à leur rencontre et qui ont franchi le Dniepr dans le secteur de Tcherkassy.

Plusieurs armées soviétiques, victimes d'un ordre de repli beaucoup trop tardif, sont prises au piège. Les Allemands capturent plus de 600 000 prisonniers. Ils s'emparent également d'un énorme matériel. Le groupe d'armées de von Rundstedt progresse alors au-delà du Dniepr, en direction de Kharkov et de Rostov-sur-le-Don, tandis que l'armée de von Manstein pénètre, le 27 octobre, en Crimée, occupe la presqu'île de Kertch et met le siège devant Sébastopol.

Après cette victoire exceptionnelle, c'est d'un commun accord que le Führer et l'OKH décident de lancer l'opération *Typhon* contre Moscou. Il s'agit de porter l'estocade au système militaire et politique de l'URSS.

L'opération démarre le 30 septembre par un temps splendide. Le 2e groupe blindé de Guderian, revenu d'Ukraine, attaque à l'extrême droite d'un front de 350 kilomètres et encercle deux armées soviétiques dans le secteur de Briansk. Presque simultanément, les deux groupements blindés de Hoth et de Hoepner procèdent à l'encerclement de quatre armées dans la région de Viazma.

En l'espace d'une semaine, tout le dispositif couvrant Moscou vient de voler en éclats. Suivant une méthode devenue classique, les divisions d'infanterie entreprennent de réduire les poches d'encerclement. Ce nettoyage ne s'achèvera que le 18 octobre. Si plusieurs milliers de soldats soviétiques réussissent à se dégager, avant de former des bandes de partisans, le bilan n'en est pas moins

éloquent. Les Allemands dénombrent près de 700 000 prisonniers et capturent 1 242 engins blindés et plus de 5 400 canons. Le général Jodl ne peut s’empêcher de s’exclamer : « La guerre est gagnée. »

La route de Moscou est alors ouverte, de l’aveu même de Joukov chargé de la défense de la capitale. Une gigantesque manœuvre en tenaille menace la ville. Au sud, Guderian arrive aux abords de Toula ; au nord, le groupement Hoth atteint Kalinine et la « mer de Moscou » ; au centre, les unités d’infanterie réussissent à enlever Mojaisk et Kalouga. A la mi-octobre, les avant-gardes allemandes ne sont plus qu’à 70 kilomètres de la capitale. Encore quelques jours et les Panzer feront leur entrée dans Moscou.

C’est bien plus tard que les Allemands apprendront les effets de la prise de Kalinine et de Mojaisk. Une véritable panique éclate à Moscou. Les services administratifs et le corps diplomatique reçoivent l’ordre de se replier sur Kuibyshev. Les trains sont pris d’assaut par des foules apeurées. On assiste à des scènes de pillage. Les miliciens se terrent. On peut craindre un effondrement politique. Pourtant, le régime va se ressaisir. Staline décide de rester au Kremlin et d’assurer la défense avec Joukov. La loi martiale est proclamée le 19 octobre, avec instauration d’un couvre-feu et de tribunaux militaires.

Au moment où la victoire décisive est en vue, l’étreinte allemande se relâche, diminue d’intensité. Alors que le but est à portée de la main, la Wehrmacht se trouve brutalement paralysée par l’automne russe, la *Raspoutitza*, la saison des mauvaises routes. Comme devait le souligner un jour le général Eisenhower, le temps n’est jamais neutre.

Jusque-là encore estival, celui-ci se dégrade brusquement depuis le 8 octobre. Le thermomètre ne cesse de baisser, les nuits deviennent glaciales et des pluies diluviennes coupées d’averses de neige font déborder les rivières et transforment les routes en infâmes bourbiers. C’est dans une mer de boue que s’immobilise l’armée allemande. Bayerlein devait décrire les mésaventures de son groupement blindé au nord de Mojaisk : « Après des pluies incessantes, le terrain devint détrempé, puis commença bientôt, par intermittence, à geler. La grande route Mouza-Voronavo devint pire qu’une mauvaise route de forêt. Les chars ne pouvaient avancer qu’au ralenti dans cette purée de pois. » De fait, les blindés allemands souffrent d’un handicap sévère par rapport à leurs congénères soviétiques, leurs chenilles, d’une largeur insuffisante, ne leur permettent pas d’opérer en tout-terrain. « Les nuits glaciales, avec les premières gelées, mirent la troupe à la torture ; on ne pouvait construire d’abris dans ce sol boueux et saturé d’eau. Les quelques maisons en bois avaient été détruites par l’ennemi et brûlées au ras du sol. Les difficultés de ravitaillement prirent des proportions inconnues jusque-là. Maintenir les moteurs à une température constante exigeait

beaucoup d’essence, la fréquence des combats en sous-bois se traduisait par une grosse consommation de munitions. Enfin, pendant plusieurs jours d’affilée, on ne put distribuer de repas chauds à la troupe, d’où dysenterie, troubles intestinaux. »

La Luftwaffe, elle-même, tributaire de terrains primitifs, sommairement aménagés, perd de son efficacité. Le nombre de missions tombe de 1 000 à 250 par jour. Cet affaiblissement tient aussi au transfert de la 2e Luftflotte en Méditerranée.

L’avance ne reprend qu’à la mi-novembre avec l’arrivée des premières gelées qui solidifient le sol. Cette reprise de l’offensive se heurte cependant à une résistance beaucoup plus forte qu’en octobre. A la faveur de la pause, le commandement soviétique s’est ressaisi. Joukov prend en main la défense de la capitale. Mobilisant une partie de la population civile, il multiplie les travaux de défense aux abords de la ville.

Grâce à son service de renseignements, et en particulier grâce à l’action de Sorge au Japon, le commandement soviétique ne redoute plus une attaque nipponne en Extrême-Orient. Il peut alors faire appel à des divisions d’Asie centrale et d’Extrême-Orient bien équipées, qui affluent par chemin de fer. Il s’appuie encore sur un arrière intact bien équipé en moyens de transport, en dépôts et en terrains d’aviation. On assiste ainsi à une renaissance inattendue de l’aviation soviétique.

Le 12 novembre, à la suite d’une conférence à Orcha des trois chefs d’état-major des groupes d’armées, il est décidé de reprendre l’offensive. Un élément joue un rôle déterminant : de jour en jour, le froid devient plus mordant. La neige ne fond plus. La boue se solidifie, les routes se couvrent d’une solide carapace. Chars, camions recommencent à évoluer avec une relative facilité. Bock compte sur quatre semaines de froid modéré pour mener son entreprise.

Venant du sud, le groupement blindé de Guderian s’empare de Kalouga, déborde Toula. Une menace encore plus grave surgit du nord. Les blindés de Hoth, après la prise de Kalinine et le franchissement de la haute Volga, arrivent le 5 décembre à une trentaine de kilomètres de Moscou. Certains éléments motocyclistes pénètrent même dans la grande banlieue de la capitale.

C’est alors que, pour la seconde fois, la progression cesse au moment où la réussite de l’opération semble imminente. A la tenace résistance adverse s’associe un froid intense qui bloque la progression de la Wehrmacht. Plus tard, les Soviétiques dénieront au climat sa part de responsabilité. Il n’en est plus de même aujourd’hui. Il ne fait aucun doute, en effet, que la Wehrmacht se soit heurtée à un véritable accident climatique, à un hiver d’une précocité et d’une

rigueur exceptionnelles, comme on n'en avait pas vu depuis cent cinquante ans. Une vague de froid d'une brutalité inhabituelle recouvre alors toute l'Europe. Les relevés de température en Europe orientale et en Scandinavie sont éloquents. Dans la région de Moscou, le thermomètre s'abaisse à moins 35° et même jusqu'à moins 40°. Au froid s'ajoute un vent glacial venu du nord.

Par suite de l'imprévoyance du commandement et des éternelles carences des transports, les troupes allemandes manquent de vêtements d'hiver, d'antigel. L'essence synthétique gèle dans les réservoirs. Le témoignage du jeune lieutenant de Panzer August von Kageneck est saisissant : « Dehors, il faisait de plus en plus froid. La lune avait un halo et même les vieux paysans russes soufflaient dans leurs mains, en psalmodiant *cholodno*, *cholodno* (froid, froid). La guerre même avait froid. Elle s'était retirée dans les villages ou les maisons où brûlaient des feux de fortune. On se battait pour les villages, on savait bien qu'en dehors d'eux toute survie était impossible. Nos voitures avaient cessé de vivre, leurs moteurs avaient rendu l'âme. Pendant quelque temps, nous avions réussi à les réanimer en allumant des feux de pétrole sous les carters. Mais à moins 34, le meilleur acier Krupp, la meilleure batterie Bosch refusaient de coopérer. A la fin décembre, nous disposions de quatre chars dans toute la division. Ils étaient peints en blanc et nous les dorlotions comme des enfants[7]. »

Le tableau offert par Guderian est de la même encre : « Il faut avoir vu, pendant cet abominable hiver, l'immensité russe ensevelie sous la neige à perte de vue et balayée par les vents glacés qui effacent tout sur leur passage, après avoir marché et conduit pendant des heures à travers ce *no man's land*, pour n'aboutir qu'à un abri médiocre, avec des hommes insuffisamment couverts et à demi affamés, et avoir réalisé quel contraste il y avait entre nos soldats et les Sibériens bien nourris, chaudement vêtus et parfaitement équipés pour se battre en plein hiver, il faut avoir vu tout cela pour se permettre de juger les événements[8]. »

Il faut s'incliner devant l'évidence : le *Blitzkrieg*, tout comme la guerre napoléonienne, n'apparaît finalement pas à la mesure d'un territoire démesuré, sous-développé, soumis aux rigueurs d'un climat impitoyable. Pour la première fois depuis 1939, la Wehrmacht se trouve acculée à la défensive et les forces soviétiques sont en mesure, le 5 décembre, de reprendre l'initiative.

C'est sur le front centre qu'intervient l'effort principal. Pour une armée exsangue, qui vient d'avoir 110 000 évacués pour gelures en quelques jours, l'effet est immédiat. Totalement surpris, Hoepner et Reinhardt doivent abandonner Klin, Kalinine et Volokolamsk. Au sud, Guderian cède à son tour. Les Soviétiques dégagent Toula, reprennent Kalouga. Les replis s'effectuent dans les pires conditions, avec l'abandon de la quasi-totalité du matériel lourd,

canons, blindés, chars en panne d'essence ou en réparation. En six jours, les Soviétiques s'emparent de 400 blindés et de 300 canons. Le 16 décembre, la 2e Panzerarmee de Guderian n'aligne plus que 40 chars en état de marche au lieu de 1 500 à son entrée en Russie.

L'ombre de la Grande Armée se profile dans les états-majors allemands. On voit des généraux se plonger dans les Mémoires de Caulaincourt ou de Philippe de Ségur. Le désarroi règne. Certains préconisent un repli sur Smolensk. D'autres envisagent même l'évacuation de tous les territoires conquis et une retraite jusqu'en Pologne. Accablé par les événements, Brauchitsch est victime d'une crise cardiaque. Le commandant du groupe Centre, von Bock, se traîne de son lit à son fauteuil.

A l'initiative de Richthofen et de Göring, qui pressentent un « immense désastre », Hitler prend les choses en main et évite la réédition d'une catastrophe comparable à celle de 1812. Il lance le 16 décembre son fameux *Halt Befehl,* l'ordre de tenir sur place. Après des replis de 150 à 200 kilomètres, toute nouvelle retraite est interdite. « Le moindre repli d'envergure, souligne-t-il, compte tenu d'une mobilité réduite, de l'insuffisance des équipements d'hiver et de l'absence de positions organisées à l'arrière, ne peut qu'entraîner les conséquences les plus graves. » « Toute retraite importante, ajoute-t-il, est exclue. Elle ne peut qu'entraîner la perte des armes lourdes et des équipements. Sous l'autorité personnelle des généraux et des officiers, les hommes doivent combattre avec fanatisme sur leurs positions, en dépit de toute percée de l'ennemi sur les flancs ou sur les arrières. Seul ce moyen de combattre permettra de gagner le temps nécessaire à l'arrivée des renforts qui doivent venir d'Allemagne et de l'Ouest. »

Le 19 décembre, le Führer accepte la démission de Brauchitsch. Plusieurs grands chefs vont être congédiés, du moins temporairement, comme Guderian, von Bock ou von Rundstedt. Le 19 décembre encore, Hitler assume lui-même le commandement de l'armée allemande, conservant Halder comme chef d'état-major, et le jour même, il adresse un ordre du jour à l'armée et à la Waffen SS : « Soldats, la bataille que nous livrons pour la liberté de notre peuple et sa sécurité future […] approche désormais du point critique qui décidera de tout… Je connais la guerre, j'ai vécu le conflit grandiose à l'Ouest, entre 1914 et 1918. J'ai participé à presque toutes les batailles en qualité de simple soldat et j'ai une expérience personnelle des horreurs de la guerre. J'ai été blessé deux fois et j'ai failli perdre la vue.

« C'est l'armée de terre qui porte le poids principal du conflit. Dans ces conditions, j'ai décidé, en ma qualité de chef suprême des forces armées de l'Allemagne, de prendre personnellement le commandement de l'armée de terre.

« Ainsi, rien de ce qui vous tourmente, vous pèse et vous accable ne m'est inconnu. Moi seul, après quatre ans de guerre, n'ai jamais douté une seconde de la résurrection de mon peuple. Armé seulement de ma volonté fanatique, moi, simple soldat allemand, ai réussi au terme de plus de quinze ans de labeur à unifier une fois de plus l'ensemble de la nation allemande et à l'affranchir de la sentence de mort prononcée contre elle à Versailles.

« Mes soldats, vous me croirez désormais si je vous dis que mon cœur n'appartient qu'à vous seuls, que ma volonté et mon travail sont mis résolument au service de la grandeur de mon peuple, que mon esprit et ma résolution ne poursuivent qu'un seul but : l'anéantissement de l'ennemi, autrement dit la victoire finale. »

Venu spécialement en avion à Rastenburg, Guderian tente de faire revenir Hitler sur une décision qu'il trouve beaucoup trop rigide. Le passage à la guerre de positions sur une position mal préparée ne peut qu'entraîner des pertes supplémentaires. Le Führer se montre intraitable : il ne fait pas moins froid à 80 kilomètres en arrière du front. « Croyez-vous, déclare-t-il, que les grenadiers du Grand Frédéric soient morts de bon gré ? Eux aussi voulaient vivre et pourtant le roi était fondé à réclamer le sacrifice de leur vie. Je considère que j'ai également le droit d'exiger de tout soldat allemand le sacrifice de sa vie.

« – Je vous demande, insiste Guderian, de songer que ce n'est pas l'ennemi qui nous a causé tant de pertes sanglantes, mais l'ampleur du froid qui nous a causé deux fois plus de pertes que le feu adverse. Celui qui a vu les hôpitaux pleins d'hommes gelés sait ce que cela signifie. »

« – Je sais, répond Hitler, que vous vous êtes beaucoup dépensé et que vous avez beaucoup vécu avec la troupe. Je le reconnais. Vous vous laissez trop impressionner par les souffrances du soldat. Vous avez trop de compassion pour lui. Il vous faudrait plus de recul. Croyez-moi ; de loin, on voit les choses avec plus de précision[9]. »

Le Führer impose un système défensif, qui n'est pas sans rappeler celui que Weygand avait improvisé en juin 1940 sur la Somme et sur l'Aisne. Dans les villages, les agglomérations, les troupes allemandes constitueront des hérissons. Les unités blindées, en liaison avec des formations aériennes, auront pour mission de briser les infiltrations soviétiques.

Des crises sévères se succèdent pourtant. A la faveur de l'hiver, voulant exploiter au maximum la situation précaire d'une armée mal préparée aux grands froids, perdue sur un territoire immense aux communications insuffisantes et fragiles, Staline multiplie les offensives, sans le moindre souci des pertes. Il tente à son tour de jouer du *Blitzkrieg* et d'obtenir l'effondrement de l'adversaire.

En janvier-février 1942, l’effort soviétique se porte sur le front central. L’Armée rouge, s’infiltrant entre les hérissons, réussit des percées profondes. Elle isole Rjev, effectue une progression en tenaille jusqu’aux abords de Smolensk. Les initiatives se heurtent cependant à la maîtrise tactique de la Wehrmacht qui répond à la manœuvre par la manœuvre. Les unités de Panzer réussissent à isoler et à anéantir les formations soviétiques et à rétablir la situation.

Entre Moscou et Leningrad, l’armée allemande n’échappe cependant pas, elle non plus, à des encerclements. Une brigade est prise au piège à Kholm, une armée entière de 100 000 hommes à Demiansk. Dans l’impossibilité de procéder à un dégagement rapide, ces troupes sont ravitaillées, pour la première fois de l’Histoire, par air. Faute d’une piste d’atterrissage suffisante, c’est par planeurs que les assiégés de Kholm reçoivent vivres, munitions, canons antichars. Un pont aérien assure, en revanche, la survie de la poche de Demiansk. Trois cents tonnes sont acheminées en moyenne par jour pour la perte de 200 appareils. En mai, après le dégel, les deux poches sont dégagées par des éléments blindés[10].

En dehors du front central, les troupes soviétiques lancent également de violentes attaques dans le Donetz, tentant de reprendre Kharkov. Un débarquement permet de réoccuper la presqu’île de Kertch sans réussir à libérer la Crimée ni à lever le siège de Sébastopol. A la fin de l’hiver, l’armée de Vlassov tente enfin de dégager Leningrad. En vain, avec le dégel, les troupes soviétiques se trouvent bientôt encerclées, prises au piège dans les forêts marécageuses du Volkov. L’armée de Vlassov, terriblement éprouvée, finit par capituler au début de l’été.

Les combats se déroulent au prix de souffrances indicibles. Léon Degrelle, l’ancien chef de la brigade « SS Wallonie », écrira : « Partout, la bise hurlante. Les positions étaient taillées à même des blocs de glace. Les ordres étaient formels, ne pas reculer. Les souffrances étaient indicibles, indescriptibles. Les petits chevaux qui nous apportaient des œufs gelés, tout gris, et les munitions tellement froides qu’elles nous brûlaient les doigts, étoilaient la neige d’un sang qui leur tombait des naseaux, goutte à goutte. Les blessés étaient gelés aussitôt tombés[11]. »

En dépit de terribles sacrifices et de conditions en apparence favorables, l’Armée rouge ne peut en définitive arracher la décision. Les pertes soviétiques apparaissent énormes. En témoignent ces innombrables photos, montrant autour des points d’appui allemands la neige jonchée de centaines de cadavres fauchés par le feu des armes automatiques, autour de carcasses de chars incendiés. Au feu allemand s’ajoute le froid, aussi durement ressenti par le soldat soviétique, et les effets d’une violente épidémie de typhus à la fin de l’hiver.

Les civils ne sont pas épargnés. A Leningrad, le bilan du premier hiver de siège est effroyable malgré une fragile ligne de ravitaillement par la « route de la survie » sur la glace du lac Ladoga ; près de 900 000 personnes meurent de faim et de froid, au cours du premier hiver, en grande partie aussi par l'incurie du pouvoir soviétique.

L'échec final de l'Armée rouge tient à l'application d'une doctrine simpliste, archaïque, avec des attaques massives et répétées d'infanterie plus ou moins bien soutenues par les chars et l'artillerie. Le commandement soviétique ne sait pas encore associer ses attaques à des points d'application précis. Une faute tactique dont Staline est en grande partie responsable. L'homme fait preuve de ténacité et d'esprit offensif. Il n'en commet pas moins l'erreur de multiplier les attaques sur l'ensemble du front, de disperser ses forces et de négliger les axes d'opération majeurs.

Avec l'arrivée brutale du printemps, la fonte des neiges qui paralyse toutes les opérations, la crise est conjurée, le désastre évité. Deux causes sont à l'origine de ce qui peut apparaître comme un miracle : d'abord l'extraordinaire détermination du Führer qui a permis de surmonter un triple handicap, le désarroi du haut commandement, la renaissance de l'Armée rouge et le spectre de la Grande Armée de 1812. Ensuite, l'esprit de sacrifice du soldat allemand qui vient de conquérir à l'Est ses titres de noblesse et qui a démontré qu'il ne le cédait en rien au combattant de la Première Guerre mondiale.

En mars 1942, Hitler rendra hommage au combattant de l'*Ostfront*. « Aujourd'hui, je peux vous dire que nous avons derrière nous un hiver comme l'humanité n'en a pas vécu depuis cent quarante ans. Pendant quatre mois, nos soldats ont été cruellement éprouvés par la divine Providence, éprouvés dans leur vraie valeur intérieure. Ils ont surmonté l'épreuve. Personne n'a le droit de mettre en doute notre certitude que tout ce que le destin nous réserve encore à l'avenir n'aura plus rien à voir avec ce que nous avons vécu… Les hordes bolcheviques qui n'ont pu venir à bout du soldat allemand pendant cet hiver vont être complètement écrasées au cours de l'été qui est devant nous. Le colosse communiste que nous avons pu connaître maintenant dans toute sa cruauté ne doit jamais toucher aux contrées élyséennes de l'Europe mais en être contenu à très grande distance et y trouver sa frontière définitive[12]. »

Plus sobrement, le général Walter Model, le commandant de la 9e armée devant Rjev, adressera le 25 février 1942 un ordre du jour à ses soldats : « Vous avez mené un triple combat, contre les éléments, contre l'ennemi et contre la pénurie de moyens. Ce que le soldat allemand a accompli au cours de cette incessante bataille de quatre semaines en plein hiver contre un adversaire

plusieurs fois supérieur en hommes et en matériel va entrer dans l'histoire allemande[13]. »

Le bilan n'en est pas moins sévère. Au printemps de 1942, après dix mois d'opérations à l'Est, Halder constate avec stupeur qu'un million d'hommes ont été mis hors de combat, tués, blessés, disparus ou faits prisonniers, le tiers des effectifs engagés le 22 juin 1941. On ne compte plus que 500 chars et 1 700 avions en état de marche ; 8 divisions seulement sur 162 restent pleinement opérationnelles. La Wehrmacht se trouve confrontée à une forme de guerre bien différente des campagnes de Pologne et de France. Elle se heurte à un adversaire à sa taille.

Pour Hitler, la campagne de 1941 comporte encore des effets pervers. La victoire défensive de l'hiver va l'ancrer plus que jamais dans la certitude de son génie militaire et aggraver son mépris à l'égard de généraux convaincus de manquer de caractère. Pour le Führer, l'art opérationnel, en marge d'implications tactiques mineures, se résume essentiellement dans la force d'âme du chef et l'abnégation du soldat.

Au moment où le front se stabilise enfin à l'Est, un autre rétablissement de bien moindre importance intervient en Méditerranée. A l'automne de 1941, la 8e armée britannique considérablement renforcée repart à l'offensive sous les ordres de Ritchie et oblige Rommel à se replier, le 30 décembre, sur sa ligne de départ à El-Agheila. Dès le 21 janvier 1942, Rommel reprend l'offensive et refoule les Britanniques jusqu'à El-Gazala, à 80 kilomètres de Tobrouk.

Le retour offensif tient essentiellement au rétablissement de ses lignes de communication avec l'Italie. L'envoi de quelques sous-marins en Méditerranée se traduit par le torpillage du porte-avions *Ark-Royal* et du cuirassé *Barham*. Le 15 décembre, au moment où la Force K est gravement éprouvée par un champ de mines, au large de la Tripolitaine, trois engins d'assaut italiens mettent hors de combat, en rade d'Alexandrie, pour plusieurs mois, les cuirassés *Queen Elizabeth* et *Valiant*. Simultanément, le transfert en Méditerranée depuis le front de l'Est de la 2e flotte aérienne de Kesselring entraîne, par des raids répétés, la neutralisation de Malte, devenue inutilisable pour la Royal Navy.

La Wehrmacht vient alors de remporter une nouvelle victoire de Méditerranée, mais au prix de prélèvements inquiétants au détriment d'autres théâtres d'opérations. Quoi qu'il en soit, le rétablissement en Italie et en Afrique du Nord survient à un moment critique de la guerre, celui où le conflit devient mondial avec l'attaque japonaise de Pearl Harbor et la déclaration de guerre de l'Allemagne et de l'Italie aux Etats-Unis.

Comment expliquer cette initiative, *a priori* d'une insigne maladresse, des puissances de l'Axe déjà engagées dans un conflit d'issue douteuse ? Initiative d'autant plus étrange que le 8 décembre, lors de son discours devant le Congrès où il demande une déclaration de guerre contre le Japon, Roosevelt s'est montré évasif à l'égard de l'Axe. Par crainte de diviser l'opinion, le Président se refuse à déclencher un conflit avec l'Allemagne et l'Italie ; il attend que Berlin et Rome prennent l'initiative.

En dépit des assurances données par Ribbentrop aux Japonais, Hitler s'accorde quarante-huit heures de réflexion. Plusieurs éléments l'incitent finalement à déclarer la guerre, le 11 décembre, aux Etats-Unis. La révélation du *Victory Program*, tenu secret jusque-là, par le *Chicago Daily Tribune*, le 5 décembre, à l'initiative du groupe isolationniste du Sénat qui dénonce le bellicisme de Roosevelt, démontre que les Etats-Unis se préparent à une guerre totale contre l'Allemagne.

Le second élément est l'insistance de Raeder à déclencher un conflit avec les Etats-Unis dans le cadre d'une guerre maritime vigoureuse contre les Anglo-Américains, en liaison avec le Japon. Le grand amiral souligne que « tous les calculs des plans de guerre avec les Etats-Unis tels que les a publiés le *Chicago Tribune* sont maintenant réduits à zéro du fait des derniers développements. Une guerre du Pacifique, deux ou trois ans avant la réalisation d'une marine pour les deux océans, à une époque où l'armée n'est pas encore parfaitement équipée et où la gigantesque machine à faire des équipements n'a pas encore pris son mouvement, doit être malvenue pour le gouvernement américain[14] ».

L'occasion apparaît pour l'heure extrêmement favorable, même si la déclaration de guerre du Reich va à l'encontre de la décision de Hitler du début de 1941 de ne pas répondre aux provocations américaines avant le règlement du problème soviétique. Devant le chargé d'affaires américain à Berlin, Ribbentrop ne pourra s'empêcher de lancer : « Voilà la guerre souhaitée par votre Président. »

Deux éléments justifient encore la décision de Hitler. Le 11 décembre, il peut croire encore à une victoire définitive contre l'URSS ; la crise n'éclatera que le 18 décembre. Il tient aussi à démontrer que, quelles que soient les circonstances, il reste le maître des grandes décisions. Il ne fait d'ailleurs que devancer les Etats-Unis. En réalité, le Reich se trouve confronté à une guerre d'usure contre l'URSS et dans l'incapacité, tout comme le Japon, de remporter une victoire complète sur les Etats-Unis. Pour le Reich, décembre 1941 constitue bel et bien la bissectrice de la guerre. Le *fatum*, le destin, vient de frapper.

Hitler est d'ailleurs sans grande illusion. Le 3 janvier, il avoue devant l'ambassadeur du Japon Oshima qu'il ne sait pas comment vaincre l'Amérique.

Au lendemain de l’effondrement de 1945, le général Jodl affirmera que le Führer savait pertinemment dès les premiers mois de 1942 que l’Allemagne ne pouvait gagner la guerre. C’est probablement Ribbentrop qui a le mot de la fin : « L’Allemagne, affirme-t-il, va bénéficier d’un sursis d’un an, avant que la puissance économique américaine ne soit en mesure d’équiper les ressources humaines inépuisables de l’Union soviétique. »

CHAPITRE VII
Victoires sans lendemain

Malgré le principe « *Germany first* » adopté par les Anglo-Saxons lors de la conférence de Washington de janvier 1942, l'engagement américain sur le théâtre occidental se trouve retardé et singulièrement limité pendant toute l'année 1942. Hitler bénéficie ainsi d'un sursis, d'autant plus que la Wehrmacht, contrairement aux espoirs des Occidentaux, a triomphé de la crise de l'hiver sur le front de l'Est. L'Armée rouge n'a pas pu remporter la victoire décisive que les conditions climatiques favorables permettaient d'espérer.

Pour le Reich, ce sursis comporte deux avantages. Il se traduit, comme l'espérait Raeder, par une relance de la bataille de l'Atlantique. Les *U-boote* bénéficient encore de l'affaiblissement de l'US Navy obligée, au lendemain de Pearl Harbor, de transférer une partie de ses forces de l'Atlantique dans le Pacifique. Parallèlement, les sous-marins mettent à profit deux erreurs magistrales des Alliés.

Malgré les enseignements de 1917-1918 et de 1939-1941, les Américains se refusent à adopter le système des convois jugé trop défensif et en reviennent à la méthode des routes patrouillées. Cette erreur de doctrine se traduit, dans le cadre de l'opération *Paukenschlage* (Coup de cymbale), déclenchée dès le mois de janvier 1942, par une véritable hécatombe de cargos et surtout de pétroliers sur la côte est où les *U-boote* rencontrent des conditions de navigation de temps de paix. C'est l'ère des « temps heureux ». Plus de 2,5 millions de tonnes de navires sont envoyées par le fond en moins de six mois. Cette inquiétante ponction cesse au début de l'été 1942 quand l'Amirauté américaine se décide à adopter le système des convois.

Raeder et Dönitz reportent alors leur effort sur le cœur de l'Océan où les *U-boote* trouvent des conditions favorables. La RAF et l'US Air Force se refusent, en effet, à accorder aux aéronautiques navales les grands quadrimoteurs indispensables à l'établissement d'une couverture aérienne complète de

l'Atlantique. Ce refus tient à la conviction que la bataille peut être gagnée par le bombardement des chantiers et des bases de sous-marins.

Les raids répétés sur les chantiers de l'Allemagne du Nord et les ports français de l'Atlantique ne donnent que d'infimes résultats ; en contrepartie, les pertes sont sévères. La riposte allemande se manifeste par la construction d'abris bétonnés qui resteront pratiquement à l'épreuve des bombes jusqu'à la fin de la guerre. Les sous-marins sont ainsi libres d'opérer dans le « trou noir » de l'Atlantique central, la zone qui n'est pas couverte par l'aviation.

Des meutes de 20 à 30 bâtiments saturent les défenses encore insuffisantes des convois et remportent des succès spectaculaires. Un autre élément favorise encore ces succès : par suite d'une modification de la machine allemande à coder *Enigma*, le centre de décryptement de Bletchey Park se trouve plongé dans un black-out à peu près total. Plus de 6,5 millions de tonnes de navires de commerce sont coulées au cours de l'année 1942. Ces pertes entraînent un blocage de toute la stratégie alliée. Faute de tonnage, le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Marshall, ne peut transférer en Europe les divisions dont l'entraînement vient de s'achever.

Pendant l'été 1942, le sort de la guerre semble encore en suspens. Certes, pour le Reich, il ne s'agit plus de gagner mais de ne pas perdre. Une invasion de l'Angleterre et plus encore des Etats-Unis est exclue. On peut néanmoins se demander si la Wehrmacht ne réussira pas à acquérir en Afrique et surtout en Russie la base géostratégique lui permettant de constituer le bastion continental susceptible de résister à l'assaut des puissances anglo-saxonnes.

Pour commencer, l'année 1942 va se placer au départ sous d'heureux auspices en Méditerranée, avec le rétablissement de l'hiver, le transfert d'*U-boote*, de vedettes, et de la 2e flotte aérienne de Kesselring. En dépit de son éternelle insuffisance de moyens, Rommel repart à l'attaque au printemps. En mai-juin, il remporte la spectaculaire victoire d'El-Gazala, malgré la résistance des Français libres à Bir-Hakeim. Il passe ensuite à l'exploitation, s'empare de Tobrouk et arrive à une centaine de kilomètres d'Alexandrie, au prix, il est vrai, de l'abandon de l'opération *Hercule*, l'attaque aéroportée italo-allemande contre Malte. Même si Montgomery se rétablit à El-Alamein, une menace sérieuse n'en pèse pas moins sur la vallée du Nil et Suez à un moment où Malte, soumise à des bombardements constants, semble à la veille de capituler. Mais, en raison de l'allongement de ses lignes de communication, du manque de soutien de la Luftwaffe, Rommel ne réussira pas à faire sauter le verrou d'El-Alamein.

En réalité, au cours de l'été 1942, c'est essentiellement le front de l'Est qui retient l'attention. En dépit de l'avis de Halder et de la plupart de ses conseillers,

résignés à une attitude défensive, Hitler estime que l'Allemagne ne peut attendre. Elle doit définitivement mettre l'Union soviétique hors de combat en 1942, avant que les Anglo-Américains soient en mesure d'exercer une action directe contre le continent européen, ce qui a toute chance de se produire en 1943.

A la faveur de la pause du printemps où le dégel interdit toute opération active, une réorganisation de l'armée intervient. Une soixantaine de divisions retrouvent une capacité offensive. Les effectifs des Panzer sont recomplétés. Une vingtaine de divisions blindées participeront à la grande offensive de l'été, mettant en jeu 3 500 chars d'une puissance accrue.

Dans l'attente de la sortie d'usine des chars Tigre et Panther destinés à surclasser tous les modèles de blindés existants, les Mark III et IV disposent maintenant de pièces de 50 et de 75 longs à grande vitesse initiale. Ils sont en mesure de répondre au T34 qui sort en quantités croissantes des usines de l'Oural et qui constitue maintenant l'engin de base des brigades blindées soviétiques. Quant à la Luftwaffe, elle participe à la reprise du *Blitzkrieg*, avec une force aérienne de 2 700 appareils dont 1 500 bombardiers.

Des armes nouvelles renforcent encore la puissance de l'armée : canons d'assaut, pièces antichars de 50 ou de 75, lance-roquettes Nebe, mitrailleuse MG42 d'une cadence de tir de 1 200 coups à la minute, mitraillette, mortier de 80.

Cette remise en condition du fer de lance de l'armée s'effectue au détriment de la majorité des grandes unités engagées à l'Est. Une centaine d'entre elles se trouvent presque totalement privées de matériel de transport et doivent se contenter de véhicules hippomobiles. Elles manquent encore de moyens de combat les plus récents. Victimes d'une « démodernisation », elles doivent se contenter, de Leningrad à l'Ukraine, d'un rôle purement statique.

Avec un déficit d'effectifs de l'ordre de 300 000 hommes, le commandement allemand est encore obligé de faire un appel croissant aux contingents des pays satellites, Italie, Roumanie, Hongrie, Slovaquie, d'une qualité généralement plus que douteuse.

Dans la perspective d'une campagne qui se veut décisive, le Führer et l'OKH sont décidés à écarter toute reprise de l'offensive en direction de Moscou, de sinistre mémoire, où l'Armée rouge se livre d'ailleurs à d'importantes concentrations. Le point d'application des opérations concernera le sud du front.

Dans le cadre du « Plan bleu », la directive n° 45 du 5 avril 1942 prévoit, en effet, que les groupes d'armées du front sud effectueront une manœuvre d'encerclement dans la grande boucle du Don. Partant de Koursk et de Kharkov,

l'aile nord, avec la 2e Panzerarmee de Hoth et la 6e armée de Paulus, attaquera d'abord en direction de Voronej avant de descendre et de rejoindre, dans le secteur de Stalingrad, la branche sud de la tenaille avec la 17e armée et la 4e Panzerarmee qui auront rompu les défenses soviétiques et franchi le fleuve entre Volgograd et Rostov.

L'encerclement réalisé permettra de prendre au piège les fortes concentrations de Timochenko entre Donetz et Don et de renouveler les grandes manœuvres de l'année précédente. Après cette première phase, les armées allemandes mettront à contribution les contingents des pays alliés pour constituer un front défensif le long du Don jusqu'au coude de la Volga à Stalingrad et s'élanceront vers le sud, en direction du Caucase et de la Caspienne.

Indépendamment de la destruction d'importantes forces soviétiques, le Plan bleu joue de l'arme économique. Il s'agit de priver l'Union soviétique des riches terres à blé du Kouban et des gisements de pétrole des abords du Caucase qui constituent alors l'essentiel de ses réserves exploitées.

Avant le déclenchement de cette opération majeure, la 11e armée de Manstein en Crimée devra occuper la presqu'île de Kertch et enlever la forteresse de Sébastopol. Le premier objectif est atteint du 8 au 26 mai : Manstein nettoie la presqu'île, capture 175 000 prisonniers et un important matériel. L'assaut contre Sébastopol peut démarrer au début de juin. L'attaque est précédée d'imposants bombardements aériens et d'une formidable préparation d'artillerie menée par des mortiers de 427 et de 615 et des canons monstres comme l'énorme Dora de 800 mm.

Mené par huit divisions, l'assaut proprement dit démarre le 12 juin et s'achève le 2 juillet. Il s'accompagne de combats d'une violence inouïe sous une chaleur accablante et une odeur pestilentielle répandue par des milliers de cadavres. Malgré les évacuations tentées par les flottes de la mer Noire, les Allemands capturent 90 000 prisonniers et un imposant matériel.

Ces premières opérations se sont accompagnées d'un préalable : l'offensive préliminaire des forces de Timochenko à destination de Kharkov et du bassin de Donetz. L'opération démarre le 12 mai et, après un début prometteur, l'offensive soviétique, à l'initiative de Hitler, se heurte à une violente réplique de von Bock. Une manœuvre en tenaille aboutit à l'encerclement du gros des forces de Timochenko, autorisées beaucoup trop tard par Staline à battre en retraite vers l'est, et à la capture de 240 000 prisonniers et la destruction de 1 200 chars et 2 000 canons.

Un mois après la défaite de Timochenko intervient la grande offensive allemande. Conformément à la directive du 5 avril, l'opération débute

progressivement du nord vers le sud. Après des débuts prometteurs, rupture du front soviétique aussi bien dans le secteur de Koursk que d'Izium, la situation au 23 juillet n'est qu'à demi satisfaisante. Les manœuvres d'encerclement et l'occupation de la grande boucle du Don n'ont donné que des résultats décevants, quelques dizaines de milliers de prisonniers, un nombre sans commune mesure avec celui des opérations de l'année précédente.

De fait, au cours d'une réunion au Kremlin le 13 juillet, les chefs militaires soviétiques ont obtenu de Staline l'autorisation de ne pas renouveler les erreurs de 1941 et de dégager les armées de l'étreinte qui les menace dans la boucle du Don.

Cette nouvelle orientation stratégique n'est pas perçue par le commandement allemand et surtout par Hitler. Pour le Führer, la « disparition » de l'Armée rouge, la faiblesse du nombre de prisonniers, le flottement observé parmi certaines unités capturées trahissent une décomposition. Hitler veut se convaincre que « le Russe est fini » et par moments, le chef d'état-major de l'armée, le général Halder, n'est pas loin de lui donner raison. Une dernière poussée audacieuse et déterminée devrait entraîner l'effondrement final.

Dans cette conjoncture, la directive 45 remplace la directive 41. Le Plan bleu cède la place au plan Brunswick. La mission du groupe d'armées B consiste désormais à établir un front défensif le long du Don avec les formations alliées et à s'emparer de Stalingrad.

Quant au groupe d'armées A de von List, associant la 17e armée et la 1re Panzerarmee, il a pour tâche de foncer vers le sud, d'occuper la côte de la mer Noire jusqu'à Touapse, de verrouiller les cols du Caucase et de s'emparer des gisements de pétrole de Maikop, de Groznyi et peut-être de Bakou. La campagne de 1942 conduit ainsi à deux opérations simultanées, l'une sur Stalingrad, l'autre en direction du Caucase.

Les premières semaines semblent donner raison à Hitler, en dépit des deux axes d'efforts divergents. L'avance du groupe d'armées A semble irrésistible. Au lendemain de la chute de Rostov, Krasnodar est occupé le 13 août, Novorossisk le 10 septembre. Les troupes de montagne, après de durs combats dans le nord-ouest du Caucase, réussissent à s'emparer des principaux cols et progressent en direction de Touapse et de Soukhoumi.

Plus à l'est, la progression des blindés s'effectue également à un train d'enfer. Les chars atteignent Stavropol, le 5 août, avant de foncer sur Piatigorsk. Ils abordent la route militaire de Géorgie, progressent en direction

d'Ordjonikidze, l'ancienne Vladicaucase, et établissent une tête de pont sur le Terek.

La victoire est, cependant, loin d'être acquise. A partir de la fin août-début septembre, partout l'avance du groupe d'armées A s'essouffle avant de s'arrêter complètement. Les difficultés logistiques jouent leur rôle, après une progression de plus de 700 kilomètres à vol d'oiseau depuis la chute de Rostov. La Luftwaffe doit ravitailler par conteneurs les colonnes blindées en panne sèche. Surtout, aux abords des cols du Caucase, du Terek, la résistance soviétique se raidit et à nouveau les divisions allemandes se heurtent à une Armée rouge qui renaît sans cesse de ses cendres. Ainsi, au début de l'automne, les troupes allemandes piétinent devant Touapse, Soukhoumi, se trouvent bloquées à 10 kilomètres devant Ordjonikidze et devant Mozdok.

A Vinnitza, où le Führer a transféré son quartier général depuis Rastenburg, le ralentissement des opérations, associé à la lourde chaleur de l'été continental, ne fait qu'accroître la tension, exaspérer Hitler qui sent la victoire totale lui échapper et qui sait que le temps travaille contre lui. A bout de nerfs, le Führer limoge Halder et le remplace par le général Zeitzler jugé plus souple et de conviction national-socialiste. Il décide d'assumer lui-même le commandement du groupe d'armées A.

Mais, en dépit de tous ses efforts, il ne réussit pas, au cours du mois d'octobre, à relancer l'offensive en direction de Groznyi et de la mer Noire. La crise de l'armée du Caucase n'est pas une affaire de commandement, comme ose le déclarer le général Jodl envoyé en inspection sur place. Von List n'a fait qu'appliquer ses instructions. La crise tient au raidissement de la résistance soviétique et à l'insuffisance des forces allemandes.

A l'automne de 1942, la Wehrmacht subit de plein fouet les résultats d'un effort exercé selon deux axes divergents. La retraite vers le sud a permis à l'Armée rouge d'échapper à l'encerclement, d'étirer les lignes de communication adverses et de l'obliger à combattre en terrain difficile, tout en reconstituant d'importantes réserves. En fait, le front du Caucase passe au second plan et l'attention se cristallise sur la bataille de la Volga, qui aspire les réserves allemandes.

Au même titre que Guadalcanal et Cassino, Stalingrad s'intègre dans le cadre des grandes batailles d'usure de la Seconde Guerre mondiale. Par l'ampleur des pertes et l'importance des effectifs engagés, elle rappelle Verdun. Mais la comparaison s'arrête là : Stalingrad offre un caractère original, nouveau dans l'histoire militaire. Il s'agit d'une bataille menée pour une ville, se décomposant en une poussière de combats de rue, où l'action des chars, de

l’aviation devait se révéler particulièrement faible, en contradiction avec les règles du *Blitzkrieg* pratiquées depuis près de trois ans.

Pourtant, au départ, dans l’élaboration du Plan bleu, Stalingrad ne constitue qu’un objectif relativement secondaire. Dans l’établissement d’un front défensif de Voronej à la Volga, qui doit précéder la marche vers le sud, l’OKH n’envisage pas obligatoirement la chute de la ville et compte la neutraliser par l’artillerie et l’aviation. C’est avec l’adoption du plan Brunswick, le 23 juillet, que la prise de Stalingrad constitue l’objectif du groupe d’armées B.

D’un côté comme de l’autre, la bataille obéit à la fois à des mobiles stratégiques et politiques. Pour les Soviétiques, Stalingrad offre une résonance particulière. C’est là qu’en 1919, près de la ville de Tzarytsine, Staline a participé à l’une des grandes batailles de la jeune Armée rouge contre les troupes blanches de Denikine. Aussi, non content de donner son nom à la ville, le maître du Kremlin a voulu, à partir des premiers plans quinquennaux, faire de Stalingrad une cité entièrement nouvelle, à la fois un grand complexe industriel commandant le trafic de la Volga et un exemple du nouvel urbanisme soviétique.

Acculés à la Volga, les Soviétiques entendent cependant défendre la ville, profitant de toutes les possibilités de l’énorme agglomération de béton, multipliant les barricades le long des grands axes et des rues principales, transformant en forteresses les immeubles et les usines, créant des « zones de mort » en truffant de mines et de pièges les places et certains édifices. La défense de la ville sera encore facilitée par les raids de bombardements dévastateurs de la Luftwaffe qui ont multiplié les ruines. Quant au ravitaillement des défenseurs, il ne pourra venir que de la rive gauche, mettant en œuvre une imposante flottille de chalands opérant la nuit pour éviter les effets destructeurs de l’artillerie et de l’aviation allemandes.

Dans le camp adverse, Stalingrad exerce sa fascination sur le commandement allemand et Hitler en particulier, qui entend que les opérations « arrivent à une conclusion satisfaisante ». Dès lors, l’OHK va engager et user dans des combats obscurs le fer de lance de ses formations blindées prévues pour agir dans les vastes étendues dégagées de la steppe.

En quelques lignes, le général Doer résumera toute la technique des combats de Stalingrad : « Pour chaque maison, chaque magasin, chaque château d’eau, chaque quai de gare, chaque mur, chaque cave, chaque monceau de ruines, il fallait livrer une bataille acharnée qui dépassait en violence toutes celles de la Première Guerre mondiale. Les lignes se touchaient et, malgré l’intervention de l’artillerie et de l’aviation, il était impossible de sortir des combats rapprochés. » Le général d’ajouter : « L’époque où l’on dirigeait les opérations sur une grande échelle était périmée. La guerre avait abandonné la steppe infinie pour les berges

abruptes de la Volga, coupées de ravins pour la zone industrielle de Stalingrad. Elle faisait rage dans un monde lunaire, parsemé de carcasses de béton, de fer et de pierres. On ne comptait plus en kilomètres mais en mètres. Au QG, il n'y avait plus qu'une seule carte, celle de la ville[1]. »

Au début de novembre, les Allemands dominent enfin l'essentiel de Stalingrad. Ils occupent les principales usines, *Octobre rouge*, *Barricade*, *Derzinsky*. Sur la rive droite de la Volga, les Russes ne tiennent plus que quelques poches de 300 à 500 mètres de profondeur. Le commandement allemand croit avoir usé le gros de l'Armée rouge et Paulus prépare un ultime assaut.

En réalité, ce sont les assaillants qui se sont usés dans l'affaire. A la mi-novembre, Paulus et Hoth ne disposent plus que de 200 chars, en majorité de fabrication tchèque. Les divisions blindées ont besoin d'une reconstitution complète et les divisions d'infanterie se trouvent réduites au niveau de simples régiments. Cet épuisement coïncide avec de grosses difficultés de ravitaillement liées à l'insuffisance du système routier et ferroviaire que le génie n'a pas réussi à remettre entièrement en état.

En définitive, à l'automne de 1942, la Wehrmacht se trouve dans l'incapacité d'arracher la décision, malgré un excellent départ. Les causes de l'échec sont multiples. On peut tout d'abord invoquer les hésitations de Hitler sur l'emploi de la 4e Panzarmee de Hoth attribuée successivement, à partir de juillet, au groupe d'armées de List, puis au groupe d'armées A. La 4e armée blindée aurait ainsi manqué l'occasion de s'emparer facilement de Stalingrad à un moment où sa défense était encore à peine ébauchée. Hitler n'a pu encore éviter de subir la fascination de la grande ville de la Volga et de relever le défi lancé par Staline. En s'emparant de la cité, il espérait attirer le gros des réserves soviétiques et faciliter la progression du groupe d'armées de von List en direction du Caucase et de la mer Noire.

On peut encore invoquer le manque de mordant et la faiblesse du sens tactique de Paulus qui exerce alors son premier véritable commandement. Sa marche en direction de la Volga est timorée à l'extrême et c'est seulement le 19 août qu'il se trouve en mesure, en liaison avec Hoth, de lancer un premier assaut contre Stalingrad. Lors de la bataille, il attaque directement du fort au fort les bastions les mieux armés au lieu de tenter de contrôler les berges et de priver la ville de toute relation avec l'extérieur.

L'erreur la plus importante concerne, en fait, la sous-estimation des moyens de l'adversaire. Une fois de plus, les services de renseignements allemands ont mal apprécié l'énorme potentiel matériel et humain de l'Armée rouge. Après

avoir tardivement compris que l’effort allemand ne visait pas Moscou mais s’adressait à la Basse-Volga et au Caucase, le commandement soviétique, à partir des réserves massées autour de la capitale, a pu reconstituer un front dans le Caucase, alimenter la défense de Stalingrad, tout en conservant suffisamment de moyens pour lancer de puissantes offensives dans le secteur de Leningrad et sur le front central.

Au lendemain de la chute de Sébastopol, la 11e armée de Manstein est aiguillée sur le front nord avec pour mission de s’emparer de la capitale de la révolution. Si elle réussit de justesse à éviter l’effondrement de la 19e armée devant Schlusselbourg, la 11e armée doit renoncer à lancer un assaut contre Leningrad.

Simultanément, deux divisions blindées sont envoyées sur le front centre où, pendant presque toute l’année 1942, le général Koniev lance des assauts furieux contre le promontoire de Rjev. Il s’agit d’abord de faire tomber ce saillant situé à moins de 250 kilomètres de la capitale et qui constitue depuis la fin de l’hiver une menace permanente contre Moscou. Il y a davantage. Il s’agit d’obtenir l’écroulement du front central allemand. L’ordre du jour adressé le 27 juillet 1942 par Koniev aux soldats du « front de Kalinine » est éloquent : « Notre pays vit des jours difficiles. L’armée allemande se jette avec véhémence sur nos centres vitaux. Les hordes de bandits hitlériens essayent, sans égard à leurs pertes, de s’approcher de nos centres industriels de la région Volga-Stalingrad, de notre blé du Kouban et de nos champs pétrolifères du Caucase.

« Un coup énergique sera mené dans votre secteur contre l’ennemi et se fera sentir au sud et autour de Voronej où l’Armée rouge affaiblira la pression des hordes fascistes allemandes.

« Le pays croit en vous. Il vous a assigné une tâche sacrée : faire craquer le front ennemi de Rjev et soulager ainsi le combat de nos héroïques camarades au sud, qui doivent repousser l’insolent envahisseur. Rendez au pays la vieille cité de Rjev ! En avant, tous pour Rjev[2] ! »

Grâce à l’extraordinaire énergie du général Walter Model, le commandant de la 9e armée, et à l’étonnant esprit de sacrifice du soldat allemand, la victoire défensive de Rjev, trop souvent ignorée de l’historiographie occidentale, mérite, plus encore que Stalingrad, le surnom de « Verdun du front de l’Est ». La bataille perd de son intensité au mois d’octobre 1942, quand Koniev doit diriger la plupart de ses brigades blindées sur le secteur de Stalingrad où l’état-major général prépare une contre-offensive destinée à entraîner l’encerclement de la 6e armée.

Le bilan de plusieurs mois de combat n'en est pas moins effrayant. Cinquante mille soldats allemands ont été tués ou ont disparu. Les pertes soviétiques sont dix fois supérieures. Depuis 1993, une immense croix noire érigée sur une des rives de la Volga rappelle le sacrifice des soldats des deux camps. En définitive, la décision si contestée de Hitler de prélever des forces du front sud, à la mi-juillet, s'est révélée nécessaire pour éviter une crise de première grandeur sur d'autres secteurs du front.

Sur les instances de Goebbels, Hitler, quoique réticent au départ, se décide à prononcer son discours habituel à Munich, à l'occasion du dix-huitième anniversaire du putsch de 1923. Stalingrad en constitue naturellement un des thèmes majeurs : « Je voulais parvenir à la Volga, et cela en un point déterminé, en une ville déterminée. Elle porte, par hasard, le nom de Staline lui-même. Mais ne pensez pas que c'est pour cette raison que j'ai dirigé nos efforts contre elle – elle aurait pu s'appeler tout autrement –, mais parce qu'on trouve là un point de toute première importance. C'est là qu'on trie 30 millions de tonnes de trafic, dont 9 millions de tonnes de pétrole. C'est là que se déversent pour prendre le chemin du Nord les céréales en provenance des immenses régions de l'Ukraine et du Kouban… Je voulais la prendre et savez-vous, car nous sommes modestes, nous l'avons. »

Plaidoyer fort peu convaincant, d'autant plus que onze jours seulement après ce discours est déclenchée l'opération *Torch* suivie quelques jours plus tard de la contre-offensive soviétique et de l'investissement de la 6e armée de Paulus à Stalingrad.

L'été 1942 est marqué, pour commencer, par une crise stratégique sérieuse entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Pour les Américains, les Alliés doivent renforcer leur soutien à l'URSS. La résistance soviétique constitue le pivot de toute leur stratégie. L'aide ne doit pas être seulement matérielle, mais s'accompagner, comme Staline ne cesse de le réclamer, d'un débarquement en Europe occidentale, de l'ouverture d'un « second front ». Ce débarquement devrait avoir lieu au cours du mois de septembre dans le Cotentin.

Cette proposition suscite les réserves croissantes des Britanniques, d'autant plus que ce débarquement serait à prédominance britannique. Les Anglais ont gardé un souvenir cuisant de leurs rencontres avec les Allemands depuis le début de la guerre, que ce soit dans les Flandres, dans les Balkans ou en Afrique du Nord, sans oublier les batailles sanglantes de 1916-1917. Les préférences de Churchill et d'Alan Brooke, le chef de l'état-major impérial, vont à une opération de diversion en Norvège ou en Afrique du Nord.

Une rupture anglo-américaine apparaît alors possible. Marshall et King, le

chef d'état-major de l'US Navy, se résignent à abandonner les champs de bataille européens aux Anglais et aux Soviétiques et à concentrer leurs efforts dans le Pacifique. L'intervention de Roosevelt permet de dénouer la crise et de sauver l'alliance. L'année 1942 ne peut se terminer à l'Ouest sans une grande opération alliée.

Après avoir écarté la Norvège, Marshall finit par se rallier à l'idée d'un débarquement en Afrique du Nord. L'affaire présente de sérieux avantages. Elle permettra de prendre Rommel à revers, et de rouvrir la Méditerranée à la navigation alliée. Elle apparaît encore relativement facile : *Torch* ne visera que les troupes de Vichy et bénéficiera d'intelligences dans la place.

La crise de l'été 1942 est non seulement anglo-américaine, mais aussi anglo-soviétique. Le contentieux est double. Staline n'ignore pas les réticences britanniques à l'ouverture d'un second front. Il n'admet pas davantage l'arrêt des convois de Mourmansk, au cours du mois de juillet.

L'Amirauté britannique accorde alors la priorité à la Méditerranée. Pour sauver Malte dont la situation devient critique, elle concentre à Gibraltar d'importantes forces navales prélevées sur l'Atlantique et l'Arctique. Les opérations *Harpoon*, *Vigourous* et *Pedestal* permettent d'éviter la capitulation de l'île.

La tension est suffisamment vive pour justifier, le 16 août, la visite de Churchill à Moscou. Après un échange de propos acerbes, une détente se manifeste et Staline semble apprendre avec soulagement la préparation de l'opération *Torch* en Afrique du Nord. Déclenchée le 8 novembre 1942, celle-ci se solde par un succès complet en dépit d'un imbroglio initial. La présence inopinée de Darlan à Alger permet d'imposer un cessez-le-feu et de faire rentrer l'Afrique du Nord dans la guerre. L'opération survient au lendemain de la victoire de Montgomery à El-Alamein, à l'origine du repli de Rommel en direction du sud de la Tunisie.

La réaction allemande est d'une rapidité exemplaire. Dès le 11 novembre, Hitler riposte par l'occupation de la zone libre suivie dix jours plus tard par le sabordage de la flotte de Toulon. A cette date, les forces de l'Axe ont réussi à s'assurer une solide tête de pont autour de Tunis et de Bizerte avant d'établir, en liaison avec Rommel venu de Libye, un contrôle sur la plus grande partie de la Tunisie. Commence une rude campagne de six mois, qui constituera une excellente école pour une armée américaine encore novice.

Une crise encore plus sévère débute le 19 novembre, avec la contre-offensive de l'Armée rouge qui débouche des têtes de pont du Don, que les Allemands n'ont jamais pu réduire, et de la steppe des Kalmouks. Le front tenu par des divisions roumaines mal entraînées et mal équipées est enfoncé de part et

d’autre de la boucle de la Volga. Une manœuvre en tenaille se dessine et en moins d’une semaine les troupes allemandes engagées à Stalingrad sont encerclées dans une poche de 30 à 40 kilomètres de côté.

Deux causes sont à l’origine du drame final. La 6e armée et les éléments de la 4e Panzerarmee auraient pu, sans aucun doute, se dégager pendant les premiers jours de l’investissement, si elles avaient reçu l’ordre de percer vers l’ouest. Cet ordre, en dépit des objurgations de Zeitzler, Hitler se refuse à le donner. Plusieurs raisons dictent son attitude : un repli constituerait l’aveu d’un énorme échec, celui de toute la campagne de 1942. Hitler s’appuie sur les leçons de l’hiver précédent. La 6e armée, à l’exemple des troupes de Kholm et de Demyansk, constituera un hérisson que l’on finira par dégager au moyen d’une puissante contre-attaque de blindés.

L’intervention de Göring, par l’intermédiaire de son chef d’état-major Jeschonnek, joue un rôle décisif. Le maréchal du Reich affirme que, conformément aux exemples de l’hiver précédent, l’aviation allemande se trouve en mesure de secourir les poches de Stalingrad et de leur fournir 300 tonnes par jour. A une condition cependant, semble-t-il : que l’aviation de transport puisse opérer à partir des terrains de la boucle du Don et non des bases à l’ouest du Donetz.

Promesse vaine. Malgré la mise en œuvre de la quasi-totalité des moyens de la Luftwaffe sous la direction de Richthofen puis du maréchal Milch, les résultats vont se révéler inférieurs à ceux obtenus au cours de l’hiver précédent. Le débit moyen du pont aérien ne dépassera pas les 100 tonnes. L’aviation allemande fait l’expérience du temps capricieux de l’hiver de la Russie méridionale, avec alternance de ciel clair, de brouillard et de chute de neige.

Les appareils se heurtent aux réactions d’une chasse bien plus nombreuse et bien plus agressive que celle de l’année précédente. En bordure de la poche, les Soviétiques mettent encore en place une DCA puissante qui prélève un lourd tribut sur les appareils en phase d’approche. Le pont aérien se traduit finalement par la perte de près de 500 avions.

Avec la reprise de l’offensive soviétique, le 16 janvier, contre les armées satellites, la Luftwaffe doit abandonner ses terrains avancés de la boucle du Don, ainsi que les aérodromes se trouvant à l’intérieur même de la poche, Pitomnik et Gumrak. A partir du 22 janvier, le ravitaillement des restes de la 6e armée ne s’effectue plus que par conteneurs.

Un dernier élément explique l’obstination de Hitler à imposer aux troupes de Paulus une résistance sur place : le 24 novembre, le maréchal von Manstein, rappelé du front de Leningrad, reçoit le commandement du « groupe d’armées

du Don » avec pour mission de dégager la 6e armée. Avec un sens tactique remarquable que la campagne de 1943 ne fera que confirmer, Manstein démarre le 12 décembre de Kotelnikovo, attaquant de flanc les forces du front de Stalingrad.

Ne disposant que de 300 chars, l’offensive *Tempête d’hiver* bouscule la 51e armée soviétique et oblige le haut commandement à suspendre l’attaque prévue contre Stalingrad. Le 20 décembre, Manstein ne se trouve plus qu’à 45 kilomètres de Stalingrad. Mais devant la difficulté de franchir la rivière Myshkoya, le maréchal, qui dispose alors d’une véritable délégation de l’OKH et d’une imposante colonne de camions chargés de ravitaillement et d’essence, incite Paulus à effectuer une tentative de sortie désespérée dans sa direction qui coïnciderait avec un suprême effort de sa part.

En dépit d’une véritable mise en demeure, Paulus, se retranchant derrière des difficultés de ravitaillement, et finalement la volonté du Führer, n’arrivera pas à se résoudre à tenter la percée qui aurait encore pu sauver le gros de son armée. Manstein se voit obligé de mettre fin à sa tentative la veille de Noël en raison de l’ampleur de la nouvelle offensive déclenchée par l’Armée rouge depuis le 16 décembre et qui entraîne l’effondrement des armées satellites.

Avec l’échec du pont aérien et de la tentative de dégagement de Manstein, le sort de la 6e armée est pratiquement scellé. La lutte se poursuit cependant pendant trois semaines, en dépit de l’inégalité des forces. Le front du Don de Rokossovski n’aligne pas moins de 7 armées et 4 brigades de chars.

La capitulation est désormais inévitable. Le 31 janvier, Paulus, qui a été élevé la veille à la dignité de maréchal, se rend avec ses officiers d’état-major au commandement soviétique. Les ultimes combats cessent le 2 février avec la reddition des derniers éléments retranchés dans la partie nord de Stalingrad. En définitive, une défaite sans précédent qui porte un coup sévère à la réputation d’invincibilité de l’armée allemande.

Hitler ne dissimulera pas son entière responsabilité dans la catastrophe de la 6e armée. Le 6 février 1943, recevant Manstein à son quartier général, il déclarera d’emblée : « Pour Stalingrad, c’est moi qui porte seul la responsabilité. Peut-être pourrais-je dire que Göring m’a fait un tableau inexact des possibilités de la Luftwaffe en ce qui concerne le ravitaillement aérien et qu’il me serait possible de rejeter sur lui une partie de cette responsabilité. Mais je l’ai désigné moi-même pour me succéder, je dois en conséquence la revendiquer entièrement pour moi[3]. » Responsabilité incomplète cependant. Hitler n’évoque pas son reniement par rapport à la guerre future évoquée devant Rauschning. Il n’évoque

pas davantage l’interdiction donnée à von Leeb l’année précédente de livrer des combats de rue pour la prise de Leningrad.

On ne peut nier non plus la responsabilité de Paulus. Le choix s’est révélé mauvais. L’homme bénéficie de la recommandation de Halder et de Reichenau. C’était un excellent officier d’état-major, méthodique, scrupuleux, mais qui n’avait jamais exercé de commandement, même au niveau d’un simple régiment. Au cours de l’été 1942, son comportement est timoré à l’extrême. A l’heure décisive, il manque d’initiative. Lors de la contre-offensive de Manstein, à un moment où Hitler est encore hésitant, il aurait pu tenter une percée vers le sud, quitte à abandonner ses blessés et son matériel lourd. Il ne manifeste nullement l’audace d’un Model, d’un Guderian ou d’un Rommel. Dans des circonstances analogues, au cours de l’hiver suivant, deux corps d’armée réussiront à s’extraire du « chaudron » de Tcherkassy. On pourra encore épiloguer sur sa reddition, son refus du suicide et le toast porté en l’honneur de l’Armée rouge, à la stupeur des officiers soviétiques. Comportement allant à l’encontre de l’objurgation de son chef d’état-major le général Schmidt : « N’oublie pas que tu es un maréchal allemand[4] ! »

Cette reddition a suscité une polémique, loin d’être éteinte aujourd’hui. On a pu se demander si la résistance de la 6e armée avait été utile, si une capitulation n’aurait pas dû intervenir au début de janvier, évitant à des hommes épuisés, accablés par le froid, soumis à des rations de famine, des souffrances inouïes et des pertes s’élevant aux trois cinquièmes des effectifs encerclés. Cet épouvantable calvaire n’a-t-il pas été le résultat de l’orgueil insensé et criminel de Hitler imposant une résistance sans espoir, alors que toute perspective de dégagement et de ravitaillement s’était évanouie ?

Sur ce point douloureux, la réaction des Allemands a été unanime. C’est le sacrifice de la 6e armée qui a évité l’effondrement du front méridional, permis le repli du groupe d’armées A depuis le Caucase jusqu’au couloir du Don et la victorieuse contre-offensive de Manstein de février-mars marquée par la reprise de Kharkov. Manstein lui-même écrira : « L’armée devait continuer à combattre, même si elle n’avait rien à attendre pour elle-même. Chaque journée gagnée par elle prenait une importance décisive pour le sort de tout le front allemand. Que l’on n’aille pas dire que la guerre ayant été finalement perdue, il eût mieux valu en accélérer la fin pour épargner des souffrances inutiles. Ce serait de la sagesse après coup. A cette époque, il n’était nullement certain que l’Allemagne la perdrait militairement.

« Une paix de compromis demeurait dans le domaine des possibilités, mais pour cela il fallait rétablir la situation sur cette partie du front, ce qui fut

finalement fait. Pour atteindre ce résultat, il était indispensable que la 6e armée continuât de fixer des forces ennemies devant elle aussi longtemps qu'elle le pourrait. La dure nécessité obligeait le haut commandement à réclamer cet ultime sacrifice de la part de ses vaillantes troupes[5]. »

De fait, jusqu'au début février, les forces de Paulus ont retenu devant elles près de 300 000 hommes qui ont subi des pertes évaluées à 50 000 combattants par les Soviétiques eux-mêmes. Ce bilan n'en est pas moins accablant : sur les 220 000 hommes de la 6e armée, 42 000 blessés ont pu être évacués par avion, 95 000 ont trouvé la mort, 90 000 ont été faits prisonniers dont 8 000 seulement regagneront l'Allemagne après la guerre.

CHAPITRE VIII
La stratégie ensorcelée

Après une pause de quatre mois, après le rétablissement de février-mars, la Wehrmacht tente pour la dernière fois, le 5 juillet 1943, de reprendre l'initiative à l'Est. Le terrain est le saillant de Koursk. Les moyens, une quarantaine de divisions dont 16 Panzer, soit 2 700 chars avec une forte proportion d'engins nouveaux, type Panther, Tigre ou Ferdinand. Au prix d'un effort considérable, la Luftwaffe sera en mesure d'effectuer, au début de l'opération *Citadelle*, de 2 400 à 2 600 missions par jour.

Une fois de plus, comme à Stalingrad, l'offensive a lieu du fort au fort. Après d'énormes hésitations, Hitler s'attaque à des positions préparées, truffées d'organismes de défense, champs de mines, pièges, fossés, canons antichars soigneusement camouflés. Le but de l'opération *Citadelle* est clair : il ne s'agit plus de pratiquer de vastes encerclements, de jouer de l'espace pour affaiblir l'adversaire et réduire son potentiel économique, mais de casser les reins de l'Armée rouge pour déboucher sur une solution politique ou obtenir tout au moins un répit pour faire face à la menace anglo-américaine qui monte en Méditerranée depuis la chute de la Tunisie.

L'affaire est réglée en moins d'une dizaine de jours. Sur la face nord du saillant, l'échec est pratiquement immédiat, accompagné de pertes sévères. Sur la face sud, la progression allemande est lente, méthodique, coûteuse. Au bout d'une semaine, les Panzer dépassent les défenses soviétiques, débouchent en terrain libre, pour se heurter à d'importantes contre-attaques de blindés, à l'origine de la plus grande bataille de chars de la Seconde Guerre mondiale.

Le 14 juillet, au lendemain du débarquement de Sicile, Hitler renonce. Il décide de retirer le corps blindé SS et de l'envoyer en Italie où se développe une situation politique confuse. A l'initiative du roi Victor-Emmanuel, Mussolini doit quitter le pouvoir. Il est arrêté et remplacé par le maréchal Badoglio. Un

succès était-il encore possible à Koursk ? En dépit de l'optimisme d'un Manstein, on peut en douter. Quoi qu'il en soit, l'ultime offensive est terminée. Désormais, l'Armée rouge va acquérir et conserver l'initiative de l'Est jusqu'à la fin de la guerre.

La situation n'est guère différente en Méditerranée. Malgré des contre-attaques locales allemandes, le débarquement de Sicile débute sous les meilleurs auspices. Tandis que les troupes de Montgomery progressent à l'est en direction de l'Etna et de Messine, la 2e armée de Patton consomme l'effondrement italien et réussit, dans les délais les plus rapides, à occuper toute la partie occidentale et orientale de l'île.

A cette phase brillante succède une période sinon de stagnation, du moins de progression lente et difficile. De part et d'autre de l'Etna, quelques unités allemandes livrent une bataille de retardement méthodique pendant près d'un mois avant d'évacuer Messine et de se replier en bon ordre dans la Péninsule.

Une autre désillusion intervient quelques semaines plus tard en Italie même. Les premiers résultats sont pourtant prometteurs. Les débarquements britanniques se produisent sans coup férir en Calabre et à Tarente. A Salerne, les Américains se heurtent à une vive résistance, mais la bataille des plages est gagnée au bout d'une semaine. Les troupes de Kesselring se replient vers le nord et évacuent Naples le 1er octobre.

On peut croire à une marche rapide et à une occupation de Rome avant Noël. Les Alliés ne tardent pas à déchanter. A la mi-octobre, la retraite allemande s'interrompt entre Naples et la capitale à hauteur de Cassino, sur une ligne défensive organisée au cœur de l'Apennin. C'est le point de départ d'une interminable impasse.

Pendant sept mois, les Alliés vont s'efforcer de faire sauter le verrou de Cassino qui commande la route de Rome. Américains, Britanniques, Français, Polonais multiplient les attaques frontales ou les tentatives de débordement. En dépit de déluges d'obus et de bombes, ces assauts se brisent sur l'impressionnante résistance d'unités de parachutistes ou de troupes de montagne. Un débarquement sur les arrières de la ligne d'hiver à Anzio, à 25 kilomètres de Rome, ne permet pas de débloquer la situation et conduit à une nouvelle impasse.

Sur le front de l'Est, la situation semble totalement différente. Au lendemain de la bataille de Koursk, l'Armée rouge, tout en lançant de violents assauts sur le front central, multiplie les coups de boutoir en Ukraine, obligeant les réserves blindées allemandes à se déplacer d'un bout à l'autre du front. A la mi-

septembre, Manstein se voit obligé d'effectuer un repli général sur la rive droite du Dniepr.

Cette retraite n'apporte aucun répit. Les troupes soviétiques réussissent à franchir le fleuve en novembre dans le secteur de Kiev. Une victoire décisive semble alors en vue. On peut croire à l'effondrement de tout le front sud allemand. Il n'en est rien. Regroupant ses unités de Panzer, Manstein, avec un sens aigu de la manœuvre, contre-attaque de flanc les colonnes blindées soviétiques et les refoule en direction du Dniepr, sans réussir cependant à reprendre Kiev. Ce retour offensif oblige l'Armée rouge, après cinq mois de combats ininterrompus, à observer une pause.

Répit de courte durée. Pendant l'hiver, les troupes soviétiques repartent à l'attaque sur l'ensemble du front. Leningrad est dégagé après 900 jours de siège. Mais les Allemands se rétablissent en bordure des pays Baltes, de part et d'autre du lac Onega. De violents assauts reprennent sur le front central où la Wehrmacht a dû évacuer Smolensk à l'automne.

L'Armée rouge est cependant plus heureuse en Ukraine. Indépendamment d'une énorme supériorité de moyens, les généraux Vatoutine, Koniev, Joukov affichent une maîtrise tactique croissante. Ils s'efforcent de disloquer le front méridional allemand par des coups de boutoir répétés et des manœuvres en tenaille. Un premier encerclement se produit en février 1944 sur le « balcon » du Dniepr dans le secteur de Tcherkassy-Korsoun. Il ne s'agit cependant que d'un demi-succès. Au prix d'un effort héroïque et coûteux, la moitié des éléments encerclés réussit à s'échapper du « chaudron » et à rejoindre la colonne blindée de secours du général Hube.

Un mois plus tard, c'est cette 1re armée de Hube qui se trouve à son tour encerclée. Ravitaillée par un pont aérien, elle réussit à s'extraire du guêpier avec l'aide d'un groupement de Panzer comprenant deux divisions SS ramenées de France et « prêtées » par l'OKW. A la fonte des neiges, l'armée allemande a dû évacuer la totalité de l'Ukraine. Elle se trouve rejetée sur les Carpates et dans le secteur de Kovel. Malgré l'énorme effort soviétique, la décision n'a pu, là encore, être obtenue.

Autre déconvenue pour le Reich : au printemps de 1943, les Alliés remportent la bataille de l'Atlantique d'une manière soudaine et inattendue. Les pertes allemandes augmentent dans des proportions considérables pour des résultats de plus en plus médiocres. De juillet à septembre, 71 *U-boote* sont envoyés par le fond pour 75 bateaux de commerce coulés. Le succès tient à l'ampleur des moyens disponibles, à la couverture aérienne enfin assurée sur l'ensemble de l'Océan, à l'emploi de nouveaux systèmes d'armes, radars

centimétriques, mortiers. Les marines alliées disposent en nombre croissant de porte-avions d'escorte intégrés dans des groupes de chasse qui assurent la protection éloignée des convois.

La victoire tient encore davantage peut-être à la rupture du code de la Kriegsmarine. Au début de 1943, les Alliés réussissent enfin, après une année de black-out à peu près total, à déchiffrer le nouveau code *Triton* de la marine allemande et à connaître avec précision la position des *U-boote*. Ils exploitent une des faiblesses fondamentales de la tactique des meutes, l'abondance des communications radio. Avertis de la présence des sous-marins, les Anglo-Américains peuvent alors détourner les convois ou affronter la bataille avec des moyens renforcés.

Cette victoire constitue un des tournants décisifs de la Seconde Guerre mondiale. Elle débloque enfin la stratégie alliée, d'autant plus qu'elle coïncide avec l'énorme effort de production des chantiers américains qui fabriquent à la chaîne des cargos type *Liberty* ou *Victory Ships* et les pétroliers de la série T-2. Les troupes américaines peuvent affluer en Afrique du Nord et surtout en Angleterre, convertie en véritable place d'armes.

En décembre 1943, Dönitz doit reconnaître que la bataille de l'Atlantique est perdue malgré l'utilisation de détecteurs de radars ou de torpilles acoustiques. En dépit de pertes effrayantes, les *U-boote* n'en poursuivront pas moins la lutte, ne serait-ce que pour fixer des moyens alliés considérables et dans l'attente d'une relance de la bataille avec les nouveaux sous-marins « électriques » type XXI et XXIII dotés du schnorchel, un tube rabattable permettant la marche en immersion périscopique.

Simultanément, grâce à l'amélioration des procédés de radioguidage, les raids nocturnes du Bomber Command de la RAF s'intensifient sur l'Allemagne, avec la bataille de la Ruhr, le bombardement de Hambourg. A ces attaques de zone, destinées à briser le moral allemand, s'ajoutent les attaques américaines diurnes de précision sur des industries privilégiées.

Devant cette double offensive, la Luftwaffe doit consacrer des moyens croissants à la défense du Reich. L'industrie aéronautique s'oriente vers la fabrication de chasseurs au détriment de bombardiers. L'aviation allemande devient un instrument défensif de plus en plus incapable de disputer la maîtrise de l'air sur les théâtres d'opérations.

Toujours réticent à l'idée de débarquements en France pour 1944, Churchill caresse l'espoir d'obtenir la défaite du Reich par des bombardements stratégiques. A l'automne de 1944, la RAF déclenchera la bataille de Berlin. Le chef du Bomber Command, l'Air Marshall Harris, affirmera sa conviction que pour la perte de 400 à 500 avions, la destruction de la capitale allemande

entraînera le démantèlement du système politique et militaire du Reich et s'identifiera à l'estocade donnée à un adversaire désorganisé par les raids aériens et épuisé par l'Armée rouge.

Le résultat recherché ne sera pas atteint malgré la perte de plus de 1 000 appareils, pour la plupart des quadrimoteurs. En dépit d'un tonnage de bombes impressionnant, plus de 900 000 tonnes en 1944 contre 500 000 pour toutes les années précédentes, l'effondrement attendu ne s'est pas produit.

Les attaques menées contre les industries d'armement n'ont obtenu que des résultats provisoires, sans incidence sur le développement d'une industrie d'armement multipliée par quatre pendant la guerre. L'effet psychologique des raids, sans être négligeable, n'a pas eu non plus de conséquences déterminantes. C'est seulement dans les derniers mois du conflit que les bombardements stratégiques sur le pétrole et les communications ont eu un effet direct sur la machine de guerre allemande, mais à un moment où le Reich se trouvait acculé sur tous les fronts à la défensive, soumis à une terrible pression des forces soviétiques et des armées alliées.

Tout au long de cette *Annus horribilis* de 1943, suivant l'expression de Goebbels, Hitler change. On est loin du Führer rayonnant des lendemains de la campagne de France. Il subit profondément le traumatisme de Stalingrad. Ce changement se manifeste dès l'été 1942 quand Hitler, comme on l'a déjà souligné, sent la victoire décisive lui échapper. Dans son nouveau quartier général de Vinnitza, le Führer perd par moments le contrôle de ses nerfs face au gouffre qui s'ouvre devant lui. Les scènes avec Halder se multiplient jusqu'à ce que le chef d'état-major de l'OKH soit limogé et remplacé par Zeitzler. Il accueille encore fort mal les observations de Jodl de retour d'une mission d'information sur le front du Caucase. Hitler s'isole de plus en plus et n'assiste plus aux repas de l'état-major. Sa chaise reste vide. Des sténographes sont désormais chargés de prendre en note toutes les conférences militaires.

Après Stalingrad, même s'il assume sa responsabilité, le malaise s'aggrave. Hitler perd le sommeil et reste hanté jusqu'à l'obsession par les détails de la bataille. En février 1945, il avouera à un médecin militaire : « Je continue à voir des cartes d'état-major dans le noir et mon cerveau continue à fonctionner et il me faut des heures pour m'endormir. A ce moment-là, si j'allume la lumière, je suis capable d'indiquer exactement sur un schéma l'emplacement de chaque division à Stalingrad. Cela continue ainsi pendant des heures et des heures, jusqu'à ce que je m'endorme vers 5 ou 6 heures du matin. »

Simultanément, l'état de santé de Hitler se dégrade, même si les premières atteintes de la maladie semblent se manifester dès l'été 1941. Ces symptômes ne

sont probablement pas étrangers au débat qui l'oppose à ses généraux, à propos de Moscou ou de l'Ukraine. La nature de l'affection est difficile à déterminer : artériosclérose, maladie de Parkinson ou erreurs thérapeutiques du Dr Morell, son médecin particulier ?

Quoi qu'il en soit, tous les témoins sont frappés par un vieillissement inquiétant chez un homme qui n'a encore que 53 ans. Le 20 février 1943, Guderian, qui n'a pas revu Hitler depuis le 20 décembre 1941, est témoin du changement. « Il avait beaucoup vieilli depuis quatorze mois. Son comportement n'était plus aussi assuré qu'autrefois. Il s'exprimait avec hésitation, sa main gauche tremblait. »

Le général Senger und Etterlin, lors d'une remise de décorations à Rastenburg, est témoin de cette dégradation. « Hitler fit une impression dans le sens négatif et je me demandais, malgré moi, comment les jeunes officiers et adjudants, réunis en même temps, allaient réagir. Pour eux, cet homme à la volonté démoniaque de résistance et de perdition, auquel le peuple allemand se trouvait enchaîné, était toujours le demi-dieu vers lequel se levait leur regard plein de confiance et dont la poignée de main leur redonnait des forces.

« Il portait une vareuse jaune peu esthétique… La peau de son visage était flasque, son teint blême et rougi par l'insomnie. Le regard de ses yeux bleus, qui aurait, dit-on, littéralement fasciné bien des gens, était vague, peut-être à la suite des drogues stimulantes qu'on lui infligeait sans arrêt. Sa poignée de main était molle. Son bras gauche pendait, inerte et tremblotant. Ce qui pouvait à la rigueur exercer un certain charme, c'était sa voix basse et modulée, à l'opposé de ses cris poussés dans ses discours et des accès de rage, peut-être aussi un certain abattement et une certaine faiblesse à peine dissimulée, qui suscitaient la compassion[1]. »

Hitler n'est d'ailleurs pas le seul à connaître cette dégradation de santé, qui affecte également les autres grands chefs de guerre soumis à une terrible tension psychologique. On le constate avec Mussolini torturé à partir de 1942 par un ulcère à l'estomac. Churchill n'est pas épargné : au cours du conflit, il est victime de deux crises cardiaques, de deux pneumonies. A la fin de la guerre, son affaiblissement est tel qu'il faut le descendre sur une chaise dans l'escalier du 10 Downing Street qui mène, depuis la salle de réunion du Comité de guerre, à ses appartements privés. A chaque conférence interalliée, Québec, Le Caire, Yalta, les témoins sont frappés de l'affaiblissement de Roosevelt qui finit par mourir d'une hémorragie cérébrale trois mois avant la fin du conflit.

Hitler ne se plaît pas à Rastenburg, ce quartier général qui, au dire de Keitel, tient de la caserne et du monastère. Le Führer n'y trouve pas l'environnement

propre à son inspiration. Il regrette le Felsennest où il s'était installé le 10 mai 1940 à l'aube et où l'on entendait le chant des oiseaux.

Ses seuls moments de détente se limitent à de courtes promenades avec sa chienne Blondi ou à l'étude des plans grandissimes d'embellissement de Linz, destinée à surclasser Budapest et à devenir la « perle du Danube ». Encore que son attention se tourne alors essentiellement vers le tombeau qui lui est réservé.

En raison de ses insomnies, l'horaire de Hitler est totalement décalé. Il prend son petit déjeuner en fin de matinée, le déjeuner en début de soirée et n'hésite pas quelquefois à faire servir le thé à 2 heures du matin. Il s'évertue alors à créer une « atmosphère sympathique ». Il se montre simple et cordial, et sert lui-même le gâteau à ses invités qui se limitent à ses secrétaires, ses officiers d'ordonnance, à l'ambassadeur Hewell, au secrétaire du parti Martin Bormann et à quelques hôtes de passage.

Hitler perd encore le contact avec le front, avec la troupe. Pendant la campagne de Pologne, il n'avait pas hésité, en compagnie de Rommel, à s'exposer en première ligne. Au lendemain de la bataille de France, il avait effectué une tournée sur le front. Au début de *Barbarossa*, il avait encore à plusieurs reprises établi des contacts directs avec des unités, n'hésitant pas à apparaître à la fenêtre du wagon de son train spécial.

A partir de l'été 1942, il met fin à ses apparitions. A chaque arrêt, il fait baisser les stores des fenêtres donnant sur le quai. Le 7 novembre 1942, à la veille de la grande crise de Stalingrad, Speer est témoin d'une de ces scènes : « La table était richement garnie, argenterie, verrerie, porcelaine et fleurs. Nous étions en train de commencer notre repas lorsqu'un convoi de marchandises s'arrêta le long de notre train, sans que personne d'entre nous y eût prêté attention ; dans les wagons à bestiaux des soldats allemands qui revenaient du front de l'Est ; affamés, blessés pour certains, ils regardaient, hagards, l'assemblée des convives. Hitler eut un haut-le-corps en apercevant à deux mètres de sa fenêtre ce lugubre spectacle. Sans esquisser un salut, sans même manifester la moindre réaction, il ordonna à son domestique de baisser le store au plus vite. Ainsi se déroula une des rares rencontres que Hitler eut, pendant la seconde partie de la guerre, avec de simples soldats du front, semblables à celui qu'il avait été jadis[2]. »

Dès lors, Hitler, l'ancien combattant de la Première Guerre mondiale, ne s'adresse plus à ses soldats que par des ordres du jour ou des allocutions à la radio, de plus en plus rares. Il perd également le contact avec la population civile et n'acceptera qu'exceptionnellement de visiter une ville bombardée.

Pour Manstein, ce comportement apparaît comme une preuve d'insensibilité à l'égard du soldat. Toutefois, dans ses Mémoires, le maréchal a l'honnêteté de

publier une lettre d'un officier affecté à l'OKW pendant une longue période et nullement adepte du régime. Pour cet officier, la réalité était presque exactement le contraire : « Du point de vue militaire, il [Hitler] eût plutôt été trop faible, en tout cas trop impressionnable. Il est symptomatique qu'il ne supportait pas la confrontation avec les horreurs de la guerre. Il redoutait cette faiblesse, cette impressionnabilité qui l'eussent empêché de prendre les décisions que réclamait sa politique.

« Je ne crois pas, sur la foi de longues observations, qu'il s'agissait là d'une affectation. C'était un des côtés de sa nature. Aussi affichait-il extérieurement de l'indifférence pour ne pas laisser deviner ce trait de caractère dont il avait peur lui-même. Ce fut la raison profonde pour laquelle il ne se rendit jamais au front ni dans les villes bombardées. Ce n'était pas par manque de courage personnel, mais crainte de l'horreur de l'extérieur.

« En petit comité, quand on parlait des épreuves de la troupe – sans distinction de grade –, il laissait voir très souvent qu'il éprouvait beaucoup de compréhension et de sentiment pour les combattants[3]. »

A partir de Stalingrad et jusqu'à sa mort, Hitler préside le matin et le soir deux interminables conférences d'état-major. Tous les fronts sont passés en revue, analysés minutieusement par secteur, moitié par moitié. Les opérations menées par la Luftwaffe et la marine font l'objet d'un examen détaillé.

Comme le soulignent Speer et Goebbels, les méthodes de travail de Führer sont mauvaises. De tempérament dilettante, il assume une tâche beaucoup trop lourde avec la direction de l'Etat et deux états-majors. Il se refuse constamment, malgré les instances de Manstein, à nommer un commandant en chef à l'Est, ce qui aurait allégé ses responsabilités et lui aurait évité d'endosser directement les défaites.

Hitler entretient encore un cloisonnement beaucoup trop rigide. Personne, sauf lui, n'est au courant de la situation d'ensemble : Speer se trouve étroitement cantonné dans le domaine économique ; Ribbentrop doit se contenter d'une marge de manœuvre de plus en plus réduite sur le plan diplomatique ; Goebbels se limite à la propagande et à ses fonctions de gauleiter de Berlin ; Göring est progressivement tenu à l'écart. Il n'y a plus de Conseil des ministres ou encore de cabinet de guerre. Ce manque de communications se trouve à l'origine de la « solution politique » caressée par certains chefs militaires dans l'ignorance du rejet aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest de toute possibilité de négociation, quelle qu'en soit l'origine. A maintes reprises, Hitler se plaint de la vie de reclus qu'il mène à la Tanière du loup. Depuis plus de deux ans, il n'a pu assister à un concert, une pièce de théâtre ou un opéra.

Par ailleurs, la conjoncture a profondément changé. Hitler doit mener une guerre défensive, nullement conforme à son tempérament. Une situation paradoxale à un moment où la Wehrmacht atteint son apogée. Elle n'a plus rien à voir avec celle de la campagne de France. Elle compte 295 divisions, le double du 10 mai 1940. L'instrument manque toujours d'homogénéité.

Depuis 1942, au lendemain d'un terrible hiver russe, un tiers au moins de ses unités ne sont plus aptes qu'à des missions défensives. Ces divisions sont composées d'hommes fatigués, âgés, mal remis de maladies ou de blessures graves. Elles manquent de matériels modernes et de moyens de transport. On peut encore associer à ces formations les divisions de campagne de la Luftwaffe formées à partir des excédents d'effectifs attribués à l'aviation. Le plus souvent insuffisamment instruites, mal encadrées, ces divisions, au dire de Göring, offrent l'avantage d'être imprégnées de l'idéologie nationale-socialiste.

L'armée n'en dispose pas moins, et elle le conservera jusqu'à la fin, d'un remarquable fer de lance composé d'une cinquantaine de bonnes divisions d'infanterie, d'une vingtaine de divisions motorisées, rebaptisées *Panzergrenadiers*, d'une tonalité plus frédéricienne, et d'une quarantaine de divisions blindées.

A cet ensemble s'ajoutent à partir de 1943 les divisions d'une Waffen SS en pleine mutation. En marge de quelques régiments d'élite, un corps blindé SS joue pour la première fois un rôle majeur lors de la contre-offensive de Manstein en février-mars 1943 et la reprise de Kharkov. Parmi ces divisions les plus célèbres : « Adolf Hitler », « Das Reich », « Hitlerjugend », « Totenkopf », « Goetz von Berlinchingen », « Hohenstaufen ».

Composées au départ de volontaires, ces unités doivent faire appel à partir de 1943 aux ressources du contingent. Elles se trouvent placées sous le commandement tactique de la Wehrmacht. L'armement procède de celui des Panzer parfois plus étoffé.

La Waffen SS de 1944 comportera un second aspect quelque peu surprenant pour une arme d'élite destinée en principe à n'accueillir que les représentants les plus parfaits de la race germanique. Devenue une énorme Légion étrangère, elle enrôle des *Volksdeutsch*, des Allemands de l'extérieur et des représentants de tous les pays européens. Parmi les divisions les plus célèbres, émergent les noms de « Wallonie », « Viking », « Nordland », « Charlemagne ». Quelle que soit l'origine, les formations de la Waffen SS, en liaison avec des unités blindées ou motorisées, jouent le rôle de « pompiers du IIIe Reich ». Grâce à leur armement, un esprit de sacrifice poussé à l'extrême, elles interviennent dans les périodes de crise, pour rétablir le front ou lancer des contre-offensives. Comme

on pourra le constater en Italie et surtout à Cassino, l'armée allemande comporte encore des formations d'élite, les troupes de montagne ou les parachutistes.

Cette expansion de la Wehrmacht s'accompagne encore d'une refonte de l'armement. La dotation en armes antichars ne cesse d'augmenter et les canons sont de plus en plus puissants. Le 37 du début de la guerre cède la place à des canons de 50 puis de 75, sans oublier le 88, une des pièces les plus réussies de la Seconde Guerre mondiale. Pour le combat rapproché contre les chars, les fantassins à partir de 1944 sont abondamment dotés de *Panzerfaust* tirant des roquettes à charge creuse, particulièrement redoutables dans les combats de rues ou les zones de végétation dense offrant des couverts.

Devant la menace aérienne croissante, la dotation en pièces de DCA légères ne cesse également d'augmenter. A partir de 1942, pour répondre aux attaques massives de l'infanterie soviétique, le fantassin allemand reçoit la mitraillette MP42 et surtout la remarquable mitrailleuse MG42 d'une cadence de 1 200 coups à la minute en tir rasant. A l'imitation des Katiouchas de l'Armée rouge, l'artillerie divisionnaire allemande est à son tour dotée de *Nebelwerfer*, un lance-roquettes à six tubes d'une portée de 5 000 à 6 000 mètres d'un effet impressionnant.

La mutation la plus importante concerne les chars. Devenu inspecteur général de l'arme blindée en 1943, Guderian en est, en grande partie, responsable. Le IIIe Reich participe alors à la course à la puissance amorcée par les Soviétiques avec le KV1 et le T34. Au début de 1943, les Panzer abandonnent le Mark III même doté du 50 long. Le Mark IV connaît une nouvelle jeunesse grâce au renforcement du blindage et à l'adoption d'un 75 long de 48 calibres, à grande vitesse initiale. Ce sera le seul blindé à conserver son efficacité pendant toute la guerre. Deux autres chars apparaissent à la fin de 1942 et au début de 1943, le Tigre 1 armé d'une pièce de 88 et le Panther doté d'un 75 long.

L'Armée rouge n'est cependant pas en reste. En 1943, le T34 subit une sérieuse refonte avec une tourelle plus vaste dotée d'un canon de 85. Au T34 s'ajoute à partir de l'année suivante le « Joseph Staline » remarquablement blindé, protégé et armé d'un canon de 122 long. La riposte allemande se manifeste à l'automne de 1944 avec l'apparition du Tigre royal de 68 tonnes doté d'un 88 long.

Capables de tenir tête aux engins soviétiques, les chars allemands manifestent une nette supériorité sur les blindés alliés, Sherman américain ou Churchill britannique, même armés de 75. En Normandie, pour la destruction d'un char allemand, les Alliés devront consentir la perte de cinq engins.

Pour que le tableau soit complet, notons qu'à partir de 1943 nombre de

Panzer ou de Panzergrenadiers sont dotés d'un bataillon d'automoteurs, une initiative de Guderian qui devient alors, non sans paradoxe, le grand maître de l'anti-*Blitzkrieg*. L'automoteur n'est à tout prendre qu'un canon antichar chenillé.

Avec la disparition de la tourelle au profit d'une casemate, l'engin gagne en facilité de fabrication et de poids, ce qui permet pour le même châssis de lui donner une pièce plus puissante. Le Sturmgeschutz, avec un châssis de Mark IV, est doté d'un 75 long, le Jagdpanther, avec le châssis d'un Panther, est doté d'un 88 long, le canon du Tigre royal.

Jusqu'à la fin, sous le commandement d'hommes comme Hube, Heinrici ou Manteuffel, les formations blindées allemandes afficheront une remarquable souplesse tactique dans le cadre d'une défense élastique. Cette maîtrise se manifeste en 1943, à l'Est, sur le front central ou dans le secteur sud. On la retrouvera l'année suivante avec le dégagement de la poche de Tcherkassy ou de la 1re armée de Hube. En Normandie, en dépit d'une forte supériorité de moyens, Montgomery ne réussira pas à briser la résistance des Panzer autour de Caen.

A partir de 1943, la Luftwaffe subit elle aussi une mutation et devient un instrument de plus en plus défensif. L'ère de la supériorité aérienne incontestée s'achève aussi bien sur le front de l'Est qu'en Méditerranée. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Depuis 1939-1940, la Luftwaffe n'a que modérément augmenté ses effectifs. A la suite des victoires retentissantes du début de la guerre, l'état-major reste fidèle à une armée de l'air de haute qualité, mais relativement réduite.

Le poids de la guerre à l'Est entraîne cependant une volonté d'extension. Mais cette extension se heurte à la faiblesse des talents d'organisateur du chef d'état-major Udet qui modifie les prototypes et les annulations de programmes. Fait étrange, l'aviation allemande ne réussit que difficilement à sortir une série d'appareils de nouvelle génération. En 1943, la plupart des avions de formation ne sont que des versions rajeunies de ceux entrés en service en 1939-1940. Le gros des effectifs de la flotte de bombardement est toujours composé de Heinkel 111 ou de Junkers 88. Parmi les chasseurs, les Messerschmitt 109 et 110 dotés de nouveaux moteurs restent compétitifs.

La Luftwaffe ne compte en définitive qu'un seul appareil vraiment nouveau, le Focke-Wülf 190 apparu en 1941. Remarquable réussite, cet appareil est fabriqué en différentes versions : avion de reconnaissance, intercepteur, chasseur-bombardier. En revanche, les échecs sont nombreux. Le plus retentissant concerne le bombardier lourd Heinkel 177, victime d'interminables maladies de jeunesse. C'est seulement en 1944 avec l'apparition des avions à réaction que la Luftwaffe retrouvera sa supériorité technique sur ses adversaires.

A cette date, la mutation n'en est pas moins complète. Sous l'impulsion de Milch, nouveau chef d'état-major, en liaison avec Speer, le grand maître des industries d'armement, la production augmente considérablement : 40 000 appareils en 1944 contre 10 000 en 1941. Mais la proportion de bombardiers ne cesse de régresser, au profit de monomoteurs, intercepteurs de chasseurs-bombardiers. Rien ne trahit mieux la nouvelle vocation défensive de la Luftwaffe, même si elle atteint son apogée en 1943 avec 6 000 appareils. Sa tâche est alors la protection du Reich contre les bombardements stratégiques menés de nuit par le Bomber Command et de jour par les 8e et 15e Air Force américaines.

Pourtant, la Luftwaffe participe encore à la bataille terrestre, en liaison avec les Panzer. On le constate lors de l'affaire de Koursk. Pendant le débarquement de Salerne, elle intervient encore avec efficacité, utilisant avec succès contre les navires une arme nouvelle téléguidée, la bombe planante. La Luftwaffe effectue encore un énorme effort à l'Est pendant l'hiver 1943-1944. Elle participe au dégagement de Tcherkassy et de l'armée de Hube, organisant des ponts aériens pour le ravitaillement des troupes et l'évacuation des blessés.

On ne peut non plus négliger les succès remportés contre l'aviation stratégique alliée au-dessus de l'Allemagne, lors de la bataille de Berlin, les raids de Schweinfurth et de Nuremberg. Anglais et Américains doivent renoncer pendant plusieurs mois à des opérations en profondeur. Le déclin ne s'affirme qu'à partir de 1944, aussi bien sur le front oriental qu'occidental.

Cette mutation de la Wehrmacht ne peut dissimuler un phénomène capital : la loi du nombre. Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, l'armée allemande se heurte à deux adversaires disposant d'une supériorité de moyens de plus en plus écrasante. L'Armée rouge, à partir de 1943, aligne 500 divisions, soit 8 millions de combattants, 15 000 chars, 10 000 avions et une artillerie impressionnante.

A la différence des débuts du conflit, les offensives soviétiques des deux dernières années de la guerre sont le reflet d'une nouvelle doctrine. En plus de l'action aérienne, toute offensive suppose une intense préparation d'artillerie digne de celles de la Première Guerre mondiale, destinée à démanteler les positions adverses. Ce sont des unités d'infanterie plus ou moins sacrifiées qui montent alors à l'assaut et pratiquent les premières brèches. Les formations de chars suivies d'autres vagues d'infanterie s'élancent alors dans les brèches et pratiquent une exploitation extrêmement rapide.

Dans ses Mémoires, Manstein finira par reconnaître que l'OKH ou l'OKW ont constamment sous-estimé le potentiel de l'Armée rouge : « Nous n'avons pas apprécié en Allemagne, comme il le méritait, l'extraordinaire exploit que constituait la mise sur pied de forces aussi considérables et leur armement. En

fait, nous nous trouvions en face d'une hydre à qui deux têtes paraissaient renaître chaque fois que nous en coupions une[4]. » Qui plus est, comme le souligne le maréchal Model devant le Führer : « Le soldat allemand de 1941 est mort quelque part en Russie. Celui qui lui succède le vaut largement. En revanche, c'est l'adversaire qui est en progrès. »

Sur le front occidental, la Wehrmacht se trouve aussi constamment surclassée dans le domaine des effectifs et du matériel. Au cours des derniers mois de la guerre, cet écart ne fera que se creuser. En Italie, 17 à 18 divisions de la Wehrmacht tiennent tête à une trentaine d'unités alliées généralement plus étoffées. Au début de la bataille de Rhénanie, en mars 1945, le rapport des forces s'établit dans la proportion de 4 à 1. Après le passage du Rhin, la Wehrmacht ne pourra plus opposer qu'une trentaine de divisions exsangues aux 90 divisions d'Eisenhower.

Les forces du Reich se heurtent encore à une supériorité aérienne croissante. A partir de 1943 et plus encore de 1944, la Luftwaffe ne domine plus le ciel. Le phénomène le plus remarquable est l'extraordinaire résurrection de l'aviation de l'Armée rouge, pratiquement annihilée en 1941. Grâce aux livraisons alliées, aux sorties d'usines soviétiques, cette aviation finit par tenir tête à la Luftwaffe avant d'acquérir la supériorité aérienne en 1944.

Sur le théâtre occidental, le phénomène est encore plus net et plus précoce. La supériorité aérienne alliée dans le domaine de l'aviation tactique s'affirme lors de la campagne d'Italie avant de disposer d'une supériorité écrasante en Normandie. La puissance aérienne adverse modifie radicalement le comportement du commandement allemand. Toute reprise de l'initiative est liée à l'attente du mauvais temps. En définitive, cette supériorité constitue un des éléments essentiels du retournement stratégique.

Un second facteur capital tient à la faillite du renseignement. Au départ, les Allemands, comme le prouvent la campagne de Norvège et la bataille de France, bénéficient d'une position favorable, qui ne cesse ensuite, à partir de 1942, de se détériorer. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette dégradation.

Paradoxalement, les Allemands sont victimes de l'étendue de leurs succès et les Alliés ont pu exploiter au maximum les ressources des résistances qui n'ont cessé de se développer dans les territoires occupés. Anglais et Américains ont encore réalisé des progrès beaucoup plus rapides que leurs adversaires dans le domaine du décryptage et des calculateurs. A partir de 1942-1943, la Wehrmacht perd la bataille des codes majeurs aussi bien sur terre que sur mer. Les Allemands conserveront cependant jusqu'à la fin une remarquable maîtrise dans

le domaine des codes mineurs, d'ordre tactique, notamment ceux de l'armée britannique.

Leurs adversaires bénéficient encore des informations transmises par des agents ou de vulgaires espions, même si la Seconde Guerre mondiale n'a pas connu de Mata-Hari. Le plus célèbre de ces agents est probablement Sorge. Recruté de bonne heure par les services soviétiques, l'homme parvient à se faire nommer à Tokyo comme correspondant du *Berliner Zeitung*. En quelques années, il réussit le tour de force de transmettre à Moscou près de 300 000 messages, dont quelques-uns d'une importance capitale.

En juin 1941, Sorge semble bien avoir été en mesure, à la suite de contacts avec des membres de l'ambassade d'Allemagne à Tokyo, de préciser non seulement l'imminence de *Barbarossa*, mais la date de l'attaque allemande. Quelques mois plus tard, il peut encore prévenir les services soviétiques d'une information majeure : l'abandon par les Japonais d'une attaque contre la Sibérie au profit d'une offensive en direction du Sud-Est asiatique. Un renseignement qui devait jouer un rôle déterminant dans la bataille de Moscou. Arrêté en octobre 1941, exécuté deux ans plus tard, Sorge ne sera promu qu'en 1964 au rang de « héros de l'Union soviétique ».

Dans les réseaux soviétiques, il ne fait aucun doute que bien avant la guerre le GR4 (Directoire de renseignement de l'Armée rouge) avait réussi à créer, par l'intermédiaire d'un Juif polonais, Léopold Trepper, sous couvert d'une société d'import-export, un réseau d'agents particulièrement étoffé à Paris, Bruxelles et Amsterdam, que les Allemands appelleront la *Rote Kapelle*. A la fin de 1940, « l'Orchestre rouge » s'enrichit d'un réseau supplémentaire, créé par un officier de la Luftwaffe profondément antinazi, Harro Schultze-Boysen, affecté au ministère de l'Air à Berlin.

A partir de la fin de 1941, l'Abwehr entreprend de neutraliser ce réseau. Plusieurs postes émetteurs sont découverts en banlieue parisienne, à Marseille, Amsterdam et La Haye. Harro Schultze-Boysen est arrêté le 31 mai 1942, Trepper le 19 novembre. Au total, 800 agents sont neutralisés, dont un certain nombre retournés. Aucun doute que ces réseaux n'aient transmis aux Soviétiques des renseignements extrêmement importants sur l'organisation militaire du Reich et sur les plans offensifs de 1942.

Un second réseau du GR4 semble avoir fonctionné pendant toute la durée de la guerre, celui de Sando Rado en liaison avec l'agent Rossler (« Lucy »). Installé en Suisse, ce réseau fournit à la Stavka dans des délais étonnamment rapides des renseignements opérationnels de première main. Ces informations auraient été transmises par Rossler via le propre réseau radio de l'OKW, grâce à une dizaine d'officiers supérieurs de la Wehrmacht fondamentalement hostiles

au nazisme. L'OKH est parfaitement conscient de ces fuites ainsi que les services spéciaux. Schellenberg, à la tête du SD, le Sicherheitsdienst, ne peut s'empêcher de dire : « Il y a un homme qui lit par dessus l'épaule du Führer et qui renseigne les Russes. »

Au cours de la bataille de l'Atlantique, le renseignement tient une place capitale, mais de caractère différent suivant les époques et à la mesure des moyens alliés. En 1941, la rupture du code *Enigma* joue un rôle en quelque sorte préventif. Elle permet aux Anglais de dérouter les convois, d'éviter les embuscades des meutes et de frustrer les Allemands de succès importants, de l'ordre de 2,5 millions de tonnes.

Cette percée est suivie d'un black-out total pendant la plus grande partie de l'année suivante lié à une modification de la machine *Enigma* dans le cadre du code *Triton*. Une seconde rupture intervient en novembre 1942. Rupture pratiquement définitive à l'exception d'un bref black-out de quelques semaines en mars 1943. C'est au cours de l'année 1944 que les services alliés et surtout britanniques atteindront leur maximum d'efficacité, avec des manœuvres d'intoxication, en grande partie à l'origine de la réussite du débarquement de Normandie.

L'ampleur des grandes défaites pose un problème, celui de la responsabilité du Führer. Hitler mérite-t-il de figurer au rang des grands chefs de guerre ? Cette thèse a été contestée à Nuremberg par Brauchitsch, limogé « de manière ignominieuse » au moment de la crise de l'hiver 1941-1942. Opinion douteuse compte tenu du caractère du personnage : parfait gentleman, type même de l'officier prussien de la vieille école, l'ancien commandant en chef de l'armée allemande affichait une faiblesse de caractère pathologique, et, au dire de ses pairs, n'offrait que des qualités opérationnelles au-dessous de la moyenne.

La thèse du chef de guerre a encore été contestée par le professeur Gert Buchheit auteur d'un ouvrage au titre évocateur : *Hitler, der Feldherr – Die Zerstörung einer Legende* (la destruction d'une légende).

Démonstration du même ordre chez Liddell Hart, avec de sérieuses réserves. Le grand historien militaire britannique a prêté une oreille trop complaisante aux propos de certains chefs militaires allemands, comme Halder, au lendemain du désastre de 1945. Désireux de se dédouaner, de démontrer qu'ils n'avaient pas voulu cette guerre et qu'ils n'avaient pas été les instruments aveugles de la politique criminelle du Führer, ces chefs se sont efforcés de démontrer que s'ils avaient été libres de mener le conflit à leur guise, ils l'auraient probablement gagné. Nouvelle version du « coup de poignard dans le dos » !

Tout récemment enfin, dans un ouvrage très fouillé sur la campagne de France, *Blitzkrieg Legende*, le colonel Friesner, du Service historique de la Bundeswehr, dénie à Hitler tout véritable talent militaire. Il lui reconnaît, à la rigueur, des intuitions, mais des intuitions anarchiques, désordonnées, sans véritable portée opérationnelle.

Débat quelque peu académique, à la limite du ridicule. Si Hitler avait écouté ses généraux, il n'y aurait pas eu la nouvelle Wehrmacht conçue pour la guerre éclair. Il n'y aurait pas eu l'Anschluss, le démantèlement de la Tchécoslovaquie et de toute évidence pas la guerre, ce qui aurait mieux valu pour tout le monde, à commencer par Hitler.

Une fois le conflit commencé, il n'y aurait pas eu la campagne de Norvège, objet d'une condamnation unanime de l'OKH. Il n'y aurait pas eu davantage de victoire à l'Ouest. Il suffit de rappeler qu'au lendemain de la campagne de Pologne Brauchitsch et Halder prônent une stratégie d'attente, et s'ils se résignent à présenter un plan d'opération, il ne s'agit que d'une manœuvre limitée, incapable d'arracher la décision. Il faudra toute l'insistance du Führer pour convertir l'OKH à l'idée d'une attaque au centre, susceptible d'entraîner une victoire totale.

Au passif de l'état-major, notons encore qu'en juillet 1940 il n'avait pas saisi toutes les implications d'un débarquement en Angleterre et qu'il ne demandait qu'à se lancer dans une aventure qui avait toute chance de mal tourner. Notons aussi qu'il n'a fait aucune objection à l'attaque contre l'URSS et qu'il a fallu encore toute l'insistance du Führer pour obliger Brauchitsch et Halder à renforcer considérablement le dispositif prévu à l'Est.

Lors du débat du mois d'août 1941 – l'Ukraine ou Moscou –, on peut se demander si le plan de Guderian consistant à lancer un raid de corps blindés en direction de la capitale soviétique, avec des flancs démesurément allongés, sans avoir réduit les concentrations de l'Armée rouge à l'ouest du Dniepr, n'aurait pas conduit à un échec retentissant. L'URSS n'était pas la France et Moscou n'était pas Paris. Guderian se serait heurté à une capitale en état de siège et l'expérience de la guerre, à commencer par Varsovie, avait déjà démontré l'inaptitude des chars aux combats de rue.

En revanche, pour ceux qui ont approché Hitler pendant presque toute la guerre, la réponse ne peut être que positive. Pour Jodl, une des meilleures têtes pensantes de la Wehrmacht, « ce n'est pas parce que Carthage a finalement été détruite qu'Hannibal était un mauvais général ». Lors du procès de Nuremberg, tous les anciens grands chefs reconnaîtront les talents exceptionnels de Hitler. « Le Führer, déclara Keitel, n'avait reçu aucune instruction militaire, mais il avait les intuitions d'un génie. Il s'était formé lui-même et il avait étudié seul la

tactique et la stratégie. Nous, les généraux, nous étions devant lui non comme des maîtres, mais comme des élèves.

« Tous les officiers qui l'ont connu pourront attester qu'il était si bien informé de l'organisation, de l'armement, de l'équipement et du commandement de toutes les armées et – ce qui est encore plus extraordinaire – de toutes les marines qu'il était absolument impossible de le prendre en défaut sur un seul point. Pendant les années que j'ai passées à son quartier général, j'ai pu constater qu'il consacrait ses nuits à étudier les gros ouvrages de doctrine militaire de Clausewitz, de Moltke, de Schlieffen. C'est en eux qu'il avait puisé les connaissances et les idées qui faisaient notre stupéfaction[5]. »

« Sa manière de commander, ajoutera Göring, était la suivante : il donnait des directives générales, recevait les plans des différents commandants en chef, les coordonnait, en faisait un tout qu'il commentait devant les principaux généraux. Il consultait, s'entourait d'avis, mais je tiens à reconnaître que toutes les idées stratégiques essentielles étaient de lui. Il était très doué pour la stratégie. »

Dans un domaine tout à fait différent, Dönitz soulignera, lui aussi, les talents stratégiques exceptionnels du Führer. De fait, une lecture attentive du *Journal de guerre* de la Kriegsmarine démontre que Hitler, à l'école de Raeder ou de Dönitz, avait assimilé très rapidement les ressorts de la guerre sur mer et qu'il posait constamment des questions extrêmement pertinentes. En ce qui concerne l'opération *Lion de mer*, il avait beaucoup mieux compris qu'un Brauchitsch, un Halder ou même un Manstein les impératifs d'une opération amphibie, même en cas de victoire de la Luftwaffe sur le Fighter Command.

Quant à Guderian, dont on ne peut nier le talent et le jugement, il reconnaît lui aussi que Hitler avait l'étoffe d'un grand chef militaire et qu'il dominait largement son entourage. Il connaissait parfaitement ses dossiers et on ne pouvait aborder un problème avec lui sans disposer d'une argumentation solidement étoffée.

Pour le promoteur des Panzer, il manquait cependant à Hitler la formation d'un bon officier d'état-major et il avait tendance à s'intéresser à l'excès aux problèmes matériels. Quant au général Manteuffel, une des étoiles montantes de l'armée, successivement commandant de la 7e Panzer de la division « Grossdeutschland », puis de la 5e Panzerarmee en 1944, il arrive lui aussi aux mêmes conclusions : « Hitler avait lu une grande quantité d'ouvrages militaires et montrait un goût marqué pour les conférences traitant du même sujet. De cette façon, à son expérience de simple soldat de la guerre précédente il ajoutait une solide connaissance de certaines notions élémentaires de la guerre : les

propriétés des différentes armes, l'importance du terrain et des conditions atmosphériques, la mentalité et le moral des troupes. Il faisait preuve d'une habileté particulière pour jauger l'état d'esprit des hommes. Sur ces matières, je me trouvais rarement en désaccord avec lui. Par contre, il ne possédait aucune notion des hautes spéculations stratégiques et tactiques. S'il saisissait le maniement d'une division, celui d'une armée entière lui était étranger. Il avait un flair réel, il excellait dans les mouvements de surprise, mais il lui manquait les éléments techniques de base, indispensables pour leur application efficiente. Il avait, en outre, tendance à se griser de chiffres et de quantités[6]. »

La meilleure analyse des talents militaires de Hitler est probablement celle de Manstein. Dans ses Mémoires, le maréchal lui consacre un chapitre entier. Manstein reconnaît au Führer certaines qualités fondamentales du chef de guerre : une volonté puissante, la maîtrise de ses nerfs, une intelligence aiguë, un don évident pour certaines opérations, le sens des possibilités techniques à l'origine de l'évolution matérielle de la Wehrmacht, à l'exception peut-être de l'aviation.

Au passif, Manstein note chez Hitler l'exagération de la puissance de la volonté. Tout au long du conflit, le Führer reste prisonnier d'un tempérament foncièrement agressif. Il sera encore gâté par la réussite stupéfiante de ses coups de force et du succès d'opérations menées à l'encontre de toutes les règles de l'art militaire, sous le signe d'une chance insolente, comme la Norvège, le passage de la Meuse ou l'attaque de la Crète. Pour avoir surmonté la crise de Moscou en décembre 1941, Hitler sera plus que jamais convaincu qu'une ténacité à toute épreuve permet de conjurer la défaite. Il ne pourra jamais se libérer du comportement du joueur : jusqu'à la fin, il se livrera, suivant sa propre expression, à des « coups de poker ».

Le Führer est également prisonnier de son expérience d'ancien combattant de 1914-1918. Il a à son actif une belle guerre. Blessé à deux reprises, il a été décoré de la Croix de fer de 2e puis de 1re classe. Engagé dans le 16e régiment d'infanterie bavarois, composé essentiellement de jeunes recrues, il est jeté dans la bataille des Flandres en novembre 1914. Son régiment est très éprouvé. En moins d'une semaine de combat, on ne compte que 611 survivants sur 3 600 hommes. Les Allemands devaient appeler ces combats le « massacre des enfants d'Ypres » (*Kindermord bei Ypres*). Pendant tout le reste de la guerre, Hitler reste dans le même régiment toujours engagé sur le front occidental. Il sert comme agent de liaison, une affectation particulièrement dangereuse. Ses chefs devaient conserver le souvenir d'un soldat particulièrement valeureux. Pour le commandant du régiment, il se fait remarquer par « son cran exceptionnel… et son courage intrépide ». Pour le colonel Spatany, il constituait « un exemple

éclatant pour tous ceux qui l'entouraient. Cela et son admirable modestie lui valaient le respect de ses officiers et de ses supérieurs ». Pour le lieutenant-colonel Tubeuf, c'était de tous ses hommes celui dont il se sentait le plus proche. « Les idées qu'il exprimait dans nos conversations privées […] témoignaient de son amour profond de la nature, et, de manière générale, de sa droiture et de son honnêteté foncière[7]. » De son expérience de « poilu », Hitler est donc resté convaincu que les crises peuvent être surmontées par une combativité accrue et par une résistance acharnée sur place. Tout repli, tout abandon d'un terrain péniblement conquis ne peuvent que démoraliser la troupe. En fait, après la bataille de Moscou surtout, Hitler sera de plus en plus assuré que la guerre est avant tout une affaire de volonté.

Il n'en reste pas moins vrai que Hitler a commis de lourdes fautes. L'attestent les remaniements du Plan bleu, au cours de l'été 1942, la fascination exercée par Stalingrad, le refus d'autoriser le repli de la 6e armée, ou encore son entêtement à s'accrocher beaucoup trop longtemps à la tête de pont de la Tunisie, malgré une supériorité aérienne et maritime alliée de plus en plus écrasante.

D'autres erreurs interviendront en 1944, comme la contre-attaque de Mortain dont les conséquences seront désastreuses à la fin de la bataille de Normandie, ou encore l'offensive des Ardennes, qui épuisera les dernières capacités de l'armée allemande.

Notons tout de suite que le Führer est loin d'être le seul à avoir commis des fautes pendant la guerre. Celles de Churchill ne se comptent pas, qu'il s'agisse de ses hésitations pendant la campagne de Norvège dont il est le promoteur, de son engagement en Grèce avant d'achever la déroute italienne en Libye, de son entêtement à concentrer des forces considérables en Egypte, au détriment de l'Extrême-Orient.

Après la reprise de l'offensive en Europe, le commandement allié, lui aussi, a commis de lourdes erreurs stratégiques. En Italie, l'attentisme de Lucas à Anzio ne permet pas l'exploitation d'une opération fondée sur la surprise et dont les conséquences auraient pu être désastreuses pour Kesselring. Au lendemain également de la rupture de Cassino, Clark, fasciné par Rome, laissera échapper la 10e armée allemande. Au lendemain également de la rupture de Normandie, les hésitations de Bradley, le débat entre Montgomery et Eisenhower ne permettront pas de remporter une victoire complète.

Staline, tout au moins au cours des premières années du conflit, en donnant des ordres de repli beaucoup trop tardifs, que ce soit en Ukraine ou dans le

Donetz, a lui aussi multiplié les erreurs à l'origine de lourdes défaites. Tout au long du conflit et même jusqu'en 1943-1944, il s'obstinera à déclencher des opérations sur l'ensemble du front, au mépris du point d'application et à l'origine de pertes effroyables pour l'Armée rouge.

Même si le chef d'un régime totalitaire à l'origine de toutes les décisions doit en endosser les conséquences, il faut reconnaître que Hitler bénéficie, à plusieurs reprises, de circonstances atténuantes, si l'on peut s'exprimer ainsi. Nombre d'erreurs apparaissent, en quelque sorte, collectives. La bataille de Koursk est imposée à un Hitler réticent, envahi par le doute, par Zeitzler, Manstein et Model. Ceux-ci acceptent fort bien les ajournements successifs, qui offrent l'avantage de renforcer en nouveaux matériels leurs formations blindées.

Lorsque Hitler, en août 1943, préoccupé par la situation en Italie, envisage un repli général sur le front de l'Est depuis le lac Onega jusqu'au Dniepr et l'isthme de Kertch, cette perspective soulève une véritable levée de boucliers. Le commandant du front nord, le général Küchler, se rend à Rastenburg et soutient que l'abandon du siège de Leningrad risquerait de démoraliser ses troupes.

Dönitz abonde dans son sens et souligne qu'une évacuation du golfe de Finlande, barré par des champs de mines et des filets d'acier, permettrait le retour de la flotte soviétique en Baltique et compromettrait l'entraînement des nouveaux sous-marins. De même, l'évacuation de Novorossisk et du Kouban risque d'avoir des conséquences stratégiques des plus funestes en mer Noire et inciter la Turquie à entrer en guerre contre le Reich. Speer et son adjoint Saur plaident en faveur du maintien d'une forte tête de pont autour de Zaporoje, seul moyen pour assurer le fonctionnement du barrage du Dnieprogues qui alimente en électricité les mines de fer de Krivoï Rog, de manganèse de Nikopol et le centre sidérurgique de Dniepropetrovsk, qui a été, à grand-peine, remis en état. Devant cette vague d'objections, Hitler réserve sa décision.

A la fin de l'année, l'évacuation de la Crimée se heurte également à de fortes réticences. Le commandant de la 17e armée garantit l'intégrité des défenses de l'isthme de Perekop. Dönitz souligne à nouveau l'importance de la presqu'île sur le comportement de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Turquie. En cas d'attaque soviétique, la marine pourra assurer le ravitaillement nécessaire et répondre à une éventuelle évacuation. En réalité, l'Armée rouge réussira à forcer les défenses allemandes et à pénétrer en Crimée. Quant à l'évacuation, entravée par des attaques aériennes et de mauvaises conditions météorologiques, elle ne sera que partielle, et plus de 50 000 hommes devront capituler dans une des défaites les plus graves du front oriental. En revanche, il convient de

rappeler que c'est Hitler qui imposera l'évacuation de la Sicile, en dépit de l'avis défavorable de Dönitz et de Kesselring.

De toute manière, le problème des replis, comme l'a souligné le général Senger und Etterlin, pourtant peu suspect de sympathie à l'égard de Hitler, n'a jamais reçu de solution satisfaisante. Tout repli en appelle un autre, avec des répercussions extrêmement graves sur les flancs. Au cours de l'automne de 1943, la retraite ininterrompue de Manstein sur le front sud en direction du Dniestr et des Carpates découvre le groupe d'armées Centre, l'oblige à des alignements répétés et à l'évacuation de Smolensk, Gomel et Briansk. Cette retraite entraîne également l'isolement de la Crimée.

A maintes reprises, les retraites obéissent au culte des belles positions. En septembre 1943, Manstein, à l'encontre de ses pronostics, ne peut tenir la ligne du Dniepr plus de quelques semaines. Il ne réussira pas mieux derrière le Dniestr. En Italie, où il dirige les opérations avec le maximum de liberté, Kesselring ne pourra empêcher la rupture de la ligne Gustav en mai 1944. Si un rétablissement s'opère à l'automne sur la ligne Gothique, son successeur, en avril 1945, ne pourra regrouper ses forces dans le « réduit alpin ».

Le débat sur les replis et la défense élastique concerne essentiellement le front de l'Est. Toujours d'après Senger und Etterlin, ce débat est en partie faussé par l'esprit continental des généraux allemands qui n'ont jamais bien perçu les implications de la stratégie anglo-américaine sur le théâtre occidental et la conduite générale des opérations. Maîtres de la mer, les Alliés exercent une menace sur tout le littoral européen, de la Méditerranée à l'Arctique. Cette pression entraîne une dispersion des réserves. Sans perdre son caractère majeur, le front de l'Est sera progressivement sacrifié. S'il immobilise 65 % des grandes unités, il ne retient que la moitié des formations blindées et motorisées. A l'issue des terribles batailles de l'hiver 1943-1944, qui ont rejeté ses forces sur les Carpates, Manstein finira par admettre incidemment dans ses Mémoires qu'il était difficile de faire mieux, « à moins d'accepter des risques considérables ailleurs[8] ».

Cette vision étroite du haut commandement à l'Est est aggravée par la répartition des tâches. A partir de l'automne 1942, l'OKH – en dépit de son nom, l'Etat-Major général de l'armée – se trouve cantonné aux opérations du front russe. A l'OKW, état-major interarmées au départ, incombe désormais la conduite des opérations sur tout le théâtre méditerranéen, y compris les Balkans, ainsi que tout le front occidental, de Bayonne au cap Nord. L'OKW gère encore les réserves stratégiques et « prête », dans les grandes circonstances, des divisions à l'OKH.

Autre aspect du caractère de Hitler, l’extrême difficulté de le contredire, de le faire changer d’avis sur un problème stratégique. Après avoir épuisé tous les éléments d’ordre militaire, le Führer se réfugiait derrière des arguments d’ordre politique ou économique, qui échappaient à la connaissance des chefs militaires.

Ses fameux accès de colère appartiennent au domaine de la légende comme ceux représentant Hitler se roulant par terre et mordant le tapis. Manstein n’a été témoin que d’une seule scène désagréable entre Hitler et Halder. Dönitz jamais. Guderian reconnaît que ces accès sont devenus plus fréquents après le traumatisme causé par l’attentat du 20 juillet. Il n’en reste pas moins que Hitler disposait d’une force de conviction et de persuasion étonnante, à la limite de l’envoûtement.

Goebbels pouvait prétendre que le Führer échappait par moments aux normes de l’espèce humaine : « Je travaille avec lui depuis des années, je le vois presque tous les jours et, cependant, il y a des moments où il m’échappe presque complètement. Qui peut se vanter de le voir tel qu’il est ? Dans le monde de la fatalité où il se meut, plus rien n’a de sens, ni le bien ni le mal, ni même ce que les hommes appellent le succès ne peuvent servir de critère… Ce qu’il est en dernière analyse, je l’ignore. Est-il réellement un homme ? Je ne pourrais pas le jurer. Il y a des moments où il me donne le frisson[9]. »

Sans aller aussi loin, Keitel n’a jamais dissimulé cet étrange pouvoir de fascination : « Mon attitude à l’égard de Hitler a toujours été dictée par de pures considérations de service. Evidemment, je donnais mon opinion ; c’était mon droit et mon devoir. On en comprendra la difficulté si on sait que Hitler, après quelques échanges de paroles, dominait toujours la discussion et épuisait lui-même la question, ce qui rendait très difficile toute tentative de revenir sur le sujet. Je dois dire qu’ayant occupé de nombreux postes dans d’importants états-majors, j’étais habitué à discuter avec mes supérieurs, si j’ose m’exprimer ainsi. Je me trouvais là dans une situation à laquelle je n’étais pas habitué ; je fus pris au dépourvu et ai souvent perdu la pleine possession de mes moyens. Ceci n’a rien d’étonnant car Hitler, pour employer un langage modéré, apportait dans les questions militaires et stratégiques des idées audacieuses qui heurtaient souvent le soldat de la vieille école que j’étais après trente-sept années de service[10]. »

A Nuremberg également, l’amiral Dönitz promu à la tête de la Kriegsmarine à la fin de 1942, soulignera, lui aussi, ce don d’envoûtement du Führer : « Je voyais en Hitler une puissante personnalité dont l’intelligence et l’énergie étaient extraordinaires et dont les connaissances étaient pratiquement universelles ; le pouvoir semblait émaner de sa personne et il était doué d’un remarquable don de suggestion. D’autre part, c’est intentionnellement que je lui rendais rarement visite à son quartier général, car j’avais l’impression que c’était la meilleure

façon de préserver mon initiative et je sentais qu'il valait mieux que je me dérobe à la forte influence qu'il avait exercée sur moi au cours des deux ou trois jours où j'étais resté auprès de lui. Si je vous dis cela, c'est que j'étais en ce sens certainement plus heureux que son état-major qui était constamment exposé à l'influence de sa forte personnalité et de son pouvoir suggestif[11]. »

Aussi, comme le souligne Guderian à plusieurs reprises, presque personne n'osait finalement le contredire : « Mais qui donc, parmi ceux qui vivent encore, de ces gens qui parlent et écrivent et qui auraient pu approcher le Führer, lequel d'entre eux a donc vraiment offert une seule fois quelque résistance à Hitler ? Qui donc osa, ne fût-ce qu'une seule fois, informer Hitler de son opinion divergente, ou même ne pas en démordre en tête à tête avec le dictateur ? Voilà ce qu'il aurait fallu faire ! Durant les mois au cours desquels j'assistai chez Hitler aux rapports de situation et à d'innombrables conversations militaires, techniques et politiques, quelques hommes seulement agirent de la sorte. »

Au total, au cours de l'année 1943, les succès ont été rares. On peut noter, à l'automne, la reprise du Dodécanèse et le contrôle de la mer Egée. Et surtout, la manière chirurgicale dont Hitler, convaincu dès le départ de la duplicité de Badoglio, a réglé le problème italien, à l'annonce de la capitulation du 8 septembre. Pourtant, Dönitz ne peut s'empêcher de laisser éclater son admiration pour la perspicacité et l'esprit de décision de Hitler : « L'énorme force irradiée par le Führer, son inébranlable confiance, ses prévisions à longue échéance relatives aux événements ont mis en évidence à quel point nous sommes insignifiants comparés à lui et combien notre connaissance de la situation est fragmentaire. Tout homme qui croit faire mieux que lui est un imbécile[12]. »

En réalité, Hitler n'ignore pas que les échecs, les défaites ne tiennent pas uniquement au manque de résolution de ses généraux, obsédés par l'idée de replis à répétition. Tout comme Napoléon après le désastre de Russie ou les déboires de la campagne d'Allemagne de 1813, il est tenté de faire appel aux forces obscures, irrationnelles. La Fortune semble l'abandonner. Son étoile pâlit. « La stratégie est ensorcelée », répète-t-il à maintes reprises. « Plus rien ne nous réussit », confesse-t-il devant Guderian qui ne peut que lui recommander de changer de méthode.

CHAPITRE IX
La foi dans le destin

Le 3 novembre 1943, Hitler, le fait est à souligner, rédige sa dernière directive. Cette directive n° 51 s'identifie à une révision stratégique à 180 degrés. Le front de l'Est cède la priorité au théâtre occidental. « Pendant près de deux ans et demi, écrit le Führer, la lutte acharnée et coûteuse contre le bolchevisme a exigé le maximum de ressources de notre force militaire. Cette lourde tâche tenait à la gravité du danger, en fonction de la situation générale. Le menace subsiste à l'Est, mais un danger encore plus grave surgit à l'Ouest, le débarquement anglo-américain ! A l'Est, l'immensité de l'espace permet, en fin de compte, une perte de territoire même importante, sans porter un coup mortel aux chances de survie de l'Allemagne.

« Il n'en va pas de même à l'Ouest ! Si l'ennemi réussit à percer nos défenses sur un large front, il peut en résulter des conséquences catastrophiques, à brève échéance. Tout indique qu'une offensive contre le front occidental va se produire au printemps, ou même plus tôt.

« Pour cette raison, je ne puis admettre plus longtemps l'affaiblissement de l'Ouest, au profit des autres théâtres d'opérations. J'ai par conséquent pris la décision de renforcer les défenses de l'Ouest, notamment là où nous déclencherons notre guerre à grande distance (armes V) contre l'Angleterre. Ce sont, en effet, sur ces points que l'ennemi doit attaquer et qu'il attaquera. C'est là que se livrera la bataille décisive de l'invasion. »

En fonction de cette refonte stratégique, le front de l'Est constitue un théâtre sacrifié où l'Allemagne peut encore jouer du capital-espace. En Italie, les troupes du Reich, en cas de rupture de la ligne d'hiver, ont encore la possibilité de se replier en direction du nord de l'Apennin ou de la plaine du Pô. En revanche, la marge de manœuvre à l'Ouest apparaît singulièrement limitée. Un débarquement doit être impérativement repoussé.

Aussi, pendant l’hiver, Hitler réussit-il à regrouper une soixantaine de divisions à l’Ouest avec une masse de manœuvre de 15 divisions d’infanterie ou motorisées de bonne qualité et d’une dizaine de Panzer. Alors que le maréchal von Rundstedt conserve le commandement général à l’Ouest, Rommel est chargé de l’inspection générale du mur de l’Atlantique et reçoit le commandement du groupe d’armées B dont la responsabilité s’étend de la Bretagne à la frontière des Pays-Bas[1]. Des incertitudes pèsent toutefois sur le lieu de débarquement et l’emploi tactique des divisions blindées, compte tenu de l’énorme supériorité de l’aviation alliée. A cet égard, Rommel, partisan d’une implantation des divisions blindées le plus près de la côte, en « collier de perles », est en opposition complète avec Rundstedt, Guderian et le général Geyr von Schweppenberg, le commandant des forces blindées à l’Ouest.

Au total, un frêle espoir subsiste. Si le débarquement est repoussé, l’Allemagne aura la possibilité de regrouper le gros de ses forces à l’Est. Une solution politique ou du moins militaire sera peut-être possible, en liaison avec l’emploi d’armes nouvelles.

C’est en novembre 1942 que Hitler fait pour la première fois allusion en public à l’existence de matériels révolutionnaires. A plusieurs reprises, il se livre à des confidences sur ces armes devant des dirigeants des pays satellites. Tout au long de l’année 1943, le thème de ces armes secrètes est exploité par le Dr Goebbels. Sceptiques au départ, les services secrets alliés finissent par acquérir la conviction que ces armes existent bel et bien et sont en mesure de bouleverser les conditions stratégiques du conflit.

Dans ce nouvel arsenal figurent tout d’abord les engins V, abréviation de *Vergeltungswaffe* (arme de représaille), que les Alliés appelleront bombes volantes. Ces armes, de conception totalement différente, doivent être utilisées dans le cadre de la reprise des bombardements de terreur sur Londres.

La première concerne le F26-76 ou V1 mis au point par la Luftwaffe. Il s’agit d’un drone ou avion-robot de 2 200 kg doté d’un statoréacteur et capable de transporter à une distance de 200 kilomètres une charge explosive de 850 kg à une vitesse de 550-600 kilomètres/heure, comparable à celle des meilleurs chasseurs en service. Le lancement s’effectuera au moyen d’une rampe orientée en direction de l’objectif. La seconde arme de représailles ou V2 concerne la fusée A4 étudiée au centre expérimental de Peenemünde sur la Baltique. Il s’agit d’un engin beaucoup plus sophistiqué qui annonce les missiles balistiques. Lancée presque à la verticale, la fusée doit atteindre une altitude de 400 kilomètres pour s’abattre sur son objectif à une vitesse largement supersonique et à une distance de plus de 300 kilomètres. L’offensive des bombes doit pouvoir débuter sur l’Angleterre en février-mars 1944.

Après une interminable attente, le débarquement allié, dans le cadre d'*Overlord*, se produit enfin le 6 juin 1944. Premièrement, il s'accompagne pour les Allemands de deux surprises. Il se déroule dans une période de mauvais temps. Depuis le début juin, une chaîne de perturbations balaye les côtes de la Manche. Cette détérioration climatique a obligé le général Eisenhower à reporter l'opération de vingt-quatre heures. Compte tenu de cette dégradation, les Allemands n'ont procédé à aucune reconnaissance aérienne ou navale au cours des derniers jours. Le 6 juin, à l'aube, les principaux responsables militaires ne sont pas à leur poste. Rommel se trouve en Allemagne. Il ne regagnera que dans la soirée son poste de commandement de La Roche-Guyon pour découvrir une situation confuse.

Seconde surprise : en dépit de tous les pronostics, *Overlord* a lieu en Normandie, alors que les Allemands l'attendent dans le Pas-de-Calais. Cette surprise tient à la manœuvre d'intoxication *Bodyguard* qui met en jeu une équipe britannique spéciale, la LCS, London Controlling Section. L'objectif de la LCS est double :

1) Tout d'abord, laisser planer une incertitude sur le débarquement ou plutôt faire croire aux Allemands que le débarquement sera associé à des opérations de diversion dans le nord de la Norvège (*Fortitude Nord*), dans les Balkans (*Zeppelin*), en liaison avec une dernière opération imminente dans le sud de la France.

2) Faire croire ensuite aux Allemands que le débarquement en France aura lieu au nord de la Seine, ou du moins que l'opération de Normandie sera suivie d'un second débarquement de part et d'autre de l'estuaire de la Somme ou même dans le Pas-de-Calais (*Fortitude Sud*).

Dans l'ensemble, le succès de *Bodyguard* est total. Sa réussite tient à deux éléments majeurs. Les agents allemands parachutés en Angleterre ont été soit arrêtés et exécutés, soit retournés. Depuis 1943, la Luftwaffe se trouve dans l'incapacité d'effectuer des vols de reconnaissance de jour au-dessus des îles Britanniques. Pour leurrer l'adversaire, de nombreux cantonnements sont installés dans l'est du bassin de Londres, tandis que des bâtiments de débarquement factices sont amarrés à l'est de l'île de Wight.

Les reconnaissances aériennes au nord de la Seine ou la Belgique sont deux fois plus nombreuses qu'en Normandie. Les batteries côtières à l'ouest du Havre sont particulièrement visées. La destruction systématique des ponts de la Seine, à l'exception de ceux de Paris, et le bombardement des gares du réseau du Nord ont naturellement pour but d'isoler la Normandie tout en pouvant être interprétés comme le prélude à un débarquement au nord du Havre. A cause de subterfuges dans le domaine des transmissions, Rommel finit par en arriver à la conclusion,

le 21 mai, que « le repérage du QG de Montgomery, au sud de Londres, confirme que le centre de gravité des forces alliées se trouve dans le sud et le sud-est de l'Angleterre[2] ».

Un élément majeur facilite encore la réussite de l'affaire : l'erreur commise par le renseignement allemand sur l'ampleur des effectifs alliés en Méditerranée et en Angleterre évalués à 71 et 90 divisions au lieu de 38 et 40. Cette extraordinaire différence tient, sans doute, au colonel Michel ou au général Roenne de l'OKH, qui aurait voulu réagir contre les estimations trop faibles du SD ou plutôt semer le doute, le découragement au sein du haut commandement à l'Ouest, et accélérer ainsi son ralliement à la conspiration Beck-Gördeler qui a retrouvé une nouvelle vigueur depuis Stalingrad et Koursk.

Quoi qu'il en soit, à la veille du jour J, dans l'incertitude des intentions alliées, l'OKW maintient 17 divisions en Scandinavie, et 26 dans l'Europe du Sud-Est, dont beaucoup d'excellente qualité. De même, à l'approche d'*Overlord*, Rundstedt et surtout Rommel sont convaincus que l'assaut allié interviendra au nord de la Seine. Conviction étayée par différentes raisons en apparence solides. Le pas de Calais constitue la route la plus courte en direction de l'Allemagne ; c'est dans ce secteur que s'édifient les rampes de lancement des V1. A l'endroit le plus resserré de la Manche, le soutien aérien pourra s'exercer avec le maximum d'intensité. Le commandement de la marine de l'Ouest émet encore les plus expresses réserves sur la possibilité d'une opération en baie de Seine, en raison des courants et des récifs.

Un certain nombre d'indices vont cependant à l'encontre de cette thèse. Des reconnaissances aériennes nocturnes associées à des éclairants révèlent l'ampleur du dispositif allié à l'ouest de l'île de Wight. A la suite d'une analyse poussée du système de transmissions alliées, le Funkabwehr en arrive à la conclusion que le centre de gravité de l'opération anglo-américaine concerne le secteur Plymouth-Portsmouth et que le débarquement interviendra dans la zone Cherbourg-Caen.

Ces informations retiennent l'attention de Hitler. Au lendemain du conflit, tous les chefs allemands reconnaîtront que le Führer avait été le seul à voir juste. « Toute l'affaire que les Anglais vous exposent, déclare-t-il le 6 avril, m'apparaît comme du théâtre… Je ne peux finalement me détacher de l'impression qu'on nous joue une pièce de théâtre[3]. »

Si Rundstedt n'est pas convaincu, Rommel est quelque peu ébranlé et, à partir du mois de mai, il accorde une plus grande attention à l'amélioration des défenses de la côte de Normandie jusque-là très négligées. Des renforcements interviennent également. L'excellente 352e DI, poussée sur la côte du Calvados,

à l’ouest de Bayeux, prend à son compte une partie du secteur de la 716e. La 21e Panzer s’établit au sud de Caen, tandis que la « Panzer Lehr », la meilleure division blindée de l’armée allemande, s’installe dans la région de Chartres. Les craintes des Alliés sont vaines, les Allemands n’ont pas percé à jour le secret d’*Overlord*. Mais la tâche du jour J sera compliquée par ces renforcements de la dernière heure.

Après le 6 juin, devant l’importance des effectifs attribués aux Alliés, Hitler, comme tous ses généraux, vivra pendant des semaines dans l’attente d’un second débarquement au nord de la Seine. C’est ainsi que le 26, alors que 25 grandes unités ont débarqué en France et qu’il ne reste plus en Grande-Bretagne que 24 divisions dont 6 à l’entraînement, le 2e bureau du groupe d’armées B estime que « l’ennemi utilise entre 27 et 31 divisions dans la tête de pont… Il existe en Angleterre 67 autres grandes unités, dont 57 au minimum peuvent être utilisées pour une opération de grande envergure ». Se basant sur une estimation fausse de la capacité de la flotte de débarquement alliée, la Kriegsmarine estime que les Alliés ont encore la possibilité de débarquer de 9 à 14 divisions, alors que la totalité de cette flotte est utilisée au ravitaillement de la tête de pont.

Rommel est alors convaincu que ce débarquement pourrait coïncider avec une offensive générale partant de la tête de pont en direction de Paris. Conviction partagée par Keitel, Jodl et l’amiral Dönitz qui accélère le mouillage de nouvelles mines à influence dans la baie de Seine. Le débarquement au nord de la Seine est même souhaité et attendu avec impatience. L’OKW et Rommel pensent que le lancement des bombes volantes qui a commencé dans la nuit du 12 au 13 juin « incitera l’adversaire à entreprendre un second débarquement dans le nord de la France ». Une fois celui-ci repoussé, il sera possible d’utiliser les divisions de la XVe armée en position dans le Pas-de-Calais pour rejeter les Alliés à la mer entre l’Orne et le Cotentin.

Cette surévaluation des moyens alliés n’en entraîne pas moins un découragement au sein du haut commandement allemand. Découragement aggravé par la supériorité écrasante de l’aviation tactique anglo-américaine qui réussit, en liaison avec l’artillerie de marine, à empêcher toute opération d’envergure des blindés de la Wehrmacht.

Grâce à leur virtuosité *opérative*, les Allemands réussissent à s’adapter à cette situation, n’exécutant que des mouvements nocturnes, utilisant la navigation sur la Seine et circulant le long d’itinéraires balisés par une forte DCA. En dehors des éléments rappelés de Bretagne, la plupart des grandes unités d’infanterie engagées en Normandie, au cours du mois de juillet, furent prélevées sur les troupes stationnées dans le midi de la France, la côte basque ou

le littoral du Languedoc. Plusieurs Panzer, comme la 2e venue d'Amiens ou la 116e basée près de Compiègne, arrivèrent en Normandie, avec tous leurs moyens, sans avoir été détectées.

Qui plus est, cet *Operativ Kriegskunst* hérité de Moltke l'Ancien se trouve à l'origine d'un modèle de bataille défensive. A telle enseigne qu'elle a fait longtemps l'objet d'études extrêmement poussées de la part de cadres de l'OTAN dans l'éventualité de cette bataille de l'avant adoptée pour la défense du Centre-Europe en cas d'une offensive des forces du pacte de Varsovie.

Que ce soit aux abords de Caen, sur l'Odon ou dans le Cotentin, les Allemands ont pu tenir les Alliés en haleine pendant plus de six semaines grâce à un système de défense en profondeur, utilisant toutes les ressources de l'habitat, de la végétation ou du terrain. Ce système explique les échecs d'assauts alliés menés par des formations d'infanterie précédées de préparations d'artillerie massives ou de divisions blindées lancées comme dans l'opération *Goodwood* dans un couloir balayé par des bombardements intenses de l'aviation stratégique. Seuls le déséquilibre du front allemand, l'usure d'unités privées de tout renforcement expliquent, en fin de compte, la rupture du Cotentin, début août, par l'armée Patton.

Simultanément, la situation s'aggrave sur les autres théâtres d'opérations. En Italie, après la prise de Rome le 4 juin, Kesselring entreprend une retraite habile à travers l'Ombrie et la Toscane, dans l'espoir d'un rétablissement au nord de l'Apennin. Mais le coup le plus sévère concerne le front de l'Est, avec le déclenchement le 22 juin 1944, jour anniversaire de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, de l'opération *Bagration* dirigée contre le front central.

Le succès est pratiquement immédiat. Près de 300 000 hommes sont encerclés ; des paniques éclatent sur les arrières. Le succès tient tout d'abord à la surprise. Le commandement allemand croit que l'offensive de l'Armée rouge s'exercera de la région de Kovel, où il a regroupé ses réserves blindées, à la Baltique, dans la région de Königsberg. Une manœuvre de ce genre entraînerait l'encerclement du groupe d'armées Centre et du groupe d'armées Nord dans les pays Baltes.

Pour la première fois depuis le début de la guerre à l'Est, l'aviation soviétique dispose d'une supériorité aérienne totale. Les sabotages menés par les unités de partisans entraînent pendant quarante-huit heures une paralysie presque complète du réseau ferroviaire. Comment ne pas invoquer encore l'action des officiers du Comité de l'Allemagne libre, auquel bien des cadres de la 6e armée au lendemain de Stalingrad avaient fini par adhérer, à la suite du général Seydlitz. Sur 17 généraux faits prisonniers lors de la débâcle du front

central, 16 adhèrent immédiatement au comité et invitent leurs camarades à mettre fin à un « massacre inutile » et à ne plus obéir aux « ordres meurtriers de Hitler ». Appel largement diffusé par la radio de Moscou.

Ces déboires militaires ne font que relancer la conspiration contre Hitler née en 1938, entrée en sommeil au lendemain de la victoire contre la France, mais qui se réveille en 1943 au lendemain des premières grandes défaites. Le pôle de cette conjuration concerne alors le quartier général de Smolensk du groupe d'armées Centre sous le commandement du maréchal von Kluge. L'élément moteur en est son chef d'état-major, le colonel Tresckow. En liaison avec le général Stieff de l'OKH, il envisage carrément d'assassiner le Führer. Toutes les tentatives se traduisent cependant par des échecs ou ne peuvent être menées à bien.

Au cœur du complot, on retrouve l'équipe habituelle, avec Gördeler, von Hassel, les généraux en retraite Beck, Witzleben, Hoepner, rejoints par de jeunes officiers comme Tresckow et Stauffenberg. Même s'il ne concerne ni la Luftwaffe ni la Kriegsmarine, le complot finit par s'étendre à presque tous les services de l'Etat-Major général, notamment le renseignement et les transmissions, ainsi qu'à l'armée de l'intérieur du général Fromm. Sont compromis von Stulpnagel, gouverneur général du *Gross-Paris*, Speidel, le chef d'état-major du groupe d'armées B, d'une certaine manière von Kluge, et finalement Rommel.

Quant aux mobiles des conjurés, ils s'identifient à la crainte d'une défaite de toute évidence inéluctable, encore pire que celle de 1918, accompagnée d'une nouvelle flambée révolutionnaire. On invoque encore la haine d'un régime qui multiplie les crimes (élimination des Juifs, camps de concentration) et avilit l'armée.

L'OKH doit tenir compte de l'OKW. Son autorité se limite au front de l'Est, à l'exception des Balkans. L'armée a perdu tout contrôle politique sur les plans opérationnels. Elle n'a plus aucune influence sur l'économie de guerre, les transports, les industries d'armement.

En définitive, l'OKH de la Seconde Guerre mondiale n'a plus aucun rapport avec le Grand Etat-Major de Moltke l'Ancien, de Schlieffen, de Falkenhayn, ou de Hindenburg et de Ludendorff. A partir de 1942, une mutation intervient au sein du haut commandement. Tous les grands généraux du début du conflit, Brauchitsch, Halder, von Bock, von Leeb, von List, ont été limogés. Manstein disparaît au printemps de 1944. Seuls von Rundstedt et Guderian, en dépit de disgrâces passagères, se maintiendront pratiquement jusqu'à la fin.

La relève est assurée par une nouvelle génération de chefs d'inspiration national-socialiste. C'est le cas de Schörner, de Rendulic, de Weichs, de Manteuffel ou de Model. Le général Senger und Etterlin souligne le phénomène. « Un autre spécimen de chef s'était poussé au premier rang, celui de l'officier inféodé au régime, optimiste à tous crins, casse-cou et libéré de tout complexe politique. Ces individus dénués de scrupules avaient plus de succès que les autres. Ils se faisaient remarquer favorablement et atteignaient ensuite plus vite les échelons supérieurs[4]. »

Quant au grand amiral Dönitz, il ne peut qu'approuver cette évolution. Ne déclare-t-il pas, le 15 février 1944, devant des commandant de la Kriegsmarine : « Avant tout, le corps des officiers doit se sentir solidairement responsable de l'Etat national-socialiste. L'officier est l'expression même de l'Etat ; raconter que l'officier ne doit pas s'occuper de politique est une absurdité[5]. »

Au début de 1944, les conjurés acquièrent la certitude que le temps travaille contre eux et que le coup d'Etat doit intervenir avant le déclenchement d'une offensive soviétique et, surtout, avant l'ouverture du second front à l'Ouest, qui ne pourrait que réduire considérablement leur marge de manœuvre. Même si Tresckow, promu général, reste à la pointe du complot depuis le quartier général de von Kluge, le centre de gravité de la conjuration se déplace au quartier général de l'armée de l'intérieur du général Fromm. Cette armée regroupe non seulement les divisions de réserve et les unités en formation, mais les écoles de spécialités, blindés, infanterie, artillerie.

Dans ce centre d'une haute importance, deux hommes adhèrent totalement à la conspiration, le général Olbricht et l'aide de camp de Fromm, le colonel Claus von Stauffenberg. Tout en se montrant extrêmement discret, Fromm semble adhérer aux objectifs des conspirateurs.

D'origine prussienne, mais profondément catholique, adhérent du Cercle Stephan George, Stauffenberg a été grièvement blessé en Tunisie. Il a perdu un œil, le bras droit et plusieurs doigts de la main gauche. Révolté par la dérive du régime, convaincu que la guerre ne peut plus que déboucher sur une catastrophe, Stauffenberg voue une haine farouche à Hitler. Ayant accès par ses fonctions au Grand Quartier général, il est décidé à assassiner personnellement le Führer. Ne pouvant plus utiliser une arme, il recourra à la bombe.

Après l'attentat, le quartier général de l'intérieur déclenchera l'opération *Walkyrie*, prévue dans l'éventualité d'un soulèvement des travailleurs étrangers, au nombre de plusieurs millions, employés dans l'économie du Reich. La mise en alerte des formations militaires permettra le contrôle des bâtiments administratifs, des stations de radio, des aéroports, l'arrestation des gauleiters et

la neutralisation de la SS. Des scénarios du même genre se dérouleront à Prague et à Paris.

Les conjurés sont cependant victimes d'une illusion. Ils persistent à croire à la « solution politique » dénoncée par Jodl, le 7 novembre 1943, au cours d'une réunion ultra-secrète devant les Reichsleiter et les gauleiter. « Une solution préconisée par tous les lâches et qui risque de déboucher sur le démon de la subversion. »

Pourtant, les contacts pris par Moltke, Canaris, Trott zu Solz avec différents services alliés sur la possibilité d'un armistice à l'Ouest, qui permettrait de renforcer et d'assurer l'intégrité du front oriental, n'ont rien eu d'encourageant. Stauffenberg et Gördeler n'en sont pas moins convaincus que les Américains et surtout les Anglais tiennent à conserver une Allemagne forte et à limiter l'expansion soviétique en direction de l'Ouest.

Dans leurs contacts avec les Alliés, les conjurés laissent cependant planer la menace d'un éventuel accord avec l'Union soviétique. Ce chantage repose sur la création du comité national pour l'Allemagne libre, assortie de garanties soviétiques sur le sort futur du Reich. Celui-ci ne sera pas divisé : il pourrait même conserver des frontières supérieures à celles de 1937 ; l'URSS ne fait pas la guerre au peuple allemand, mais au régime hitlérien. La menace d'une paix séparée ne peut qu'inciter Londres et Washington à répondre aux avances des conjurés.

Au lendemain du Débarquement, une adhésion de marque renforce le complot. Devant la gravité de la situation sur le front, Rommel ne croit plus à une solution militaire. Le 26 juin, date capitale, à en croire son chef d'état-major Speidel, il adhère à la conjuration. Von Rundstedt, Dollmann, le commandant de 7e armée, sans vouloir s'engager totalement, se déclarent en accord, du moins en esprit, avec lui. Les commandants des 2e et 116e Panzer assurent le maréchal de la fidélité de leurs troupes.

Avant d'agir, Rommel souhaite une dernière entrevue avec Hitler. Mais, le 28 juin, à Berchtesgaden, Hitler continue à camper sur ses positions. Il reste muet sur toute solution politique dont il connaît l'impossibilité. Il envisage tout au plus une solution type Dardanelles. Comme il vient de le déclarer à Dönitz, il est impossible de rivaliser avec l'ennemi sur le plan de la mobilité. Il faut le cantonner dans sa tête de pont et l'acculer à une bataille d'usure. Le seul résultat de l'entrevue est le remplacement de von Rundstedt par von Kluge, alors *persona gratissima* au dire de Guderian.

A son retour de Berchtesgaden, Rommel se borne à pratiquer une stratégie d'attente. Il n'utilise pas la possibilité offerte par Hitler de se replier sur les

hauteurs de la Suisse romande. Il refuse également la contre-offensive prévue par le 2e corps blindé SS. Il retire du front les 2e et 116e Panzer. Au dire de l'amiral Ruge, qui représentait la marine au quartier général de La Roche-Guyon, « il se battait avant tout pour gagner du temps, afin de permettre de recourir à la situation politique que la situation exigeait[6] ».

Une ambiguïté pèse cependant sur le comportement de Rommel. Comme il le déclare le 9 juillet devant le colonel Hofacker, un cousin de Stauffenberg, il est résolument hostile à un assassinat du Führer et reste partisan d'une arrestation suivie d'une comparution devant une juridiction allemande. Rommel semble alors décidé à devancer Stauffenberg par la conclusion d'un armistice avec Montgomery et Eisenhower.

En échange de l'arrêt des attaques de V1, de l'évacuation des territoires occupés à l'Ouest, d'un repli derrière la ligne Siegfried, le Reich pourrait poursuivre la lutte contre l'Union soviétique. La fin des bombardements stratégiques permettrait de rallier l'ensemble de la population.

Rommel se déclare encore prêt à assumer le commandement en chef de l'armée. A l'Est, le front serait ramené sur une ligne allant de l'embouchure du Danube à Memel, en passant par les Carpates, Lwow et la Vistule. Avec l'élimination du Führer, un gouvernement serait mis en place avec Beck, Gördeler et Leuschner. Le maréchal bénéficie alors de l'accord plus ou moins tacite des généraux du front ouest.

Mais le 17 juillet, au cours d'une inspection, la voiture de Rommel est mitraillée par deux avions alliés. Le maréchal est grièvement blessé. Sa disparition porte un coup extrêmement sévère à la résistance allemande. Même si le projet de négociation à l'Ouest n'était qu'une illusion, Rommel était probablement le seul à disposer de la popularité suffisante, auprès de l'armée et de la population, pour conjurer les risques d'une guerre civile au lendemain d'un attentat qu'il réprouvait.

S'il est impossible de préciser le résultat de la disparition de Rommel sur les conjurés, il n'en reste pas moins qu'au moment de déposer sa bombe Stauffenberg est sans illusions. Il ne croit plus à la possibilité d'éviter une capitulation. Le seul avantage serait de mettre fin à une lutte sans espoir, d'éviter de nouveaux sacrifices et de révéler l'existence d'une « autre Allemagne ».

L'attentat est trop connu pour qu'on y insiste. Convoqué à Rastenburg, le 20 juillet, Stauffenberg décide de passer à l'action, même en l'absence de personnages clés du régime comme Göring, Himmler ou Goebbels. A titre exceptionnel, la conférence se déroule dans une baraque en bois ; le bunker utilisé habituellement faisant l'objet de travaux de l'organisation Todt.

Après avoir amorcé sa bombe dissimulée dans une serviette, Stauffenberg se

retire à l'extérieur. Il assiste à l'explosion. Le bâtiment vole littéralement en éclats, des corps sont projetés à l'extérieur. On compte quatre morts et plusieurs blessés graves. Keitel, Jodl et Hitler sont pratiquement indemnes. Le Führer sort de l'affaire avec les tympans crevés.

Stauffenberg, convaincu de la mort du Führer, réussit à sortir du camp, à gagner Berlin grâce à un avion mis à sa disposition par Fellgiebel. Quand il arrive à la Bendlestrasse, le ministère de la Guerre, il a la surprise de constater que rien n'a été préparé. Deux coups de téléphone de Rastenburg confirment qu'un attentat a bien eu lieu, mais que le Führer est vivant.

Stauffenberg s'insurge. Keitel ment. Hitler a bien été victime de la bombe. Il obtient le déclenchement de l'opération *Walkyrie*. Une vague d'arrestations doit concerner les gauleiters, les chefs de la SS, les commandants des camps de concentration. Stauffenberg obtient encore la mise en route des troupes de la garnison de Berlin.

Goebbels réussit alors à arrêter le mouvement. Il convoque le major Remer, un des officiers supérieurs du régiment d'élite « Grossdeutschland » venu investir le quartier des ministères. Il le met en contact téléphonique avec Hitler dont il reconnaît la voix. Le Führer lui intime l'ordre de prendre la tête de toutes les forces militaires et de briser le complot par tous les moyens.

C'est alors une lamentable débandade. Le ministère est investi par un groupe d'officiers fidèles au Führer. Le général Fromm, pourtant un antinazi notoire, révèle toute son ambiguïté. Il s'efforce de « brouiller les pistes », suivant le mot de Hitler. Il contraint le malheureux Beck à se suicider. Une cour martiale condamne à mort Stauffenberg, Olbricht, Herz von Quirnhem, von Haften. Ils sont immédiatement fusillés dans la cour du ministère à la lueur des phares d'une voiture.

Vers 1 heure, quand Hitler s'adresse au pays à la radio, le coup d'Etat est totalement maîtrisé. Le putsch n'a connu de réussite qu'à Paris où Stulpnagel, à la nouvelle de l'attentat, a fait arrêter tous les membres de la Gestapo, de la SS et du SD. En revanche, il n'a pas réussi à entraîner von Kluge. Le maréchal a refusé de s'engager, du moment que le « cochon », suivant sa propre expression, n'était pas mort. Stulpnagel n'aura finalement comme seule solution que de libérer les membres du SD et de la SS. Tout le monde affectera de croire à un malentendu. Convoqué à Berlin, Stulpnagel tentera de se suicider près de Verdun. Il ne fera que se rendre aveugle. Condamné à mort, il sera pendu le 30 août.

Au moment de l'attentat, Hitler fait preuve d'un calme stupéfiant. Il prend lui-même sa tension et déjeune comme d'habitude avec ses secrétaires. Il reçoit

ensuite la visite de Mussolini arrivé à bord de son train spécial. Il lui fait visiter les lieux de l'attentat et s'acquitte ensuite de ses devoirs de maître de maison en servant le café et les gâteaux à la crème.

Devant le Duce, qu'il ne reverra plus jamais, il affirme sa foi dans sa « grande destinée » qui « transcendera les périls actuels et aboutira à une conclusion triomphale ». Le Führer retrouve l'assurance qu'il avait perdue depuis Stalingrad.

Quelques jours plus tard, le 26 juillet, il se montre plus explicite dans un discours adressé à des chefs d'entreprise : « J'ai souvent l'impression qu'il faut passer par toutes les épreuves envoyées par Satan, les démons et l'Enfer avant d'arriver, en fin de compte, à la victoire définitive. Je ne suis sans doute pas ce qu'on appelle un dévot, sûrement pas. Mais, au fond de moi-même, je suis un homme religieux, c'est-à-dire que je crois que celui qui, sur cette terre, combat vaillamment, conformément aux lois naturelles, qui ont été créées par un dieu, celui qui ne capitule jamais, mais se ressaisit sans cesse et va toujours de l'avant, je crois que celui-là ne sera pas abandonné par l'auteur de ces lois, mais aura, en fin de compte, la bénédiction de la Providence. C'est bien ainsi qu'il en a été pour tous les grands esprits de cette terre » (Speer 764).

Sans aucun doute, sa survie miraculeuse lui rappelle le pressentiment éprouvé en 1904 lors d'une représentation de *Rienzi*, le premier opéra de Wagner. Hitler aurait eu alors la conviction qu'il était destiné à élever le peuple allemand à des sommets qu'il n'avait jamais atteints. Sans commentaires…

En revanche, au lendemain de l'attentat, Guderian constate une dégradation croissante : promu le 20 juillet même chef d'Etat-Major général, à la place de Zeitzler dont le rôle s'est révélé ambigu, il notera une altération progressive du caractère de Hitler : « Chez lui les répercussions morales jouaient un plus grand rôle que les répercussions physiques. En vertu de son caractère, la méfiance profondément enracinée qu'il éprouvait contre les hommes en général, l'état-major et les généraux en particulier, évolua en une haine insondable. Sa maladie, conduisant insensiblement dans l'homme à un renversement des concepts moraux, fit que sa dureté devint désormais cruauté, sa tendance à bluffer évolua vers la mythomanie. Souvent il disait des contre-vérités sans le remarquer et posait en principe que les hommes lui mentaient. Il ne croyait plus personne. Les débats avec lui, assez difficiles auparavant, prirent de mois en mois des allures de torture croissante. Il perdait souvent le contrôle de soi, se laissait de plus en plus aller dans ses propos. Dans son entourage intime, il ne trouvait à peu près plus de contre-poids depuis que le courtois et aimable Schmundt avait été remplacé par le rustre Burgdorf[7]. »

La répression va être exemplaire. En quelques heures, Hitler et son entourage prennent la dimension de l'affaire. Il ne s'agit pas d'un complot organisé par des politiciens de seconde zone ou une clique de généraux à la retraite. Il ne s'agit pas davantage d'une ultime rébellion de la vieille aristocratie prussienne ou souabe comme le laisserait croire la liste des participants avec grands noms historiques : Moltke, Yorck, Schwerin, Kleist, Oertzen, Schulenburg, Tresckow, Stauffenberg, Hofacker.

Si elle ne concerne ni la marine ni la Luftwaffe, si elle épargne l'OKW, la conjuration concerne l'OKH avec des ramifications dans différents services. La Gestapo n'a aucun mal à mener son enquête, mettant à profit l'imprudence désarmante de la plupart des conjurés. Tout en évitant soigneusement de condamner en bloc l'armée, tout en interdisant « toute attaque du corps des officiers, des généraux, de la noblesse ou des forces armées en tant que corps », Hitler profite de l'occasion pour imposer une obéissance absolue et définitive.

Cette remise en ordre s'effectue sans la moindre difficulté. L'armée en devient la complice. Les protestations de dévouement et de fidélité se multiplient. C'est le corps des officiers lui-même qui propose de remplacer le salut militaire traditionnel par celui du parti national-socialiste. Von Rundstedt, Keitel et plusieurs généraux dont Guderian acceptent de constituer un tribunal d'honneur chargé de trancher les cas litigieux dont la plupart seront déférés devant le Tribunal du peuple.

Indépendamment de ceux qui opteront pour le suicide comme Beck, Tresckow et finalement von Kluge, victime de ses ambiguïtés, on comptera près de 200 exécutions. Le sort le plus tragique concernera Rommel. En convalescence dans sa maison de Herrlingen, le maréchal sera rapidement mis en cause par les aveux de certains conjurés. Après quinze jours de réflexion, Hitler optera pour la disparition de celui qui avait été un de ses soldats préférés. En raison des services rendus, il lui accorde la grâce de mourir par le poison. Rommel acceptera. Le 18 août, jour de deuil national, se déroulent à Ulm des funérailles grandioses. La vérité n'éclatera qu'après la guerre.

Hitler ne s'en reprochera pas moins d'« avoir été trop bon ». Sans la moindre dose d'ironie, il regrettera implicitement de n'avoir su suivre l'exemple de Staline et de ne pas avoir procédé à une purge monstre comme celle de 1937 frappant la quasi-totalité des généraux et des amiraux et la moitié du corps des officiers condamnés à mort ou à la déportation. Au total, plusieurs dizaines de milliers de victimes.

La situation s'aggrave alors sur tous les fronts. A l'Ouest, en maintenant le gros des forces blindées autour de Caen, Kluge et Speidel négligent le secteur

américain du Cotentin. Un déséquilibre qui explique la rupture d'Avranches du 31 juillet avec le soutien de l'aviation stratégique. Patton passe alors immédiatement à l'exploitation et retrouve le rythme de la guerre éclair.

Au sortir du Cotentin, il lance ses corps d'armée en éventail en direction de la Bretagne, de la Basse-Loire et d'Alençon. Une menace d'une extrême gravité pèse alors sur la 7e armée. Le 5 août, Hitler s'oppose à tout repli. Avec le peu de mobilité des divisions d'infanterie, l'énorme supériorité aérienne alliée, il ne croit pas à une retraite des troupes au nord de la Loire. Tout repli vers l'est se heurtera à un obstacle majeur, le cours de la Seine, dont tous les ponts ont sauté, à l'exception de ceux de Paris.

Fidèle à sa puissance de volonté, à son art de dramatiser les situations, le Führer donne l'ordre à von Kluge de lancer une puissante contre-attaque de blindés pour atteindre Avranches et couper la IIIe armée de Patton de ses arrières. Une décision qui fera l'objet d'interminables commentaires.

Mettant en jeu des éléments de 4 Panzer, soit 200 chars, l'offensive démarre dans la nuit du 6 au 7 août. Jusqu'à l'aube des progrès sont enregistrés, Mortain est reprise. Mais dans la soirée l'échec est patent. Des décryptements d'*Enigma* permettent l'intervention massive de l'aviation tactique dont les attaques sont qualifiées par les équipages de blindés d'« insupportables ».

C'est seulement le 16 août qu'une menace d'encerclement pèse sur la 7e armée depuis Falaise occupée par les Canadiens et Alençon tenue par les Américains. Près de 100 000 hommes et le matériel de 7 Panzer sont entassés dans un « chaudron » soumis au tir de l'artillerie alliée et à des attaques aériennes constantes.

C'est alors que l'art opérationnel allemand se manifeste dans toute sa vigueur. Près de 60 000 hommes réussissent à franchir la Dive, laissant derrière eux près de 10 000 morts, 30 000 prisonniers et près de 400 engins blindés. Si la bataille de Normandie ne se termine pas par un second Stalingrad, elle n'en constitue pas moins une impressionnante défaite. Ce sont des divisions en lambeaux qui tentent une retraite aléatoire en direction de la Seine.

Au début de l'automne, l'Allemagne semble à la veille d'un effondrement. L'euphorie règne dans le camp allié. Certains et non des moindres envisagent la fin de la guerre pour Noël. Au lendemain de Falaise, l'exploitation des armées alliées semble irrésistible. L'armée de Montgomery libère Bruxelles le 3 septembre, Anvers le lendemain. Toutes les installations du port sont récupérées intactes. A sa droite, Bradley arrive aux portes d'Aix-la-Chapelle. Plus au sud, Patton libère Paris le 25 août, traverse la Champagne, pénètre en Lorraine, libère Verdun le 1er septembre, Nancy le 8 et marche en direction de

Metz. Quant au groupe d'armées Devers, après le débarquement de Provence du 15 août, il libère Lyon le 3 septembre, Dijon le 11, atteint la trouée de Belfort et borde les Vosges. Toutes les tentatives de stabilisation se sont soldées par des échecs. L'arrêt des forces alliées ne se produit qu'aux frontières mêmes de l'Allemagne.

La retraite allemande se révèle désastreuse sur le plan géostratégique. L'abandon des côtes françaises de l'Atlantique porte un coup presque fatal à la guerre sous-marine. Les *U-boote* se replient sur Bergen en Norvège. L'évacuation de la France et de la Belgique entraîne la perte du réseau d'alerte avancée, notamment de la chaîne de radars, à un moment où les bombardiers alliés reprennent leurs raids sur l'Allemagne.

Sur le plan économique, les pertes sont également considérables. Pendant l'Occupation, la France a dû livrer au Reich, outre des produits agricoles, 15 % de son charbon, 75 % de son minerai de fer, 50 % de sa bauxite. Toute une partie de l'industrie, aéronautique, automobile, a été mise au service de l'Allemagne.

A l'Est, la situation n'est pas plus brillante. Par la trouée de Riga, le groupe d'armées de Schörner tente un repli sur la Courlande. Après un bond de 500 kilomètres depuis Smolensk, l'Armée rouge arrive aux abords de la Vistule et de la Prusse-Orientale où elle se livre au massacre barbare des habitants de la petite ville de Goldap. Le 10 juillet, les forces soviétiques déclenchent une offensive contre la Finlande amenée à capituler le 4 septembre.

La seconde catastrophe du front de l'Est, après celle de la Russie blanche, se produit le 20 août après le déclenchement d'une nouvelle offensive soviétique contre la Roumanie. Offensive qui entraîne la chute du gouvernement Antonescu et la défection de Bucarest qui déclare la guerre au Reich. Ce revirement a des conséquences désastreuses pour les troupes allemandes. Une quinzaine de divisions sont prises au piège et détruites. Le 28 août, Moscou déclare la guerre à la Bulgarie et envahit son territoire. Cette série d'événements entraîne une menace sérieuse pour la Hongrie où le régent Horthy entame des négociations avec le gouvernement soviétique et laisse planer une menace sur le groupe d'armées F du général von Weichs, engagé en Grèce.

L'abandon d'une partie notable du capital-espace à l'Est n'entraîne pas de conséquences économiques sérieuses. Il n'en va pas de même avec la perte des pétroles de Roumanie dont les exportations représentent le quart des ressources du Reich.

De cette terrible campagne d'été, la Wehrmacht sort exsangue. Von Rundstedt, placé à nouveau à la tête du front occidental, constate que les 12 divisions blindées engagées en France le 6 juin ne comptent plus que 120 chars opérationnels, 2 200 engins ont été détruits. Sur 48 divisions

d'infanterie, 25 seulement conservent une capacité combative souvent réduite. Au total, du 6 juin au 30 novembre, les pertes allemandes à l'Ouest atteignent près de 400 000 tués, blessés, prisonniers, disparus, la moitié de celles enregistrées à l'Est.

Dans une situation aussi calamiteuse, Hitler, revigoré par l'échec de l'attentat du 20 juillet, n'a rien perdu de son imagination opérationnelle et de son esprit de décision. Dès le 16 août, il donne l'ordre à toutes les divisions côtières peu mobiles de transformer les ports en « forteresses » et de ne capituler qu'après avoir détruit toutes les installations.

Décision judicieuse. Dans sa marche en Bretagne, le 8e corps américain éprouve de grosses difficultés à enlever Saint-Malo. Il doit mener un siège en règle pour réduire la garnison de Brest commandée par le général Ramcke, le vainqueur de la Crète. A la reddition, le port est dans un tel état que les Américains renoncent à le restaurer. Ils renoncent également à s'emparer de Nantes, de Saint-Nazaire, de La Rochelle et du Verdon. Ces « poches de l'Atlantique » résisteront pratiquement jusqu'à la capitulation allemande.

Sur la Manche, Montgomery n'est pas plus heureux. Pendant près d'un mois, toute l'armée canadienne et un corps britannique déploient de gros efforts pour enlever Le Havre, Calais, Boulogne et libérer la côte des rampes de V1. Cette bataille permet aux Allemands de verrouiller solidement les bouches de l'Escaut et les îles de Zélande, retardant ainsi de près de trois mois l'utilisation du port d'Anvers.

Des unités statiques ont pu ainsi retenir devant elles des forces importantes et ont eu le temps de rendre les ports inutilisables, aggravant ainsi considérablement les difficultés de ravitaillement des forces alliées, notamment en carburant. L'arrêt de la retraite intervient encore dans des zones où l'action de la Résistance cesse de se faire sentir et où la supériorité aérienne alliée est entravée par les conditions atmosphériques de l'automne.

La retraite a encore été facilitée par le débat qui oppose alors Montgomery et Eisenhower. Le premier, qui vient d'être promu maréchal, souhaite obtenir la direction de toutes les forces terrestres et plaide en faveur d'une offensive sur un « front étroit » de part et d'autre de l'Ardenne en direction de la Ruhr et de l'Allemagne du Nord.

Eisenhower se montre au contraire favorable à une offensive sur un « large front » associant toutes les forces alliées réunissant la IIIe armée de Patton et le groupe d'armées de Devers qui remonte vers l'est par les vallées du Rhône et de la Saône. Eisenhower donne cependant son consentement à une imposante

opération aéroportée, baptisée *Market-garden*, qui permettrait à la IIe armée britannique de franchir les trois bras du Rhin et de créer au nord d'Arnhem une tête de pont susceptible de menacer le cœur de l'Allemagne.

Par une ironie de l'histoire, *Market-garden*, qui débute le 17 septembre, permet aux Allemands, en dépit d'une surprise initiale, de remporter une authentique victoire défensive, la première depuis des mois. L'échec britannique tient à plusieurs raisons. La réaction rapide du maréchal Model qui dispose des éléments des 9e et 10e Panzer SS et se trouve en mesure d'encercler les deux zones de largage britanniques. La riposte allemande est encore facilitée par la dégradation du temps qui ne permet pas l'envoi de renforts, des difficultés de transmissions qui entraînent l'isolement des paras britanniques et la progression extrêmement lente des blindés britanniques en direction d'Arnhem. Se trouve ainsi verrouillé l'accès à la grande plaine de l'Allemagne du Nord.

Les Allemands réussissent également à maîtriser la situation sur le front de l'Est. Le maréchal Schörner achève son repli en Courlande qui sera ravitaillée jusqu'à la fin de la guerre, par air et par mer. Avec les divisions blindées rameutées de Galicie, Guderian inflige devant Varsovie un grave échec aux troupes soviétiques en proie à de grosses difficultés de ravitaillement. L'arrêt tient également à des raisons politiques : Staline laisse aux Allemands le soin d'écraser l'insurrection déclenchée le 1er août par l'Armée secrète polonaise du général Bor-Komorovsky.

En Hongrie, Hitler évite la réédition de l'affaire de Roumanie. Un commando dirigé par Skorzeny réussit à arrêter Horthy à Budapest au moment où il s'apprête à annoncer publiquement la conclusion d'un armistice avec l'URSS. Le régent est transféré en Allemagne. Szalazi, le chef du parti des Croix fléchées d'inspiration fasciste, prend la tête du gouvernement, tandis que l'état-major de l'armée hongroise accepte de poursuivre la lutte aux côtés de l'Allemagne.

Ce ralliement constitue le point de départ d'une lutte acharnée qui va durer jusqu'en mars 1945. Hitler accorde une importance spéciale à la Hongrie en raison de ses puits de pétrole et de sa position qui commande l'accès au sud du Reich. En Yougoslavie enfin, les troupes allemandes offrent également une vive résistance aux partisans de Tito soutenus par l'Armée rouge. Cette résistance permet au groupe d'armées de Weichs d'évacuer la Grèce, l'Albanie et la Serbie et de se replier à la mi-décembre sur la Bosnie.

Ces succès défensifs tiennent en grande partie à une refonte de la Wehrmacht à la faveur de l'automne. Grâce à l'énergie et à l'habileté de Speer, la production d'armement atteint son point culminant en septembre 1944, avant de se stabiliser jusqu'à la fin de l'année. Au total, le Reich produit 40 000 avions et 17 500 blindés ; par rapport à 1943, la croissance est de 30 %. Pour pallier les effets des bombardements stratégiques, certaines industries sont décentralisées, comme l'aéronautique ou la fabrication d'armes légères. Le centre de gravité de l'économie se déplace : la Ruhr cesse d'être le grand arsenal du Reich au profit de la Bohême et de la Silésie.

Si les raids sur les voies de communication entraînent une diminution de la production de charbon et de carburant, cette baisse est compensée par des restrictions draconiennes de la consommation civile, par l'utilisation de ressources de remplacement comme le lignite et l'existence de réserves « noires » insoupçonnées.

A l'automne de 1944, le problème clé est celui des effectifs. Himmler, placé à la tête de l'armée de l'intérieur, et Goebbels, promu commissaire à la Guerre totale, procèdent à une véritable levée en masse. Trois cent mille hommes sont incorporés en septembre, 200 000 au cours des deux mois suivants. L'âge de l'incorporation est abaissé à 16 ans et le service actif porté à 55 ans.

Le recrutement est loin cependant de porter sur des adolescents ou des vieillards. En dépit de cinq années de guerre, l'Allemagne dispose encore d'importantes réserves de main-d'œuvre. Le développement de la production s'est essentiellement effectué grâce à une augmentation considérable de la productivité, de l'ordre de 50 %, et par l'utilisation massive de 7,5 millions de travailleurs étrangers.

La marine, la Luftwaffe, la SS, ainsi que les administrations, les services publics, l'organisation Todt, sont en sureffectifs. La remise en état des divisions exsangues s'effectue encore par la récupération de malades et de blessés. Estimant que des unités trop éprouvées ont perdu définitivement toute valeur combative, Hitler insiste pour la formation de divisions nouvelles de *Volksgrenadier*, au nombre de 27.

Si les effectifs ne dépassent pas 12 000 voire 7 000 hommes par division, cette faiblesse est compensée par une dotation nettement supérieure à la moyenne en armes légères et en engins de lutte antichars type *Panzerfaust*. La plupart de ces divisions reçoivent encore un bataillon de canons d'assaut. En revanche, elles souffrent d'un encadrement insuffisant et d'un manque de mobilité.

La menace sur le territoire national entraîne la création d'une sorte de milice ou de garde nationale, le *Volkssturm*, composé d'hommes valides non incorporés

de 14 à 65 ans. Groupés en bataillons, organisés par les gauleiters, dépourvus d'uniforme, dotés d'un simple brassard, ces hommes auront un comportement extrêmement variable, médiocre à l'Ouest, nullement négligeable face à l'invasion soviétique. Ce sont les adolescents issus de la *Hitlerjugend* qui afficheront des qualités combatives et un esprit de sacrifice vraiment exceptionnels.

A la surprise générale, la Luftwaffe surmonte la crise de l'été et retrouve une forte capacité opérationnelle à la fin de 1944. Ce redressement s'explique par l'effort remarquable de l'industrie aéronautique au profit de nouveaux intercepteurs comme le Focke-Wülf 190D ou le Messerschmitt 109K. Apparaissent également les premiers groupes d'avions à réaction Messerschmitt 262 devenus rapidement la hantise des pilotes alliés.

L'efficacité de la Luftwaffe ne procède pas uniquement de la chasse ou du bombardement mais de la Flak, qu'il s'agisse d'une DCA lourde qui prélève un tribut de plus en plus lourd sur les formations de bombardiers ou d'une DCA légère composée de canons à tir rapide de 20 ou 37 mm chargée de la protection des terrains d'aviation, des gares, des itinéraires routiers ou des chemins de fer. Jusqu'à la fin, cette DCA légère causera des pertes sévères aux formations de chasseurs-bombardiers.

Phénomène tout aussi surprenant, l'*U-bootwaffe* retrouve, elle aussi, une efficacité inattendue. Les sous-marins classiques dotés de schnorchel qui opèrent depuis la Norvège en mer du Nord et en Manche se révèlent extrêmement difficiles à détecter. Grâce à leur détecteur de radars, ils disposent d'un préavis suffisant pour se dérober en plongée.

L'Amirauté britannique doit avouer la faillite de ses méthodes. « Curieusement, nous pensions que si les *U-boote* passaient de l'Atlantique en Manche, ils seraient faciles à détruire. C'est juste le contraire qui se produit. Nos groupes d'escorte doivent acquérir des procédures entièrement nouvelles, d'autant plus que les sous-marins ont pris l'habitude de se poser sur le fond où il est difficile de les distinguer des épaves. »

Avec son don extraordinaire pour la propagande, Goebbels est, en grande partie, responsable de ce redressement. A partir du 24 septembre, il exploite à fond le rapport Morgenthau qui proclame que l'Allemagne sera démembrée et convertie « en un pays avant tout agricole et de caractère pastoral ». Toutes les usines, toutes les mines de la Ruhr seront intégralement détruites et l'équipement emporté par les vainqueurs.

Il n'a aucun mal à ruiner l'illusion de la « solution politique » résumée en une formule : « Tenons à l'Est, lâchons à l'Ouest. » « Peu importe, déclare-t-il le

21 octobre, que les Bolcheviks veuillent détruire le Reich d'une façon et les Anglo-Saxons d'une autre. Les uns et les autres ont le même but, se débarrasser de 30 à 40 millions d'Allemands. » Les adversaires du Reich ne visent pas la chute du régime, mais « l'extermination des Allemands en tant que nation et en tant que peuple[8] ». Le peuple allemand est déjà victime d'une double barbarie : la barbarie savante, scientifique des Occidentaux avec les raids de terreur, et la barbarie primaire des Soviétiques avec le massacre atroce des populations de Prusse-Orientale.

Chargé de l'inspection des régions bombardées, Goebbels constate que les raids de terreur, comme celui qui vient de tuer 17 000 personnes dans la petite ville de Darmstadt, ne provoquent que l'atonie des rescapés. Une crise révolutionnaire comme celle de 1918 apparaît du domaine de l'impensable.

Ce rétablissement n'aurait pas été possible sans l'extraordinaire combativité de la Wehrmacht. Dès le mois d'octobre 1944, les officiers helvétiques constatent un redressement spectaculaire du moral des troupes allemandes engagées dans le secteur de Montbéliard. Lors de l'affaire d'Arnhem, les forces britanniques se heurtent à deux divisions SS qui ont retrouvé en un mois leur valeur combative, après l'affaire de Normandie.

Comme il le déclare devant ses proches ou des hôtes de passage, Hitler affirme sa conviction que la nouvelle guerre de sept ans qu'il mène à l'image de celle de Frédéric II ne peut que déboucher sur une victoire totale. Deux facteurs nourrissent sa force de conviction : les armes nouvelles et la fragilité de la Grande Alliance, un système contre nature.

La révélation du nouvel arsenal débute une dizaine de jours après le débarquement de Normandie avec l'« arme de représailles » V1. Au départ, l'emploi de ces « bombes volantes » sur Londres suscite une réaction de joie de la part de la population allemande soumise à des raids de terreur de plus en plus apocalyptiques. Ces armes sont considérées comme l'instrument de la vengeance.

L'enthousiasme ne tarde pas à retomber quand il devient évident que ces armes nouvelles ne sont pas en mesure de renverser le cours des événements. Sans être négligeables – évacuation d'un million de personnes, baisse de 10 à 15 % de la production, mort de 2 500 personnes –, les effets de 9 000 V1 lancés sur Londres n'ont pas réussi à désorganiser la vie de la capitale britannique.

La fusée A4 ou V2 prend la relève et les premiers engins tombent sur Londres le 9 septembre, en dépit des paroles rassurantes du ministre de l'Information qui avait annoncé la veille la fin définitive de l'offensive des bombes volantes avec l'occupation par les forces britanniques des côtes de la

Manche. Là encore, la campagne des V2, même si 1 115 engins s’abattent sur la région londonienne, n’est pas plus concluante. Le résultat le plus net, encore que nullement négligeable, se traduit par une formidable tension nerveuse des populations en état d’alerte permanent.

Le deuxième grand axe de recherche dans le domaine des armes nouvelles concerne les avions à réaction dont l’entrée en service est prévue au cours de l’été 1944. Trois appareils sont fabriqués en grande série. Le Messerschmitt 262 est un chasseur bimoteur capable d’atteindre 950 kilomètres/heure. Le Heinkel 172 est un autre intercepteur à réaction. La Luftwaffe dispose encore de l’Arado 234, un appareil de bombardement et de reconnaissance susceptible d’effectuer des missions nocturnes au-dessus de l’Angleterre. Des études très avancées concernent d’autres types d’appareils à la mesure d’une remarquable avance dans le domaine de la recherche aéronautique fondamentale.

Pour disputer la supériorité aérienne alliée au-dessus du Reich, les Allemands comptaient encore sur des missiles sol-air d’une efficacité nettement supérieure à celle des pièces lourdes de la DCA classique. A l’automne de 1943, avec la destruction du cuirassé *Roma*, les Allemands ont déjà démontré leur supériorité dans le domaine des missiles radio ou téléguidés pour l’attaque des navires de guerre.

Dans le domaine de la guerre sous-marine, l’amiral Dönitz espère reprendre l’initiative en remédiant à la faiblesse congénitale des sous-marins de l’époque dont les performances en plongée sont médiocres et qui sont obligés de remonter en surface pour recharger leurs batteries. En marge du sous-marin à moteur unique, trop sophistiqué, Dönitz s’oriente vers un bâtiment encore révolutionnaire, le « sous-marin électrique ».

Deux modèles sont prévus : un type réduit de 250 tonnes pour les eaux côtières et un bâtiment océanique, le XXI. Déplaçant 1 600 tonnes, doté de formes hydrodynamiques très étudiées et de batteries doubles, ce bâtiment peut filer de 16 à 17 nœuds pendant deux heures en plongée. Equipé d’un schnorchel et d’un détecteur de radars, le XXI se trouve totalement libéré de la surface et n’a plus rien à redouter de l’avion, le pire ennemi du sous-marin. A partir d’un central opérations hautement évolué, le XXI peut encore lancer en plongée, à 50 mètres d’immersion, une gerbe de six torpilles à tête chercheuse.

Contrairement cependant aux craintes des Alliés, les Allemands ont abandonné toute recherche dans le domaine de l’arme nucléaire. Ils ont rapidement compris que la réalisation d’une bombe atomique, pour un pays plongé dans une guerre totale et soumis à des bombardements constants, était irréalisable. Ils ont préféré axer leurs recherches sur la mise au point d’un moteur

nucléaire pour sous-marin. Ces études ne sont peut-être pas étrangères à la réalisation du premier sous-marin américain à propulsion atomique.

En marge de la mise au point de ce nouvel arsenal, dès le 16 septembre, Hitler exprime devant Jodl sa conviction qu'une fois le redressement militaire assuré, il sera possible de lancer une contre-offensive à la faveur des brumes de l'automne, qui paralysera l'action de l'aviation alliée, et d'infliger une défaite sérieuse aux armées anglo-américaines tributaires d'un large front et aux prises avec de graves difficultés de ravitaillement en raison du manque de ports.

Comme il le déclare devant Speer, le Führer compte, par une victoire inattendue, déboucher sur une solution politique. En ébranlant la confiance des Occidentaux, il espère obtenir une paix négociée. Le succès de l'opération accordera, tout au moins, un répit à l'Ouest, permettant de faire face à une offensive soviétique et surtout de relancer la guerre sous-marine grâce aux nouveaux *U-boote*.

Au cours des semaines suivantes, le projet *Wacht am Rhein* (Garde au Rhin), rebaptisé *Herbst Nebel* (Brouillard d'automne), se précise. L'offensive partira des Ardennes, une terre de bon augure pour les armes allemandes, faiblement tenue par les Américains. Les forces allemandes devront franchir la Meuse, déborder Liège et s'emparer d'Anvers, la principale base d'approvisionnement des Alliés.

Hitler refuse tout accommodement ; il n'accepte que des retouches de détail. Le 12 décembre, au cours d'une dernière conférence au quartier général de Ziegensberg dans l'Eifel, il expose les mobiles politiques de l'opération : « Jamais encore l'Histoire n'a connu une coalition comme celle de nos ennemis, formée d'éléments aussi hétérogènes, poursuivant des buts aussi divergents… Des pays ultra-capitalistes d'une part, ultra-marxistes d'autre part. D'un côté, un empire agonisant, la Grande-Bretagne, de l'autre, une colonie qui attend de lui son héritage, les Etats-Unis… Chacun des associés est entré dans cette coalition avec l'espoir de réaliser ses ambitions politiques… L'Amérique essaye de devenir l'héritière de l'Angleterre ; la Russie tente de s'emparer des Balkans, des détroits, de l'Iran et du golfe Persique ; l'Angleterre s'efforce de conserver ses positions et de se raffermir en Méditerranée.

« Dès maintenant, ces pays sont à couteaux tirés et celui qui, comme une araignée au milieu de sa toile, peut voir se dérouler les événements, constate que ces antagonismes deviennent plus aigus d'heure en heure. Si nous pouvons frapper maintenant un certain nombre de coups bien assenés, ce front gonflé artificiellement peut se rompre à tout moment dans un gigantesque bruit de tonnerre, à condition qu'il n'y ait aucun fléchissement de la part de l'Allemagne[9]. »

Brouillard d'automne met en jeu 10 Panzer et une douzaine de divisions d'infanterie réparties en trois armées. A l'aile droite, la 6ᵉ Panzerarmee de Sepp Dietrich a la mission principale, atteindre la Meuse à Huy et marcher en direction d'Anvers. Au centre, la 5ᵉ armée de Manteuffel devra contrôler les nœuds routiers de Saint-Vith à Bastogne, avant de franchir la Meuse de Namur à Dinant. Au sud, la 7ᵉ armée de Brandenberger a pour mission de protéger le flanc gauche de l'offensive. Dans le cadre de l'opération *Greif* préparée par Skorzeny, des commandos revêtus d'uniformes américains devront s'infiltrer dans les lignes et semer la confusion chez l'adversaire.

Préparée avec un souci minutieux du secret, *Brouillard d'automne* démarre le 16 décembre dans un secteur tenu par 4 divisions et quelques éléments blindés. La surprise est évidente. Les Alliés mettront trois jours avant de comprendre qu'il s'agit d'une manœuvre d'envergure. Quelques mécomptes interviennent cependant. Sepp Dietrich ne peut enlever la crête d'Eisenborn.

En revanche, au centre, les choses se déroulent d'une façon beaucoup plus satisfaisante. Saint-Vith tombe le 21 décembre et si les Panzer ne peuvent s'emparer de Bastogne avant l'arrivée de la 101ᵉ Airborne venue de Reims en camions, Manteuffel dispose alors de bonnes routes pour progresser en direction de Dinant et de Givet.

C'est alors qu'un accident climatique va bouleverser tout le cours de l'opération. La veille de Noël, le ciel se dégage avec la mise en place d'un anticyclone sur toute l'Europe occidentale. Le temps n'est jamais neutre… Le drame de Falaise se répète. Toute l'aviation alliée se déchaîne sur les routes, les carrefours routiers, les colonnes de blindés. Ce mécompte n'empêche pas une attaque de la Luftwaffe sur les terrains alliés et le déclenchement de l'opération *Nordwind* dans le nord de l'Alsace le 1ᵉʳ janvier 1945. La VIIᵉ armée de Patch bousculée doit reculer d'une vingtaine de kilomètres. Une menace sérieuse pèse alors sur Strasbourg libérée au début novembre par Leclerc.

Le 8 janvier, Hitler se décide à donner un ordre de repli. La manœuvre s'exécute méthodiquement « à l'allemande », facilitée par un temps exécrable, neiges abondantes, froid intense. S'évanouit ainsi le projet d'Eisenhower d'encercler les divisions de Sepp Dietrich et de Manteuffel.

Le dernier coup de poker a échoué. *Brouillard d'automne* apporte tout juste un répit, sans modifier le cours de la guerre. L'offensive a cependant provoqué dans le camp allié une énorme confusion. En dépit de certains indices, personne n'avait pu envisager une offensive d'une telle envergure. Les commandos de l'opération *Greif* ont contribué à faire croire à une tentative d'enlèvement

d’Eisenhower, littéralement mis en quarantaine et gardé pendant plusieurs jours dans son quartier général de Versailles.

Devant la brutalité et l’ampleur de l’attaque allemande, Eisenhower a dû engager toutes ses réserves stratégiques, mettre fin aux offensives d’Aix-la-Chapelle et de la Sarre, remanier le commandement et donner à Montgomery toute autorité sur les troupes américaines au nord de la Meuse.

Remaniement qui n’est plus étranger à la crise qui s’est abattue sur les hautes instances militaires alliées. Une déclaration déplaisante de Montgomery, laissant entendre que les Britanniques se trouvaient à l’origine du rétablissement d’une situation pour le moins « délicate », devait avoir pour résultat de déclencher une réaction de rage de Bradley et de Marshall. Eisenhower fut à deux doigts de relever Montgomery de son commandement. La crise fut surmontée, en grande partie grâce à Churchill qui eut l’habileté de se livrer à un hommage appuyé du soldat américain.

La décision d’Eisenhower d’évacuer Strasbourg entraîna également une réaction brutale du général de Gaulle, menaçant d’interdire aux Alliés l’usage des chemins de fer et des ports français. Là encore, la crise provoqua une intervention de Churchill qui contribua à amener Eisenhower à renoncer à sa décision.

En définitive, les espoirs de Hitler, pas totalement imaginaires, s’effondraient. L’alliance occidentale, un instant ébranlée, sortait victorieuse de l’épreuve. L’offensive n’eut encore aucune répercussion sur les relations entre Occidentaux et Soviétiques. Mieux même, Staline put se donner le rôle de l’allié modèle après avoir reçu une lettre quelque peu larmoyante de Churchill : « La bataille est très dure à l’Ouest et le Commandement suprême peut être appelé à prendre à tout moment de graves décisions. Vous savez vous-même par expérience dans quelle situation précaire on se trouve quand on a un front très étendu à défendre après avoir momentanément perdu l’initiative… Je vous serais reconnaissant de me dire si nous pouvons compter sur une grande offensive russe dans le courant de janvier… »

La réponse de Staline le 7 janvier est sans équivoque, à la mesure de ses bonnes intentions à l’égard des Occidentaux en mauvaise posture : « Tenant compte de la situation de nos alliés sur le front occidental, le Grand Quartier général a décidé d’achever la préparation à un rythme accéléré et, sans tenir compte du temps, de commencer, dans la seconde quinzaine de janvier au plus tard, de larges opérations offensives contre les Allemands le long de tout le front central. Vous pouvez être assuré que nous ferons tout ce qui est possible afin de venir en aide aux glorieuses armées de nos alliés[10]. »

Churchill de commenter : « Ce fut un geste magnifique de la part des Russes de précipiter ainsi leur grande offensive, probablement au prix d'un lourd sacrifice en vies humaines. » Le Premier ministre britannique semble oublier que pour les Soviétiques, l'occasion était on ne peut plus favorable, avant le dégel et à un moment où le gros des réserves stratégiques allemandes était concentré à l'Ouest. L'offensive de l'Armée rouge du 12 janvier eut surtout pour résultat de mettre les Occidentaux en position de faiblesse à Yalta.

Même si elle a eu pour effet, par l'usure d'une ultime réserve, de hâter le dénouement et la chute du IIIe Reich, l'Ardenne n'en constitue pas moins un exemple caractéristique de la stratégie hitlérienne. A l'exemple de la Norvège, de la rupture de la Meuse ou de la Crète, elle est fondée sur la surprise et va à l'encontre des règles établies de l'art militaire.

CHAPITRE X
La fin

Lors de la dernière grande conférence navale du 1er janvier 1945, tenue dans des conditions à peu près normales, le vent est encore à l'optimisme. A l'Ouest, les offensives de l'Ardenne et de l'Alsace laissent espérer une résistance prolongée. On peut espérer également freiner l'offensive soviétique d'hiver. La défense des bases de Norvège, de la mer du Nord et de la Baltique a une importance capitale pour le développement de la nouvelle offensive sous-marine qui doit débuter en mars.

Euphorie de courte durée. L'orage éclate avec une violence biblique du 12 au 13 janvier. Quatre fronts soviétiques se déchaînent de la Prusse-Orientale au sud de la Pologne. La progression de l'Armée rouge, grâce à une remarquable logistique, s'effectue au rythme de 50 à 70 kilomètres par jour.

Le 31 janvier, après un bond de 500 kilomètres, les avant-gardes atteignent l'Oder et établissent des têtes de pont sur le fleuve pris par les glaces. A Berlin, le déchaînement de l'Armée rouge provoque un effet de stupeur. En une quinzaine de jours, l'armée allemande vient de perdre son dernier capital-espace et les Soviétiques se trouvent *ante portas*, suivant la formule du secrétaire de Goebbels, à moins de 80 kilomètres de la capitale. Simultanément, les troupes de Koniev pénètrent en haute Silésie. Hitler quitte alors son quartier général du Ziegenberg et établit son poste de commandement dans le bunker de la chancellerie.

Le succès soviétique tient essentiellement à la disproportion des forces. L'Armée rouge aligne 2,5 millions d'hommes contre 500 000, 7 000 blindés contre 500, 5 000 avions contre 400. Pour Hitler, seule la trahison et le manque de combativité expliquent le désastre. A la grande colère de Guderian, le Führer procède à des remaniements constants du commandement.

Une défense fiévreuse du front de l'Oder s'organise alors, favorisée par une pause dans l'offensive de l'Armée rouge. Cette pause tient à des difficultés

logistiques classiques après une avance ininterrompue de plusieurs centaines de kilomètres et à un brusque dégel qui transforme les routes de Pologne en bourbiers. Elle procède aussi d'une sérieuse crise d'indiscipline : depuis leur entrée en Allemagne, les troupes soviétiques se livrent à une débauche de pillages, de meurtres, de viols et exigent une sérieuse reprise en main.

A la faveur de cette pause, le centre de gravité de l'armée allemande se déplace à nouveau vers l'Est avec le transfert du gros des réserves mobiles, à l'exception de la Panzerarmee SS dirigée sur la Hongrie. Hitler tient essentiellement à éviter l'effondrement du front danubien pour protéger la route de Vienne et les dernières réserves de pétrole d'Autriche et de Hongrie.

On assiste ainsi à un renversement total des forces. Le front oriental finit par disposer de 106 divisions d'infanterie, et de 32,5 Panzer et Panzergrenadier. Le théâtre occidental se trouve ramené à la portion congrue avec 64 DI et 12 blindées bientôt réduites à 8.

Avant de reprendre la marche sur Berlin, Staline juge nécessaire de nettoyer des flancs vulnérables. Point de départ de la bataille la plus acharnée et la plus sanglante de toute la Seconde Guerre mondiale, qui va s'éterniser pendant plus de deux mois. Décision d'autant plus nécessaire que l'armée allemande est en mesure de déclencher sa dernière grande offensive à l'Est, l'opération *Sonnenwende* (Solstice), depuis la Poméranie occidentale. L'effet de surprise est indiscutable. Des progrès sont réalisés, mais l'opération se solde finalement par un échec.

De toute évidence, la Wehrmacht n'est plus à la mesure de trois théâtres d'opérations. Au début de 1945, avec 7,5 millions d'hommes, 40 divisions blindées et motorisées, une aviation tactique non négligeable, un armement de qualité abondant, l'armée reste encore un remarquable instrument de combat, peut-être même, sans vouloir jouer du paradoxe, le premier du monde. En réunissant toutes ses forces, elle serait non seulement capable de tenir, mais de reprendre l'initiative sur un seul front. Par ailleurs, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, la volonté combative reste intacte, comme le prouvent l'acharnement des combats, la faiblesse du nombre de prisonniers et davantage encore du nombre de déserteurs.

Beaucoup sont cependant sans illusions, comme ce lieutenant de la 21e Panzer : « Le dernier des soldats lui-même savait pertinemment que la guerre était perdue. Il souhaitait naturellement en réchapper et le seul sens qu'il pouvait donner au combat était de protéger les populations de l'Est. Il éprouvait une amertume à se battre sur le sol allemand pour la première fois depuis le début du siècle et n'envisageait pas d'autre possibilité que de rester au sein de

son unité et d'être fidèle à son serment de fidélité. Il savait que le complot du 20 juillet avait échoué et, en dépit de tout, il caressait l'espoir d'une solution politique. Sans bien savoir laquelle. De toute manière, par un simple souci de dignité, l'exigence d'une reddition sans conditions était inacceptable et ne laissait de place qu'à un combat désespéré. »

La bataille se concentre alors dans la région industrielle de haute Silésie où les Soviétiques, dans le dédale des installations industrielles, subissent des pertes considérables en hommes et en matériel, avant de tenter de s'emparer de Breslau qui résistera pratiquement jusqu'à la capitulation du Reich.

Des combats aussi sanglants se déroulent en Prusse-Orientale avec le siège de Königsberg et en Poméranie où les Allemands opposent une résistance aussi acharnée. Au cours de ces dernières batailles, les défenseurs font preuve de la plus grande ingéniosité et d'une rare maîtrise dans les combats de rue. Le *Volkssturm* et les *Hitlerjungend*, armés de pistolets-mitrailleurs et de *Panzerfaust*, affichent une redoutable efficacité.

Les batailles de Prusse-Orientale et de Poméranie s'identifient encore à un exploit dont la marine allemande reste fière. Mobilisant tous ses moyens, elle mène des opérations d'appui-feu sur les côtes de la Baltique, transporte 325 000 hommes de renfort, procède à l'évacuation de plus de 2 millions de soldats, de blessés et de civils fuyant l'invasion soviétique.

C'est au cours de cette évacuation que se produisent les plus grands drames de l'histoire maritime, avec les torpillages par des sous-marins soviétiques du paquebot *Wilhelm Gustloff*, du navire-hôpital *General von Steuben* et du navire de passagers *Goya* qui entraîne dans la mort plus de 7 000 soldats et réfugiés.

A la suite d'une scène extrêmement violente, survenue le 28 mars, au sujet de l'échec d'une contre-offensive contre la tête de pont de Küstrin, Hitler prie Guderian de prendre un congé, tout en annonçant son intention de faire à nouveau appel à lui quelques semaines plus tard. Les deux hommes ne se reverront plus.

Le général Krebs lui succède. Il accomplit, à sa manière, une espèce de révolution. Jusqu'à sa nomination, deux cartes composées d'assemblages au 1/300 000 couvraient deux murs séparés de la salle de conférences du bunker, l'une concernant le front occidental, l'autre le front oriental. Krebs met en place une seule carte composée d'un assemblage au millionième. D'un seul coup, les assistants prennent brutalement conscience de la gravité de la situation et de la convergence des armées alliées et soviétiques en direction du cœur du IIIe Reich.

Avec le transfert des réserves mobiles à l'Est, la situation sur le front occidental s'aggrave à une vitesse vertigineuse. Une offensive concentrique

franco-américaine oblige le général Wiese à évacuer la poche de Colmar et à replier ses troupes derrière le Rhin. Soumise à une offensive générale des forces britanniques et américaines, l'armée allemande livre en Rhénanie sa dernière bataille coordonnée. A la mi-mars, son repli s'achève sur la rive droite. Le bilan est extrêmement lourd. L'armée de l'Ouest a perdu 70 000 hommes et abandonne 250 000 prisonniers à l'adversaire.

Rien ne garantit plus la défense du Rhin, d'autant plus que, le 7 mars, par le pont Ludendorff à Remagen, dont les charges de destruction n'ont pas fonctionné, des éléments blindés américains ont pu franchir le fleuve et établir une tête de pont sur la rive droite.

L'affaire entraîne pour la troisième fois le limogeage de von Rundstedt remplacé par Kesselring qui s'est taillé une excellente réputation de stratège et de tacticien en Italie. Le recevant à la chancellerie, le Führer lui brosse un tableau de la situation qui se veut cohérent et rassurant. Kesselring doit tenir à tout prix le cours du Rhin et réduire la tête de pont de Remagen, permettant ainsi aux troupes engagées à l'Est d'infliger une défaite décisive à l'Armée rouge en avant de Berlin.

Kesselring multiplie les efforts pour réduire la tête de pont. Une contre-attaque d'une cinquantaine de Tigre II avorte dès le départ. Tout est mis en œuvre pour détruire le pont, tirs d'artillerie, attaques aériennes menées par des bombardiers à réaction Arado, lancement d'une dizaine de V2, envoi d'un groupe de 8 nageurs de combat. Le 15 mars, touché à plusieurs reprises, ébranlé par des explosions rapprochées, le pont finit par s'abîmer dans les eaux du fleuve. Trop tard, le génie américain a eu le temps de lancer deux ponts de bateaux.

Kesselring comprend alors qu'il se heurte à une tâche insurmontable. Sur un front de 750 kilomètres, il ne dispose que de 70 divisions dont 8 Panzer à peine au tiers de leurs effectifs, alors qu'Eisenhower aligne 85 divisions dont 23 blindées et 5 de paras.

Le franchissement est précédé par une offensive aérienne grandiose qui mobilise plus de 10 000 avions. L'opération *Clarion*, qui a débuté dès le 22 janvier, concerne essentiellement les installations ferroviaires et les trains. Elle vise 200 objectifs dont les grandes gares de triage de Chemnitz, Leipzig, Halle, Gotha et Dresde, victime d'un des raids les plus meurtriers de la guerre.

Clarion achève la décomposition de l'économie du Reich. La Ruhr est pratiquement isolée et le charbon s'accumule sur le carreau des mines. La production de pétrole s'effondre et les industries d'armement n'arrivent plus à écouler leurs fabrications. En février 1945, la Reichsbahn constate qu'il ne lui reste plus que 28 000 wagons utilisables, au lieu de 136 000 six mois plus tôt.

L’Allemagne se trouve pratiquement coupée en deux. Les trains de troupes ou de matériel doivent accomplir d’invraisemblables détours pour arriver à destination.

Précédé là encore par une préparation aérienne massive, le franchissement du Rhin par les armées alliées s’effectue sur toute sa longueur du 23 au 31 mars. L’exploitation est immédiate. L’OKW n’est plus capable d’une réaction coordonnée. La progression alliée se heurte cependant à d’ultimes îlots de résistance. Les Britanniques doivent livrer de durs combats pour enlever les petites villes d’Ibbenbüren, de Verden et de Lingen défendues par des bataillons de marins ou d’élèves sous-officiers.

Les défenseurs du Harz contiennent pendant dix jours la poussée américaine. Une contre-attaque est lancée à la mi-avril dans le secteur de Heilbronn dans le Wurtemberg. En quelques lignes, le jeune lieutenant August von Kageneck a brossé un tableau saisissant de cette ultime bataille : « Ce fut là [dans le Harz] que nous prîmes congé de la guerre. Nous luttâmes pied à pied, et pour rien, même pas pour l’honneur.

« Dans ces immenses forêts qui impressionnaient assiégeants et assiégés et dont la possession ne signifiait rien, ni pour les uns ni pour les autres, pourquoi donc nous battions-nous ? Peut-être pour satisfaire un reste de soif de destruction, que nous n’avions pas réussi à étancher en cinq ans de guerre… Nous éprouvions un plaisir indicible à vider, dans une rage inexplicable, quatre magasins d’un 20 mm automatique sur un village occupé par les Américains pour les voir courir, affolés, dans tous les sens. Réjouissez-vous de la guerre, enfants, la paix sera plus terrible encore[1]. »

Après le franchissement du Rhin, la bataille de l’Allemagne de l’Ouest dure encore près d’un mois. Eisenhower entreprend l’encerclement de la Ruhr. La manœuvre aboutit, le 18 avril, à la reddition de 325 000 hommes et au suicide du maréchal Model. La progression devient alors divergente. Montgomery effectue une avance méthodique dans le nord de l’Allemagne et atteint Lübeck sur la Baltique avant les Soviétiques. Le reste des forces alliées, Américains et Français, s’orientent en direction du Wurtemberg, de la Bavière et de l’Autriche.

A la grande déception de beaucoup d’Allemands et de Hitler, l’arrêt de la IX[e] armée américaine sur l’Elbe à 80 kilomètres de Berlin constitue une amère désillusion et met fin à l’espoir d’une rencontre entre Occidentaux et Soviétiques, source d’inévitables dissensions. Plus à l’est, l’armée Patton, après avoir franchi la frontière tchécoslovaque, laisse à l’Armée rouge, par la volonté d’Eisenhower, le soin d’occuper la Bohême et de libérer Prague.

En Italie également, la résistance allemande s’effondre. Le général Vietinghof, qui a pris la suite de Kesselring, ne peut effectuer le repli

prévu sur les positions du « réduit alpin » depuis le lac de Garde jusqu'à l'Adige. Le Pô est franchi le 23, Vérone atteint le 26 et la route du Brenner menacée.

C'est en toute connaissance de cause qu'Eisenhower, en complet accord avec Marshall, tient à respecter à l'avance le tracé des zones d'occupation fixé à Yalta et renonce à s'emparer de Berlin ; il estime que la capitale du Reich ne constitue plus un « objectif militaire ». Décision prise en dépit des objurgations de Churchill et des réserves de Bradley, et davantage encore de Patton. Eisenhower ne comprend visiblement pas l'énorme importance politique de la prise de la capitale du Reich. Staline, lui, ne s'y trompe pas.

La décision d'Eisenhower, dûment transmise aux Soviétiques, va amener l'armée allemande à livrer, avec l'énergie du désespoir, sa dernière bataille pour la capitale du Reich. Bien décidé à défier le destin, Hitler veut livrer un Stalingrad à l'envers et « saigner à blanc » l'Armée rouge.

Une prétention nullement à la mesure des moyens mis en œuvre par les Soviétiques. Pour l'ultime assaut, l'Armée rouge, de l'estuaire de la Vistule à la Neisse occidentale, aligne trois « fronts », ceux de Rokossovki, de Joukov et de Koniev. L'effort principal incombe aux deux derniers mis en compétition par Staline pour la prise de Berlin. Au total, près de 3 millions d'hommes, 6 500 chars, 42 000 pièces d'artillerie et 8 500 avions.

Pour cette ultime confrontation, les trois grandes formations allemandes échelonnées du nord au sud, la 5e Panzerarmee de Manteuffel, la 9e armée de Busse et la 4e Panzerarmee, dépendant du groupe Centre de Schörner, ne peuvent opposer que des moyens quatre à cinq fois inférieurs. Le plan soviétique est simple : briser la résistance allemande sur l'Oder, encercler la 9e armée et une partie de la 4e Panzerarmee, prendre la capitale en tenaille, avant de l'enlever quartier par quartier.

L'attaque débute le 16 avril, précédée par une formidable préparation d'artillerie. Au nord, la 5e Panzerarmee de Manteuffel réussit à limiter les progrès soviétiques. Au sud, Koniev, après avoir franchi l'Oder, pratique une brèche dans les positions de la 4e Panzerarmee. En revanche, les Allemands, retranchés sur les hauteurs de Seelowe, réussissent à briser pendant trois jours les assauts furieux de Joukov. La percée n'intervient que le 19 avril pour s'affirmer le lendemain. La situation se dégrade alors rapidement.

Le 20 avril, alors que la situation prend une tournure critique, Hitler fête son cinquante-sixième anniversaire. Tous les grands chefs militaires sont là, Keitel, Jodl, Krebs, Dönitz, ainsi que les grands dignitaires du régime, Göring, Bormann, Himmler, Goebbels, Speer. Incapable de dissimuler sa déchéance

physique, Hitler se montre simple, cordial, rassurant. On sable le champagne. Le Führer effectue une brève sortie dans les jardins de la chancellerie. Il passe en revue un détachement de la Leibstandarte et tente de réconforter un groupe d'adolescents dont les parents ont disparu dans le bombardement de Dresde. Ce sera sa dernière apparition en public.

En fin d'après-midi, tout le monde se sépare. Les jours suivants, la situation se dégrade à une vitesse alarmante. Joukov et Koniev achèvent l'investissement de Berlin par l'ouest. Hitler n'en reste pas moins chef de guerre. Il préside ses deux conférences par jour et continue à manœuvrer sur la carte des armées de plus en plus fantômes. Avec un groupement SS improvisé, Steiner doit percer depuis le nord en direction de Berlin. La 9e armée de Busse doit se dégager et s'ouvrir une route vers la capitale. Devant l'inaction totale des troupes américaines en position sur l'Elbe, la 12e armée de Wenck fera carrément demi-tour, attaquera de flanc les formations de Koniev et percera ainsi jusqu'à Berlin.

Ces dernières illusions ne tardent pas à s'envoler. Les ultimes forces militaires du Reich n'ont plus qu'une seule préoccupation, s'ouvrir un chemin vers l'ouest, pour échapper à la captivité soviétique. Au prix de pertes sanglantes, les débris de ces armées, la 5e Panzerarmee de Manteuffel, la 9e armée de Busse et les troupes de Wenck, encombrées de dizaines de milliers de réfugiés, réussiront, le 30 avril, à rejoindre les lignes américaines.

Ce jour-là, le Führer n'est plus. Le 22 avril, il s'est résigné. « La guerre est perdue », constate-t-il, et il se refuse à donner des ordres qui ne sont plus respectés. En dépit des objurgations de certains qui le supplient littéralement de gagner Berchtesgaden, Hitler annonce le 25 sa décision irrévocable de rester à Berlin et de s'y donner la mort. Il est hors d'état physiquement de disparaître les armes à la main, avec le risque d'être blessé et capturé par les Soviétiques.

Pour la défense de Berlin ravagé par les bombardements alliés et les tirs de l'artillerie soviétique, le général Weidling ne dispose que d'une garnison disparate de 75 000 hommes à peine. La défense s'appuie sur les moyens traditionnels : barricades, passages entre immeubles, champs de mines. Sur 2 millions d'habitants en 1939 ne subsistent que quelques centaines de milliers de civils pris au piège, privés d'eau, d'électricité, de vivres, terrés dans les caves et les couloirs du métro.

Trois millions de soldats de l'Armée rouge, soutenus par des milliers de chars et une énorme artillerie, sont jetés dans cette dernière bataille. La résistance allemande est d'un acharnement stupéfiant. Des milliers d'hommes, en dépit de toute chance de succès, sont prêts à donner leur vie. Pour l'historien

A.J.P. Taylor, cet esprit de sacrifice « au-delà de la douzième heure » constitue un des « grands mystères » de cette Seconde Guerre mondiale.

C’est au prix de pertes énormes en blindés que les faubourgs sont nettoyés du 25 au 27 avril. A partir du 28 commence l’investissement du dernier réduit, le Tiergarten et le quartier des ministères, en attendant la Potsdamer Platz et le Reichstag.

Le 28 avril, Hitler fait ses adieux à ses derniers fidèles, Goebbels, Bormann, Krebs, ses aides de camp, ses secrétaires. Il met la dernière main à son *Testament politique*, confirme l’expulsion du parti de Göring et d’Himmler, le premier pour avoir proposé d’assumer les fonctions du Führer et le second pour avoir entamé des négociations avec les Occidentaux par l’intermédiaire du comte Folke Bernadotte. Il nomme encore le maréchal Schörner commandant des dernières forces de la Wehrmacht et Dönitz chef de l’Etat.

Ce jour-là, Hitler épouse Eva Braun, sa compagne solitaire, venue le rejoindre dans le bunker et décidée à partager son sort. Le lendemain, 29 avril, le général Weidling annonce au Führer qu’il ne garantit plus la sécurité de la chancellerie que jusqu’au 1er mai. Le soir, Hitler adresse un dernier message à l’OKW, demandant où sont les « lances de Wenck ». La réponse de Keitel est sans ambiguïté. Toutes les tentatives de dégagement ont échoué.

Le 30, après avoir confirmé sa volonté de destruction de toutes les installations du Reich et son désir d’entraîner le peuple allemand dans un suprême Crépuscule des dieux, Hitler prend un dernier repas avec son entourage immédiat. Après ce « banquet funèbre » en début d’après-midi, il se suicide avec Eva Braun, dans son appartement privé. Les deux corps sont incinérés dans le jardin de la chancellerie et les cendres dispersées au vent. De tous les grands chefs de guerre du second conflit mondial, Hitler est le seul à ne pas disposer de sépulture.

De sa cellule de Nuremberg, Jodl approuvera cette fin. Il ne peut que confirmer que « bien avant tout le monde, Hitler pressentit et sut que la guerre était perdue » mais qu’« il ne pouvait laisser aller à la dérive une nation et son peuple avant qu’ils n’y soient entraînés ». Un homme tel que Hitler ne le pouvait pas et Jodl d’ajouter : « On dit qu’il aurait dû tomber au combat au lieu de choisir la fuite dans la mort. C’est ce qu’il voulait et il l’aurait fait s’il en avait été physiquement capable. Il ne choisit donc pas la mort la plus facile, mais la plus sûre… »

Le 1er mai, Krebs et Goebbels tentent une ultime démarche auprès du commandement soviétique pour obtenir un cessez-le-feu et la reconnaissance du

gouvernement Dönitz. La réponse de Staline est nette : il ne peut y avoir qu'une reddition sans conditions. C'est alors, dans Berlin, une épidémie de suicides. Goebbels, sa femme et leurs six enfants, les généraux Krebs et Burgdorf… et des centaines d'autres.

Le 2 mai, le général Weidling, par l'intermédiaire de voitures-radio soviétiques, adresse à ses troupes un appel au cessez-le-feu : « Chaque heure de combat ne fait que prolonger les terribles souffrances de la population de Berlin et de nos blessés. En accord avec le haut commandement soviétique, je vous demande de cesser le feu immédiatement. » Appel dans l'ensemble entendu, à l'exception de quelques groupes qui tentent une sortie désespérée vers l'ouest !

Avec la chute de Berlin s'achève la dernière grande bataille de la guerre, probablement la plus dure et la plus sauvage de toutes. Si les pertes de la Wehrmacht semblent avoir été de l'ordre de 40 000 tués, celles de l'Armée rouge auraient atteint plus de 300 000 tués, blessés et disparus. Depuis le 16 janvier, plus de 700 000 soldats soviétiques ont trouvé la mort au cours de l'ultime affrontement avec l'armée allemande, le double des pertes de l'armée américaine sur tous les fronts et pour toute la durée de la guerre.

Le conflit va encore durer une semaine. De Flensburg où il a établi le dernier gouvernement du IIIe Reich, Dönitz n'a qu'un seul objectif, tenter de faire passer à l'Ouest le maximum de réfugiés et de troupes encore engagées sur le front oriental : au total 1,2 million d'hommes.

Ce plan ne s'exécute que partiellement. En Italie, une première capitulation locale préparée par le général SS Wolf devient effective le 2 mai. Le 5 mai, l'amiral Friedeburg négocie avec Montgomery une reddition des forces allemandes de Hollande, d'Allemagne du Nord et de Scandinavie. Sur l'Elbe, Anglais et Américains acceptent la reddition d'unités constituées ou d'isolés, au nombre de 200 000 ; il n'en est pas de même en Tchécoslovaquie.

A Reims, le 7 mai, le général Jodl ne peut obtenir qu'une capitulation générale étendue à tous les fronts. Pour les Soviétiques, la capitulation de Reims ne constitue qu'un acte préliminaire. Ils exigent une seconde reddition qui intervient à Berlin le 9 mai, à 22 h 30. Les dernières forces allemandes déposent alors les armes. D'ultimes combats se dérouleront en Tchécoslovaquie jusqu'au 11 mai. La tête de pont de Courlande capitule le 9 mai, les « poches de l'Atlantique » les 9 et 10. Les troupes allemandes de Yougoslavie le 15.

Dans l'ensemble, l'annonce de la mort du Führer est accueillie avec soulagement. Le 1er mai au matin, Churchill déclare : « Eh bien, je dois dire, à

mon avis, qu'il a bien fait de mourir ainsi. » Depuis plusieurs mois, le vieux lion ne cessait d'ailleurs de déclarer : « A tout moment, il aurait pu fuir vers l'Angleterre, se rendre en disant : "Faites de moi ce que bon vous semble, mais épargnez mon peuple dévoyé[2]." »

Intéressante est la réaction du général de Gaulle, même si elle est relativement tardive et apparaît dans le dernier tome de ses *Mémoires de guerre* : « Certes le tout menait à l'oppression et celle-ci allait au crime. Mais, Moloch a tous les droits. D'ailleurs, Hitler s'il était fort ne laissait pas d'être habile. Il savait leurrer et caresser. L'Allemagne, séduite au plus profond d'elle-même, suivit son Führer d'un élan. Jusqu'à la fin, elle lui fut soumise, le servant de plus d'efforts qu'aucun peuple, jamais, n'en offrit à son chef…

« [...] L'entreprise d'Hitler fut surhumaine et inhumaine. Il la soutint sans répit. Jusqu'aux dernières heures d'agonie au fond du bunker berlinois, il demeura indiscuté, inflexible, impitoyable comme il l'avait été dans les jours les plus éclatants. Pour la sombre grandeur de son combat et de sa mémoire, il avait choisi de ne jamais hésiter, transiger ou reculer. Le Titan qui s'efforce à soulever le monde ne saurait fléchir ni s'adoucir. Mais, vaincu et écrasé, peut-être redevint-il un homme, juste le temps d'une larme secrète, au moment où tout finit[3]. »

La satisfaction de Churchill n'est cependant pas sans mélange. La fin de la guerre avec le IIIe Reich a un goût amer : la Grande-Bretagne qui sort du conflit n'est pas celle que Churchill espérait ; le pays est économiquement affaibli, l'Empire fait entendre de sinistres craquements, l'équilibre européen est toujours menacé.

Par son étonnant sens de l'Histoire et sa surprenante intuition, l'esprit de Churchill est déjà ailleurs. Le 13 mai, il écrit à Truman qu'« un rideau de fer est tombé sur le front russe », reprenant une image de Goebbels vieille de quelques semaines. Le lendemain, à la BBC, le discours adressé à ses concitoyens est empreint de pessimisme. La joie universelle semble bien lointaine. « Il reste, déclare-t-il, à nous assurer que les mots "liberté", "démocratie", "libération" garderont leur vrai sens, celui que nous leur attribuons. A quoi bon punir les hitlériens pour leurs crimes, si le règne de la loi et de la justice ne s'établissait pas, si des gouvernements totalitaires ou policiers devaient prendre la place des envahisseurs allemands. » Propos qui annoncent la déclaration de Fulton de l'année suivante et le titre du dernier tome de ses Mémoires : *Triumph and Tragedy*.

Révélatrice également la prescience de son vieil adversaire. Dans une note dictée à Bormann le 2 avril 1945, Hitler annonce lui aussi la guerre froide : « Après la défaite du Reich, il ne restera dans le monde que deux grandes

puissances capables de s’affronter, les Etats-Unis et l’Union soviétique. Les lois de l’histoire et de la géographie les amèneront inexorablement à une épreuve de force, sur le plan militaire ou sur les terrains de l’économie ou de l’idéologie. Il est également certain que, tôt ou tard, ces deux puissances souhaiteront disposer du concours de la seule grande nation qui aura réussi à survivre en Europe, l’Allemagne. »

Épilogue

Le suicide du Führer, l'effondrement du Reich sonnent le glas du rêve d'un « peuple de maîtres » et d'une Grande Allemagne s'étendant à l'ensemble du continent européen, adossée à un espace vital à l'Est.

Rêve en contradiction avec l'Allemagne de Bismarck, simple puissance régionale liée à un système complexe d'alliances, Triplice, traité de réassurance destiné à assurer la sécurité du Reich contre la France. En revanche, il n'en est plus de même avec le Reich de Guillaume II et de Tirpitz, en pleine expansion démographique et industrielle, aspirant à devenir une puissance mondiale par le biais d'une grande marine de commerce et d'une flotte de haute mer, tentée par une expansion outre-mer et la création de zones d'influence en Afrique ou au Proche-Orient. Le traité de Versailles met fin à cette ambition.

Dans sa volonté d'expansion, le IIIe Reich s'est heurté à une double impasse. L'absence d'une issue diplomatique, pour commencer, tenant essentiellement à la volonté des Occidentaux. Phénomène quasiment unique dans l'histoire moderne et contemporaine, la guerre avec l'Allemagne s'est terminée sans négociations, sans traité de paix. En vertu de la déclaration de Casablanca de janvier 1943, Roosevelt, avec l'assentiment final de Churchill, veut écraser le Reich pour éviter le retour des ambiguïtés de 1918. L'Allemagne doit se sentir vaincue. Il ne doit plus y avoir de légende du coup de poignard dans le dos. Le pays sera dénazifié et la caste militaire associée au régime devra disparaître.

Il ne peut être davantage question de traiter avec un membre de l'opposition. Il n'y aura pas de nouvel « expédient provisoire » de type Darlan. Ecrasée militairement, l'Allemagne devra être encore définitivement affaiblie et démembrée. A Téhéran aussi bien qu'à Yalta, Roosevelt donnera son aval aux propositions de morcellement du Reich, d'internationalisation de la Ruhr et de démantèlement de l'économie. Il ne manifestera aucune inquiétude à créer un énorme vide au cœur de l'Europe face à une Union soviétique victorieuse.

La nécessité justifie en grande partie cette politique. Dès le 22 juin 1941, l'URSS représente le pivot de la stratégie alliée. La « Grande Alliance » constitue le seul moyen pour les puissances occidentales de vaincre l'Allemagne. Jusqu'à la fin, le front oriental retiendra les deux tiers des forces de la Wehrmacht. De 1941 à 1945, Churchill et Roosevelt, non sans de solides raisons il est vrai, vivront dans une angoisse constante d'un effondrement soviétique ou d'une paix séparée, d'une réédition du traité de Moscou. Lord Halifax le soulignera avec force au lendemain du conflit : « Il faut comprendre, pour expliquer notre conduite, que, pendant la guerre, Roosevelt, Churchill et moi, nous avons été (secrètement) hantés par la possibilité d'un renversement des alliances. Souvenez-vous de l'origine de la guerre en 1939 : soudainement, Staline s'était allié à Hitler. Il était d'autant plus capable de recommencer que les armées russes, au temps de Yalta, étaient à la fois victorieuses et menacées[1]. » Staline saura jouer en virtuose de cette inquiétude.

Les Etats-Unis ont encore besoin de l'Union soviétique pour vaincre le Japon. Une intervention soviétique permettrait de retenir et d'user une partie notable de l'armée japonaise en Mandchourie. L'URSS assurerait ainsi la relève d'une Chine apathique visiblement peu pressée de mener des opérations actives contre les Japonais. En échange, l'Union soviétique retrouverait tous les intérêts perdus en 1905 en Extrême-Orient. A Téhéran, et plus encore à Yalta, Staline, à la grande satisfaction de Roosevelt, promettra son intervention trois mois après la défaite de l'Allemagne.

Churchill n'est pas en reste. Dès le 22 juin 1941, sans consulter le cabinet de guerre, à la stupeur de son entourage et en particulier de son conseiller Coleville, il tire un trait sur vingt ans d'anticommunisme. Sa déclaration au peuple anglais, au lendemain de l'attaque allemande à l'Est, prend même l'allure d'une énorme contradiction : si tout homme ou tout Etat qui marchent avec Hitler sont ses ennemis, pourquoi ne pas avoir déclaré la guerre à l'URSS lors de son agression contre la Pologne ou la Finlande ? Là encore, nécessité oblige. Le déclenchement de *Barbarossa* apporte à la Grande-Bretagne, qui maintient « la tête péniblement hors de l'eau », un énorme soulagement. La menace se détourne vers l'Est. Le risque d'invasion disparaît. La Luftwaffe cesse ses raids sur l'Angleterre, qui retrouve des « nuits calmes ». L'appui apporté à l'URSS va dépasser cependant largement le stade du soutien militaire et de l'aide technique, dans un rapprochement qui aurait pu être de simple rencontre.

La naïveté n'est cependant pas absente. En décembre 1941, au moment de la contre-offensive soviétique devant Moscou, devant les inquiétudes exprimées par François Piétri, l'ambassadeur de France à Madrid, sir Samuel Hoare, lui-même ambassadeur, se montre catégorique : « La Russie nous a donné des gages

précis à cet égard. Elle quitte déjà le bolchevisme et s'achemine à coup sûr vers un type de démocratie conservatrice et constitutionnelle, peut-être vers un retour à un tsarisme modéré[2]. »

Lors de la seconde conférence de Québec, le vieux maréchal Smuts se demande, lui aussi, si les Russes ne risquent pas de devenir « les maîtres diplomatiques de la planète ». Après avoir « mûrement réfléchi », Churchill lui répond personnellement le 5 septembre 1944 : « J'estime inévitable que la Russie devienne la plus grande puissance militaire terrestre après cette guerre qui l'aura débarrassée des deux pays dont elle a eu à souffrir de terribles défaites, au cours même de notre existence, l'Allemagne et le Japon. J'espère cependant que "l'association fraternelle" du Commonwealth britannique et des Etats-Unis, combinée avec la supériorité aérienne et navale, peut nous laisser en bons termes et en état d'équilibre amical avec la Russie. Tout au moins pendant la période de reconstruction. Mes yeux de mortel ne permettent pas de voir au-delà et je ne suis pas encore pleinement renseigné sur les télescopes célestes[3]. »

Chez Roosevelt, le réalisme n'est pas complètement absent. Le Président estime qu'une convergence s'établira entre les deux pays après la guerre. Avec l'aide des Etats-Unis, l'URSS s'acheminera vers un système de plus en plus libéral. Roosevelt prétend encore, avec le plus grand sérieux, ce qui a le don d'exaspérer Churchill, que l'Amérique et l'Union soviétique sont les deux seuls grands Etats non colonialistes.

D'autres éléments jouent leur rôle. Pour l'heure, les Etats-Unis représentent une très grande puissance militaire. Mais au lendemain du conflit, le Président, qui connaît parfaitement les ressorts profonds de l'opinion de son pays, sait qu'il sera obligé de procéder à une démobilisation rapide et qu'il lui sera impossible de jouer du rapport des forces.

L'amitié qu'il cherche à obtenir d'*Uncle Jo* (Staline) s'intégrerait ainsi à une nouvelle diplomatie. Dans le monde de l'après-guerre, l'entente devrait se maintenir dans le cadre des Nations unies, réplique améliorée du rêve wilsonien. Au lendemain de Yalta, Roosevelt considérera l'acceptation soviétique de la nouvelle organisation comme une très grande victoire, même si l'URSS exige trois sièges à la future assemblée générale. A l'intérieur de l'ONU, les trois grands, les « trois shérifs », continueront à gérer les affaires du monde dans l'harmonie qu'ils ont connue au cours du conflit.

Cette attitude ne va pas sans une certaine candeur. Le Président est assuré, il en a le « pressentiment », que le système soviétique n'est pas aussi totalitaire que certains le prétendent. S'adressant au pape Pie XII, le 3 septembre 1941, il exprime sa *croyance* que « la dictature russe met moins en danger les autres nations que la forme prise par la dictature allemande ». Il ajoute que « la

religion, l'Eglise en tant que telle, l'humanité en général ont moins à craindre d'une survie de la Russie que de celle de la dictature de l'Allemagne ».

Roosevelt bénéficie cependant de sérieuses mises en garde, venant de bons connaisseurs de la réalité soviétique, comme son « conseiller catholique » William Bullitt, qui a été ambassadeur à Moscou. Mais le Président se retranche derrière ses pressentiments. « Je ne nie pas la qualité de vos arguments. J'ai tout simplement la conviction que Staline n'est pas ce genre d'homme. Harry [Hopkins] prétend qu'il ne l'est pas et qu'il ne souhaite rien de plus que la sécurité de son pays ; aussi, je pense que dans la mesure où je lui donne tout ce que je peux lui donner et où je ne lui demande rien en retour, *noblesse oblige*, il ne cherchera pas à procéder à une annexion, quelle qu'elle soit, et qu'il travaillera avec moi à l'instauration d'un monde où triomphent la démocratie et la paix[4]. »

Dans cette vision caricaturale du système soviétique et de la personnalité de Staline, on ne peut nier le poids des opinions publiques, si déterminant dans la vie politique des démocraties. Dès juin 1941, quelques jours seulement après l'attaque allemande contre l'URSS, les médias britanniques manifestent un enthousiasme délirant à l'égard de la résistance et de l'héroïsme de la population soviétique. L'apparition de Staline sur les écrans de cinéma, lors de la projection de bandes d'actualités, soulève des tonnerres d'applaudissements. La femme de Churchill elle-même se fait l'interprète de la grande majorité de ses concitoyens en affirmant qu'« il n'existe personne dans ce pays dont le cœur ne soit profondément touché par le drame effroyable qui se déroule en Russie ». Les manifestations de solidarité se multiplient. Les ouvriers participent avec enthousiasme à la « Semaine des chars pour la Russie ». A la sortie des usines, les blindés, ornés de l'*Union Jack* et du drapeau rouge, sont encadrés de travailleurs levant le poing. Le Colisée de Londres monte un opéra-ballet, le *Moscou Bells*, avec la danseuse étoile Dela Lijinskaïa. La mode s'en mêle avec des écharpes ornées de la faucille et du marteau. L'engouement s'étend à l'apprentissage du russe lancé avec un plein succès par Linguaphone. Cet enthousiasme ne tient pas aux démonstrations organisées par l'ambassade soviétique ou au zèle des services britanniques : il procède d'un immense soulagement ; l'Angleterre n'est plus seule dans la lutte.

Enthousiasme comparable aux Etats-Unis encore neutres. D'imposantes manifestations de solidarité ont lieu à Boston ou à New York au Madison Square Garden en présence du chargé de l'ambassade soviétique Andreï Gromyko. A Hollywood, des acteurs portent des fausses barbes à la russe, donnent des fêtes folkloriques russes. L'écrivain Erskine Caldwell écrit le scénario de *Mission à*

Moscou tiré de l'ouvrage douteux de l'ambassadeur Joseph Davies. En 1943, le magazine *Life* publie un numéro spécial sur l'URSS particulièrement élogieux. La soviétomanie gagne encore la mode, les restaurants et le bar du Ritz rebaptisé « Volga ».

Cet enthousiasme dépasse le stade d'un sentiment de pitié et de solidarité à l'égard d'un peuple soumis aux horreurs de la guerre : il touche le régime lui-même, honni pourtant quelques mois, voire quelques jours plus tôt. Des reportages, des témoignages présentent l'existence en URSS sous des couleurs idylliques. On célèbre sans rire la liberté religieuse ou la liberté économique. De retour de Moscou, une authentique conservatrice américaine affirme que l'URSS a résolu le problème du développement, de l'égalité sociale et a su faire disparaître le chômage.

Dans cet optimisme à l'égard du devenir de la Grande Alliance, force est de tenir compte de l'extrême habileté de Staline qui se présente comme l'élément modéré au sein du Komintern. Il effectue également avec brio un revirement idéologique en dénonçant le thème de la guerre impérialiste pourtant à l'ordre du jour depuis la conclusion du pacte de Moscou. Le 6 novembre 1941, au moment le plus critique de la bataille de Moscou, il rappelle que Lénine « distinguait deux genres de guerre, les guerres de conquête par conséquent injustes et les guerres de libération, les guerres justes. Les Allemands mènent à présent une guerre de conquête, par conséquent injuste, qui vise à s'emparer des territoires d'autrui et à subjuguer d'autres peuples. A la différence de l'Allemagne, l'Union soviétique et ses alliés mènent une guerre libératrice, une guerre juste qui vise à libérer de la tyrannie hitlérienne les peuples asservis de l'Europe et de l'URSS ». Sans rire, il n'hésite pas à rappeler qu'en Angleterre et aux Etats-Unis « il existe des syndicats d'ouvriers et d'employés, un parlement, tandis qu'en Allemagne toutes ces institutions ont été supprimées par le régime hitlérien ». En conclusion, il affirme : « Nous ne vous proposons et ne pouvons vous proposer des buts de guerre tels que l'annexion de territoires d'autrui et l'asservissement de peuples étrangers. » On sait ce qu'il en est advenu.

En définitive, pour le IIIe Reich, l'impasse est totale. De 1942 à 1945, Hitler effectuera des sondages de paix par l'intermédiaire de la Suède et du Vatican. Le dernier aura lieu en 1945, au lendemain de l'offensive de l'Ardenne, à finalité plus politique que militaire. Il n'y aura pas de réponse : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont bien décidés à pousser les choses jusqu'au bout et à imposer une paix de destruction, une paix à la Caton.

Les opposants à l'intérieur du Reich ne seront pas plus heureux, en dépit de contacts pris à Stockholm et à Zurich. Ils ne bénéficieront d'aucune assurance

sur l'avenir de l'Allemagne, même en cas de renversement du régime. Il n'y aura pas d'« expédient provisoire ». On comprend mieux ainsi l'irritation de Hitler devant les propositions de certains de ses généraux comme Rommel ou von Kluge l'incitant à rechercher une « solution politique ».

Hitler aurait peut-être été plus heureux avec Staline. En fait, les contacts entre Allemands et Soviétiques constituent encore un des aspects incertains de la Seconde Guerre mondiale. La première offre de paix séparée semble bien être intervenue à l'automne de 1941, à l'initiative du Kremlin. Au lendemain des batailles d'anéantissement de Briansk et de Viazma, Staline, convaincu de la perte de Moscou, aurait invité Beria, en présence de Joukov, à utiliser ses filières pour prendre contact avec les Allemands. « Nous avons besoin d'un répit, aurait-il déclaré. Tout autant qu'en 1918 lorsque a été signé le traité de Brest-Litovsk. »

La proposition aurait été transmise par l'intermédiaire de la Bulgarie et le Kremlin aurait offert à Berlin la fin des hostilités en échange de l'abandon des pays Baltes, de la Bucovine et d'une partie de l'Ukraine. Convaincu de l'effondrement imminent de l'URSS, Hitler aurait refusé.

D'autres propositions allaient suivre à la fin de 1942, au cours du printemps et de l'été suivant, par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique de Stockholm. Les Japonais, soucieux de voir l'Allemagne orienter le gros de ses forces contre les Anglo-Américains, s'y trouveront associés en septembre 1943. Au lendemain de Stalingrad, lors de la conférence de Klessheim en 1943, Mussolini, souhaitant que le Reich consacre toutes ses forces à la défense de l'Europe méridionale face à la menace anglo-américaine, encourage le Führer à persévérer dans cette voie.

Avec le redressement de l'Armée rouge, il n'est plus question d'un nouveau Brest-Litovsk. Le Reich devrait abandonner tous les territoires occupés et se replier sur la frontière du 22 juin 1941. Nul doute que Hitler ait trouvé ces conditions excessives, après tant de sang versé à l'Est.

Une acceptation n'allait pas non plus sans risques. Aucune confiance ne peut plus exister entre les deux pays. Pour Staline, un accord de ce genre risque bien de ne constituer qu'une simple pause et de déboucher sur une reprise de la guerre. Le Reich sera obligé de maintenir des forces considérables sur une frontière orientale singulièrement repoussée à l'Ouest. Réciproquement, Hitler, obsédé par sa haine contre le bolchevisme, aurait-il pu respecter cette trêve ? N'avait-il pas déclaré un jour à Ribbentrop : « Vous savez, si je m'entends aujourd'hui avec la Russie, je repasserai à l'attaque dès demain. Je n'y peux rien. C'est plus fort que moi. »

Pendant les deux dernières années de la guerre, le Führer n'aura comme seule ressource que de se raccrocher à des espoirs de plus en plus ténus comme

l’échec du débarquement en France, la rupture de la Grande Alliance ou les armes nouvelles.

La seconde impasse à l’expansion du Reich concerne le blocage de la stratégie. La Seconde Guerre mondiale repose sur un étrange paradoxe. Hitler, le perturbateur par excellence, a été contraint de mener un conflit généralisé qu’il n’avait pas voulu. Tout laisse à penser que le Führer ne s’est jamais fait d’illusions sur le dénouement. Le discours adressé le lendemain de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France n’a nullement un accent triomphal mais apparaît singulièrement prémonitoire. « Il n’y aura pas de nouveau 11 novembre 1918. Il ne peut y avoir que la victoire ou l’anéantissement. »

La victoire-miracle contre la France de mai-juin 1940 apporte une fugitive lueur d’espoir. Mais dès la fin juillet, à peine plus d’un mois après la signature de l’armistice de Rethondes, l’espoir s’évanouit. La Grande-Bretagne continue la lutte, rejette toute paix de compromis. C’est le point de départ du duel entre Hitler et Churchill. De toute manière, le succès d’un second Munich était peu vraisemblable. Indépendamment de la résolution de Churchill, il est douteux que le parti de la conciliation dominé par lord Halifax ait accepté un Munich aggravé, une Allemagne dominant directement ou indirectement le Vieux Continent.

Après l’échec de la bataille d’Angleterre pratiquement acquis d’avance, une seule ressource pour sortir de l’impasse, *Barbarossa*, l’attaque contre l’Union soviétique. On ne peut que rappeler brièvement les causes de l’échec : un accident climatique, les défaillances du service de renseignements, l’extraordinaire esprit de sacrifice du soldat russe dont la capacité de mourir, suivant le mot du dissident Zinoviev, s’est révélée supérieure à la capacité de vaincre du soldat allemand.

Après Moscou et plus encore après Stalingrad, l’Allemagne est prise au piège d’une guerre sur deux fronts, confrontée à deux adversaires formidables. Un problème auquel s’est heurté Napoléon croyant lui aussi pouvoir vaincre la ténacité britannique en attaquant la Russie. Espoir là encore vain, est-il bon de le rappeler.

Le Grand Etat-Major allemand s’était, lui aussi, heurté au même problème dès la fin de 1914. Le 18 novembre 1914, à Charleville, où la Direction suprême était venue s’installer, Falkenhayn, qui a succédé à Moltke après la Marne, s’adressait au chancelier Bethmann-Hollweg : « L’échec sur l’Yser, l’opiniâtreté inattendue de la résistance française, la pénurie de munitions d’artillerie ne laissent plus d’espoir à une décision rapide par la force des armes. S’il n’y a pas

de possibilité de conclure une paix séparée avec l'un ou l'autre de nos ennemis, nous courons le risque de nous épuiser lentement… Il faut à tout prix faire quelque chose, envisager des négociations. » Bethmann-Hollweg ne croit pas à une paix séparée avec la Russie.

Quelques jours plus tard, Falkenhayn s'adressait dans le même sens au sous-secrétaire d'Etat Zimmermann. La réponse fut nette : « Tant que la Russie ne sera pas radicalement battue, nous déconseillons toute tentative d'entente avec elle, ne serait-ce que par égard pour l'Autriche et la Turquie. » Au retour d'une visite à Hindenburg à Posen, Falkenhayn pourra dire au chancelier que la victoire devient de plus en plus impensable. Après le traité de Brest-Litovsk et la défection russe, le tandem Hindenburg-Ludendorff caressera l'espoir d'une victoire à l'Ouest. Mais ce sera une course contre la montre, avant l'arrivée des Américains.

Après l'échec militaire et politique de l'offensive des Ardennes, la relance de la guerre sous-marine constitue l'ultime espoir des dirigeants du Reich. Jusqu'au dernier moment, cette menace influencera la stratégie alliée. Dès l'été 1944, la RAF entreprend de miner la Baltique où a lieu l'entraînement des nouvelles flottilles. Sans délaisser l'industrie du pétrole, les bombardements stratégiques s'intensifieront sur les voies de communication ferroviaires et fluviales et sur les chantiers de construction. Les nouveaux *U-boote* sont en effet fabriqués par tronçons dans des usines de l'intérieur et assemblés dans les ports.

Après le passage du Rhin, Montgomery oriente son effort sur l'Allemagne du Nord et le Danemark, redoutant la création d'un « réduit septentrional » en Scandinavie. Les craintes des Alliés sont alors excessives. Les deux premiers bâtiments, de type XXI n'entreront en service qu'à la fin avril 1945, révélant des capacités opérationnelles exceptionnelles.

Contrairement à ce qu'ont pu penser les Alliés, ces retards ne tiennent pas aux bombardements stratégiques. Au 31 décembre 1944, 64 unités de type XXI et 31 de type XXIII ont été livrées à la Kriegsmarine. Les retards tiennent essentiellement au minage de la Baltique et à des difficultés de mise au point et de formation des équipages.

Une question ne s'en pose pas moins. Cet arsenal d'armes nouvelles aurait-il pu modifier le cours des événements et permettre à l'Allemagne de renverser la conjoncture et de remporter la victoire finale ? Très probablement. Mais à une condition : il aurait fallu que ces armes interviennent simultanément et en quantités massives, au plus tard à l'automne de 1944. Elles annonçaient la nouvelle génération de matériels qui entreraient progressivement en service au lendemain du conflit, à partir des années 1960, fusées balistiques, missiles,

avions à réaction, sous-marins à moteur nucléaire, qui constituent la panoplie de base des forces armées contemporaines.

Dernière question. Dans quelle mesure les crimes du IIIe Reich ont-ils pesé sur le destin de l'Allemagne et de Hitler ? Pour qualifier Hitler, une époque qui n'aurait pas perdu le sens du tragique ou du religieux aurait vu dans le Führer un nouveau Gengis Khan ou un nouveau Tamerlan ; elle l'aurait qualifié de Hitler le Cruel ou Hitler le Terrible. Elle aurait pu voir encore en lui la pire incarnation du Mal à la manière d'un personnage de Dostoïevski, ou bien tout simplement la manifestation de l'Antéchrist. Une image a fini cependant par s'imposer à notre époque plus prosaïque, celle du « monstre » à l'état pur, ce qui ne signifie pas grand-chose.

Mais le monstre apparaît, à bien des égards, déconcertant. On ne peut lui dénier des préoccupations artistiques, même discutables. Fréquemment, il trouve des moments de détente dans la famille Goebbels. Sans être un séducteur à la manière de Mussolini, il ne fuit pas la compagnie des femmes, bien au contraire. L'une d'entre elles, Eva Braun, acceptera de partager son destin et de le suivre dans la mort en toute liberté. La disparition au combat du mari d'une de ses secrétaires le plonge dans un réel chagrin et il tient lui-même à annoncer la nouvelle à la jeune femme.

L'intransigeance des Alliés à l'égard de l'Allemagne, la volonté d'ascension aux extrêmes, suivant la trop célèbre formule de Clausewitz, semblent s'expliquer par la nature même du régime nazi, le système concentrationnaire et davantage encore par le génocide juif, phénomène unique dans l'Histoire.

Explication guère convaincante. En réalité, les crimes du IIIe Reich ne font que nourrir une haine ancienne qui remonte au début du siècle. Dans les dix années qui précèdent la Première Guerre mondiale, l'Allemagne de Guillaume II commence à faire figure d'Etat perturbateur, ne serait-ce que par sa volonté de devenir une puissance mondiale, aussi bien en Europe qu'au Proche-Orient ou dans le Pacifique.

Avec la Première Guerre mondiale, qui débute par la violation de la neutralité de la Belgique, cette haine prend des allures virulentes. La propagande alliée ne cesse de dénoncer les crimes de l'Allemagne, emploi d'armes prohibées, incendies de villes, destructions de monuments historiques, exécutions d'otages, viols collectifs, enfants aux mains coupées.

Au lendemain du conflit, une partie de ces accusations se révélera sans fondement. L'empreinte n'en persistera pas moins. Après le torpillage du *Lusitania*, l'opinion américaine sera convaincue que l'Allemagne est porteuse

des « forces du Mal » et la reprise de la guerre sous-marine en 1917 entraînera l'intervention des Etats-Unis.

A cette haine s'ajoute le mépris à peine dissimulé de l'*establishment* anglo-américain à l'égard de la classe dirigeante allemande réputée grossière, dépourvue de manières, en un mot d'éducation. Au cours de plusieurs séjours en famille dans le Reich d'avant 1914, Roosevelt éprouvera cette aversion à l'égard de ces Allemands considérés comme des *Schwindt* (porcs).

Au total, l'Allemagne du XXe siècle déroute, irrite. Ce n'est plus la « bonne Allemagne », celle de Goethe ou de Mme de Staël, voire de Bismarck, d'esprit continental et consciente de la nécessité d'un équilibre européen. On a le sentiment de se heurter à une Allemagne en plein essor, travaillée par le démon de l'impérialisme, prête à l'aventure.

En 1921, Romain Rolland écrit : « Ma conviction profonde est que la guerre 1914-1918 a eu pour véritable objet (profond, non avoué) de détruire la nation qui travaillait le mieux au profit des nations qui travaillaient moins bien, principalement l'Angleterre. C'est un crime contre les intérêts de l'humanité. Elle le paiera[5]. » Clemenceau était exactement du même avis : « Il y avait un danger allemand, un danger plus redoutable dans la paix que dans la guerre… Par la haute valeur d'un prodigieux effort de travail méthodique, dans une savante organisation de la machinerie humaine, ces gens étaient en train de conquérir le monde… Encore un demi-siècle de paix et le monde était à eux, dans le recul universel de toutes les forces initiatrices de civilisation. Mais le destin veillait. »

Avec la montée en puissance du nazisme, les coups de force de 1935-1939, cette haine reparaît, s'amplifie. En apparence, cette recrudescence de la haine devrait être justifiée par le développement du système concentrationnaire allemand. De 1941 à 1945, le nombre de détenus passe de 160 000 à plus de 2 millions, avec un taux de mortalité extrêmement élevé.

La victoire finale ne peut cependant dissimuler le fait que ni les Anglo-Américains ni les Soviétiques n'ont mené, contrairement aux déclarations officielles, une véritable croisade de la liberté contre un totalitarisme en rupture avec les valeurs occidentales. Le système concentrationnaire allemand ne peut faire oublier le goulag soviétique. C'est avec stupeur que le jeune communiste Jorge Semprun découvre dans les camps nazis une étrange convergence entre les deux systèmes : « Ils n'étaient pas sur une planète étrangère, les Russes de Buchenwald. Ils étaient comme chez eux… La société concentrationnaire nazie n'était pas, comme tu l'avais longtemps pensé, l'expression concentrée et par là même déformée des rapports capitalistes. En fait, les camps nazis étaient un miroir assez fidèle de la société stalinienne[6]. »

Un monde à part, dont Gustav Herling souligne l’absurdité : « C’est avec horreur et honte que je pense à notre Europe divisée en deux par le cours du Boug, avec d’un côté des millions d’esclaves soviétiques priant pour être libérés par les armées de Hitler et de l’autre ces millions de victimes des camps de concentration allemands, mettant leur dernier espoir dans la victoire de l’Armée rouge[7]. »

Quant au génocide, on ne peut oublier qu’en dépit de nombre d’indices et d’avertissements il s’est accompli dans l’indifférence générale et qu’il a même bénéficié de fortes complicités ; que ce soit en Pologne, en Hongrie, en Yougoslavie, en Russie et plus encore en Roumanie, les Allemands trouvent des concours empressés. En Europe occidentale, à l’exception de quelques voix isolées, les transferts ne suscitent aucune protestation. Le Vatican reste silencieux, laissant toute liberté de manœuvre aux évêques.

Un antisémitisme largement répandu n’explique pas à lui seul ce silence. La probabilité d’un massacre organisé se heurte à un scepticisme général, d’autant plus vif que les opinions s’étaient laissé prendre aux « bourrages de crâne » de la guerre précédente. C’est seulement en janvier 1944 que le Consistoire de Paris finit par admettre que les éliminations dans l’Est européen concernent les Juifs occidentaux.

L’indifférence joue encore son rôle. Dans les grandes épreuves, les individus ne se préoccupent que des contraintes qui les touchent personnellement, quelle qu’en soit l’ampleur : restrictions, séparations, contact permanent avec la mort. Notons aussi que les opinions européennes sont habituées aux massacres. Les hécatombes de la Première Guerre sont encore toute proches. Ce second conflit mondial dépasse encore en violence le premier.

Au silence européen s’ajoute celui des Alliés. Parfaitement au courant à partir de 1942, ni les Anglais ni les Américains ne s’émeuvent outre mesure du sort des Juifs et se refusent à intégrer dans leurs buts de guerre la lutte contre le génocide. Raymond Aron, qui avait passé presque toute la guerre à Londres, a été témoin de cette abstention. « Pendant la guerre, dira-t-il, il y a eu la convention du silence. On condamnait, mais il y avait en même temps au sujet du sort des Juifs une sorte de lâcheté intellectuelle ou une lâcheté affective[8]. » Aux Etats-Unis, le grand commentateur politique Walter Lippmann estime que l’on ne peut juger les réalisations du IIIe Reich à travers l’antisémitisme, pas plus que l’on ne peut porter un jugement sur la Révolution française en fonction de la seule Terreur.

Raymond Aron s’est efforcé de relancer le débat en mettant en cause la politique allemande à l’Est. Par leur brutalité, leur volonté de domination et d’exploitation, leur refus de jouer la carte des nationalités, les Allemands se

seraient aliéné des populations qui les avaient accueillis en libérateurs et qui auraient été prêtes à combattre à leurs côtés pour libérer la Russie de la tyrannie stalinienne. Cette vision doit être sérieusement nuancée. On ne peut nier qu'en vertu des instructions de Hitler l'armée ne se soit livrée, dès son entrée en Russie, à l'exécution des commissaires politiques et des cadres du parti. Très rapidement aussi, les *Einsatz Kommandos SS* ont procédé à des exécutions collectives de Juifs, encore que bien des témoignages montrent que ces exécutions et massacres n'ont suscité qu'indifférence, voire satisfaction. Bien avant la mise en place d'organismes SS, les pays Baltes et l'Ukraine ont été le théâtre d'affreux pogroms, ainsi que d'exécutions de membres du parti communiste. Il n'en est pas moins vrai que les Allemands, dans ces régions, se sont refusés à jouer la carte du nationalisme, se privant ainsi d'un soutien qui aurait pu être déterminant. On connaît la réflexion de Manstein : « Nous avons perdu la guerre le jour de notre entrée à Kiev, en refusant de hisser le drapeau ukrainien sur la Lavra. » Dans le même domaine, c'est avec répugnance, et en tout cas très tardivement, que les Allemands se sont décidés à une alliance avec le nationalisme russe ou grand-slave.

Il n'en reste pas moins, comme l'a souligné Soljenitsyne, que l'Union soviétique en quatre années de guerre a battu le record de transfuges. Dès la fin de 1941, parmi 3 millions de prisonniers, des centaines de milliers de volontaires, dont beaucoup, il est vrai, cherchaient à s'arracher à des camps où régnaient la maladie ou la famine, se sont déclarés prêts à combattre le stalinisme. Ces *Hiwis*, au nombre d'un million, au départ simples auxiliaires, seront progressivement intégrés dans de petites unités, sous encadrement allemand, destinées à la lutte contre les partisans. A ces unités s'ajouteront des bataillons de Géorgiens, d'Arméniens, d'Azerbaïdjanais et deux divisions de cosaques. En dépit de son mépris initial à l'égard des Slaves, Himmler finira, à partir de 1943, par recruter des volontaires qui constitueront deux divisions SS, sans compter les trois divisions levées dans les pays Baltes.

Plus important est le ralliement de plusieurs centaines d'officiers soviétiques, dont le plus célèbre est Vlassov. Capturé en juillet 1942, l'homme est un des meilleurs chefs de l'Armée rouge. Avec 7 généraux et 60 colonels, il fonde le Comité national russe et entreprend de lever, dans les camps et parmi les *Hiwis*, la ROA, l'Armée russe de libération. La tentative se heurte aux plus vives réticences de Hitler. Elle constitue une négation de toute sa politique. Le Führer tient à établir la domination allemande sur les espaces de l'Est, à faire de l'Ukraine une terre de colonisation et à abattre définitivement la puissance russe, quel que soit son régime, socialiste ou conservateur. Aussi la ROA reste-t-elle

limitée à une poussière de bataillons dont la majorité est d'ailleurs dirigée sur le théâtre occidental.

Il ne faut pas non plus se leurrer : en dépit du slogan de la grande guerre patriotique, c'est par la contrainte que nombre de soldats russes ont été menés au combat. Les attaques s'effectuent sous la menace des mitrailleuses du NKVD. Sur un des fronts de Stalingrad, le général Eremenko fait fusiller 13 000 hommes pour « combativité insuffisante ». Du 1er janvier à mai 1945, l'année de la victoire, plus de 135 000 officiers et soldats de l'Armée rouge sont condamnés pour « crimes contre-révolutionnaires », c'est-à-dire pour esprit critique à l'égard du régime. Ces hommes avaient manifesté l'espoir qu'à la fin du conflit une détente politique se manifesterait, juste contrepartie des terribles sacrifices subis par la population soviétique. Le NKVD était également très préoccupé par des lettres de combattants comparant les conditions de vie en Allemagne avec celles régnant en URSS. Aussi paraissait-il nécessaire de « combattre sans merci ces attitudes ».

Dans le même ordre d'idées, Staline ordonna le 11 mai 1945 la création d'une centaine de camps de transit destinés à accueillir les prisonniers de guerre et déportés soviétiques pour y être « examinés et contrôlés par les organes de sécurité ». Sur près de deux millions d'anciens prisonniers, plus d'un million et demi furent envoyés au goulag, ou dans des bataillons de travailleurs en Sibérie ou dans l'extrême Nord, ce qui ne valait guère mieux.

Car cette affreuse tragédie, la montée du Mal, n'épargne pas les puissances victorieuses même occidentales, et semble justifier le thème exprimé par Joseph de Maistre dans les *Soirées de Saint-Pétersbourg* : « La guerre est divine. » Elle est envoyée par Dieu pour punir l'homme de ses iniquités. Proposition qui heurte l'homme moderne depuis que le silence de Dieu s'est instauré sur terre et qu'il préfère invoquer l'irrationnel. Hitler n'échappe d'ailleurs pas à cette tendance. Le 24 août 1939, en compagnie de Speer, il assiste à la tombée de la nuit, depuis la terrasse de Berchtesgaden, au spectacle inattendu d'une aurore boréale inondant d'une lumière rouge l'Untersberg, la vieille montagne des légendes. Il ne peut s'empêcher de dire : « Cela laisse présager beaucoup de sang. Cette fois, cela ne se passera pas sans violence[9]. »

Dans cette débauche de violence, l'historien n'a que l'embarras du choix. Il peut tout d'abord évoquer les bombardements stratégiques : à partir de l'automne 1944, ces raids ne peuvent offrir de justification militaire ou économique. L'aviation alliée entreprend l'attaque systématique des villes moyennes et même de petites agglomérations sans le moindre intérêt stratégique, qui entraîneront dans la mort plus de 600 000 personnes, en grande majorité des civils[10]. L'histoire a retenu l'atroce destruction de Dresde en février 1945, sous

prétexte de détruire un nœud ferroviaire important sur les arrières de la Wehrmacht engagée contre l'Armée rouge. On enregistrera plus de 40 000 morts. Rien ne justifie la destruction d'Ulm, de Bonn, de Wurtzbourg, d'Hildesheim, de ces cités médiévales, de ces joyaux artistiques appartenant au patrimoine de la vieille Europe. Toutes ces vieilles villes disparaissent dans des typhons de feu où la température atteint 1 000 à 2 000 degrés et qui provoquent la mort de dizaines de milliers de personnes dans d'atroces souffrances. Cette volonté de destruction systématique se poursuit jusqu'en avril 1945 en dépit des objections croissantes du commandant en chef de la RAF, l'Air Marshall Portal. Churchill lui-même finit par s'en inquiéter, en bon politicien, à la suite des réactions indignées de la presse des pays neutres et même d'une partie de l'opinion britannique.

A ces attaques massives s'ajoutent au cours de la même période les raids répétés de l'aviation tactique. Ces raids visent des trains, des routes encombrées de réfugiés, des villages, des fermes isolées, voire de simples paysans dans leurs champs. Les travaux agricoles ne se pratiquent plus que le matin à l'aube, ou le soir au crépuscule. Des mitraillages ont lieu à la sortie des écoles et il faut apprendre aux enfants à se protéger contre les attaques aériennes. Lors du bombardement de Dresde, les chasseurs alliés s'en prennent aux ambulances et aux voitures de pompiers qui convergent vers la ville depuis les cités environnantes.

Le plan Morgenthau, secrétaire d'Etat américain aux Finances, rendu public le 24 septembre 1944, quoique de portée éphémère, n'en est pas moins révélateur d'une volonté de destruction[11]. Il annonce que l'Allemagne sera démembrée et convertie en un « pays avant tout agricole et de caractère pastoral ». La Ruhr sera totalement démantelée et « toutes les usines, tout le matériel qui n'auraient pas été détruits au cours des opérations militaires devront être totalement démolis, enlevés ou rasés ; tout l'équipement des mines sera emporté et les mines elles-mêmes complètement dévastées ». Le *Völkischer Beobachter*, l'organe du parti nazi, se contente de ce simple commentaire : « Il s'agit de détruire l'industrie allemande à un tel point que la moitié de la population sera aux prises avec la famine ou devra émigrer comme une main-d'œuvre servile. »

Toute la lutte pour les provinces orientales du Reich se déroule enfin sur un arrière-plan atroce, avec l'exode de plus de 8 millions de personnes fuyant la fureur d'une soldatesque déchaînée. Ce que la Prusse-Orientale avait connu à l'automne de 1944 ne constitue qu'une pâle répétition du drame de l'hiver suivant. Au cours de ce terrible exode accompli par des températures glaciales, plus de 2 millions de civils seront massacrés dans des conditions abominables.

Des familles entières brûlées vives dans leurs maisons. Des femmes violées et crucifiées aux portes des granges. Des enfants jetés vivants dans des auges à cochons. Jamais l'Europe n'avait connu un tel assaut de barbarie depuis les grandes invasions. On devait retrouver des scènes du même ordre lors de la bataille de Berlin. Cette folie meurtrière pouvait procéder d'une volonté de vengeance à la suite des destructions et des excès des Allemands en Russie. Elle fut cependant encouragée au plus haut niveau par des déclarations enflammées, comme celles de l'écrivain Ilya Ehrenbourg dont les appels au meurtre étaient largement diffusés dans la troupe.

Dans les derniers jours de sa vie, Hitler a apporté quelques retouches à son *Testament politique*. Il énumère ses « regrets ». D'abord de s'être heurté à l'obstination britannique, une Angleterre vieillissante et sclérosée. Au lieu d'un second Pitt, il n'a rencontré qu'un « ivrogne enjuivé » et à demi américain, Winston Churchill. Parmi ses grandes erreurs, il devait compter son amitié pour le Duce, qui lui avait peut-être coûté la victoire finale. L'invasion « complètement imbécile » de la Grèce avait retardé de six semaines l'offensive contre la Russie et se trouvait à l'origine de la catastrophe hivernale aux portes de Moscou.

Sa fidélité à l'égard de l'Italie l'avait empêché de mener dans l'ensemble du monde musulman une politique révolutionnaire, d'autant plus que Mussolini avait commis la « faute grotesque » de se proclamer le « glaive de l'Islam ». Hitler se reproche encore son manque de dureté. Sa seule réussite est d'avoir nettoyé « l'espace vital du venin juif ». Il s'est montré trop bon en n'éliminant pas les conservateurs allemands, cette « racaille du passé ».

Tout au long de la descente aux enfers des derniers mois, sa foi dans la victoire finale ne le quitte pratiquement pas, tout au moins au dire de Speer : « En cette dernière période de sa vie, je me rappelle l'avoir entendu, une fois, déplorer la tournure catastrophique que prenaient les événements. Est-ce que parce qu'il aurait nourri si longtemps la conviction qu'il remporterait la victoire qu'il le croyait si fermement ? Toujours est-il que plus la catastrophe vers laquelle nous étions entraînés apparaissait inéluctable, plus irréductible était sa certitude que toutes ses décisions étaient justes. »

Le Führer se raccroche à un précédent. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, son modèle n'est pas Napoléon, ni même Bismarck, mais Frédéric II. Dans ses moments de faiblesse, il reprend courage en contemplant le portrait du roi de Prusse accroché dans son bureau. « Regardez ces yeux bleus, ce regard intense, ce front ! Quelle tête ! » Il se replonge dans la biographie de Carlyle. Il se répète les propos du souverain aux pires moments de la guerre de Sept Ans.

« Je suis entré en guerre avec la plus belle armée que l'Europe ait jamais vue. Je suis aujourd'hui à la tête d'une tourbe. Je n'ai plus de commandement, mes généraux sont incompétents, les officiers n'ont plus d'autorité, les soldats sont démoralisés. »

Hitler attend le renouvellement du miracle de la maison de Brandebourg avec la mort de la tsarine Elizabeth. Le 12 avril 1945, Goebbels, le visage illuminé, se précipitera chez Hitler pour lui annoncer le renouvellement du miracle avec la mort du président Roosevelt…

Le désastre n'en est pas moins immense. Pour la première fois dans l'histoire moderne, le vaincu est totalement soumis politiquement au vainqueur. Son armée est entièrement prisonnière de guerre. Dans son ouvrage fondamental, *Le Drame de l'armée allemande*, l'historien britannique Sir John Wheeler Bennett[12], pourtant peu indulgent à l'égard de la Wehrmacht, ne pourra s'empêcher de citer le suprême message d'encouragement et d'adieu adressé aux officiers allemands depuis Flensburg, la dernière capitale du Reich, par l'amiral Dönitz :

« Camarades, il faut bien nous rendre compte que nous sommes tous à l'heure qu'il est entièrement à la merci de l'ennemi. L'avenir est très sombre. Ce que les Alliés vont faire de nous, nous l'ignorons, mais nous savons parfaitement, nous, ce que nous devons faire.

« L'essentiel, c'est de sauvegarder à tout prix le plus grand don qui nous ait été fait par le national-socialisme : notre unité. En dépit de l'effondrement militaire total de ce jour, notre peuple n'est pas semblable au peuple de 1918. Il ne s'est pas trouvé divisé. Soit que nous établissions une autre forme de national-socialisme, soit que nous nous conformions au genre de vie que nous imposera l'ennemi, nous devons veiller avant tout à ce que l'unité qui nous a été donnée par le national-socialisme soit maintenue quoi qu'il advienne… Nous devons tous faire notre devoir et surtout ne pas nous résigner. »

Pour John Wheeler Bennett, il y a là un message « tout pénétré de cet esprit de courageux redressement » comparable à celui adressé en 1807, au lendemain d'Auerstaedt et Iéna, par Scharnhorst, ou pendant le *Zusammenbruch* (effondrement) de 1918, même si les conditions apparaissent encore plus décourageantes.

Quelques années plus tard, à la faveur de la guerre froide et de la nécessité de faire face à la menace soviétique, les Occidentaux se résigneront, non sans de lourdes appréhensions, à la renaissance d'une armée allemande. La république fédérale réussira cependant à mettre sur pied une Bundeswehr démocratique, d'un esprit totalement étranger à celui des armées allemandes du XIXe et de la

première moitié du XXe siècle. Une page est tournée, la Wehrmacht du IIIe Reich disparaît dans les brumes de l'histoire.

Notes

I. De la Wehrmacht à la guerre

1. Employée par Tirpitz, l'expression *Risikogedanke* comporte un double sens. La création d'une flotte de haute mer risquait d'entraîner une attaque préventive britannique. Une menace nullement imaginaire : Fisher, Premier Lord de la Mer, envisageait en effet de « Copenhaguer » la nouvelle marine allemande. Allusion à la destruction de la flotte danoise, le 2 avril 1801, par les amiraux Parker et Nelson. Une attaque préventive de la flotte allemande, en 1910, risquait d'aboutir pour l'Angleterre à une victoire à la Pyrrhus. En dépit de sa supériorité navale, la Royal Navy, affaiblie, se trouverait alors à la merci d'un conflit avec la France ou la Russie.

2. Masson Ph., *Histoire de l'armée allemande 1939-1945*, Paris, Perrin, 1997, p. 23.

3. Becker J., *La Politique révisionniste du Reich de la mort de Stresemann à l'avènement de Hitler*, « La France et l'Allemagne 1932-1936 », Paris, CNRS, 1980, p. 21 *sq*.

4. Masson Ph., *op. cit*., p. 29.

5. Dulffer G., *Raeder between Hitler and Dönitz*, « Les marines, du Dreadnought au nucléaire », Paris, Service historique de la marine, 1980, p. 275.

6. Lossow. En déclenchant le putsch de Munich, Hitler et Ludendorff, après avoir pris le pouvoir en Bavière, avaient l'intention de marcher sur Berlin et d'établir en Allemagne un régime de style national-socialiste. Ils se heurtèrent à l'opposition de von Kahr, Premier ministre bavarois, et du général Lossow, commandant d'une des divisions de la Reichswehr en Bavière, l'un et l'autre envisageant le rétablissement de la dynastie des Wittelsbach. Lossow fut désavoué par Berlin, destitué par le haut commandement de la Reichswehr. Comprenant que son entreprise était compromise, von Kahr prit la tête des forces de maintien de l'ordre et, le 9 novembre 1924, brisa à la Feldernhalle le putsch de Hitler et de Ludendorff.

7. Commandant de la Reichswehr, von Schleicher fut nommé le 6 novembre 1932 chancelier du Reich par le président Hindenburg. Le général détestait Hitler. Pour barrer la route aux nazis, il joua la carte des forces de gauche. Il présenta un programme social avancé, multiplia les contacts avec des syndicalistes, des socialistes et certains catholiques. Cette politique lui valut le surnom de « Chancelier rouge ». Sa chute, le 28 janvier 1933, fut provoqué par l'*Osthilfe*, une loi accordant des subventions aux grands propriétaires de l'Est, à l'origine de malversations n'épargnant pas ses proches.

8. Muller K.J., in *Historia Spécial*, mai-juin 1990, p. 9 *sq*.

9. Kageneck August von, *Lieutenant de Panzer*, Paris, Perrin, 1994, p. 76.

10. Philippon J., *La Nuit des longs couteaux, histoire d'une intoxication*, Paris, Armand Colin, 1992.

11. Masson Ph., *op. cit.*, p. 45.

12. Masson Ph., *Histoire de l'armée française*, Paris, Perrin, 1999, p. 170.

13. Steiner M., *Hitler*, Paris, Fayard, 1991, p. 302.

14. Wheeler Bennett J., *Le Drame de l'armée allemande*, Paris, 1955, p. 268.

II. La faillite de l'instinct

1. Aster S., *Les Origines de la Seconde Guerre mondiale*, Londres, 1979, p. 110.

2. Witte W., *La Propagande nazie et la combativité allemande jusqu'en 1936*, « La France et l'Allemagne 1932-1936 », Paris, CNRS, 1980, p. 248.

3. Masson Ph., *op. cit.*, p. 74.

4. *Hitler's Table Talk*, Londres, Oxford University Press, 1988, p. 71.

5. Manstein Erich von, *Victoires perdues*, Paris, Plon, 1958, p. 9.

6. Masson Ph., *Histoire de l'armée française*, *op. cit.*, p. 180.

7. Schmidt, p. 473-474.

8. Frieser K.H., *Le Mythe de la guerre-éclair*, Paris, Belin, 2003, p. 30 *sq*.

9. *Conférences navales du Führer*, Paris, 1956, p. 13.

10. Frieser, *op. cit.*, p. 30.

11. Masson Ph., *op. cit.*, p. 58.

12. Vulliez, *op. cit.*, p. 14.

13. Dulffer J., *op. cit.*, p. 20.

14. *Ibid.*, p. 25.

15. Frieser, *op. cit.*, p. 40.

III. « À l'Ouest, rien de nouveau »

1. Frieser, *op. cit.*, p. 30.

2. Est-il bon de rappeler que cette expression n'est autre que le titre d'un des romans de guerre les plus célèbres de E.M. Remarque ?

3. Wheeler Bennett J.W., *op. cit.*, p. 378.

4. Masson Ph., *op. cit.*, p. 85.

5. Frieser, *op. cit.*, p. 74.

6. Wheeler Bennett, *op. cit.*, p. 398.

7. Manstein, *op. cit.*, p. 355.

8. Frieser, *op. cit.*, p. 355.

9. *Ibid.*, p. 39.

10. Khering W., *La Défaite française vue par la Wehrmacht*, IHCC, 1935, p. 13.

11. Khering W., *op. cit.*, p. 132.

IV. La victoire incomplète

1. Lukacs J., *Le Duel Churchill-Hitler*, traduction française, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 94.

2. Costello J., *Les 10 jours qui ont sauvé l'Occident*, Paris, O. Orban, p. 117 *sq*.

3. Jäckel E., *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, p. 36.

4. Benaerts J., *Petit Essai sur les causes d'un grand désastre*, inédit, 1941, p. 32.

5. Lukacs, *op. cit.*, p. 163.

6. Ciano C., *Carnets*, p. 264.

7. Lukacs, *op. cit.*, p. 201.

8. Masson Ph., *La Marine française et la Seconde Guerre mondiale* ; S.R. Bacon, *Lord Fisher*, Paris, 1928, p. 393.

9. Shirer W., *Berlin Diary*, Londres, 1970, p. 355.

10. Frieser, *op. cit.*, p. 327.

V. L'impasse

1. Irving D., *Göring*, Paris, Albin Michel, 1991, t. II, p. 517.

2. Johnson P., *Une histoire du monde moderne*, Paris, Robert Laffont, 1985, t. I, p. 397. « L'essentiel de la lutte entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne nazie était constitué par le combat aérien et maritime pour conserver la maîtrise des routes maritimes ; c'était une lutte défensive. La seule façon de frapper l'Allemagne au cœur consistait à pénétrer son espace aérien. De jour, il était impossible de faire escorter tous les bombardiers par des avions de chasse ; de nuit ils ne pouvaient pas toucher leur cible avec la précision souhaitable (la marge d'erreur était souvent supérieure à 15 kilomètres). Churchill se trouva donc réduit à opter pour un bombardement massif et sans distinction des villes allemandes. Le 8 juillet 1940 il envoya une lettre à son ministre de l'Aviation, Lord Beaverbrook, propriétaire de plusieurs journaux :

« "Quand je cherche un moyen sûr de gagner cette guerre, je n'en trouve qu'un seul. Nous n'avons pas d'armée sur le continent qui puisse mettre en échec la puissance militaire allemande. Sur mer, le blocus a été forcé, et Hitler peut maintenant s'approvisionner à son gré en Asie et probablement aussi en Afrique. Si d'un côté nous arrivons à le repousser, il peut toujours se replier vers l'Est, et là-bas nous n'avons rien pour l'arrêter. Mais il y a une chose, et une seule, qui le poussera à revenir en Europe, et qui l'abattra, c'est une attaque totale, dévastatrice, meurtrière, de tous les bombardiers disponibles dans ce pays contre la terre des nazis." Cette lettre est d'une grande importance historique (on peut la comparer aux remarques de Churchill sur le pouvoir de corruption de la guerre, p. 13), car elle marque le point à partir duquel la morale toute relative des sociétés totalitaires vint influencer le mode de pensée et la faculté de décision d'une grande puissance démocratique. Ce qui est certain c'est que, bien avant la fin de 1940, sous le prétexte de s'en prendre à des "objectifs stratégiques", les bombardiers britanniques intervenaient de plus en plus massivement dans le but de tuer les civils allemands chez eux, et d'effrayer les survivants. Ainsi que le relatent les comptes rendus de la séance gouvernementale du 30 octobre, "il faut que les populations civiles des zones visées ressentent tout le poids de la guerre". Cette politique, conçue par Churchill, approuvée par le gouvernement, ratifiée par le Parlement, recueillit semble-t-il l'approbation massive et enthousiaste de la nation tout entière – franchissant ainsi tous les stades, ainsi que le requiert un régime démocratique. Mais on peut dire qu'elle marqua le début d'un déclin moral de l'humanité contemporaine. »

3. Gruchmann M., *Les Occasions stratégiques manquées de l'Axe en Méditerranée*, Paris, CNRS, 1971.

4. Pike D., « Franco et le stigmate de l'Axe », *Revue historique 2e G.M.*, n° 142, avril 1986.

5. Delpla F., *Montoire*, Paris, Albin Michel, 1996, ch. XVI *sq*.

6. Kitsikis D., *La Grèce face à la menace allemande dans les Balkans*, « La guerre en Méditerranée », Paris, CNRS, 1971.

7. Coutau-Bégarie H. et Huan C., *Darlan*, Paris, Fayard, 1989, ch. XIV.

8. Lukacs, *op. cit.*, p. 263.

9. *Ibid.*, p. 264.

VI. Le *fatum*

1. Lukacs J., *op. cit.*, p. 284.

2. Halder F., *Kriegstagebuch*, vol. III, p. 38.

3. Souvorov Y., *Le Brise-glace*, Paris, O. Orban, 1989.

4. Halder, *op. cit.*, p. 170.

5. Brissaud A., *Mussolini*, Paris, Perrin, 1983, t. II, p. 193.

6. Guderian H., *Mémoires d'un soldat*, Paris, Plon, 1958, p. 184.

7. Kageneck, *op. cit.*, p. 136.

8. Guderian, *op. cit.*, p. 238.

9. *Ibid.*, p. 250.

10. Sur les ponts aériens, *cf.* Lukacs J., *War on the Eastern Front*, p. 195 *sq*.

11. Degrelle L., *Hitler pour 1000 ans*, Paris, La Table ronde, 1969, p. 127.

12. Kageneck August von, *La Guerre à l'Est*, Paris, Perrin, Tempus, 2002, p. 139.

13. Kageneck August von, *ibid.*, p. 138

14. Hughes T. et Costello J., *La Bataille de l'Atlantique*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 198 *sq*.

VII. Victoires sans lendemain

1. Doer, in *Historia XXe s.*, n° 165, p. 1923.

2. Kageneck August von, *La Guerre à l'Est*, *op. cit.*, p. 140.

3. Manstein, *op. cit.*, p. 278.

4. Pastiche de la célèbre déclaration de l'Electeur de Brandebourg : « Rappelle-toi que tu es un Allemand. »

5. Manstein, *op. cit.*, p. 270.

VIII. La stratégie ensorcelée

1. Senger und Etterlin, *Panzer sur l'Europe*, Monaco, 1965, p. 106.

2. Speer A., *Au cœur du IIIe Reich*, Paris, Fayard, 1971, p. 109.

3. Manstein, *op. cit.*, p. 209.

4. *Ibid.*, p. 213.

5. Keegan J., *Art du commandement*, Paris, Perrin, 1987, p. 283 *sq*.

6. Manstein, *op. cit.*, p. 361.

7. Benoist-Méchin J., *A l'épreuve du temps*, Paris, 1982, t. II, p. 138.

8. Vorant J.M., *Le Procès de Nuremberg*, Paris, Pluriel, p. 289.

9. Vorant, *op. cit.*, p. 177.

10. Guderian, *op. cit.*, p. 338.

11. Donitz K., *Analyse des conférences navales du Führer*, Paris, Vulliez, 1949, p. 102.

12. *Ibid.*

IX. La foi dans le destin

1. *A priori*, le choix de Rommel semblait judicieux. Depuis le début de la guerre, il n'avait commandé que sur le théâtre occidental, France (1940), Afrique du Nord (1941). Il connaissait bien les méthodes de combat des Anglo-Américains. On a pu se demander cependant si Rommel était à la mesure d'un commandement aussi vaste depuis la Bretagne jusqu'aux Pays-Bas.

2. Wilmot Ch., *op. cit.*, t. I, p. 271.

3. *Ibid.*, p. 269.

4. Senger und Etterlin, *op. cit.*, p. 55.

5. Vorant J.M., *Le Procès de Nuremberg*, Paris, Pluriel, p. 289.

6. Ruge, amiral, *Rommel face au débarquement de Normandie*, Paris, 1960, p.245.

7. Guderian, *op. cit.*, p. 328.

8. Wilmot Ch., *op. cit.*, t. III, p. 164 *sq*.

9. *Ibid.*, p. 203.

10. Nobécourt J., *Le Dernier Coup de dé de Hitler*, Robert Laffont, J'ai lu, 1964, p. 410.

X. La fin

1. Kageneck August von, *Lieutenant de Panzer*, *op. cit*, p. 180.

2. Lukacs, *op. cit.*, p. 292.

3. De Gaulle Ch., *Mémoires de guerre*, t. III, 1959, p. 174.

Épilogue

1. Guitton J., *Un siècle, une vie*, Paris, R. Laffont, 1988, p. 340.

2. Hoare S., Note de F. Piétri, 1er déc. 1941, S.H.M., I BB2, S.E. 28.

3. Bauer E., *Histoire controversée de la Seconde Guerre mondiale*, t. VIII, p. 15.

4. Fuller J.T.C., *The Conduct of War, 1789-1961*, Londres, 1975, p. 275.

5. Daluces J., *Le Troisième Reich*, Paris, 1980, p. 29.

6. Semprun J., *Quel beau dimanche*, Paris, 1950, p. 217.

7. Herling G., *Un monde à part*, Paris, 1985, p. 217.

8. Aron R., *Le Spectateur engagé*, Paris, Julliard, 1981, p. 107.

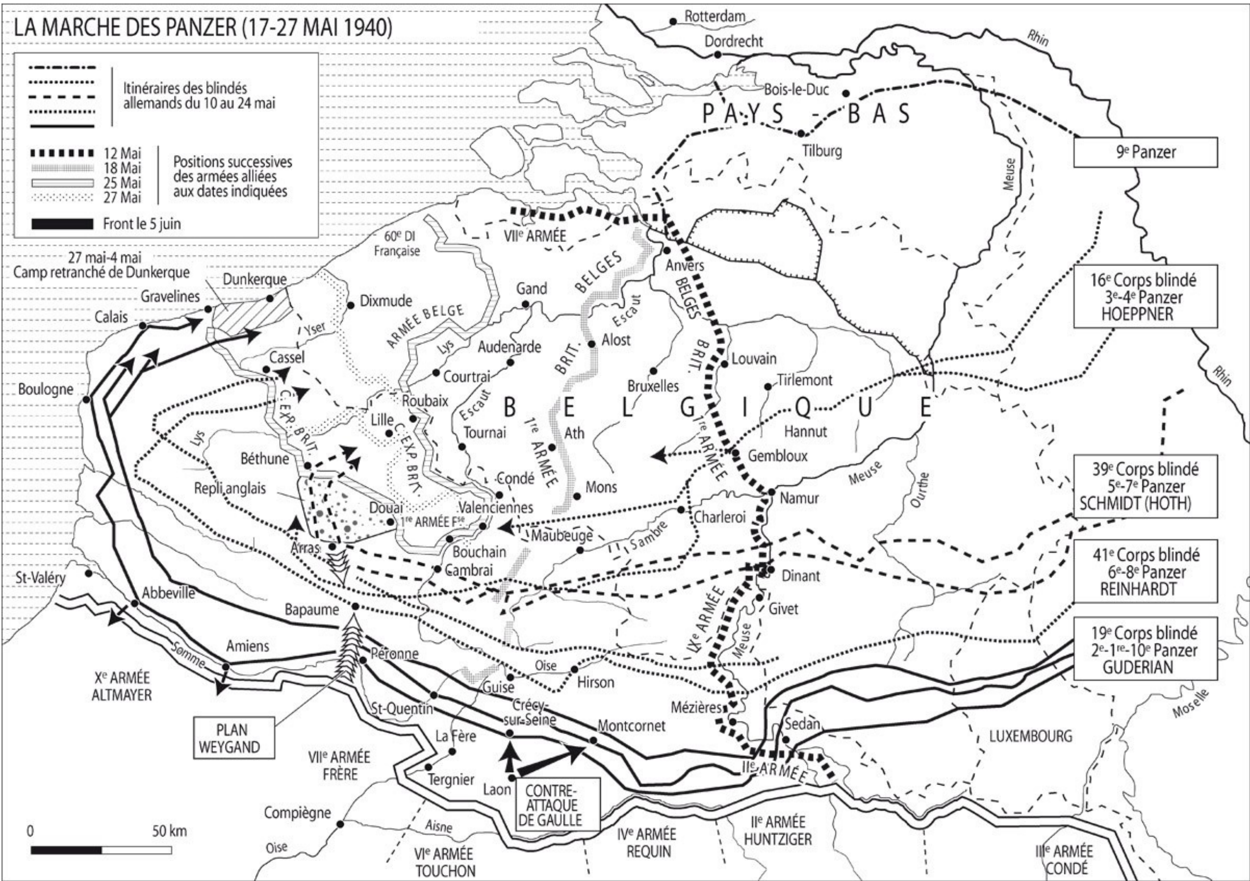
9. Speer, *op. cit.*, p. 281.

10. Friedrich J., *L'Incendie*, trad. française, Paris, de Fallois, 2004.

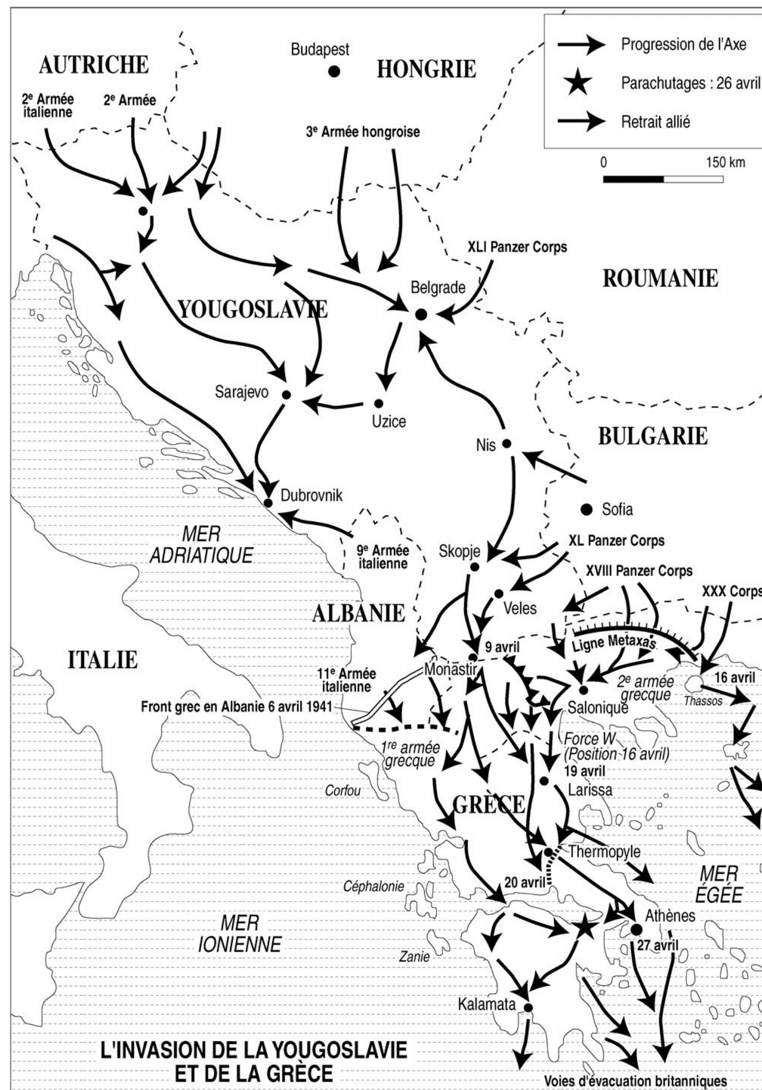
11. Lors de la deuxième conférence de Québec de septembre 1944, le plan Morgenthau fut d'abord accepté par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Moins d'un mois plus tard, il fut rejeté comme inapplicable par Churchill sur les conseils d'Eden et enfin par Roosevelt.

12. Wheeler Bennett, *op. cit.*, p. 208.

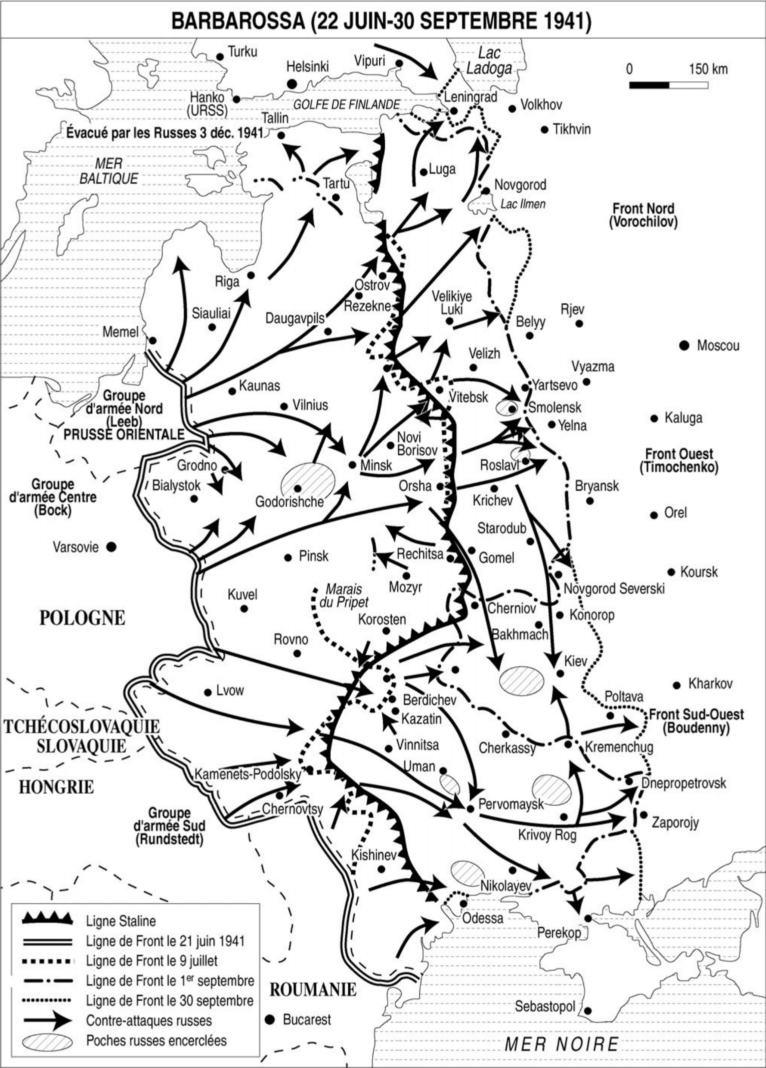
Cartes



LA MARCHE DES PANZER (17-27 MAI 1940)
Itinéraires des blindés allemands du 10 au 24 mai
12 Mai
18 Mai
25 Mai
27 Mai
Positions successives des armées alliées aux dates indiquées
Front le 5 juin
27 mai-4 mai
Camp retranché de Dunkerque
Rotterdam
Dordrecht
Rhin
Bois-le-Duc
PAYS BAS
Tilburg
9e Panzer
Meuse
60e DI Française
VIIe ARMÉE
Anvers
Dunkerque
Gravelines
Calais
Dixmude
Gand
ARMÉE BELGE
BELGES
BRIT.
Escaut
Alost
Yser
Audenarde
Cassel
Boulogne
Courtrai
Roubaix
Lille
C. EXP. BRIT.
Bruxelles
Louvain
Tirlemont
BELGIQUE
Tournai
Ath
1re ARMÉE
Hannut
Gembloux
16e Corps blindé
3e-4e Panzer
HOEPPNER
Lys
Béthune
Condé
Mons
Namur
Repli anglais
Douai
1re ARMÉE Fse
Valenciennes
Charleroi
Sambre
Ourthe
39e Corps blindé
5e-7e Panzer
SCHMIDT (HOTH)
Arras
Bouchain
Maubeuge
Cambrai
Dinant
41e Corps blindé
6e-8e Panzer
REINHARDT
St-Valéry
Abbeville
Bapaume
Givet
IXe ARMÉE
Somme
Amiens
Péronne
Oise
Hirson
Guise
19e Corps blindé
2e-1re-10e Panzer
GUDERIAN
Xe ARMÉE
ALTMAYER
St-Quentin
Crécy-sur-Seine
Montcornet
Mézières
Sedan
LUXEMBOURG
Moselle
PLAN WEYGAND
VIIe ARMÉE
FRÈRE
La Fère
Tergnier
Laon
CONTRE-ATTAQUE DE GAULLE
IIe ARMÉE
Compiègne
Aisne
0
50 km
VIe ARMÉE
TOUCHON
IVe ARMÉE
REQUIN
IIe ARMÉE
HUNTZIGER
IIIe ARMÉE
CONDÉ



Progression de l'Axe
Parachutages : 26 avril
Retrait allié
0
150 km
AUTRICHE
Budapest
HONGRIE
2e Armée italienne
2e Armée
3e Armée hongroise
XLI Panzer Corps
ROUMANIE
Belgrade
YOUGOSLAVIE
Sarajevo
Uzice
Nis
BULGARIE
Dubrovnik
Sofia
MER ADRIATIQUE
9e Armée italienne
Skopje
XL Panzer Corps
XVIII Panzer Corps
Veles
XXX Corps
ALBANIE
9 avril
Ligne Metaxas
ITALIE
11e Armée italienne
Monastir
2e armée grecque
16 avril
Thassos
Front grec en Albanie 6 avril 1941
Salonique
1re armée grecque
Force W (Position 16 avril)
19 avril
Corfou
Larissa
GRÈCE
Thermopyle
MER ÉGÉE
Céphalonie
20 avril
MER IONIENNE
Athènes
27 avril
Zanie
Kalamata
L'INVASION DE LA YOUGOSLAVIE ET DE LA GRÈCE
Voies d'évacuation britanniques



BARBAROSSA (22 JUIN-30 SEPTEMBRE 1941)
Turku
Helsinki
Vipuri
Lac Ladoga
0
150 km
Hanko (URSS)
GOLFE DE FINLANDE
Leningrad
Volkhov
Tikhvin
Tallin
Évacué par les Russes 3 déc. 1941
MER BALTIQUE
Tartu
Luga
Novgorod
Lac Ilmen
Front Nord (Vorochilov)
Riga
Ostrov
Siauliai
Rezekne
Velikiye Luki
Daugavpils
Belyy
Rjev
Memel
Moscou
Velizh
Vyazma
Kaunas
Yartsevo
Vitebsk
Smolensk
Groupe d'armée Nord (Leeb)
Vilnius
Kaluga
PRUSSE ORIENTALE
Yelna
Novi Borisov
Grodno
Minsk
Roslavl
Front Ouest (Timochenko)
Groupe d'armée Centre (Bock)
Bialystok
Orsha
Bryansk
Godorishche
Krichev
Orel
Starodub
Varsovie
Rechitsa
Pinsk
Gomel
Koursk
Mozyr
Novgorod Severski
Kuvel
Marais du Pripet
POLOGNE
Cherniov
Konorop
Korosten
Bakhmach
Rovno
Kiev
Kharkov
Lvow
Berdichev
Poltava
Kazatin
Front Sud-Ouest (Boudenny)
TCHÉCOSLOVAQUIE
SLOVAQUIE
Vinnitsa
Cherkassy
Kremenchug
Uman
Kamenets-Podolsky
Dnepropetrovsk
HONGRIE
Pervomaysk
Chernovtsy
Zaporojy
Groupe d'armée Sud (Rundstedt)
Krivoy Rog
Kishinev
Nikolayev
Odessa
Perekop
Ligne Staline
Ligne de Front le 21 juin 1941
Ligne de Front le 9 juillet
Ligne de Front le 1er septembre
Ligne de Front le 30 septembre
Contre-attaques russes
Poches russes encerclées
ROUMANIE
Sebastopol
Bucarest
MER NOIRE

L'OFFENSIVE ALLEMANDE DE L'ÉTÉ 1942

Attaques allemandes
Ligne de front le 28 juin 1942
Ligne de front le 6 juillet
Ligne de front le 11 juillet
Ligne de front le 22 juillet
Ligne de front le 18 novembre

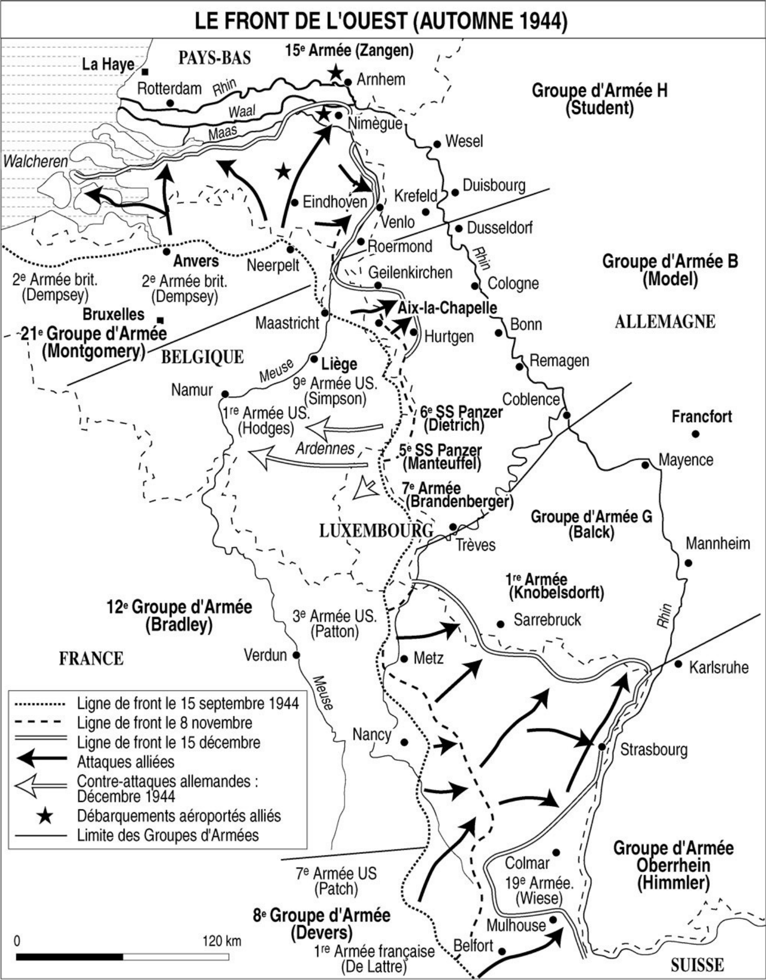
Bryansk
Orel
Front de Bryansk
Don
Jelets
Tambov
Groupe d'Armée Sud
Seconde armée
13e Armée
Front de Voronej (formé le 7 juillet)
Koursk
Voronej
4e Armée Panzer (Hoth)
Groupe d'Armée B
40e Armée
Povorino
21e Armée
Buturlinovka
Yelan
6e Armée + Im Pz Cp (Paulus)
28e Armée
Volchansk
Front du Sud-Ouest
Pallasovka
Don
Kletskaya
Donetz
Kachalinskaya
Dnepropetrovsk
Stalingrad
1re Armée Panzer (Kleist)
6e Armée
Morozovsk
Front de Stalingrad (formé le 12 juillet)
Groupe d'Armée A
17e Armée
Groupe d'Armée B
Volga
Zaporojié
Svanlyanskaya
Bassin Donetz
Taranrog
Kotelnikova
Don
Rostov
4e Armée Panzer
Proletarskaya 29 juillet
Elista 31 juillet
Astrakhan
MER D'AZOV
Kerch
1re Armée Panzer
Groupe d'Armée A
11e Armée
Kuban
Krasnodar
Stavopol 5 août
Front Trans-caucasien
Front Sud
Maikop 9 août
Armavir 7 août
MER CASPIENNE
Pyatigorsk
Mozdok
Tuapse
MER NOIRE
Grozny
CAUCASE
Mt Elbrouz
Ordzhonikidze
0 150 300 km



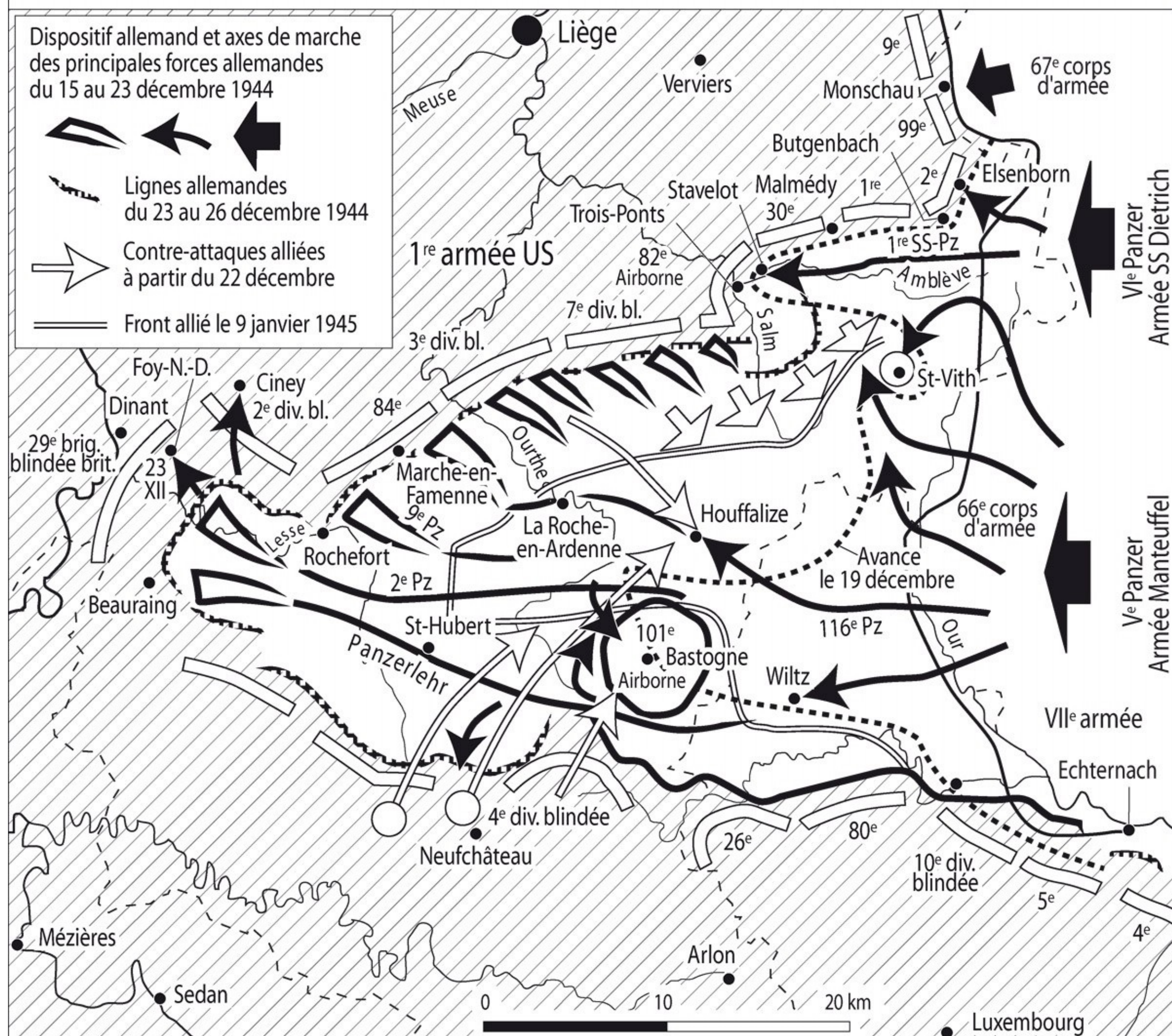
LES OPÉRATIONS SUR LE FRONT RUSSE (JUILLET 1943-AVRIL 1944)
Dispositif soviétique en juillet 1943
Itinéraire des armées soviétiques
Axe d'attaque au début des principales offensives
Actions allemandes
Troupes allemandes encerclées
Front fin septembre 1943
Front fin novembre 1943
Front fin mars 1944
Stabilisation fin avril 1944
Frontières de 1943
Moscou
0
100
200 km
14 janvier 1944
Offensive des fronts Baltes
16 août 1943
Offensive sur Smolensk
12 juillet 1943
Offensive sur Orel
5 juillet 1943
Offensive sur Koursk von Kluge
25 décembre 1943
Offensive Joukov
3 août 1943
Offensive sur Kharkov
Fin août 1943
Offensive vers le Dniepr
GOVOROV
MERETSKOV
SOKOLOVSKI
POPOV
ROKOSSOVSKI
VATOUNINE
KOUNIEV
MALINOVSKI
TOLBOUKHINE
IEREMENKO
MER BALTIQUE
ESTONIE
LETTONIE
LITUANIE
BIÉLORUSSIE
ALLEMAGNE
HONGRIE
ROUMANIE
MER D'AZOV
CRIMÉE
MER NOIRE
Leningrad
Oramenbaum
Narva
Tallin
Liuban
Louga
Novgorod
Lac Peïpous
Stacaïa-Roussa
Dno
Pskov
Riga
Velikie-Louki
Nevel
Dvina
Vitebsk
Viazma
Kaunas
Vilno
Orcha
Smolensk
Grodno
Minsk
Moghilev
Berezina
Sol
Briansk
Bolkhov
Orel
Mtsenk
Karatchev
Bialystok
Jlobin
Bobruisk
Gomel
Malo-Arkhangelsk
Pripet
Kalinkovitchi
Mozir
Loiev
Koursk
Kovel
Soumy
Loutsk
Royno
Korosten
Prilouki
Bielgorod
Lwow
Jitomir
Kiev
Kharkov
Berditchev
Pereiaslav
Poltava
Ternopol
Volotchisk
Kanev
Tchercassy
Krementchoug
Skalar
Vinnitsa
26-II-44
Lozovaia
Lougansk
Kolomnyia
Kamenets-Podolski
Ouman
Dniepropetrovsk
Donetz
Tchernovtsy
Moghilev-Pod.
Yampol
Bug
Kirovograd
Stalino
Zaporojie
Krivoï Rog
Pervomaïsk
Nicopol
Rostov
Taganrog
Iasi
Nicolaiev
Mélitopol
Kichinev
Pruth
Dniestr
Kherson
Odessa
Kertch
Février 44
Eupatoria
Simferopol
Théodosia
Sébastopol
Novorossiisk
Octobre 44
Bucarest
Danube

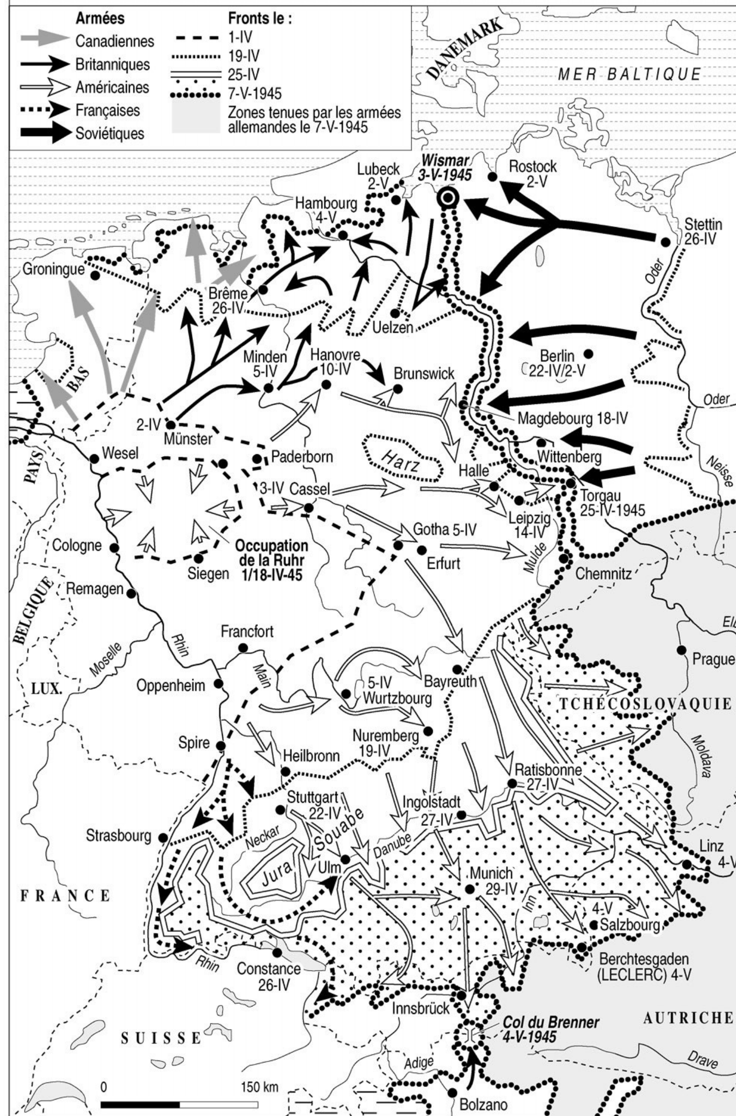
LA CAMPAGNE D'ITALIE

Ligne atteinte par les forces alliées le 7 mai 1945
Col du Brenner
AUTRICHE
Ligne atteinte par les forces russes le 7 mai 1945
SUISSE
HONGRIE
ITALIE
Trente
Udine
Trévise
Côme
Vérone
Trieste
7 mai
Milan
Padoue
Turin
Venise
Plaisance
Ligne atteinte par les partisans yougoslaves le 7 mai 1945
23 avril
Gênes
15 janvier-8 avril 1945
Bologne
Ravenne
25 septembre 1944
FRANCE
YOUGOSLAVIE
Ligne gothique
Rimini
Saint-Marin
Pesaro
Livourne
4-26 août 1944
Florence
Ancône
Poggibonsi
Arezzo
17 juin
Cecina
5 juin
15 janvier-11 mai 1944
CORSE
(évacuée par les forces allemandes 18 septembre-3 octobre 1943)
Terni
Ovieto
Pescara
19 février
8 octobre 1943
MER ADRIATIQUE
28 septembre
Rome
Les Alliés entrent à Rome le 4 juin 1944
Cassino
Anzio
Foggia
25 septembre
Opération Shingle le 22 janvier 1944
Terracina
Bari
Gaeta
14 septembre
SARDAIGNE
Ligne Gustave
Brindisi
Naples
Salerne
MER TYRRHÉNIENNE
Tarente
Opération Avalanche le 9 septembre 1943
Padulla
Corigliano Calabro
Opération Slapstick le 9 septembre 1943
3 septembre 1943, l'Italie capitule
9 septembre
Palerme
Messine
Trapani
Reggio
Opération Baytown le 3 septembre 1943
SICILE
17 août
Catane
23 juillet
Licata
Syracuse
Pantelleria
Gela
Avola
11 juin
ALGÉRIE
Opération Husky le 10 juillet 1943
TUNISIE
Forces alliées
Ligne de front à la date mentionnée
Linosa
MALTE
Lampedusa
0 200 km



LE FRONT DE L'OUEST (AUTOMNE 1944)
PAYS-BAS
15e Armée (Zangen)
La Haye
Rotterdam
Rhin
Arnhem
Waal
Nimègue
Maas
Walcheren
Groupe d'Armée H
(Student)
Wesel
Duisbourg
Krefeld
Eindhoven
Venlo
Dusseldorf
Roermond
Anvers
Neerpelt
Rhin
Geilenkirchen
Cologne
Groupe d'Armée B
(Model)
2e Armée brit.
(Dempsey)
2e Armée brit.
(Dempsey)
Bruxelles
Aix-la-Chapelle
Maastricht
Bonn
ALLEMAGNE
21e Groupe d'Armée
(Montgomery)
Hurtgen
BELGIQUE
Liège
Remagen
Meuse
Namur
9e Armée US.
(Simpson)
Coblence
6e SS Panzer
(Dietrich)
Francfort
1re Armée US.
(Hodges)
Ardennes
5e SS Panzer
(Manteuffel)
Mayence
7e Armée
(Brandenberger)
Groupe d'Armée G
(Balck)
LUXEMBOURG
Trèves
Mannheim
1re Armée
(Knobelsdorft)
12e Groupe d'Armée
(Bradley)
3e Armée US.
(Patton)
Sarrebruck
Rhin
FRANCE
Verdun
Metz
Karlsruhe
Meuse
Ligne de front le 15 septembre 1944
Ligne de front le 8 novembre
Ligne de front le 15 décembre
Attaques alliées
Contre-attaques allemandes :
Décembre 1944
Débarquements aéroportés alliés
Limite des Groupes d'Armées
Nancy
Strasbourg
Groupe d'Armée
Oberrhein
(Himmler)
Colmar
7e Armée US
(Patch)
19e Armée.
(Wiese)
8e Groupe d'Armée
(Devers)
Mulhouse
0
120 km
Belfort
1re Armée française
(De Lattre)
SUISSE


LA DERNIÈRE OFFENSIVE DE LA WEHRMACHT DANS LES ARDENNES
Dispositif allemand et axes de marche des principales forces allemandes du 15 au 23 décembre 1944
Lignes allemandes du 23 au 26 décembre 1944
Contre-attaques alliées à partir du 22 décembre
Front allié le 9 janvier 1945
Liège
Meuse
Verviers
Monschau
9e
99e
67e corps d'armée
Butgenbach
2e
Elsenborn
Stavelot
Malmédy
30e
1re
Trois-Ponts
1re SS-Pz
VIe Panzer Armée SS Dietrich
1re armée US
82e Airborne
Amblève
7e div. bl.
Salm
3e div. bl.
St-Vith
Foy-N.-D.
Ciney
2e div. bl.
Dinant
84e
29e brig. blindée brit.
23 XII
Ourthe
Marche-en-Famenne
9e Pz
Houffalize
66e corps d'armée
Lesse
Rochefort
La Roche-en-Ardenne
Avance le 19 décembre
Beauraing
2e Pz
Ve Panzer Armée Manteuffel
St-Hubert
101e
Bastogne
Airborne
116e Pz
Our
Panzerlehr
Wiltz
VIIe armée
Echternach
4e div. blindée
Neufchâteau
26e
80e
10e div. blindée
5e
4e
Mézières
Arlon
Sedan
0
10
20 km
Luxembourg



LA FIN DE L'AVANCE DES ALLIÉS EN ALLEMAGNE
Armées
Canadiennes
Britanniques
Américaines
Françaises
Soviétiques
Fronts le :
1-IV
19-IV
25-IV
7-V-1945
Zones tenues par les armées allemandes le 7-V-1945
DANEMARK
MER BALTIQUE
Lubeck 2-V
Wismar 3-V-1945
Rostock 2-V
Hambourg 4-V
Stettin 26-IV
Oder
Groningue
Brême 26-IV
Uelzen
Minden 5-IV
Hanovre 10-IV
Brunswick
Berlin 22-IV/2-V
BAS
2-IV
Münster
Magdebourg 18-IV
Oder
Wesel
Paderborn
Harz
Wittenberg
PAYS
3-IV
Cassel
Halle
Torgau 25-IV-1945
Neisse
Leipzig 14-IV
Gotha 5-IV
Cologne
Occupation de la Ruhr 1/18-IV-45
Siegen
Erfurt
Mulde
Chemnitz
Remagen
BELGIQUE
Rhin
Francfort
Elbe
Moselle
Prague
LUX.
Oppenheim
Main
5-IV
Wurtzbourg
Bayreuth
TCHÉCOSLOVAQUIE
Spire
Nuremberg 19-IV
Heilbronn
Moldava
Ratisbonne 27-IV
Stuttgart 22-IV
Ingolstadt 27-IV
Strasbourg
Neckar
Souabe
Jura
Ulm
Danube
Linz 4-V
Munich 29-IV
FRANCE
Inn
4-V
Salzbourg
Berchtesgaden (LECLERC) 4-V
Rhin
Constance 26-IV
Innsbrück
AUTRICHE
Col du Brenner 4-V-1945
SUISSE
Adige
Drave
0
150 km
Bolzano

Index

Suivez toute l’actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

